QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13709 - 4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 23 FÉVRIER 1989

DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

La prison pour des fleurs

d'emprisonnement ferme : comperé aux verdicts des grandes
heures du stalinisme, cetti qui a
frappé, mardi 21 février, Vaclav
Havel à Prague peut paraître clément. Mais Havel n'est ni guérillero ni sête brûtée. C'est un
Tchécoslovaque de cinquantedeux ans, auteur dramatique
réputé, défenseur des éroits de
l'homme au sain d'une organisation qui a depuis longtemps tion qui a depuis longtemps acquis ses lettres de noblesse, la Cherta 77. Un homme que des dirigeants occidentaux comme dirigeants occidentsux comme M. Mitterrand se font un devoir M. Mitterrand se font un devoir de rancontrar lorsqu'ils vont à Prague. Depuis mgrdi, Havel ast surtout le pramiér condamné politique de l'après-Vienne; le vardict de Prague a soudain éclairê d'une lumière dérisoire ce superbe document final de la CSCE et ses clauses « humanitaires » que la Tchécoslovaquie, en Etat européen civilisé. s'était en Etat européen civilisé, s'était engagée à respecter.

En pleine ère Gorbstchev, au moment où Andrei Sakharov est ébiscité pour se présenter aux moment où Lech Walesa négocie l'avenir de son pays avec le pou-voir polonais, les protestations pleuvent, l'ardive, la mobilisation occidentale peut peut-être encore servir pour les cinquents autres accusés des manifesta tions de jaméer. Comme Havel, leur crime est d'avoir voidu déposèr des fleurs au paid de la stazzle de la place Vencestag. à

Partie.

.....

and we

a area

....

11. 金田田

great and specific

un semoin à charge a fini pau reconnettre qu'il ne se trouvei pas place Vencesias le jour de l'arrestation de Havel, et la mère d'un autre accusé, Otakar Vevarka, a été expulsée de dience pour avoir souri... gers dépêchés sur place par divers organismes de défense des droits de l'homme, ils en ont auront-ils pu constater que « les autorités tchécoslovaques ne autorités venaient de fournir à qualques diplomates occidentaux des assurances sur la libération de Havel...

Se défendant d'avoir incité ses compatriotes à des comportements « antisociaux » ou « hostiles à l'Etat », Vaclav Havel a rappelé que les mêmes accusations avaient été portées contra l'ancien secré taire général du PC Rudolf Slansky (exécuté en 1952), l'ascien chef de gouvernement slovaque Gustav Husak (condamné en 1954 à la réclusion perpétuelle) et Alexandre Dub-cek (exclu du parti en 1969). Ces accusations sont déjà jugées accusations sont déjà jugées anachroniques en Hongrie, où les milieux intellectuels ont protesté contre le projès de Vaclav Havel, et en Piúligne, où un milier de manifestants out réclamé à Cracovie la Ébésation du dramsturge svant d'âtre dispessés à coupe de matraquies. Les compressites de matraques. Les communitées français de leur côté ont qualifié de « verdict finadmissible » la condamnation de Prante.
« Vaclav Havel doit être immé-diatement remis en liberté».
écrivait mercredi « l'Hamanité » en point final d'un article indigné Une fois n'est pas coutume, l'organe du PCF aura été en avance sur les médias officiels Tass a évité d'évoquer la condamnation de Havel.

(Lire également page 3 : les droits de l'homme en Roum



Présenté au conseil des ministres par M. Rocard

Le projet de rénovation du service public prévoit une formation renforcée des responsables

M. Michel Rocard a pré-senté, mercredi 22 février au conseil des ministres, une longue communication sur la rénovation du secteur public. Le premier ministre envisage d'introduire des changements dans les habitudes et les saçons de travailler des fonctionnaires et des agents du service public: renforcement du dialogue social, décentralisation des responsabilités, formation professionnelle et recyclage systématique avec une attention particulière portée aux fonctions de commandement.

est une des grandes idées de M. Michel Rocard, beaucoup plus imaginatif en ce domaine que dans celui de l'économie. C'est dire que le premier ministre, qui a exposé un vaste plan de trente mois, mercredi, aux membres du gouvernement, a des idées très précises en tête quand il avance des orientations qui paraîtront bien générales : formation profes-



La rénovation du service public sionnelle, décentralisation des décisions, mobilité, souci de l'usager, projet d'entreprise.

> C'est que le maire de Conflans-Sainte-Honorine sait que, pour sortir le secteur public de sa grisaille et parfois de sa médiocrité, la règle d'or est d'abord de ne pas inquiéter, et ensuite de donner à négociation une place esseutielle dans la prise des décisions.

Les choses vont donc aller lentement, mais elles peuvent aboutir à des résultats concrets d'ici un ou deux ans. Que cherche donc le premier ministre? Quand on lui parle de tous les manquements du service public, M. Rocard a d'abord un réflexe de défense des agents de l'Etat.

> **ALAIN VERNHOLES.** (Lire la suite page 31.)

L'interminable lutte pour le pouvoir à Téhéran

L'arrière-plan iranien de l'affaire Rushdie

Les relations entre l'Europe occidentale et l'Iran se sont encore tendues, mardi 21 février, après le dernier en date des épisodes de l'affaire Rushdie, à savoir le rappel des ambassadeurs iraniens dans la CEE. A Paris, M. Mitterrand a dénoncé le - dogmatisme » et la « violence » comme « mal absolu ».

TÉHÉRAN de notre envoyé spécial

Les cérémonies pour le dixième anniversaire de la révolution islamique se sont déroulées dans une

relative indifférence populaire, malgré les efforts des autorités. En fait, le peuple n'a pratiquement pas participé aux festivités, et a fait preuve, tout au long des dix journées de la « décade du Fajr » d'une apathie teintée de lassitude.

Certes, la grande manifestation de masse qui, le 11 février, a réuni, sur la place Azadi, plu-

niens, a été imposante. Elle a cependant manqué totalement de spontanéité - les participants avaient été amenés sur place à bord d'autocars mis à leur disposition par les comités islamiques de laire qui, il y a dix ans, avait porté an ponvoir l'imam Khomeiny.

En butte à de multiples difficultés quotidiennes, le peuple iranien n'est plus disposé à accepter les sacrifices qui ont été jusqu'à présent consentis par nationalisme : il attend, de la part des dirigeants, des mesures destinées à remédier à la dégradation constante de son niveau de vie. D'où les nombreuses références faites par les officiels, dans leurs discours, à la « décennie de la reconstruction - dans laquelle, selon M. Rafsandjani, l'Iran vient de s'engager.

Le mécontentement est toutefois diffus, non organisé, et ne menace en aucune manière le pouvoir, qui, grâce à l'armée, aux pasdarans et aux nombreux

pose, ne craint aucun bouleversement intérieur. Dix ans après la révolution, la République islamique est solidement installée et a toutes les apparences extérieures d'un Etat centralisé et stable.

ter que les dirigeants islamiques sont toujours profondément divisés sur les problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique. En réalité, il n'existe pas un appareil d'Etat unique, mais plusieurs centres de pouvoir concurrents dont le comportement anarchique a fini par créer une crise institutionnelle qui paralyse le pays. Pour reprendre la formule d'un intellectuel proche du régime : « Nous sommes dirigés par un gouvernement divisé en plusieurs tendances qui font exactement ce qu'elles veulent sans qu'il y ait un système de coordination efficace. »

JEAN GUEYRAS. (Lire la suite page 2 ainsi au'un entretien avec M. Claude Durand, PDG des Editions Fayard.

Nominations au Conseil constitutionnel

MM. Jean Cabannes, Maurice Faure et Jacques Robert remplacent MM. Robert Lecourt, Georges Vedel et Louis Joxe. PAGE 8

Société générale: l'armistice

L'attaquant principal de la banque privatisée, M. Georges Pébereau, accepterait de se retirer du jeu. PAGE 30

Trio européen pour TDF 1

MM. Bouygues, Berlusconi et Kirch (RFA) font alliance pour cinq chaînes PAGE 22

L'ENQUÊTE :

Douaniers sans frontières

PAGE 29

Le Monde

CAMPUS

■ Les universités s'adaptent aux handicapés.
■ Les IUT révent d'un deuxième cycle.

Pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve page 36

Lyon: un maire et sa ville

Francisque le Bel

Elu conseiller municipal de goguette « dans les brumes croixyon en 1959, maire depuis 1976, M. Collomb sollicite un troisième mandat. A soixantedix-huit ans, Francisque le Bel » n'entend pas céder la place: « Que les dauphins Dhinent. Ait-ii. moi 1e pas fini mon travail. »

de notre envoyé spécial

Francisque le Bel ou l'art si peu hugolien d'être grand-maire. Il faut toujours se référer aux bons auteurs pour savoir qui fut qui. Précisément Frédéric Dard, qui était son ami et le reste, en écrit de bien bonnes sur le compte de l'anonyme et suave Francisque Collomb, sénateur à peine centriste du Rhône et maire si peu apolitique de Lyon.

Dans une préface au seul livre iamais consacré à cet échevin couleur de traboule et qui n'en demandait pas tant (1), le père Dard fait référence à ce qu'il faut bien appeler l'affaire de la rue Calas. Une drolatique et tendre histoire de compagnons en

roussiennes » au sortir de la guerre. Frédéric Dard « maitre à déconner d'une fine équipe d'arsouilles » et Francisque Coliomb, à l'époque « beau ténébreux qui fait grimper les demoiselles aux rideaux de la salle de bal », étaient voisins. C'est dire que le beau Francisque, déjà marié et donc rangé, forcément rangé, ne perdit pas une miette des aventures picaresques de cette fine équipe, via le Café des Fédérations et autres lieux de mises en train gastronomiques.

Bien plus, le préfacier raconte comment le futur maire - avec sa frime de jeune premier » filait le train à la patrouille loufoque, faux chaperon mais vrai public - sachant bien qu'avec eux il allait toujours se passer quelque chose dans Lyon.

PIERRE GEORGES (Lire la suite et l'article de JEAN-LOUIS SAUX. Charles Hernu dans son royaun de Villeurbanne », page 5.)

(1) Entretiens avec Francisque Collomb, Jean Butin, Editions Horvath, 1988, 190 pages.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Mort d'un commis voyageur », de Volker Schlöndorff Les victimes du rêve américain

L'intelligente transposition d'une pièce de théâtre d'Arthur Miller. Une composition étonnante, bouleversante, de Dustin

- Cinéma : « Je suis le seigneur du château », de Régis Warguier. n Le 39 Festival de Berlin.
- Architecture: La Courneure, de la barre Debussy au quartier de L'Orme-Sent.

Pages 15 à 17

Immobilier: Une rubrique d'annonces classées: la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 26 à 28.

MICHÈLE BARZACH ▲LE PARAVENT DES EGOÏSMES ODILE JACOE



هكذا من الأصل

Le président Bush approuve la prise de position de la communauté européenne

Après les anathèmes et l'indigna-tion, voici venu le temps du défi. L'Europe occidentale et l'Iran se sont engagés dans une escalade poli-tique dont il est encore difficile de distinguer l'ampleur. On estimait, mardi 21 février, dans les milieux diplomatiques français être désor-mais entré dans une phase « imprévisible », après la réaction « normale et attendue » de l'Iran aux mesures européennes de lundi contre Téhéran – rappel en consultation des chefs de mission en iran et suspension des visites officielles. La décision du gouvernement iranien de rappeler ses ambassadeurs accrédités dans les pays membres de la CEE (le Monde du 22 février) est qualifiée de simple acte de - réciprocité - dans ces mêmes milieux, qui attendent maintenant de voir quelle sera la prochaine étape s'il y

Côté occidental, l'exemple de la Communauté a été suivi, mardi, par la Suède (qui représentera les intérêts britanniques à Tébéran). La Norvège et le Canada. ces trois pays ont ainsi rappelé en consultation leur ambassadeur en Iran. Les Européens ont en outre reçu un appui remarqué du président George Bush. Après avoir déclaré soutenit a déclaration des Douze de luadi en réponse aux menaces iraniennes contre Salman Rusdhie et ses Versets sataniques, M. Bush a estimé que quelle que soit l'offense que contiendrait ce livre, inciter au meurtre et offrir une récompense pour sa réalisation offense profondément les normes d'un comporte-

ment civilisé ». Principal intéressé dans l'affaire Rushdie - l'auteur des Versets sataniques est sujet de Sa Gracieuse Majesté, – le gouvernement britan-nique a demandé à l'Iran de rappeler son chargé d'affaires et le secrétaire de l'ambassade à Londres. La RFA, qui, solidement implantée sur le plan économique en République islamique, a pris une position en pointe au sein de la CEE, a fait savoir qu'elle était prête . à aller encore plus loin si les mesures déjà prises sont insuffisantes ». Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, n'a pas exclu que les Douze muissent avoir recours à des sanctions économiques contre l'Iran si Téhéran ne retire pas ses menaces de mort contre Rushdie.

Il semble que cette dernière éventualité ne soit pas encore d'actualité, si l'on en croit l'un des vice-ministres
iraniens des affaires étrangères,
M. Mohamed Djavad Laridjani.
Celui-ci a déclaré mercredi que son
pays paierait le prix qu'il faudrait
pour obtenir, conformément à l loi
islamique, le châtiment d Salman
Rushdie. • Nous avons beaucoup de
ressources et ce n'est pas le genre de
pressions (les mesures de rétorsions

européennes) qui nous fera baisser les bras », a-t-il dit, ajoutant que « l'Occident ne doit pas se faire d'illusions. Nous sommes totalement déterminés à défendre la réputation de l'islam et du prophète ».

« Pragmatistes » et « radicaux » du régime islamique se livrent à une surenchère ouverte. Principal représentant de la première tendance, l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandjani, président du Parlement, a dénoncé le « complot de l'impérialisme occidental » dont serait victime l'Iran et affirmé que Téhéran ne craignait pas les menaces. Dans l'autre camp, le premier ministre, M. Mir Hossein Moussavi, a accusé l'Europe de « chantage » méritant une « riposte » et a assuré que « l'ordre de l'imam [de tuer Rushdie] serait sans aucun doute exécuté ».

Facétie yougoslave

Restés silencieux depuis le début de l'assaire Rushdie, les - dirigeants musulmans modèrés » ont sait l'objet d'un discret appel du pied de la part de Sir Geossrey Howe, secrétaire au Foreing Ossice. Se sélicitant de l'- unité » et de la « fermeté » de la CEE, il a souhaité que la position européenne soit suivie par d'antres pays dans le monde, y compris par ces « dirigeants musulmans modérés ». Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, vient, pour sa part, de se manisester par un bres appel à l'Iran pour qu'il retire ses menaces contre Rushdie.

L'ire iranienne contre les Versets sataniques n'en reste pa moins très sélective et n'avait pas encore atteint, mardi, la Yougoslavie malgré la petite facétie à laquelle s'est livrée un quotidien de Belgrade, Borba: publier des extraits du livre de Rushdie le jour même de l'arrivée du président iranien Ali Khamenei, lundi, dans la capitale yougoslave. Il est vrai que, dès le lendemain, le traducteur des Versets est « brutalement tombé malade », Interrompant le feuilleton. Mais que les lecteurs de Borba se rassurent : « Il ne fait pas de doute qu'il [le traducteur] se rétablira dans les deux à trois semaines à venir, ce qui permettra la poursuite de la publication », précise un communiqué officiel du journal.

Le gouveraement néo-zélandais de M. David Lange, qui a su, en d'autres circonstances, se montrer très à cheval sur les principes, a, quant à lui, clairement dit qu'il ne comptait pas compromettre les exportations de viande du pays vers l'iran et se mettre à dos ses éleveurs de moutons • à cause de menaces proférées à l'encontre d'un écrivain de longies •

YVES HELLER.

L'interminable lutte pour le pouvoir

(Suite de la première page.)

De l'avis général, la responsabilité de cette situation incombe avant tout à l'imam Khomeiny qui constitue — à tout seigneur tout honneur — le principal et le plus puissant centre de décision en Iran, celui dont les ordres ne sont jamais contestés. C'est grâce à lui que la coalition actuellement au pouvoir perpétuellement « rapiécée », est maintenne

Depuis pratiquement trois ans, l'imam s'est opposé à tout changement de l'équilibre intérieur des forces en multipliant les rappels à l'ordre et les mises en garde. « Tout se passe, déclare un observateur lucide, comme si l'imam souhaitait perpétuer les divisions dans le but de justifier son rôle d'arbitre suprême et incontournable. » En novembre dernier, répondant à la requête de l'hodjatoleslam Ansari, qui lui demandait de préciser son attitude à l'égard des « orientations idéologiques » qui divisent le pouvoir, l'imam a rendu un jugement digne de Ponce Pilate en affirmant qu'il ne voyait pas la nécessité de se prononcer en faveur de l'une ou de l'autre des parties en conflit « mettant ainsi fin à un débat fructueux ».

La « bouderie » de l'imam

Malgré un état de santé déclinant, l'imam Khomeiny est toujours en mesure de prendre des décisions importantes. Mais il a de moins en moins la capacité de les faire respecter à la lettre. Il a pratiquement en quelque sorte « boudé » les festivités de la révolution, à l'exception d'une brève apparition télévisée à l'occasion de laquelle on a pu mesurer le déclin de ses forces.

Certains ont interprété cette bouderie » comme une manifestation de mauvaise humeur devant la dégradation d'une situation qui semble lui échapper. A-t-il voulu, en faisant monter les enchères dans l'alfaire des Versets sataniques, créer dans le pays un mouvement politico-religieux destiné à sortir le pays de sa torpeur? Une telle éventualité n'est pas à exclure si l'on se souvient de la manière dont il a utilisé l'affaire de l'ambassade des Etats-Unis en 1979, et près d'un an plus tard l'invasion irakienne, pour relan-cer une révolution à bout de souffle. Mais l'histoire ne se répète que rarement ; une tenta-tive similaire il y a deux ans, lors de l'affaire de La Mecque, de mobiliser les masses contre la monarchie wahabite, a fait long

Quelle qu'en soit l'issue, cette nouvelle guerre sainte contre les une véritable aubaine pour les adversaires de la politique d'ouverture préconisée par les « pragmatistes », avec à leur tête le puissant président du Majlis, M. Hachemi Rafsandjani. La détérioration des relations de l'Iran avec l'Occident ne pourra qu'affaiblir la position de ce dernier. Soupçonné de « pro-américanisme » depuis l'affaire de l'Irangate, M. Rafsandjani était accusé il y a quelques mois par ses ennemis da camp dit des « radicaux », les

parmi ses adversaires les plus résolus, et le soutien plus conditionnel du groupe Rissalat de l'ayatollah Azeri-Qomi, qui représente la droite religieuse conservatrice alliée au Bazar. Mais ce rassemblement est loin d'être homogène. D'accord sur le plan politique, MM. Rafsandjani et Khamenei divergent sur le plan économique, le président du Majlis partageant avec M. Moussavi, le chef du gouvernement et l'um des chefs de file des «radicaux», les options

M. Moussavi, le chef du gouvernement et l'un des chefs de file des « radicaux », les options

purs et durs de la révolution, de vouloir brader l'indépendance de

De surcroît, M. Rafsandjani n'a pas réussi jusqu'à présent à incorporer les Pasdarans dans l'armée - tâche qui lui avait été confiée par l'imam en juin 1988 - ni à désarmer l'hostilité que les Gardiens de la révolution - l'un des derniers groupes idéologiquement motivés de la révolution islamique - lui vouent depuis qu'il a accepté le cessez-le-feu avec l'Irak dans des conditions qu'ils jugent déshonorantes. Les préventions des Pasdarans à l'égard de M. Rafsandjani semblent partagées par certains milieux de l'armée, qui n'ont pas oublié que le président du Majlis commandait de facto les opérations militaires sur le front et qu'il porte l'essentiel de la responsabilité de la défaite.

M. Rassandjani n'a pas connu que des déboires. Il a réussi à réunisser le courant de la droite traditionnelle religieuse dans le but de reconstituer l'alliance religieux-bazaris qui existait au début de la révolution. Il s'est assuré l'appui inconditionnel du président Khamenei, qui, iusqu'à

interventionnistes étatiques qui font du premier ministre la bête noire des religieux de droite et du Bazar.

du Bazar.

Des divergences semblables existent au sein du clan des «radicaux» où M. Moussavi ne partage pas les choix politiques du procureur de la révolution, M. Khoeniha, notamment en ce qui concerne la libéralisation du régime et l'amnistie des prisonniers politiques. En fait, il n'existe pas de lignes de séparation nettes entre les différents centres de décision qui se partagent le pouvoir à Téhéran. Tel radical peut devenir pragmatiste le lendemain. On cite des cas de conversions miraculeuses au camp des modérés de personnalités connues pour leur outrance révolutionnaire. En Iran anssi, l'exercice du pouvoir émousse les convictions idéologiques de ceux qui se trouvent soudain confrontés aux réalités quoti-

Un fils machiavélique

début de la révolution. Il s'est assuré l'appui inconditionnel du président Khamenei, qui, jusqu'à ces derniers temps, figurait lités jouissent d'un ponvoir qua-

siautonome. Il s'agit d'abord d'Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam, qui tient sa force de sa seule filiation. Nul ne peut voir le « guide de la révolution » sans son autorisation, ce qui fait de lni un redoutable et indispensable intermédiaire. On lui attribue souvent des desseins machiavéliques et la paternité de certaines des décisions de son père. Ce qui est certain, c'est qu'il jouit de l'entière confiance de l'imam et peut, en conséquence, façonner sa pensée.

Ahmed Khomeiny est intimement associé aux dirigeants du camp dit des «radicaux», dont les représentants les plus en vue sont le premier ministre Moussavi, le procureur général Khoeniha et le ministre de l'intérieur Mohtachemi, tous foncièrement dévoués à l'imam dont ils partagent la ferveur religieuse et les convictions politiques. Il entretient également d'excellentes relations avec M. Hachemi Rafsandjani, mais n'apprécie guère le désir de ce dernier d'être le véritable successeur anx côtés du dauphin désigné, l'ayatollah Montazeri, qui ne serait qu'un imam potiche après la disparition du «guide de la révolution».

L'ayatollah Montazeri, qui, après une longue période de semi-disgrace, est en train d'effectuer une remontée specta-culaire, est lui aussi un centre de pouvoir à lui tout seul. Sa rentrée en grâce est, dit-on, due au souci de faire contrepoids à l'influence de M. Rafsandjani. Il sait que ce dernier veut le cantonner au domaine des affaires religieuses, laissant la conduite des affaires politiques au président du Majlis Pour éviter cette éventualité, l'ayatollah Montazeri s'efforce désespérement de créer dans le pays un jeu politique « démocratique » afin de mettre fin à l'immobilisme qui caractérise le pouvoir actuel. Il favorise non seulement l'ouverture économique du régime, tion qui permettrait d'élargir l'éventail des forces politiques. C'est pourquoi, à l'occasion des cérémonies du dixième anniversaire, il a dénoncé l'impasse dans laquelle est engagée la révolu-

Le cas Montazeri

Pour mieux marquer sa volonté d'indépendance, l'ayatollah Montazeri a été le seul des dignitaires religieux à ne pas reprendre à son compte l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny, se contentant de condamner en termes généraux « les Versets sataniques ». Il ne pouvait, il est vrai, agir autrement puisque quelques jours avant la fatwa de l'imam il avait invité les dirigeants iraniens à reconnaître « les erreurs graves qui avaient ruiné l'image de l'iran et effrayé le monde en lui faisant croire que nous n'avions qu'un seul objectif: tuer ». Le successeur désigné de l'imam a été d'ailleurs le seul à dresser un bilan plutôt négatif de la révolution, dénonçant pêle-mêle « l'extrémisme, l'injustice, l'incompétence des responsables, les luttes factionnelles, le mépris du peuple »

Tout un programme destiné à mobiliser autour de lni ce qui reste encore de « révolutionnaires » nostalgiques des journées de février 1979, alors que M. Rafsandjani et ses amis pragmatistes veulent mettre un couvercle sur la révolution pour pouvoir s'engager dans la «décennie de la reconstruction » en faisant appel aux capitanx et technologies de l'Ouest.

Pour pouvoir contourner l'opposition des « radicaux », M. Rafsandjani avait envisage l'amendement de la Constitution de manière à faire du nouveau chef de l'Etat qui sera élu en août un président du type américain, c'est-à-dire disposant de pouvoirs exécutifs étendus aux dépens du poste de premier ministre qui serait pratiquement aboli. Ce projet, rendu public en janvier par le *Teheran Times*, a soulevé un véritable tollé dans la classe politico-religieuse, qui y a vu une tentative de M. Rafsandjani d'asseoir sa propre dictature personnelle. L'imam lui-même se serait élevé contre un projet qui le rejetterait pratiquement dans

La réforme de M. Rafsandjani a donc été gelée, et il est fort peu probable qu'elle survive aux remous créés par l'affaire des Versets sataniques.

ZI. JEAN GUEYRAS.

Le cardinal Decourtray exprime sa solidarité aux musulmans français

Entre l'affaire Scorcese et l'affaire Rushdie, le parallélisme était tentant. Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, n'y a pas résisté. Dans un communiqué publié mardi 21 février, le président de la conférence des évêques de France souligne le lien entre les Versets sataniques, de Salman Rushdie, considérés par l'imam Khomeiny comme attentatoires à la foi musulmane et le film de Martin Scorcese, la Dernière Tentation du Christ, qui avait été accueilli il y a quelques mois, en France notamment, par des protestations et des violences des intégristes catholiques.

"Une fois encore, estime Mgr Decourtray, des croyants sont offensés dans leur foi. Hier les chrétiens, dans un film défigurant le visage du Christ. Aujourd'hui, les musulmans, dans un livre sur le Prophète, les Versets sataniques. A côté des réactions fanatiques qui sont, elles aussi, des offenses à Dieu, j'exprime ma solidarité à tous ceux qui vivent, dans la dignité et la prière, cette blessure.

dignité et la prière, cette blessure. »

Selon le Père Jean-Michel Di Falco, porte-parole de l'épiscopat, la déclaration de l'archevêque de Lyon est destinée « à témoigner notre sympathie aux musulmans français » qui ont pu être « blessés et peinés » par le livre de Rushdie. « Quand le cardinal dit : « Nous » partageons votre peine, en quoi « cela veut-il dire qu'il approuve » les paroles de Khomeiny? » Et le porte-parole de l'épiscopat de rappeler à cet égard la déclaration du cardinal Decourtray du 17 février dernier : « Condamner à mort quelqu'un pour un livre est tout simplement abominable. »

Les incertitudes de l'édition française

Les Versets sataniques, de Salman Rushdie, seront-ils publiés en France, malgré les menaces proférées par l'imam Khomeiny? L'acquéreur des droits de ce livre, M. Christian Bourgois, ayant décidé d'en suspendre la publication, d'autres éditeurs se sont émus. Ils ont annoncé qu'ils étaient prêts à coéditer le livre de Salman Rushdie, dans le cas où la parution française de l'ouvrage « serait effectivement suspendue ». Quai Voltaire et Arléa avaient en l'initiative de cette démarche, avec l'Evénement du jeudi. Ils ont été rejoints par Actes Sud, Action graphique, Balland, Barrault, Belfond, Canope, La Découverte, Maren Sell, Pluriel, Ramsay-Régine Deforges, Le Tout sur le tout, Verdier et La Revue d'esthétique. Des journaux ont signé l'appel: l'Express, Actuel, le Figaro, le Nouvel Observateur, le Point et le Quotidien de Paris.

Gallimard, Grasset et Fayard se sont déclarés favorables à une coédition, si elle se faisait en accord avec M. Christian Bourgois. Celui-ci a souligné que l'ouvrage de Salman Rushdie était en cours de traduction, et que ce travail serait assez long, étant donnée la complexité du livre. « Une fois ce travail terminé, dit-il, je me concerterai sans doute avec les autres éditeurs. Je ne peux préjuger de la décision qui sera prise. Mais je m'opposeral à toute publication pirate qui n'aurait pas l'assentiment de l'auteur. »

Claude Durand, président-directeur général des éditions Fayard, explique ici pourquoi il ne se satisfait pas de l'attitude adoptée par le Syndicat des éditeurs français.

Un entretien avec le PDG des éditions Fayard

Claude Durand: faire front contre Khomeiny

 Qu'avez-vous pensé de la motion publiée vendreill dernier par le bureau du Syndicat des éditeurs, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle traduisait une extrême prodence?

- Les éditeurs français, vous vous en souvenez, ont lancé un appel au gouvernement, au groupe des éditeurs européens, à l'Union internationale des éditeurs. J'ai envie d'ajouter : pourquoi pas à l'UNESCO et à la Croix-Rouge? En réalité, ils ont renvoyé la balle vers d'autres instances. C'est une coutume, hélas! fréquente, dans des organisations de ce genre qui veulent à tout prix éviter de prendre position sur des questions graves. C'est peut-être aussi le signe que, dans ce milieu, la littérature, les idées, pèsent de moins en moins lourd et que les gens qui y sont aujourd'hui les plus influents n'ont pas les mêmes réflexes que nous, ne sont pas prets, comme nous, à s'enflammer pour une cause. Leur attitude va de pair avec les réactions tardives du gouvernement français. C'est consternant.

» Personnellement, j'ai failli moins directes, reçu des visites plus cuvoyer ma démission, puis j'ai ou moins bizarres, qui auraient pu me faire reculer, même si elles u moment où des éditeurs qui, n'étaient évidemment pas de même comme Gallimard, se tenaient à l'écart du syndicat, y reviennent.

La première fois, c'est quand j'ai

- Auriez-rous publié le livre de Rushdie si rous en aviez eu les droits?

- Je crois que je l'aurais publié. Mais je comprends totalement Christian Bougois et je me garde de le juger. Ce sont des décisions difficiles à prendre, parce qu'elles mettent en cause d'autres que soimème: la famille, le personnel, les libraires. Même quand on dit, comme je viens de le faire, qu'on aurait accepté de prendre les risques, on ne peut pas vraiment savoir comment les choses se seraient pré-

sentées.

- Vous êtes-vous trouvé dans des situations comparables dans le

~ En tous points comparables, non, mais il est vrai qu'en deux occasions j'ai subi des pressions plus ou moins directes, reçu des visites plus ou moins bizarres, qui auraient pu me faire reculer, même si elles n'étaient évidemment pas de même nature que dans l'affaire Rushdie. La première fois, c'est quand j'ai publié Soljenitsyne, la seconde quand est paru le livre de Pierre Péan sur l'Afrique. Mais d'autres éditeurs, Maspero, Alain Moreau, ont connu les mêmes mésaventures, qui sont simplement désagréables sur le moment.

- Qu'aurait du faire, scion vous, le Syndicat des éditeurs ?

— Il aurait dû se dire prêt, en accord avec Christian Bourgois, à publier dans les délais les plus rapides une édition collective du livre de Rushdie. C'était une manière d'affirmer l'entière solidarité des éditeurs avec Christian Bourgois et de montrer aux Iraniens que nous faisons front.

 Il y a d'ailleurs un précédent, dans un contexte certes plus bénin : à la fin des années 60, j'avais publié dans la collection « Combats », au Seuil, un livre d'un guérillero brésilien, Carlos Marighela, qui a été saisi par le ministère de l'intérieur. Vingt-trois éditeurs ont accepté d'apposer leur marque sur la couverture d'une réédition, qui n'a fait l'objet d'aucune saisie ni poursuite. Mais, bien sûr, la menace est sans commune mesure avec celle que brandit Khomeiny.

 Pour l'aveair, cette affaire vat-elle modifier votre comportement d'éditeur?

 Non. Si l'habitude se prenait

de reculer devant les tentatives d'intimidation, on finirait par céder même sous des pressions moins fortes. Le cas de l'Iran, heurensement, est tout de même très particulier. Mais il est nécessaire d'affirmer, sans tomber dans la grandiloquence, que l'Iran n'a pas le monopole des martyrs et qu'en france nous en avons quelques-uns qui se sont battus pour la liberté. C'est un acquis qu'il faut préserver sans faiblesse.

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI.





Politique

La préparation des élections municipales

Francisque le Bel à Lyon

L'un et l'autre ont conquis leur mairie, à quel Partage du Rhône ques mois d'intervalle, vers la fin des années 70. Le fils de gendanne, Charles Hernu, achevait en 1977

fils de genoamme, coanes nemu, acreven et 12/1
une tournée d'asspection des villes gagnables par la
gauche. L'ancien petit berger, Francisque Collomb,
avait simplement eu la bonne idée, en 1959, de
refuser la treizième place sur une liste de droite qui grands féodeux - plus malins qu'on ne le croît -ont eu l'habileté de pactiser autour d'une table, ne devait compter que douze sius. Il fut ainsi le dou-zième avant de devanir, en 1976, le premier. aussi souvent que nécessaire, et de signer d'un coup Tout aurait dû les séparer. Le maire de Lyon, Francisque Collomb, s'est juré de ne pas prendre de fourchetta ces fameux « accords Yalta » qui répartissent les zones d'influences au sein de le TGV aussi longtemps que François Mitterrand serait au pouvoir. Dans le sillage de François Mitter rand, le maire de Villeurbanne, Charles Hernu, a été au contraire de tous les parcours du combattant, de

d'une génération de quadragénaires, symbolisée par Michel Noir pour le RPR, Jean-Jack Queyranne pour

Dernier d'une tignée de maires commencés en 1905, Francisque de Lyon résiste depuis des lustres à toutes les méchancetés que l'on peut rappor-ter sur lui, il ne sait pas parler, mais il écoute. N'estce pas son propre ami d'enfance, l'ancien président du conseil régional Rhône-Alpes, Charles Béraudier, qui dressait ce constat, quelques mois evant sa

mort, dans un entretien à Lyon-Libération : ∢ Lyon a toujours eu le maire qui convenait. Edouard Herriot était un très grand maire ; Louis Pradel était un tràs bon maire ; aujourd'hui, ce n'est ni un grand ni un très bon maire : Francisque Collomb est un très bon

Boudé par quelques-uns de ses anciens amis, Charles de Villeurbanne gère pareillement, depuis qu'au beau milieu de l'affaire Grennpeace, il y a quatre ans, il a dù débarquer du gouvernement. Seul maître à bord après Dieu, il a la main sur tout. C'est lui qui choisit, et tant pis pour les autres. Comme admiratif : « Il a le sens du territoire. »



ation à Téhéra-

* 11;** ***

are the last

the State of the

Small from Edge

marine and

a straight

terr states

or organization

145 E 15 E

- 10 F

- 24 Mar 11 Mar 2 F

i lugge

**** AEEE

10 10 10 10 10 L

100 ST. 474

Samuel of the fire

化苯二乙烷烷烷

Termina 🛊

Vert

Property

STATE OF STATE OF

and the state of t

La transfer to the first

aran arang 🛎

e gestar di 📆

マンション 11 **デモ**り

 $\mathbb{C} = \mathbb{C}_{k+1}$

THE REAL PROPERTY.

:E 322

l Suite de la première page.

Et certes, il s'en passait. De belles, de celles qu'on ne devrait pas rapportet aux électeurs quand leur maire, à soixante-dix-huit aus, s'est mis en tête de rempiler comme un

Il s'en passait de drôles, même, ces baignades nocturnes et prophéti-ques dans la fontaine Bartholdi, place des Terreaux, sous la mairie la remorque décrochée en douce, du dernier tramway de Perrache. Ou les plaques de rues arrachées et lancées dans les fenêtres d'exquis-lupaners afin, dit Frédéric Dard, que ces maisons closes le fussent un peu moins ».

Un futur maire qui brava sussi la maréchaussée et l'ordre public, et qui, tout à son défit d'amité, ac reme ries d'ame jetnesse mouvementée, ne saurait être fondamentale. tempérer le discours et dire combien cet édile enchassé en son hôtel de ville, comme sénateur en nâte, annaraft aujourd'hui comme un des plus jolis produits de la cuisine locale. Sans date de péremption évidente.

Car il n'y avait sans doute qu'une semblable ville pour s'offrir un pareil maire. Et se le garder ainsi, tout frais, postant bean en ce déli-cieux écrin d'un hôtel de ville Louis XIV meable Napoléon III, dans une doucereuse profusion de velours, de soies et d'ors. Si Francisque Collomb n'existait pas, Lyon l'aurait inventé. D'ailleurs, elle l'a inventé, cette ville, qui, m'adorant rien tant qu'à se croire capitale des Gaules, se plaît à user de ses maires, à vie, comme s'ils étaient des papes.

Maire un jour, maire pour toujours. Edouard Herriot, le président Dondou pour les intimes, tint un bondemi-siècle. Champenois repenti et souverain absolu, entre radicalisme, mère Brazier et autres heux, con ment dire, « exquis ». Louis Pradel. Zizi pour les initiés, campa et bétonna si longtemps et si bien, vingt ans pratiquement, que seule la mort l'empêcha, affirment ses détracteurs, de transformer encore le Rhône en autoroute du Sad. Et Francisque Collomb, qui n'a pas de surnom, sinon celui élémentaire de e le Francisque », s'est installé dans le fantenil depuis donze aus et y a. pour reprendre l'expression cavalière d'un de ses proches, M. André Soulier, le « cul parfaitement

Quant on est hien portant...

Premier thème donc, celui d'un monarque municipal, têtu, tout à son • j'y suis, j'y reste », sauf l'imprévisible accident de santé. Mais Francisque Collomb a la santé et tient à le dire dans une formule que M. Prudhomme n'est point désayouée : « Quand on est bien portant, on n'est pas malade. Et d'ailleurs, je n'ai point envie de mourir. » Cela se conçoit, en effet, et d'autres le disent autrement, André Soulier encore : - Il faut prendre les mmes comme ils sont. Cest un costaud, hors du commun Il sait qui il est, comment il est. Il n'a pas d'état d'âme, ione samé et puis, sur la question humaine, personnelle, il sait y faire. Les gens le voient Bon d'accord, c'est pas Cicéron, hein? Mais au bout d'un moment, ils se disent : « Mais il est comme nous, ce type. • Et cela leur convient: »

Certes, Francisque Collomb n'est pas Cicéron. Et pas même Démosthène avant les caillonx, orateur vite englué dans le piège du verbe, entre timidité et colère, car elles sont

l'agglomération lyonnaise. A moi, la ville-centre l A moi, la gauche I Et gardons-nous de nos propres amis... Après douza ans d'âge, l'affiance est devenue quelque peu encombrante ; elle freine l'ardeur

tous les grands voyages de la gauche. Mais ces deux

eses, les colères du Francisque svec qui, selon la formule d'un proche, on s'engueule, on s'embrasse». Cette vieille facherie avec l'art gratoire, qui ridiculise ou Emeut, selon l'option qu'on veut bien prendre, n'a pas échappé à Frédéric Dard qui la contourne d'une très jolic formule : « Tu ne ressen pas aux autres políticiens, Francis-que. Avec 10i, jamais de blabla iseux. Car tu n'es pas un homme de mots. Seulement un homme de

L'homme de parole, l'homiète homme, en effet, autre thème nombreux encore, qui voient en Francisque Collomb rien moins que le plus grand dénominateur com-mun, cet honnète maire qui jouit de « la confiance de ses banquiers et de ses administrés ». Ni génie ni par-rain, n'était son allure de patriarche de soap-opéra, simplement un homme têtu, obsiné, complètement tendu vers son objectif qui n'est point tant de régner sans partager, mais au contraire de partager pour

Car s'il est un trait de caractère que tous et chacun s'accordent à reconnaître à ce maire ad æternam. c'est sa capacité partageuse, son

souci absolu de déléguer absolu-ment. La tactique vant pour Lyon, comme elle vant pour la communauté urbaine. Déléguer pour durer, l'idée toute simple a fait son chemin pour devenir ce système que nul, mis à part Michel Noir — « le grand fifrelia », dit le maire vaguement en colère - n'aurait idée de contester. puisqu'il arrange tout le monde. Déléguer et régner, avec un matois sens du partage. Et pour le reste, comme dit Francisque Collomb, « que les dauphins dauphinent, moi je n'ai pas fini mon travail. Je ne veux pas laisser ma ville en miettes ». Et, il ne le dit pas mais le pense très fort, pas laisser Lyon au RPR.

En somme, ce mode mon et suave de gouvernement local, l'art de saucissonner la quenelle municipale serait complètement trompeur pour qui ignorerait encore qu'un tel plat peut être fait aussi de brochet. C'est-à-dire de prédateurs. Et il y a du prédateur, affable et souriant, certes, mais prédateur tout de même, chez Francisque Collomb, tout à l'orgueil légitime d'une réus-site sociale et politique qui n'était rien moins qu'évidente.

A oser, on dira qu'il l'a joué fine le Francisque, jeune ambitieux et

d'homme qui s'est fait seul - avec taller ainsi un « intéri-maire » scion l'aide de quelques solides autres carnassiers - pour arriver ainsi aux honneurs lyonnais. Un nouveau thème là encore, celui d'une vie dans le siècle, d'un homme tiré, poussé par ses pairs - ou affectant de l'être - goûtant à pleines dents du pouvoir, banquetant déliciensement à la table politique, comme un repas sans sin ni lassitude chez Nandron, le repaire préféré.

« Ventre arme »

Lyon, lorsqu'il s'est agi de res placer « Zizi » Pradel, mort en 1976 à quelques mois des élections municipales, n'aurait probablement pas imaginé que Francisque Collomb pût devenir maire. Francisque Collomb, lui, l'imagina fort bien - ou d'autres pour lui - et il y réussit au terme d'une assez somptueuse série de grandes manœuvres de coulisse, où les «cadors» locaux, Joannès Ambre, Charles Béraudier, André Soulier, Napoléon Bullukian et quelques autres, surent défaire le président légitime Jacques Souste fabriquer » Francisque Collomb. Avec peut-être chez plusieurs l'idée non avouée, car non avouable. d'insun mot féroce du journaliste lyon-nais Pierre Mérindol (2), expert en ces obscures et subtiles lyonnaiseries, entre la franc-maconnerie et la Colline catholique.

Lyon se souvient encore de cette bataille d'épithètes, quand les pré-dictions volaient bas. A Jacques Soustelle qui l'avait bombardé précisément d'un définitif « maire intérimaire », Francisque Collomb répliqua « député provisoire ». Et c'est Francisque qui avait raison. Prohablement parce qu'il ne doutait de rien, qu'il n'était point homme à douter, dans sa résolution de réns-

Une maladie qui l'avait pris tout petit, enfant panyre d'une panyre famille du Bugey, « ventre jaune » monté à l'assaut de Lyon comme d'une capitale. Elle est belle on dirait, et édifiante, cette histoire d'un gamin de l'Ain, enfant de chœur saisi par l'ambition et parrainé à l'époque par un autre Rasti-gnac de Saint-Rambert-en-Bugey, le délectable Charles Béraudier.

. L'histoire a été racontée, mille et mille fois, ici (* le Monde Rhône-Alpes » du 18 septembre 1986) et ailleurs: la montée sur Lyon en 1927 sur un tan-sad de moto du jeune Collomb, le travail dans la

iournée chez le père Guy, un miroitier plutôt pingre et le soir les cours par correspondance à l'École universelle. Et puis l'ascension à force de courage et d'horaires, l'emploi penprise des Roches-de-Condrien. la petite boutique de journaux en per-dition à Décines, devenue en quatre ans une bonne affaire. Et le rachat. en 1945, d'une entreprise Chimicoior, sorte de canard boiteux, qu'en dix ans de travail . jours et nuits). Francisque Collomb

« Vous savez, quand j'ai quelque chose dans la tête... ». Voilà ce qu'il disait et dit encore. l'industriel entré en politique, ou en apolitique, à la demande de Charles Béraudier en 1959. «Il faut que tu viennes sur ma liste. On a besoin d'un industriel ., lui dira le déjà célèbre «Bébé». Et ce que Charles voulait : la liste de Béraudier est en réalité celle de Jacques Soustelle, adversaire de Louis Pradel. Francisque Collomb, douzième de liste - car sa femme superstitieuse s'était absolument opposée à ce qu'il accepte la treizième place proposée – est élu,

Début d'une autre aventure, avec son lot de légendes, les vœux prêtés aux mourants, un premier adjoint qui, à l'agonie, suggère de confier à Francisque sa succession à la construction du marché-gare. Et Louis Pradel, le potentat qui, avant de mourir, aurait souffié à ses proches : «Heureusement qu'il y a Francisque. =

Le chn

Assez vraisemblables pour être devenues vraies, avec le temps, ces anecdotes masquent en réalité, dernier thème et dernière clef d'une réussite doucereuse, l'obstination têtue d'un clan, la mise en place parfaitement coordonnée d'une équipe de grande envergure, ce système Collomb, dont on ne sait si son chef le pensa ou le subit avec l'exquise délectation de se laisser conronner. de personnages. Deux avocats ès Ambre l'éminence grise, et André Soulier, socialiste repenti -Charles Béraudier, l'incontournable M. Bébé, et Henri Bailly, sorte de Père Joseph nourri à la mamelle politique des renseignements généraux. Bref, une fine équipe, experte en toutes manœuvres, une coalition de grands féodaux suffisamment malins pour se partager le pouvoir et

Le temps, la mort out défait ce bel assemblage. Joannès Ambre, qui imaginait Lyon, a le premier, d'un infarctus, pris congé le 21 août 1984 Charles Béraudier, qui n'avait, selon le maire de Lvon, son grand ami. noint son égal « pour accommode les sauces électorales », n'a pas survécu à son deuxième infarctus, le 16 octobre 1988. André Soulier, premier adjoint, a boudé, un instant, ou fait semblant il y a six mois, avant de revenir promptement soutenir quotidiennement le maire. Et Henri Bailly, dans son bureau d'attaché parlementaire du sénateur Collomb, continue à filer la soie et tisser ses

Et puis, sans doute par crainte de la solitude, par peur d'être seul maire à bord, Francisque Collomb où là encore ses proches – a trouvé le moyen de n'être plus si démuni l'âge venu. Il avait soutenu Raymond Barre, bravement et sans la moindre hésitation. Raymond Barre le soutient dans cette campagne. bravement et sans la moindre réserve.

compagnie. Que les dauphins dau-phinent, dirait le maire de Lyon. Avant de murmurer, vachard, à l'intention de Michel Noir: « Me mettre dehors, cela ne plait pas aux Lyonnais. Et il ne faut pas toiser les gens de toute sa hauteur, surtout quand l'on est grand.

PIERRE GEORGES.

(2) Lyon, le sang et l'argent, Pierre Mérindol, Editions Alain Morean, 1978,

M. Charles Hernu, en son royaume de Villeurbanne

VILLEURBANNE de notre bureau régional

Question noire sur fond vert : « Hernu, qu'as-tu fait de PASVEL ? » Répercuté, à bonne hauteur, sur tous les murs de la ville, le coup n'est pas très franc. L'ASVEL, à Vilieurbanne, ce n'est pas qu'un club de basket, c'est un peu comme les Verts à Saint-Etienne ou l'OM de M. Bernard Taple à Marseille. Or, jusqu'à ces demiers jours. l'ASVEL commençait à plonger dans les profondeurs du classement, quatre mois seulent après que le maire de la cit Charles Hernu, en eut pris la présidence.

Questions rouges sur fond trouble : « Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a quitté Hernu. Pourquoi ? Bernard Rivelta, président du groupe socia-liste au conseil général, a quitté Herry, Pourquoi ? > Survent quelques autres noms, ceux d'adjoints au maire sortant, qui ne repertiront pas cette fois derrière Charles. Hernu, et toujours cette question : « La droite mêne une campagne

de corbesu », s'indigne la secré-taire de la section socialiste de Villeurbanne, M. Jean-Paul Bret. Devenu inattaquable dans sa ville sur l'affaire Greenpeace, qui lui valut à la fois de quitter le gouvernement et de rentrer en triompha teur à Villeurbanne, l'ancien ministre de la défense est, en effet, davantage contesté pour ses methodes, voice pour son penchant à mut vouloir contrôler et ramener à lui. « Je sais bien que i ai une préconscience, concède-t-il gravemem. Mais c'est aussi parce que Villeurbenne, avec ses cent vingt milie habitants, est la première ville socialiste de la région Rhône-Alpes, que je suis en point de mire. > C'est en fait lors de son départ du ministère de la défense, en 1985, que le conflit lervé avec crues-uns de ses proches a éciaté au grand jour. « Parce que je plus ministre, certains ont ncé à dire que je na pouvais plus être maire », rapporte M. Charles Hernu. Ceux-là en tout cas ne sont plus sur la liste de gauche à Villeurbanne.

A la faveur du rétablissement du scrutin majoritaire aux élections législatives de 1988, le premier adjoint, M. Jean-Jack Queyranne, s'en est allé prudemment conquérir una circonscription voisine de celle de Villeurbanne et il est autourd'hui candidat à la mairie de Bron, une commune limitrophe. Conseiller nord, M. Bernard Rivalta a pure-

la liste présentée à la section autres adioints. Man Pascale Crozon, déléguée régionale à la condition féminine, et M. Stéphane Boudovan, ancien membre du Conseil national de prévention de la délinquance. Coelques autres c contastataires) ont renoncé, par solidarité ou par lassitude. à se porter

Le conflit, relayé par un procès

an differention contre l'Evénement du ieudi - qui sur la base de divers témoignages, avait titré tout fou ? > (1), - a fait suffisamment de chemin pour qu'il soit examiné par les instances nationales du PS. En dépit de son attachement à son ministre, le premier secrétaire. M. Pierre Mauroy, a fait savoir récemment ou'il recevrait deux des exclus ». C'est assez pour rasséréner le plus connu d'entre aux, Bernard Rivalta, qui, en ces temos de campagne, préfere louer l'apaisement, « On ne fait pas cent voix impunément face à Charles Hernu dans la section cialiste de Villeurbanne, rapoellet-il simplement. J'ai donc une responsabilité morale vis-à-vis de ceux qui m'ont soutenu. Je restera présent dans tous les grands débats. »

Affectif

Le troisième des « exclus », M. Stéphane Boudoyan, a fait un tout autre choix. Militant socialiste depuis dix ans mais surtout animateur de terrain dans les quartiers populaires qui bordent le boulevard périphérique de l'est lyonnais, il est UDF dans le 8ème arrondissement de Lvon, dans l'espoir de pouvoir continuer « son boulot ». « Je n'ai plus de ressources, raconte-t-il, et ma femme, employée municipale, a été mutée. Elle vient de rentrer pour trois semaines dans l'un de hopitaux où l'on n'aime pas envoyer les gens. » La raison principale de son éloignement, expliquet-il, est d'avoir continué à entreti des relations d'amitié avec l'ancienna épouse du maire, Mª Dominique Hernu, chargée de mission au cabinet du président de la République. « C'est difficile à dire, entre hommes, mais j'ai zimé ce type. Il nous aurait fait marcher sur les mains. Puis l'équipe s'est

« Peut-être est-ce surprenant mais Hernu est un affectif, explique un proche du maire. C'est surtout un boulimique de l'action. Il s'est complètement identifié à la ville : auparavant, Villeurbanne, c'était

maintenant, c'est aussi Hemu.» ∢ Il est certain qu'il faut décoder ses propos cer il exagère souvent : s'il rencontre un dimanche un commerçant mécontent, vous pouvez être sûr de trouver, le lundi sur votre bureau, une note vous expliquant que tout un quartier est contre nous », ajoute un autre élu. Il y a, en effet, souvent, comme un tit vent de folie qui souffle dans la banlieue de Lyon. Que l'Europe se prenne à bouder Strasbourg, par exemple, et le maire de Villeurbanne fait mettre les drapeaux en berne sur les balcons de l'hôtel de

Soucieux de rester à l'écart des querelles de famille, le président du groupe des élus communistes, M. Pierre Grannec, se félicite pourtant des rapports loyaux qu'il entretient avec le chaf de file socie-

liste. « Il sait bien faire la synthèse entre les couches populaires et certains milieux commercants dui ne nous sont guère, a priori, favorables », observe-t-il. Les Verts et les rénovateurs, qui s'apprêtent à présenter une liste commune, restent aussi étonnamment discrets sur le responsable en titre de l'opération menée contre le Rainbow Warrior. Même le chef de file du Front

national, M. Pierre Vial, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon 3), avoue sa sympathie pour le côté convivial du personnage. « Je préfère les sanguins aux socialistes froids du type Fabius, explique-t-il. Hemu est un personnage dantonian plus que robespierriste. Il sait passer audessus des convenances doctrinales, L'autocratisme, c'est sans doute un défaut pour les intellectuels mais pas pour l'électeur. » Seul le candidat de la droite,

M. Alain Chaboud, se prépare à un rude travail d'opposant. « Je frémis quand je pense que ca type au Moyen Age ici ; Villeurbanne est une ville sous haute surveillance, à tel point que j'ai interdit à mes athisants de coller des affiches la nuit : c'est trop dangereux. » Adjoint au maire de Lyon de 1977 à 1983, cet ancien journaliste de l'ORTF puis du groupe de presse Progrès Dauphiné avait été écarté il y a six ans. Récamment promu au secrétariat de la fédération du Rhône du CDS, il coère aulourd'hui un retour remarqué en politique, avec l'espoir de l'exécutif de la communauté urbaine de Lyon tandis que sièger sur les bancs de la minorité.

rence, aux attaques dont il peut Arra l'objet. l'ancien ministre a engagé une campagne méthodique sur le terrain. Au Tonkin, un quar tier récemment rénové, le voilà tout miel, par exemple, avec la boulangère : « Vous savez. Madame, que grand-mère Hernu vient acheter son pain chez vous ? Si, si, je vous assure, elle habite en face, à la résidence. » Puis, quelques mètres plus loin. l'expert averti en géographie politique locale lance, neur, à la petite troupe qui l'accompagne : « Allez, suivez-moi, ici, chez la pharma-Cela ne rate pas mais cela fait des années qu'il l'entend, la pharmacienne du Tonkin, et ou'il l'écoute. parfois. Un vrai travail de profes-

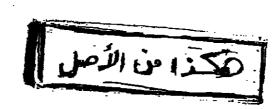
Un autre jour, place des Maisons-Neuves, il poursuit de sa voix de chanoine onctueux : « Vous voyez, on a détruit de vieilles maisons pour construire cas nouvebla HLM mais on a conservé cet arbre. » De l'aventure de Greenpeace, juste un mot, réaliste, en se lissant une fois encore le maigre collier de barbe devenu gris : « Ma popularité est là ; chaque année, je reçois des caisses entières de cartes de vœux. On a affaire à une population très patriote. A ses yeux, je suis celui qui a couvert

Fort des 57,5 % de suffrages exprimés qu'il a recueillis dans sa ville au second tour des élections législatives de juin demier, Charles Hernu imagine déjà ce prochain défilé de jeunes Villeurbannais qui porteront un tout nouveau tee-shirl leurhanne a Il préfère moneler tout à la fois la création de vingt-huit parcs d'activités, le projet de technopôle « Villa Urbana » et la présence de seize mille étudiants dans la ville. Avant de lâcher en confidence : « Le mandat de maire est le seul où vous savez très vite si vous avez feit le bien ou si vous avez fait

Pour répondre aux affiches anonymes, c'est tout juste si le maire de Villeurbanne parsème la presse locale de quelques petits pavés un chef d'entreorise : « C'est vrai que Charles Hernu n'est pas toujours très commode mais avec lui, Villeurbanne progresse. > Ou encore : « Les Villeurbannais ont de la chance d'avoir un maire comme

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) Voir le Monde du 20 décem-



Politique

La préparation des élections municipales

Châlons-sur-Marne ou le communisme sans histoires

CHALONS-SUR-MARNE de notre envoyé spécial

Plus de cinquante mille habitants : une liste d'union de la gauche - constituée sans drame - menée par un maire communiste sortant qui est loin de partir battu d'avance. En debors de la région parisienne, une telle fiche d'identité devient rare : pas plus d'une demi-douzaine de cas, dont celui de Châlons-sur-

Cité historique plus administra-tive qu'industrielle, ville de garnison, préfecture et capitale régionale un peu assoupie - résignée. dit un acteur politique local - aux marges du vignoble champenois, Chalons offre, paradoxalement, un bel exemple de communisme muni-

Lorsque son maire CDS, en 1977, ne s'est pas représenté. Châlons a préféré le communiste Jean Reyssier au RPR Bruno Bourg-Broc, aujourd'hui challenger du maire sortant. M. Reyssier a si bien fait qu'en 1983, encore contre M. Bourg-Broc, il a été réélu, de justesse certes. Mais, des trois villes principales de la Marne (Châlons, Reims, Epernay) conquises par la gauche en 1977, la sienne a été la seule à ne pas rebasculer, six ans après, à droite ou au centre.

La résistance de son bastion châlonnais, le PCF la doit, en grande partie, à l'image personnelle de M. Reyssier. Cet ancien cheminot, savoyard d'origine et passionné de montagne, communiste sans état d'âme, a conquis la population. Ainsi M. Patrick Denis, candidat socialiste au poste de deuxième adjoint, reconnaît-il que ce maire, humain et souriant, . ne met pas son drapeau dans sa poche, mais arrive à donner une autre image du PCF et, malgré tout, ne s'est jamais mis en situation de se marginaliser par rapport à son parti -.

Est-ce au prix - comme l'en accuse la droite - d'un « clientélisme - bien compris qui l'amènerait à ne - jamais dire non -... quitte à place? M. Pierre Dellon, CDS, secrétaire général de la Chambre régionale de commerce et colistier de M. Bruno Bourg-Broc, avance que l'image du maire est « neut-être déclinante, parce qu'il commence à décevoir ». Mais les socialistes, eux aussi, se sont cassé les dents quand il ont eu la tentation de redresser la tête face à cet homme de terrain qui, un petit carnet à la main, fait tous les ans la tournée de tous les quartiers de la ville,

Au premier tour des législatives de 1988. Mme Ghislaine Toutain. dynamique parisienne · parachu-tée · dans la Marne en 1986, a été largement distancée par M. Reyssier. Elle y a perdu son siège de député, ses espérances municipales

rer sur la liste. Dès lors,les socialistes du cru n'ont pas contesté un seul instant l'attribution de la tête de liste d'union (qui reproduit à peu de choses près les équilibres de 1983) à M. Reyssier.

A droite, M. Bourg-Broc, pour sa troisième tentative, essaye une nou-velle tactique qui fait fureur un peu partout en France pour ces municipales 1989. La population n'est pas choquée que son maire soit communiste? L'opposition jouera la carte de l'apolitisme et l'attaquera sur son point faible, l'économie. • Une sacrée volonté d'entreprendre.» C'est le slogan de M. Bourg-Broc. qui mise à fond sur la compétence gestionnaire de - socioprofession-nels - dont il affirme qu'ils sont aussi bien de droite que de gauche. L'un d'eux affirme même qu'il a voté pour M. Mitterrand en 1981 et en 1988. Pour tous, un seul souci : · Mieux gérer pour moins dénen-

Les « gestionnaires »

Les opposants « gestionnaires » de M. Revssier ont, sur ce terrain, il est vrai, un allié aussi précieux qu'inattendu : même les colistiers socialistes du maire (1) ont glissé dans leur propre programme quelques phrases assassines sur la politique sconomique - ou la non-politique économique - de la mairie. Ils regrettent, notamment, le climat de guerre civile - qui, selon eux. oppose les acteurs économiques de Châlons à la municipalité. La droite a sauté sur l'occasion et affirme que la couleur politique du maire dissuade d'éventuels investisseurs. Quant aux socialistes, ils ont demandé, et obtenu, le poste d'adjoint aux affaires économiques.

M. Reyssier répond, bien sûr, qu'il n'est pas - un repoussoir pour les industries . Pourtant, sa ville semble, de fait, victime d'une sorte de boycottage économique de la part d'une partie du patronat. Quant à l'inaction qui lui est reprochée, sa défense - « les municipalités n'ont pas les clès du développement économique - - ne vaut-elle pas demi-

La droite, - à mots couverts accuse encore M. Reyssier de gérer sa commune en pensant, au moins autant, aux intérêts financiers de son parti qu'à ceux de sa ville. Lors une conférence de presse, M. Jean-Marie Camus, l'un des colistiers UDF de M. Bourg-Broc. a ainsi lancé : • Gérer est un acte technique qui n'a rien à voir avec la politique, sauf si on est le Parti communiste -...

Cette campagne - apolitique > suffira-t-elle à convaincre les Châlonnais de changer de maire? Si le député RPR a battu le maire communiste aux dernières élections

législatives, c'est le vote rural qui a coûté la circonscription à M. Reys-sier, majoritaire dans sa ville. Candidat aux élections cantonales de l'automne 1988, il a été réélu au second tour avec 63,44 % des suffrages. Surtout, les nombreux fonctionnaires châlonnais — le secteur public assure 41 % des emplois — entendront-ils l'appel que lance M. Bourg-Broc à la création de

« synergies » entre les acteurs économiques pour lutter contre le présumé déclin de Châlons ? Le maire pense que sa réélection pourrait être plus facile qu'en 1983, mais la gauche redoute l'abstention. Quant à la droite, elle juge l'élection e très

Face au sexagénaire communiste. le challenger RPR a juste quarantequatre ans. Loin d'avoir le même charisme que le maire, il a entrepris de mieux asseoir son image dans la ville et fait désormais figure de chef de file incontesté de la droite châlonnaise : les centristes ont, il y a plu-sieurs mois, eu la tentation de prendre la tête d'une liste d'union de l'opposition sur les mêmes bases • socioprofessionnelles •. Au grand dam de M. Bernard Stasi, maire d'Epernay, ancien président CDS de la région, ils y ont renoncé d'euxmêmes, reconnaissant de facto la prééminence de M. Bourg-Broc. Même s'il ne l'emporte pas cette fois-là, M. Bourg-Broc, en l'absence de relève socialiste, peut espérer succéder un jour à M. Reyssier. Le vieux combattant, fatigué, s'est dévoué une dernière fois pour son parti. Pourra-t-il, plus tard, trouver dans ses rangs un successeur de sa

Runeur et sous-marius

stature?

A l'extrême droite, M. Yves Legentil, candidat potentiel du FN, n'a pas encore déposé sa liste. La rumeur veut qu'il ait des difficultés à la constituer, ce qu'il dément, il a demandé publiquement à M. Bourg-Broc de saire liste commune dès premier tour. Inutile de dire qu'il n'a aucune chance d'être entendu. C'est pourquoi il alimente une rumeur que la gauche ne se prive pas d'évoquer - selon laquelle des • sousmarins - du FN figureraient sur la liste de M. Bourg-Broc.

Outre les démentis formels de M. Bourg-Broc comme du CDS Pierre Dellon, les affirmations de M. Legentil ne semblent pas très fiables. Ainsi produit-il comme preuve de ce qu'il avance un acte d'allégeance au FN pour les municipales. Le nom du signataire correspond bien à celui d'un des colistiers de M. Bourg-Broc, mais une simple comparaison des prénom, date de naissance et profession montre qu'il ne s'agit pas de la même personne... Au-delà de ces «gesticulations». les scores antérieurs obtenus par le

FN peuvent lui laisser caresser l'espoir de passer la barre des 10 %. Dans ce cas de figure, M. Bourg-Broc affiche la même fermeté pour refuser la discussion entre les deux tours : . Si j'étais tenté, dit-il, je serals assez bien entouré pour ne pas l'être. Et je ne le seral pas. -M. Dellon confirme l'absolue vigilance des colistiers de M. Bourg-Broc. « Bourg-Broc est l'otage de l'UDF », soupire M. Legentil.

De toute façon, les risques sont limités pour le candidat RPR : la priorité du FN est de battre M. Reyssier, ce qui suppose de sa part un comportement « responsa-ble ». Même attitude pour le chef de file de la deuxième petite liste d'opposition annoucée (ce qui ferait quatre, dans cette ville où l'on a plutôt l'habitude des combats bipolaires), M. André Brun.

Actuel adjoint chargé des sports à la mairie, ancien membre du groupe socialiste, M. Brun affirme qu'il est déterminé. Candidat à l'automne 1988 dans le même canton de Châlons que M. Legentil, il a obtenu avec queique i i % des suffrages plus que le conseiller régio-nal FN. Il jure que 10 % des voix le 12 mars sont pour lui un « plan-

Tout comme M. Legentil, M. Brun souhaiterait, s'il est en situation de le faire, négocier avec Bourg-Broc entre les deux tours. Là encore, le député RPR n'est probablement pas très inquiet : M. Brun, qui ne lance aucune exclusive à droite ou à l'extrême droite, veut pas, lui non plus, être le fossoyeur d'une espérance - - : celle de mettre un terme au règne de M. Jean Reyssier, le « stalinien » — comme dit M. Legentil — à visage

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) La liste comprend également deux Verts et deux MRG.

FICHE D'IDENTITÉ

Présecture de la Marne, 54 359 habitants.

transports, construction de véhicules, agro-alimentaire (deuxième Foire agricole de France en septembre); 74 % de la population employée dans le tertiaire, 41 % des actifs dans le secteur public.

Taux de chômage: 10,1 %. Taux d'immigration: 5,7 %.

Enseignement : un lycée d'enseignement général, un lycée technique, plusieurs collèges, un GRETA, institut d'études juridiques, centre des arts et métiers. Centre national des arts du cirque.

Sports: basket-ball (Espérance basket en nationale II), tennis de table (ASCC en division I), tir (champion du monde de tir au sanglier courant), sports de glace.

Strasbourg: le centriste et la rocardienne

STRASBOURG de notre correspondant

Une seule certitude : il y aura un second tour à Strasbourg. La multi-plicité des listes rend à peu près impossible la répétition de l'unique tour de scrutin de 1983. Le maire, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), avait alors enlevé cinquante sièges avec 54,57% des suffrages. Huit sièges seulement étaient revenus à l'opposition socialiste et trois à une liste dissidente du RPR, conduite par l'ancien ministre RPR, M. André Bord, qui a depuis rompu avec le parti de M. Jacques Chirac. Six ans après, le maire sortant

n'est plus le dauphin désigné – et alors pen comu – de M. Pierre Pflimin et M. Rudloff entend être jugé sur son bilan et ses projets. Il mène, comme ses adversaires, une campagne de terrain. Mais trois éléments nouveaux modifient la géographie strasbourgeoise : le Front national, les Verts, et les cahots de la gauche.

Le Front national, s'il subit comme ailleurs une certaine érosion, ouera sans doute dans « la cour des grands = : l'ancien député, M. Robert Spieler, conseiller régional d'Alsace, mène une double campagne, mêlant la défense de l'identité alsacienne et la croisade contre l'insécurité. Il peut espérer grignoter sur l'électorat RPR, mais aussi, dans les quartiers populaires du Neubof et de Cronenbourg, sur les fiefs socialistes. Dans la cohabitation forcée avec le FN au conseil régional qu'il préside, M. Rudloff n'a consenti aucune concession. Mais si la frontière est nettement tracée entre les états-majors, elle ne le sera peut-être pas antant dans les électo-

Rataille pour une fédération

Les Verts, derrière Mª Andrée Buchmann, conseillère régionale, espèrent 12 % des voix au premier vent comp retombées du bon score de leur numéro un et voisin haut-rhinois, M. Antoine Waechter, à la dernière présidentielle - 8.6 % à Strasbourg - et sur une meilleure affirmation de leur image. La liste Strasbourg-Village », composée en 1983 d'écologistes, de militants culturels et d'extrême gauche, avait rénni 4.99 % des voix, manquant d'un cheveu l'entrée au conseil municipal. Aujourd'hui la liste est franchement « verte », compte trente-trois femmes sur soixante et une, et l'ancienne tête de liste de 1983, M. Armand Peter, est en

La majorité présidentielle a changé de visage : à la liste de

troisième position.

M. Jean Œhler de 1983 succède celle de Mª Catherine Trautmann. Mais cela ne va pas sans heurt et sans drame : l'ancien député rocardien, brièvement ministre dans le premier gouvernement Rocard. aujourd'hui . madame antidrogue ., a di batailler ferme pour ravir la tête de liste au député-symbole de 1981. Les différends entre M. Chler et M= Trantmann alimentent un feuilleton qui ravit les élus RPR et UDF. La liste telle qu'annoncée par M= Trautmann a été jugée « indicative et prématurée » le lendemain même de sa pré-sentation par la fédération du Bas-Rhin du PS, en raison de l'absence des communistes, mais surtout des « manvaises » places données à quelques militants « œhlériens », symbo-liques de la gauche populaire.

Le dernier épisode de ce bras de fer a été mardi 21 février le retrait de M. Oehler après l'annonce, la veille au soir, par la commission électorale strasbourgeoise du PS, du remplacement de dix de ses amis : ceux-ci refusaient en effet de donner mandat à la tête de liste pour les démarches indispensables à la préfecture. - Je ne suis pas candidat -. a alors affirmé M. Ochler. « puisqu'on ne respecte pas les décisions du PS national. - M. Ochler

pourrait se présenter dans une autre commune de sa circonscription législative, Bischheim, où son attaché parlementaire est actuellement tête de liste.

Au moment où la gauche non ommuniste peut beaucoup espérer à Strasbourg - qui n'a donné à M. Chirac que deux cent dix voix d'avance sur M. Mitterrand le 8 mai 1988. - cette querelle compromet gravement l'image du PS local, qui donne le sentiment de se battre plus pour le contrôle, après le scrutin, de la fédération départementale que pour celui de la ville et unauté urbaine

Les communistes, emmenés par M. Francis Wurtz, député européen, l'union : écartés de la liste Trautmann, ils ont fait alliance avec le MRG et des personnalités sans carre de parti, mais rien ne dit qu'une telle liste ne va pas évoluer, au fil de la querelle Œhler-Trautmann...

M. Rudioff aura aussi à compter avec ses - dissidents -. Ainsi, M. Bord a été écarté de la liste «majorité alsacienne» car sa présence aurait compromis tout accord avec le RPR, qu'il a quitté avec fracas il y a quelques mois. Il constitue sa liste, comme il y a six ans, en insistant sur la confiance répétée des présidents de la République à son égard : n'est-il pas encore aujourd'hui président de la commission interministérielle francoallemande?

De son côté, M. Michel Stourm. barriste, ancien membre du cabinet ministériel de M. Adrien Zeller (UDF-CDS), mène une liste : sa campagne, illustrée par la publica-tion d'un véritable roman politicopolicier, le Crime du bimillénaire. sous le pseudonyme de Val Saint-Chrotron, oscille entre les égratignures amicales aux notables centristes et les appels à une plus large démocratie locale.

Deux dossiers pourraient peser lourd dans la campagne : l'important projet du VAL (métro léger conçu par Matra), dont la majorité sor-tante entend doter Strasbourg, et dont le coût fait hésiter le patronat local, et surtout les déceptions européennes de la capitale alsacienne. Le vote du rapport Prag, le 18 janvier, par une majorité du Parlement européen qui a ainsi marqué sa nette attirance vers Bruxelles, a-t-il brisé un mythe? M. Rudloff ne manque pas d'idées et de projets pour défendre ia vocation européenne de Stras-bourg : VAL, TGV-Est, soutien du transport aérien, district européen et surtout appui au bilinguisme. Mais les socialistes alsaciens peuvent plaider que le courant passerait mieux entre le gouvernement et une mairie de gauche.

Les municipales permettront enfin de mesurer peut-être l'impact réel de l'«ouverture» dans une région où la frontière est ténue entre les centristes et une partie de la gauche socialiste. Le rôle joué depuis plusieurs mois par le ministre délégué aux personnes agées, M. Théo Braun, vice-président du conseil régional, aux côtés de M. Rudloff. mais ministre du gouvernement Rocard, l'indique : la bataille se jonera peut-être moins sur l'affrontement droite-gauche que sur la personnalité des deux principales têtes de liste, dont les politiques municipales ne seraient sans doute pas diamétralement opposées.

JACQUES FORTIER.

Marseille : le débat avorté Vigouroux-Gaudin

MARSEILLE de notre correspondant régional

Sur le thème - Quel projet et quelle équipe pour le renouveau de Marseille? ... un débat, organisé conjointement par RTL et le Provençul et opposant M. Robert Vigouroux, maire (ex-PS) de Marseille, à M. Jean-Claude Gaudin, tête de liste de l'opposition UDF-RPR, devait avoir lieu. lundi 27 février, entre 18 h 30 et 19 h 30, sur les ondes de RTL. Les deux candidats avaient donné leur accord et l'événement avait été annoncé dans les colonnes du Provençal ainsi que par une campagne d'affichage sur les murs de la ville. Or, mardi 22 février, M. Vigouroux s'est décommande en indiquant qu'il ne lerait . aucune déclaration . jusqu'au lendemain de la réunion au cours de laquelle il doit présenter, mardi 28 février, son programme et ses listes.

• La Nouvelle Gauche et les Verts en campagne. - La Nouvelle Gauche sera presente dans au moins soitante-cinq villes de plus de trente ·mille habitants, « et dans plusieurs centaines entre and mille et trente mille habitants», a annonce, mardi 21 février à Besançon (Doubs). M. Pierre Juquin, porte-parole de cette organisation. Il y a quelques jours, M. Antoine Waechter, ancien candidat des Verts à la dernière élection présidentielle, qui avait devancé M. Juquin (3,78 % contre 2,10 %). avait indiqué que le mouvement écologiste sera présent dans quatrevingts villes de plus de trente mille habitants, dont vingt-cinq de plus de

Cette défection a provoqué l'ire de M. Gaudin qui, dans un communiqué, a estimé qu'il n'était « ni sérieux ni courageux de refuser le débat public sur l'avenir de Marseille -. - Lorsque l'enjeu d'une élection est aussi important, il faut avoir l'honnéteté de dire ce que l'on veut faire et avec quelle équipe on veut le faire. Les Marseillais souhaitent un changement profond de la gestion municipale. Ils ne pourront pas apporter leur conflance à un candidat qui se barricade dans son bureau et qui se tait parce qu'il n'a ni projet ni equipe. -

La confrontation n'est-elle que reportée? Si le chef de file de la droite marseillaise a renouvelé - sa volonté - de débattre avec M. Vigouroux, celui-ci, en revanche, n'a proposé aucune autre date. Il semble en fait que le maire de Marseille ait définitivement renoncé à se mesurer à M. Gaudin et décidé de se laisser porter par la vague de popu-larité dont il bénéficie jusqu'au premier tour de scrutin, sans mener de campagne.

G. P.

• M. Gaudin met en cause l'Elysée. – M. Jean-Claude Gauqui faisait le point, mardi 21 février à Paris, sur la campagne qu'il mène à Marseille comme chef de file de l'opposition, a mis en cause le rôle joué par l'Elysée, accusé de « tout mettre en œuvre » contre lui, avec des attaques « grotesques et caricaturales ». « Je ne suls pas en guerre - moi l'Allemagne, eux les résistants », a-t-il ajouté avant de juger « inacceptables » les moyens déployés par le pouvoir pour « démolir » M. Michel Pezet, investi par le PS.

SITUATIONS

• BESANÇON (Doubs) : deux listes commu Conséquence des divergences entre la fédération « dissoute » du Doubs et la direction nationale du PCF : deux listes communistes s'affronteront à Besançon. Au cours d'une ultime démarche, mercredi 15 février, les « reconstructeurs > n'ont pas obtenu de figurer sur la liste présentée par les « orthodoxes » soutenus par le comité central. Ils constitueront donc leur liste « ouverte à tous ceux qui veulent restaurer l'union de le gauche ». Le maire socialiste n'a pris sur sa liste, ni creconstructeurs » ni « orthodoxes », a, en revanche, intégré des rénovateurs communistes, des représen-tants de la Nouvelle Gauche, des centristes et des écologistes. -(Corresp.)

• COMPIÈGNE (Oise) : « primaire » à gauche. - Le PS et le PCF présenteront deux listes séparées à Compiègne dont le maire. M. Legendre est CNI. Les deux partis n'ont pas pu se mettre d'accord sur la place des résentants communistes. Le PCF revendiquait les quatrième et huitième places sur une éventuelle liste unique alors que le PS ne lui accordait que les sixième et dixième positions. « La stratégie du PS à Compiègne est plus centriste que jamais », a affirmé le PCF qui décèle un « effet Stoléru». Le secrétaire d'Etat chargé du plan (ex-UDF) a été élu député de l'Oise en juin demier avec

l'appui des socialistes. ● DUNKERQUE (Nord): M. Delebarre (PS) soutenu par une fraction du CDS. -M. Michel Delebarre, qui conduit la liste socialiste à Dunkerque, a reçu le soutien d'une fraction de la fédération locale du CDS. Ces dissidents n'ont ainsi pas suivi leur chef de file, M. Robert Lenoir. Ce demier, conseiller régional et

adjoint au maire, a, après avoir hésité, rejoint les rangs du maire sortant, M. Claude Prouvoyeur (CNI), qui a pris la tête de la liste d'union (UDF-RPR). A gauche, M. Delebarre, qui bénéficie du soutien des écologistes, aura, face à lui, une liste du PC. — (Cor-

• GAGNY (Seine-Saint-Denis): un communiste contre un communiste. - La section du PCF de Gagny a rejeté la candida-ture de M. Jean Garcia, sénateur, qui lui était soumise comme tête de liste communiste par la fédération de Seine-Saint-Denis. M. Garcia a obtenu 4 voix, dont celle de l'ancien maire, M. Claude Favretto, contre 20, mais sa can-didature a été ratifiée par le secrétariat administratif du comité cen-tral. La section lui préfère M. Claude Pruski, président du groupe communiste de Gagny, ville passée du PCF au RPR en 1983, où le PS revendiquait la conduite d'une éventuelle liste de rassemblement. La fédération a proposé à M. Pruski de figurer sur a liste de M. Garcia et la section aurait fait la proposition inverse.

• GARGES-LÈS-GONESSE (Val-d'Oise) : accord PC-P\$. -Un accord a été signé, mardi 21 février, entre les sections du PS et du PC de Garges-lèssee (40 000 habitants, Vald'Oise). Le maire communiste sortant, M. Henri Cuklerman, conduira une liste de rassemble-ment composés de vingt-deux communistes, dix-huit socialistes et trois « personnalités indépendantes ».

● LE HAVRE (Seine-Maritime): Mm Feury (UDF-CDS) renonce. - Le retour de M. Antoine Rufenacht, député (RPR) de Seine-Maritime dans la compétition électorale au Havre a conduit Mm Annick Faury (UDF-CDS), conseiller général, à renon-cer, mardi 21 février, à conduire

sa propre liste. Elle a justifié sonretrait par son souhait de ne « pas ajouter à la confusion » qui règne, selon elle, à droite, suscitée non seulement par la présence d'une autre liste menée par M^{ma} Annie-Guillemet, conseiller général (RPR) en rupture avec M. Rufenacht mais aussi per la valse-hésitation du député (RPR). Ce dernier s'était, en effet, provisoi-rement retiré à la suite du refus lui une liste d'ouverture (le Monde

• MACON (Saone-et-Loire) : Un syndicaliste de la CGT sur la liste UDF-RPR. -M. Manuel Diez, délégué syndical (CGT) de l'usine Alcatel-Cuivre, est candidat sur la liste (UDF-RPR) conduite par M.: Thierry Decrock (div. d.) à Mâcon. Président de l'association des Espa-gnois de la ville, M. Diez s'estime « exploité » par la municipalité dirigée depuis 1977 par M. Michel Rognard (PS). L'union départementale de la CGT » précisé que « les déclarations tapageuses de M. Diez n'engagesient. que lui-même » mais que « par son attitude, il se situait en dehors de l'organisation ».

 PARIS, — M. Patrice
H. Desaublieux, journaliste au
Figaro, conseiller de Peris (sans étiquette) du 20º arrondissement renonce à se représenter sur la liste de M. Barlani, maire sortant (Union pour Paris) en signe de station contre sa rétrogradation à une place non éligible. Il « regrette que le RPR et l'UDF s'engagent dans une politisation de la vie locale nuisible à l'unité de Paris et à l'union des Parisiens », I) estime que M. Bariani et le RPR ont voulu « donner une promotion à un homme d'esprit partisan, militant de la droite extrême », visant ainsi M. Pierre-Marie Guastavino, conseiller sortant RPR, candidat en troisième



 $\boldsymbol{B}.$

DANS L'ÉTAT ACTUEL DE

VOS NERFS, FAITES

UN GESTE POUR LA BANQUE.

BON, MAINTENANT QUE VOUS ÊTES CALMÉ, POUVEZ-VOUS TOURNER LA PAGE?

Strasbourg: le centre et la rocardienne

Politique

Le renouvellement partiel du Conseil constitutionnel

La présidence de la République a diffusé, mercredi 22 février, en milieu de journée le communiqué suivant : « Le mandat de MM. Georges Vedel, Robert Lecourt et Louis Joxe arrivant à expiration, le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale ont respectivement nommé membres du Conseil constitutionnel M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'équipement et du

logement, M. Jean Cabannes, premier avocat général à la Cour de cassation, et M. Jacques Robert, professeur de droit public à l'université

Les nouveaux membres du Conseil constitutionnel prêteront serment devant le président de la République le 1ª mars 1989 à 17 heures au palais de l'Élysée ».

Ces nominations ont été ammoncées avec quelque retard. La prestation de serment de MM. Vedel, Lecourt et Joxe ayant en lieu le 29 février 1980, leur mandat s'achève le 28 février et la nomination de leur successe aurait dû intervenir au plus tard le 20 février. Le départ de M. Maurice Faure devrait entraîner au moins un réaménagement technique limité du

Après avoir évoqué la personnalité et le rôle au sein du Conseil du doyen Georges Vedel (le Monde du 21 février), nous décrivons l'apport des deux autres membres sortants du Conseil, MM. Louis Joxe et Robert Lecourt et présentous les trois nouveaux membres du Conseil constitu-

Les nouveaux

M. Jean Cabannes: magistrat

Né le 2 mars 1925 à Mirande (Gers), M. Jean Cabannes est entré dans la magistrature en 1945. Après avoir occupé divers postes en pro-vince, il est secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur en 1968. Conseiller à la cour d'appel de Paris en 1964, il devient avocat général en 1968.

Nommé conseiller à la Cour de cassation en 1976, il est choisi comme directeur de cabinet par

M. Alain Peyresitte, garde des sceaux (mai 1977 à avril 1980). Il regagne ensuite la Cour de cassation, où il est nommé premier avocat général. En juin 1987, le premier ministre, M. Jacques Chirac, le nomme à la tête d'une commission chargée d'étudier les problèmes de compétences entre gendarmes et policiers intitulée mission de liaison et de prospective sur la gendarmerie et la police nationales.

Ce rapport n'avait guère satisfait les policiers, puisqu'il admettait le port de la tenue civile pour les gendarmes et maintenait le libre choix du magistrat entre policiers et gendarmes en matière de police judiciaire. Piutôt que de suggérer une réforme en profondeur, le rapport Cabannes tentait de définir une sorte de traité du savoir-vivre entre

M. Maurice Faure: le météorite perpétuel

Délicieux Maurice Faure ! Parangon du dilettantisme efficace en politique, champion toutes catégo-ries du ratage volontaire et désinvolte - collectionneur de postes parisiens souvent météoritiques et de mandats locaux indéracinables, ami de la bonne vie et du président de la République le voici donc au terme (?) d'un cursus vingt fois interrompu pour prendre du recul ou ne pas succomber aux mirages du pouvoir ou aux pesanteurs de la fatigue, mollement propulsé du ministère de l'équipement et du logement au Conseil constitutionnel.

Maire de Cahors et président du conseil général du Lot avant tout, songe-t-il sans vertige à s'installer pour neuf ans, même si la vraie vie et l'essentiel de son temps continuent pour lui à s'écouler ailleurs que dans l'atmosphère relativement

Pour gérer cette situation nouvelle, ou pour en sortir, plusieurs modèles s'offrent en vérité à lui. Comme l'a fait son collègue Léon Jozeau-Marigné (qui siège au conseil depuis 1983), jusqu'à ce qu'il soit déboulonné de la présidence du conseil général de la Manche, Maurice Faure pourra consacrer au Conseil constitutionnel le temps exact, pas une minute de plus, pas une minute de moins, que durent ses séances. Ou bien il pourra, façon Paul Legatte, s'étioler deux ou trois ans en compagnie des juges constitutionnels avant de prendre du recul... dans une nouvelle fonction.

Mais si Maurice Faure se passionne pour le Conseil constitutionnel, l'immense table où siègent les membres de cette institution ne sera pas assez vaste pour accueillir les innombrables feuillets ou l'ancientant-de-choses pourrait - pure hypo-thèse - coucher avec drôlerie et pittoresque les fruits d'autant

A l'Assemblée, au Sénat, dans d'innombrables cabinets puis fauteuils ministériels, en mairie, au conseil général ou régional, dans les

arcanes pittoresques du radicalisme et jusque dans l'imaginaire proximité d'une ancienne tentation présidentielle, cet agrégé d'histoire et de géographie, qui sait son droit aussi. a, sinon tout vu et entendu, du moins tout apercu.

On le sait peu enclin à en tirer gloriole. Nul ne peut dire non plus quel air Maurice Faure préférera finalement respirer : celui, tout empreint de cette modération qu'il affectionne, du Conseil ou bien, après trois petits tours, celui du

MICHEL KAJMAN.

[Né le 2 janvier 1922 à Azerat (Dordogne), Maurice Faure, après des études d'histoire, de géographie et de droit, entre d'abord dans l'enseigne-ment. Attaché en 1947 au cabinet d'Yvon Delbos, ministre d'Etat, Maurice Faure est ensuite chargé de mission au cabinet de Maurice Bourges-Maunoury, secrétaire d'Etat au budget, en 1947-1948, puis chef de cabinet de ce dernier lorsqu'il occupe le poste de secrétaire d'Etat à la présidence du

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans divers cabinets de 1956 à 1958, ministre de l'intérieur puis des institutions européennes dans le cabinet Pierre Plimiin en mai 1958, M. Maurice Faure ne retrouvera de sonctions ministérielles qu'en 1981 (il est garde

ment Mauroy, durant un mois, en 1981) puis dans les gouvernements Rocard de mai et juin 1988 (ministre d'Etat. ministre de l'équipement et du loge-

Elu député du Lot en 1951, M. Mau rice Faure retrouve à plusieurs reprises son siège. Il est maire de Cahors depuis 1965 après avoir présidé aux destinées de la commune de Prayssac. Il préside le conseil général du Lot depuis 1970. Il a été sénateur du Lot (Gauche démo-cratique) de 1983 à 1988.

Secrétaire général du Parti radical socialiste de 1953 à 1955, M. Maurice Faure partagera pendant de nombreuses années les péripéties et les vicissitudes variées de cette organisation à la vie tumultueuse avant d'œuvrer, avant l'heure, en faveur de l'éphémère

M. Jacques Robert: analyste et consultant

M. Jacques Robert, professeur agrégé des facultés de droit, a consacré toute sa carrière à l'enseignement mais aussi à l'analyse des institutions, c'est-à-dire au jugement des dirigeants du pays à travers le fonctionnement de la Constitution.

Professeur de droit public à Alger - où il est ne, - puis à Rabat et à Grenoble, il est nommé à Paris-Nanterre en 1968 et occupe la fonction de président de l'université de Paris-II (Assas) de 1979 à 1984.

Ayant effectué de nombreuses missions à l'étranger, où son autorité est reconnue, auteur d'ouvrages très divers, M. Jacques Robert est un écrivain prolixe. Dans de fréquents articles donnés au Monde, il a réagi aux problèmes de l'Université auxquels il fut parfois confronté, notamment lors des manifestations d'étudiants. Il a aussi été l'un des premiers à évoquer la question de l'accueil et de l'intégration des immigrés dans la société française.

Mais c'est surtout la vie des institutions au rythme des évolutions politiques et électorales du pays qui a excité sa verve journalistique. Au fil de ses articles, il a affiné sa conception institutionnelle qui tend vers l'instauration d'un régime quasi présidentiel avec un quinquennat renouvelable une fois, correspondant à la durée du mandat législatif.

ADELIE Informatique Conseil

Notre contrat moral : « la haute

qualité des prestations que nous fournissons à nos clients ».

La SSII

Il avait en conséquence souhaité, en 1974, la création d'un poste de vice-président de la République qui terminerait - comme aux Etats-Unis - le mandat du chef de l'Etat éventuellement défaillant. Mais son présidentialisme à la française tend surtout à remédier aux excès de la centralisation gaullienne des pouvoirs, et c'est pourquoi, en 1976, il se félicite du «chiraquisme» qui, en faisant refluer le pouvoir vers le premier ministre, tend à • rééquilibrer l'exécutif • et respecte ainsi • davantage la lettre de la Constitu-

M. Jacques Robert semble, en conséquence, décu par le « bar-risme » de l'hôtel Matignon et, en 1980, affirmant dans le Monde que - l'union de la gauche est morte, que la majorité actuelle est morte souhaite un regroupement - des gaullistes les plus ouverts et des socialistes les plus modérés ».

Mais, à partir de 1981, M. Jacques Robert soutient plusieurs ini-tiatives de M. Mitterrand. Il est fréquemment consulté par M. Robert Badinter, garde des sceaux puis pré-sident du Conseil constitutionnel. Il poursuit son analyse doctrinale de la Constitution en confirmant son choix pour le quinquennat, en précisant sa faveur pour l'extension du champ du référendum aux pro-

blèmes de société et en souhaitant plusieurs réformes constitutionnelles supprimant les archaïsmes du texte de 1958. Il se distingue de M. Barre en approuvant le principe de la cohabitation. Dans le même temps, le professeur Robert s'inquiète de l'encombrement du Conseil d'Etat, des réformes universitaires et milite pour la désense des droits de

ANDRÉ PASSERON.

ANDRE PASSERON.

[Né le 29 septembre 1928 à Alger, M. Jacques Robert, après des études de droit — il est docteur et agrégé dans cette discipline. — est attaché au Centre national de la recherche scientifique avant d'enseigner aux facultés de droit d'Alger (1956-1960), de Rabat (1960-1962), puis de Grenoble (1963-1966). Il dirige, de 1966 à 1968, la Maison franco-japonaise à Tokyo, avant d'être nommé professeur à la faculté de droit de Paris-X Namerre (1968-1969), puis à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris (depuis 1969). Il a été président de l'université de droit, d'économie et des sciences sociales de Paris-II de 1979 à 1984. Il est devenu, en 1985, président du Centre français de droit comparé. On lui doit, entre autres ouvrages: la Monarchie marode drait comparé. On lui doit, entre autres ouvrages: la Monarchie maro-caine (1963), la République algérienne démocratique et populaire (1964), le Problème des rapports de l'Etat et de l'enseignement libre en France (1965) et un manuel de Libertés publiques, publié en 1971. M. Jacques Robert, qui a publié de nombreux articles dans le Monde, dirige la Revue de droit public depuis 1977.]

 Les Français font toujours confiance à la gauche pour conduire les affaires du pays. -38 % des Français font confiance à la gauche pour gérer le pays et 34 % à I'UDF et au RPR, selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 22 février, dans un groupe de journaux de province. 21% des mille personnes interrogées, du 10 au 14 fevrier, estiment qu'il n'y aurait pas de différence entre la gauche et la droite dans la gestion des affaires de la France. C'est le première fois, depuis février 1983, que la gauche au pouvoir bénéficie d'un tel capital

PRÉCISION. - Réunie le 13 février, la commission des sondages « n'a finalement aperçu aucun motif de procéder (...) à une mise au point publique critiquant la réelisa-rion du sondage » réelisé par CSA, publié le 3 février, dans le Provençal. dont nous faisions état dans nos éditions du 11 février. Saisie par M. François-Noël Bernardi, membre du secrétariat fédéral de la fédération pour le compte de M. Michel Pezet, la commission des sondages a estimé que cette enquête, qui accordait 37 % des intentions de vote à M. Vigouroux (contre 27 % à M. Gaudin et 19 % à M. Pezet) était « sincère et régulière ».

Les partants

M. Robert Lecourt: l'européen

Evidence politique et économique de plus en plus présente, entité juri-dique en expansion constante, l'Europe avait au Conseil constitu-tionnel, en la personne de M. Robert Lecourt, un expert et un homme de foi de grande allure.

Car cet ancien responsable du MRP, cet ancien ministre aux vues constitutionnelles prémonitoires aura surtout apporté pendant dix ans aux autres membres du Conseil l'expérience, concrète mais aussi intellectuelle, de l'ancien président de la Cour de justice des Communautés européennes de Luxembourg qu'il fut de 1967 à 1976.

Vaste expérience en vérité puisque, au terme d'une importante car-rière politique, M. Lecourt était entré en 1962 comme juge à la Cour de Luxembourg. Deux ans plus tard, il y présidait une chambre avant d'accèder au premier rang.

M. Lecourt s'est souvent alarmé, notamment dans ces colonnes en 1973, de la grande méconnaissance à l'intérieur de l'Hexagone des possibilités et des contraintes engen-drées par le droit communautaire. Quelques années plus tard, il lui revint, à l'intérieur du Conseil constitutionnel, de contribuer à l'évolution de cette situation.

Il quitte aujourd'hui un Conseil constitutionnel en lente - ce qui est parfaitement compréhensible mais réelle mutation sur ce plan. Et s'il reste encore beaucoup à faire pour démêler et organiser complètement l'écheveau des droits, des jurisprudences et quelquefois des compétences, ce qui reste à maîtriser et à accomplir au Conseil constitutionnel bénéficiera de la présence longue. discrète et experte du grand européen que demeure M. Lecourt.

M.K.

M. Louis Joxe: le courage

Au terme d'une longue et presti-gieuse carrière politique et diploma-tique qui appartient déjà pour partie à l'Histoire, M. Louis Joxe quitte le Conseil constitutionnel où il aura siégé plus longtemps que quiconque. Il avait été nommé au Conseil en octobre 1977 par Edgar Faure alors président de l'Assemblée nationale, pour achever le mandat d'Henry Rey, décédé. Il fut reconduit en 1980 par le nouveau président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, pour le mandat de neuf ans qui s'achève.

Au sein d'un Conseil constitution nel souvent servi par la pluralité d'expérience de ses membres, M. Joxe a apporté à lui seul les expériences variées, et leur cortège de difficultés pon moins diverses, de la diplomatie, de l'éducation nationale (ministère où il ne fit qu'un bref passage), des sonbresauts de la tragédie algérienne et des questions administratives.

C'est peut-être cette dernière tâche - il fut ministre d'Etat chargé de la réforme administrative de 1962 à 1966, – ainsi que son passage plus bref au ministère de la justice, qui lui laissent le plus d'enseignements pour connaître au Conseil constitutionnel de questions aussi importantes que la décentralisation.

Ce grand serviteur de l'Etat habitué aux situations tourmentées n'était pas non plus désarmé pour soupeser les tenants et les aboutissants d'une déclaration d'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie.

Le courage et l'assiduité de M. Joxe, doyen d'âge, à quatre-vingt-sept ans, du Conseil constitu-tionnel, l'énergie dont il a fait preuve pour surmonter les conséquences de graves accidents de santé, ont souvent fait l'admiration de ses pairs.

Les votes on les attitudes au Conseil constitutionnel de cet homme tenace n'eurent pas toujours l'automaticité que leur prétaient les milieux politiques de droite. Notamment lorsqu'ils posèrem crûment et sans excès de dignité, au plus fort de la période de cohabitation institutionnelle, la question de savoir si son extrême fatigue, à ce moment, lui permettrait ou non de venir siéger aux côtés de ses pairs de la ruc Montpensier.

S.O.S. ENVIRONNEMENT S'ADRESSE AUX PARISIENS

Le projet Laser est un faux remède aux problèmes de circulation dans PARIS.

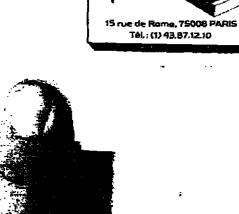
Mais le maire de Paris a déjà choisi Laser.

Le projet de grand stade dans le bois de Vincennes est dangereux pour les Parisiens. Il faut sauvegarder nos rares espaces verts.

Mais le maire de Paris a déjà choisi le bois de Vincennes.

Alors contre les listes qui soutiennent ces projets nous préférons Pierre JOXE.

> Jean-Claude Delarue, S.O.S. Environnement 15, rue de l'Echiquier, 75010 Paris



ptionnel

LA BANQUE AUJOURD'HUI. IL Y A TOUTES LES RAISONS D'EN PARLER CALMEMENT.

C'est un lieu commun de dire que les banques ne prennent jamais de risque ou qu'elles font tout pour mettre les entreprises en état de dépendance. Il est vrai que c'est nous qui traitons la matière première indispensable à toute activité économique: l'argent. Mais c'est parce que nous avons su proposer des services de plus en plus variés et de plus en plus sophistiqués que nous intervenons à tous les stades de la vie de l'entreprise. Cela dit, les entreprises sont libres de choisir leur stratégie financière... et en ce qui concerne les risques, nous savons qu'à chaque fois qu'une entreprise fait faillite, une banque au moins perd de l'argent.

1 LE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ.

Le rôle des banques est avant tout de proposer des crédits à des taux compétitifs. Mais il est aussi de conseiller. Même lorsque les entreprises peuvent trouver de l'argent toutes seules, les banques leur apportent l'expertise des marchés financiers, un domaine où la complexité et la diversité vont croissant. Par ailleurs, si dans une entreprise l'argent "entre", il "sort" en permanence. Il faut gérer ces flux et faire fructifier les excédents. Là aussi, nos produits et nos services sont performants.

2 TOUJOURS PLUS D'INVESTISSEMENTS.

La compétitivité des entreprises passe par l'amélioration de leur capacité d'investissement. Nous y travaillons sans relâche, et pas seulement pour les grandes entreprises : en 1988, le volume des crédits à l'investissement apportés par les banques aux entrepreneurs individuels et aux entreprises a augmenté d'environ 15 %. Chacun sait que sans soutien de l'investissement, il n'y a pas de croissance possible pour l'économie française.

3 partenaires du développement.

Aujourd'hui nous guidons augmentations de capital, rapprochements, prises de participations, introductions en Bourse... Ces restructurations sont le lot de la compétition économique contemporaine. De plus, notre présence internationale et notre expérience de l'économie mondiale nous permettent d'aider les entreprises à mettre en œuvre leurs stratégies d'avenir

De plus en plus, la banque est le cœur de l'économie.

ASSOCIATION FRANÇAISE DES BANQUES

RONNEME AUX PARISIE

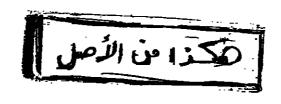
est un faux en

de Paris à Ce

espaces vers

Marcen

contre les listes connent ces proconnent ces pro-



Le juge fédéral Franck Mac Garr, dans un jugement rendu, mardi 21 février, au tribunal de Chicago (Illinois), a recommandé une importante rectification du premier jugement rendu le 11 janvier 1988 : les collectivités bretonnes victimes de la marée noire provoquée par le naufrage de l'Amoco-Cadiz, le 16 avril 1978, se voient attribuer des indemnités représentant 187 millions de francs au lieu des 93 millions accordés précédemment.

Au total, les indemnités accordées à toutes les parties françaises se montent à 645 millions de francs, soit un peu moins de

la moitié de la facture présentée à l'origine par la France (1,33 milliard de francs). La rectification la plus importante a été décidée en faveur des ostréiculteurs, auxquels le juge a attribué 34,8 millions de francs au lieu de 813 000 F auparavant.

L'Etat français, pour sa part, obtient une importante rallonge (78,5 millions de francs), qui s'ajoute aux 380 millions recommandés dans le premier jugement. Les départements du Finistère et des Côtesdu-Nord obtienment 11,9 millions de francs au lieu de 8,8 millions. Les communes obtiennent 47,4 millions au lieu de 46,1 millions. Les associations de protection de la nature doublent leur mise: 612 000 F au lieu de 300 000 F. Seuls les hôteliers et les commerçants, qui avaient obtenu 2,2 millions de francs au premier jugement, n'ont

Cette réévaluation à la hausse des indemnités, que devra verser la compagnie américaine Amoco aux victimes de la plus importante marée noire survenue en France, a suscité des réactions diverses en Bretague : soulagement des élus qui craignaient le pire, mais désabusement de la population qui se lasse après onze années de procédure.

ans, va prendre sa retraite défini-tive : il avait repris du service pour

boucier le dossier Amoco. Il va donc

Ce jugement « désimitif provi-

soire » du 21 février a le don d'aga-

cer les élus français qui croyaient cette fois en avoir fini avec la procé-

dure. Réunis mercredi 22 février à

la mairie de Ploudalmezeau -

reconstruite luxueusement avec l'argent escompté des dommages. -

ils doivent décider de se lancer ou

non dans une nouvelle procédure

d'appel, puisqu'ils estiment n'avoir

pas leur compte. A moins que le représentant du gouvernement fran-çais, M. Michel Charasse, ministre

délégué au budget, qui devait les

rejoindre dans l'après-midi, ne

· fasse un geste ·. par exemple en

reversant tout ou partie des dom-mages octroyés à l'Etat aux collecti-

· Le président de la République

faisaient pas le compte », se rap-

pelle M. Charles Josselin. Manière

de dire que l'Etat, à la veille d'élec-

tions municipales décisives, serait

(1) Le premier jugement, rendu le 18 avril 1984, attribuait la responsabi-

lité de la marée noire à la société Amoco. Le deuxième jugement, rendu le 11 janvier 1988, fixait le montant des

le 11 janvier 1988, Irgart le montant des indemnités recommandées par le juge. Le troisième jugement du 21 février 1989 avait été demandé par la partie française au titre de « rectification ».

ROGER CANS.

bien inspiré de « faire un geste ».

Définitif... provisoire

« C'est une bonne rectification ». commentait sobrement Mª Christian Huglo, l'un des avocats chargés du dossier, dans son cabinet parisien, mardi 21 février, où s'étaient réunis les représentants des victimes de « la marée noire du siècle » pour apprendre par téléphone les conclu-sions tant attendues du juge Mac

Le président du syndicat des sinistrés, M. Alphonse Arzel, sénateur centriste du Finistère et maire de Ploudalmezeau, se garde de triompher: • Reste maintenant à récupérer le chèque », dit-il avec une méfiance paysanne, instruit par une expérience de onze années de procédure impitoyable. Quant à M. Charles Josselin, député (PS) et président du conseil général des Côtes-du-Nord, il reste extrême-ment prudent : - On se félicite pour les ostréiculteurs qui avaient été oublies, dit-il, et on apprécie que la date de prise en compte des intérêts ait été reculée. Mais ils ont refusé d'augmenter le taux d'intérêt (7,22%) et de prendre en compte le préjudice écologique et la perte d'image.

Un soulagement donc par rapport au pessimisme ambiant, à la veille de ce troisième jugement (1), mais pas de quoi pavoiser en Bretagne. Les contribuables du Finistère et des Côtes-du-Nord, qui paient chacun 15 F par an pour alimenter la caisse du syndicat des sinistrés, savent bien que la note des frais de procédure engagés jusqu'à présent dépasse les 100 millions de francs, c'est-à-dire plus que l'indemnité accordée en 1988. « Nous pouvons gagner le procès et perdre de l'argent », observe à ce propos M. Charles Jos-

Le risque est d'autant plus grand que la procédure, sauf renoncement de dernière minute, va probableLa société Amoco (ex-Standard Oil of Indiana) a déjà fait savoir par son avocat, Frank Cicero, qu'elle allait faire appel du premier jugement en responsabilité, puisque le juge Mac Garr lui-même avait établi la « responsabilité annexe » du constructeur espagnol du pétrolier, Astilleros

M. Cicero a précisé qu'Amoco avait engage des poursuites contre les chantiers navals espagnols, afin qu'ils assument la totalité des dom-

mages et intérêts accordés à la France. · Nous ne pensons pas que nous serons appeles à payer quoi que soit . a affirmé l'avocat à Chicago, comme s'il voulait oublier que la société Amoco, propriétaire du navire, avait été reconnue responsable principal de la catastrophe.

Faire un geste

A cette nouvelle bataille juridique en perspective s'ajoute une diffi-culté: le juge Mac Garr, aujourd'hui agé de soixante-sept

Les réactions

« On est très loin du compte »

de notre correspondant

Le moral est certes à la hausse en Bretagne, avec le doublement des indemnités prévu par le nouveau jugement du juge MacGarr, mais la nouvelle n'a pas soulevé l'enthousiasme. « On a bien fait d'attendre un an, et ça nous donne un regain d'optimisme pour la suite des évêne-ments. Ca nous laisse quand même un goût d'amertume, car c'est trois fois moins que ce que nous deman-dions -, disait-on mardi soir au bar Le Récif, à Portsall, où les clients Le Récit, a Portsail, ou les chents habituels se sont bien gardés de boire à la santé du juge MacGarr, en qui beaucoup d'espoirs avaient été placés en 1988.

- Tant que le gendarme ne se sera pas fait respecter, les risques existe-ront -, soulignait M. André Rosec, premier adjoint au maire de Brest, de son bureau de la mairie. Le gendarme », c'est-à-dire la menace faite aux pollueurs de payer « plein pot » : réparation des dégâts, préju-dice écologique et perte de l'image de marque les trois grands dom-

mages que réclamaient à la compagnie Amoco les communes sinis-trées. • Le juge reconnait la faute, mais ne prend en compte qu'une petite partle du préjudice -, ajoutait M. Rosec.

Autrement dit, selon M. Adrien Kervella, maire de Saint-Polde-Léon, membre du bureau du syndicat mixte, « on est encore très loin du compte - : « Etre totalement satisfait serait beaucoup dire. » M. Roger Rigualt main de Please les-Grèves, estime aussi que, « malgré ce mieux, il n'y a pas lieu d'être réellement satisfait, car l'action engagée n'a pas permis de faire avancer le droit -.

Comme le souligne également M. Michel Glemarec, biologiste océanographe à l'université de Bretagne occidentale, un des experts mandatés par le syndicat mixte, pour revenir sur les problèmes de fond, on ne peut aller qu'en appel ». A Portsall, onze ans après, le sen-timent prévaut chez les pêcheurs

que la sanction n'est toujours pas GABRIEL SIMON.

droit à aucune ralionge.

« Sidamanie » en Union soviétique

Quinze millions de séropositifs en l'an 2000 selon la « Pravda »

Quasiment tabou il y a encore quel-Quasiment tabou il y a encore quei-ques mois, le sida devient ces jours-ci l'un des sujets favoris de la presse soviétique. A l'origine de cet intérêt subit pour une épidémie qui, jusqu'à présent, était, disait-on, l'apanage de l'Afrique et de l'Occident, la contami-nation, par des seringues infectées, de 24 bébés et de 7 adultes à l'hôpital d'Elista en Kalmonkie. d'Elista, en Kalmonkie.

Révêlée le mois dernier par le quo-tidien des syndicats Troud, cette information avait amené Mª Elianora Nogovitsina, vice-ministre de la santé, à menacer de · sévères sanctions » les membres du corps médical responsa-bles par leur faute d'une contamina-

Dans ses éditions du 21 février, la Pravda enfonce le clou. Evoquant la « véritable sidamanie », dont sont atteints les Soviétiques, le quotidien du Parti communiste précise que si la maladie se propage au rythme actuel, il y aura en URSS, vers 1994, quelque 600 000 séropositifs et 6 000 malades du sida. En l'an 2000, prévoit la Pravda, le nombre des séropositifs pourrait atteindre 15 millions et celui des malades 200 000.

passer le témoin - et le catalogue des dommages qui compte à lui seul D'autre part, selon Troud, la com-mission soviétique extraordinaire cent quarante pages – à son succes-seur, le juge fédéral du district de Chicago, M. Charles Norgle. Celuicontre les épidémies, présidée par le ministre de la santé, M. Evgueni Tchazov, réunie le lundi 20 février, a ci doit confirmer - ou infirmer les recommandations du juge Mac Garr, que les parties fassent appel déploré que les décisions prises il y a trois ans pour prévenir la propagation de la maladie ne soient pas - ou mal

La Pradva indique que l'URSS disposera l'an prochain de moins d'un dizième de ses besoins en seringues jetables, et en 1991 d'un pen moins de la moité. Selon le même journal, les deux tiers seulement des 300 millions de préservatifs qui avaient été con-mandés en 1987 par le ministère de la santé ont été fournis.

Autre sujet tabou en URSS. l'homosexualité, commence elle aussi à intéresser les médias. Ainsi dans le journal Sotsialistitcheskaya indoustria, un médecin explique t-il que de nombreux homosexuels, en raison des sanctions pénales prévues à l'encontre de l'homosexualité en URSS, préfèrent ne pas aller consulter. Il faut, écrit ce médecin, trouver une solution . rai-

sonnable » à ce sujet. Pour sa part, le quotidien Troud souligne que l'industrie et les milieux scientifiques se renvoient la responsabilité de la qualité et de la quantité « insuffisantes » des tests de dépistage. Selon M. Gerasimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères, 17 millions de personnes ont subi l'an dernier en URSS un test de dépistage de la contamination par le virus du

Enfin, M.Tchazov a déploré le faible nombre de chercheurs ~ 158 appartenant à six centres de recherche travaillant actuellement sur le sida L'URSS compterait actuellement, officiellement, 150 malades du sida.

FRANCK NOUCHE

Fermeture temporaire des blocs opératoires

Infection mortelle à l'hôpital neurologique de Lyon

de notre bureau régional

Après l'annonce, mardi 21 février, du décès d'une patiente, dans le cou-rant du mois de janvier, à la suite d'une infection contractée durant son hospitalisation à l'hôpital neurologique de Lyon et d'un second cas d'infection, au début de février, heureusement maîtrisé, la direction de l'établissement avait bien dit que les indemnités ne a décidé la fermeture, jusqu'au jeudi 23 février, des blocs opératoires. Cette mesure n'a toutefois pas entravé la prise en charge des urgences, puisqu'une salle indépendante est prévue en pareil cas.

Selon le directeur de l'hôpital neurologique, M. Benoît Leclerc, les conséquences de cette infection et le décès de cette patiente ne remettent pas en cause le système « constant de contrôle et de surveillance de l'asepsie dans les services de soins de l'hôpital. Le taux d'infection de notre établissement, précise le direc-teur, est de l'ordre de 4 %, ce qui le situe nextement en dessous de la moyenne des établissements hospita-liers français, qui est de 5 % à 7 %

emiron. » Un pourcentage qui peut atteindre 10 % à 12 % pour certains services de chirurgie (« le Monde sciences et médecine » du 19 octobre

Véritable bête noire des médecins et des cadres hospitaliers, l'infection hospitalière est combattue avec « un acharnement tout particulier », explique le directeur de l'hôpital neurologique de Lyon, dans la mesure où ces services « accueillent des patients aux consèquent, sont très fragilisés ». C'est ainsi que, dans les établissements lyonnais, un jour par mois, les blocs opéra-toires sont entièrement désinfectés, une mesure de prévention qui s'ajoute aux traditionnelles opérations de maintenance et d'asepsie réalisées quotidiennement après les interventions.

· Cela dit, précise M. Benoit Leclerc, il faut savoir que malgré l'ensemble des précautions que l'on peut prendre, malgré l'application stricte des normes, les blocs opératoires restent et resteront des zones à

risques. -GÉRARD CLAVAIROLY.

Selon un sondage IPSOS

Les Français craignent davantage la drogue que l'accident nucléaire

Les deux tiers des Français cent en tête la pollution de l'eau, pensent rarement aux risques d'accident technologique ou de catastrophe naturelle. Mais si on leur pose la question, ils sont près de 80 % à s'estimer « mai informés », 67% à se sentir « mal protégés » et 68 % avouent ne pas savoir quoi faire en cas de catastrophe. Telle est une des leçons tirées d'un sondage IPSOS mené du 3 au 6 janvier sur un échantillon national de mille personnes, à l'initiative du secrétariat d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs.

Si les Français n'ont qu'une notion bien floue du risque réel qu'ils encourent en la matière, ils font parfaitement la distinction entre les différentes formes de risques qui peuvent se présenter. Lorsqu'on leur demande quel danger (technique ou naturel) menace le plus la France, 39 % répondent le danger nucléaire (qu'il s'agisse de centrales électriques, de déchets nucléaires ou d'armes atomiques); 31 % indiquent la pollution (surtout chimique); 22 % répondent < séisme - - on est au lendemain du tremblement de terre d'Arménie; 16 % pensent à l'inondation -Nîmes est encore frais dans les mémoires - et seulement 5 % évoquent la tempête - l'ouragan breton d'octobre 1987 est déjà trop loin.

Quant au danger qui les menace personnellement, les Français placent d'abord la drogue, le chômage et le SIDA, considérés alors comme les pires des catastrophes naturelles... Quand on leur demande d'établir une hiérarchie dans une liste donnée de risques pour la France des années à venir, 89 % pla65 % songent ensuite au - nuage toxique ou à l'inondation, 60 % citent l'incendie et 58 % le « nuage

La hiérarchie est différente si on les interroge sur les activités industrielles les plus dangereuses. On découvre alors que 69% des Fran-cais jugent que c'est le stockage des déchets nucléaires et 57% les centrales ou les usines nucléaires. C'est donc incontestablement le nucléaire qui est le plus redouté, surtout lorsque s'y mêle la notion de déchets », aujourd'hui très mal

L'Arménie et Tchernobyl!

ressentie par tous.

Interrogés sur les cinq accidents récents qui les ont le plus marqués, les Français placent en tête le tremblement de terre en Arménie (74%), Tchernobyl (61%), les inondations de Nimes (34%) et les dernières catastrophes aériennes (26%). La hiérarchie, ensuite, évolue en fonction de la gravité, de l'éloignement géographique et du recul dans le temps. Beaucoup se rappelient le tremblement de terre de Mexico (14%), mais Bhopal tombe à 10%, Seveso à 9%, l'Amoco-Cadiz à 8%, Sandoz à 6%, Los-Alfaques à 5%, Feyzin à 4%, la tempête en Bretagne à 3%, comme la pollution de la Loire et les incendies de forêt du Midi. La catastrophe du Grand-Bornand (1987), avec 2% de citations, rejoint la

catastrophe de Fréjus (1959). Quant à la notoriété des grandes catastrophes, si l'on en croit l'opinion publique française, elle va en décroissant de Tchernobyl, la plus connue, à Feyzin, vingt ans plus tôt, en passant par l'Amoco-Cadiz, Sandoz, Los-Afalques, Bhopal, Seveso

Pour l'information en cas de catastrophe, les Français sont d'abord consiance aux associations de protection de l'environnement (43%), puis à la préfecture (37%). à la mairie (27%), au ministère chargé des risques (26%), à la direction départementale de l'équipement (15%) et seulement 15% font confiance aux médias...

• Dans la liste suivante de risques, quels sont ceux qui vous inquiètent personnellement le plus ? Chômage 46 % SIDA 44 % Pollution industrielle . . . 40 % Accident d'une centrale

nucléaire 39 % Accident de la route 36 % Délinquance, insécurité ... 31 % Accident dans l'industrie chimique 23 % Tremblement de terre ... 12 % Ne se prononce pas ..., 1 % • Quelles sont parmi les acti-

vités industrielles suivantes celles qui vous semblent les plus dangereuses? Les stockages des déchets

nucléaires 69 % Les centrales et les usines nucléaires 57 % Les industries chimiques . . 47 % triels 40 % Les dépôts de gaz 24 %

Les raffineries de pétrole . 10 % (Totaux supérieurs à 100 en raison es réponses multiples.)

DÉFENSE

Le général Devemy remplacé par le général Jérôme

Changement à la direction de l'ancienne sécurité militaire

Le général de division Pierre Devemy, qui dirigeait la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), ou ex-Sécurité militaire, a été soudainement remplacé dans ses fonctions par le conseil des ministres du mercredi 22 février. Pour lui succéder, le ministre de la désense, M. Jean-Pierre Chevènement, a choisi le général de division Antonio Jérôme, qui, pour la circonstance, a dû être rappelé de la deuxième section (cadres de réserve), où il était depuis le début de cette année.

Officiellement, le ministère de la défense ne fait aucun commentaire sur cette mutation, qui prend effet à la date de l'annonce par le conseil des ministres. Au cabinet de M. Chevènement, on laisse entendre que cette décision serait liée au fait qu'il s'agit de préparer la succession du général Devemy, qui devait quit-

ter son poste, en même temps que son adjoint, à la fin de l'année. En réalité, le général Devemy, qui est un officier général de la gendar-merie, a pris ses fonctions à la tête de la DPSD en octobre 1987, et son grade lui permet de demeurer sous

l'aniforme jusqu'en août 1991, date à laquelle il atteindra la limite d'âge. Il n'est pas coutume, sauf cas de force majeure, de muter un officier général brutalement en plein milieu d'année, bien avant la période des vacances scolaires, pendant laquelle se font la plupart des changements d'affectation dans les armées. De surcroît, on observera que ce même conseil des ministres du 22 février a nommé le général Devemy aux fonctions de chargé de mission auprès du directeur général de la gendarmerie, c'est-à-dire un poste qui est attribué à un responsa-ble en disgrâce ou en attente.

Son successeur, le général Jérôme, appartient lui aussi à la gen-darmerie. Il avait notamment été chargé de coordonner les opérations de gendarmerie, en avril 1988, au leudemain de l'attaque contre la brigade de Fayaoué, en Nouvelle-Calédonie. Il avait du ensuite aban-Calédonie. Il avait dû ensuite abandonner cette responsabilité lorsque le gouvernement de M. Jacques Chirac confia à l'armée le soin de récupérer les otages de la grotte d'Ouvéa. Après son départ de Nouméa, le général Jérôme devait être placé, avec son accord, en deuxième section (cadres de réserve) à partir de janvier 1989, soit avec deux ans et demi d'avance sur la limite d'âge (soixante et un ans) de son grade. (soixante et un ans) de son grade.

La DPSD, forte de mille sept cents personnes dont trois cents civils, est chargée, pour le compte du ministre de la défense, de

protéger les personnels, les matériels et les installations militaires de toute

menace intérieure.

Le 2 mars à Canjuers

Le missile nucléaire Hadès sera présenté au premier ministre

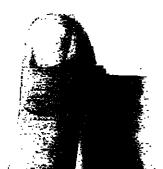
L'armée de terre, qui reçoit la visite du premier ministre le 2 mars au camp de Canjuers, dans le Var, a prévu de présenter à M. Michel Rocard le système d'armes nucléaires préstratégiques Hadès. Ce sera la première présentation officielle de cet armement destiné à remplacer, à partir de 1992, le mis-sile Pluton, actuellement en service dans l'artillerie sol-sol des corps

Monté en deux exemplaires sur un semi-remorque, le missile Hadès relève de cette catégorie d'arme-ments nucléaires dite à courte portée (moins de 500 kilomètres), selon la terminologie retenue par les Américains et les Soviétiques dans leurs négociations actuelles de désarmement en Europe. Porteur d'une charge thermonucléaire, Hadès devrait atteindre 480 kilomètres de distance, au lieu de 120 kilomètres, au maximum, pour Pluton. Le 22 novembre dernier, un pre-

mier tir expérimental du missile Hadès a eu lieu depuis le centre d'essais des Landes, en direction de l'Atlantique. Il était destiné à évaluer l'aptitude au voi du missile et le comportement du véhicule de lance-ment au moment du tir. Lors de cette première expérimentation, le missile testé a atteint 200 kilomètres. Une deuxième expérience est prévue pour le 28 février prochain, depuis le même site de lanc

Ce sera la première fois que Hadès sera présenté au premier ministre et, d'une manière générale, ce sera sa première apparition en public au camp de Canjuers, où l'armée de terre a prévu, le 2 mars, une démonstration de la plupart de ses matériels.

Dans les états-majors, on considère que le fait de ponvoir présenter Hadès à M. Rocard traduit indirectement la volonté du gouvernement de ne pas remettre en question la continuation de ce programme dans le cadre de la révision, en cours, de la loi de programmation militaire qui sera soumise en juin prochain au Parlement.



Société

La crise pénitentiaire

Regain de tension dans les prisons et durcissement de la position du ministre

Alors que les syndicats de surveil-tanta de prison, FO, PUFAP et la CGT, préparent une manifestation national qui doit se tenir jeudi 23 février, des Tuileries à la place Vendôme, à Paris, le ministère de la justice a adressé aux syndicats une lettre comminatoire qui rappelle qu'il n'est toujours pas qu tion d'instituer un régime de bouification des aunées de retraite. Le minis-tère souhaîte reprendre le dialogue « dans les plus brefs délais sur les propositions de la chancellerie ».

m. or Laborate

The state of the s

J Dage

Infection morrelle

and acurologique de Lin

L Late

the same of the sa

Sel- a se

- P

Burn Barret

THE WAY WELL

15 11772 2

and the state of the second transfer in

er er land at 1888

Commence of the second

ساسته در

A LONG LANGE

....

.....

of the same of

and the state of the

MICHTIN WITH

Secretary of the second

Dans la soirée du 22 février, un incideut très vif a opposé des surveillants et lusieurs membres de la direction de Fleury-Mérogis qui out été bloqués dans leurs voitures alors qu'ils voulaient quitter l'établissement. Les propositions de sanctions soumises par les directeurs n'ont, jusqu'ici, pas été sui-vies par l'administration centrale et les directeurs ont de plus en plus de mal à se faire obéir.

La journée du mardi 21 février aura été, pour les pénitentiaires, celle de tontes les rumeurs. L'annonce par le ministre de la justice, au cours d'un petit déjeuner de presse, de la tenue de réunions à Matignon avec des représentants du ministère du budget a pu faire croire un temps que la plateforme de revendications transmise la veille par FO et l'UFAP aliait servir de base à de nouvelles négociations. Comme on pouvait s'y attendre, il n'en a rien été. Au ministère de la justice on considère, en effet, que cette plateforme n'est qu'une manière déguisée de présenter de façon légèrement différente des revendications dont on a dit depuis le début du conflit qu'il n'était pas question de les satisfaire. M. Pierre Arpailange avait d'ailleurs été clair : - Il y a au ministère du budget des gens qui ne sont pas idiots. il ne faut pas leur faire prendre des vessies pour des lanternes. »

Aussi le ministre de la justice a-t-il fait parvenir aux syndicats une lettre qui, si elle continue à appeler à une reprise du dialogue, a des allures d'ultimatum. Rejetant catégoriquement les propositions syndicales sur le relèvement du point de retraite, le ministère est prêt « à examiner en concertation avec les syndicats les questions évoquées par ceux-ci et toutes les mesures susceptibles d'amener une accélération et une amélioration des déroulements de carrière ». La chancellerie souhaite une reprise du dialogue - dans les plus brefs délais ».

Les syndicats ont vite réagi. Pour l'UFAP qui paraphrase uen déclaration antérieure du directeur de l'administration pénitenteur de l'administration pénitentiaire, dans ces conditions la « reprise des discussions n'est plus de mise ».

Mince espoir

FO refuse de reprendre langue avec le ministère sur les bases de la dernière leure de Pierre Arpaillange. Pour la CGT « le gouvernement est atteint de surdité ou d'amnésie - et appelle les personnels à ren-forcer leur mobilisation mais se déclare prête à rencontrer le ministre de la justice.

Sur le terrain, selon la chancellerie, trente-deux établissements ont été touchés par l'opération « prison morte » lancée par FO et l'UFAP. Les piquets de grève sont toujours en place devant la plupart des prisons et les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises. Mais désormais, c'est entre le personnel d'encadrement et la base des surveillants que la tension est la plus vive. Soumis à rude épreuve depuis le début du conflit, les directeurs et chefs d'établissements out pour consigne de faire « tourner» les prisons normalement quoi qu'il arrive. Or depuis quelques jours, ils se trouvent face à des surveillants qui, fortsdes leurs ordres. . Nous, on ne fait pas de philosophie sous les lambris de la place Vendome, nous disait l'un d'eux. Face à des refus caractérisés d'obéissance d'agents en service, nous sommes obligés de distribuer des questionnaires [des demandes d'explications écrites après un incident]. Or l'administration centrale ne leur donne

l'UFAP, le SPI et le SNIPP d'être des collaborateurs >, les personnels d'encadrement en ont assez d'être pris entre une administration qui, de fait, ne les couvre pas et une base qui les nargue. Ils l'ont dit haut et clair au ministère, que cette situation inquiète, mais qui se refuse pour le moment à prendre des sanctions jusqu'à la manifestation de jeudi. L'incident qui a eu lien en fin de soirée le 21 février à Fleury-Mérogis est, à cet égard, significatif. Le ton des surveillants s'y est en effet nettement durci. Après le blocage désormais rituel des fourgons cellulaires amenant les . écrous », les surveillants, une fois essuyée les pluies de grenades lacrymogènes ont décidé de barrer la route à plusieurs membres de la direction qui quittaient les lieux en voiture. Le véhicule a été encerclé par les surveillants devant le parking de l'établissement et il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour que les gardiens dégagent le passage.

Les discussions entre direction et surveillants ont été « vives », selon Gilles Sicard, responsable national de l'UFAP, arrivé sur les lieux après le début de l'incident. Alain Jego, le directeur de la maison d'arrêt des mes, qui a demandé l'ouverture du barrage à plusieurs reprises, a déclaré à cer-tains responsables syndicaux présents qu'il ne le seraient peut-être plus pour long-temps. Gilles Sicard, lui, s'en preud mainte-nant aux responsables des la direction, qui, dit-il, - matraquent les surveillants à coups de demandes d'explication », en ajoutant : - S'lls sanctionnent, nous sanction aussi. . Il fallut l'intervention du colonel commandant le groupement de gendarme-rie, et la menace d'interpellation pour que les surveillants laissent enfin passer leurs supérieurs.

Malgré les consignes de fermeté transmises par Matignon, le ministère de la justice halance encore sur l'attitude à prendre Cet attentisme du pouvoir en tout cas fait l'affaire des syndicats qui ont désormais le sentiment d'agir en toute impunité.

et AGATHE LOGEART

Ce soir-là, le nuit promettait d'être fraiche et chaude à la fois. Aussi Jacques Visiettes avait-il mis une prosse veste de toile et antilé autour du cou l'un de ces masques de papier mâché qu'utilisent les de papier mâché qu'utilisent les ouviers pour se pas avaler de pouseière. Le mesque s'adaptait perfettegient à son membre, faisant dans le suit side curieuse taché blaccie. Il selfural par moment rich vitable, chi acché a ent les carrious à flegre Mérèges allait vivis une nouvelle use d'escarriouches et consule II de peu détant, le bosse, était II. Un peu détant, les mains des les poches e Jacques se leur des aux gers : Quand

ques, je leur dis, aux gars: Quand les mobiles chargent, on ripe, hein [Pas question de se faire cho-per. T'es d'accord ? », demandait un préposé à l'organisation curieusement déguée en punk bertinois avec se capoule et son foulard. Lacques était d'accord. En época, il bougonneit! « Riper... Oir dir

Lui, l'ancien capitaine de l'amée française, pied noir rejeté; comme tent d'autres, sur une nes de la Méditerranée qu'il p'avent pas choisie, n'avait pas « ripé » en d'autres temps. On pouvait sentir chez lui une vague nostalgie pas tà pour en découdre. Plutôt, pour calmer ces jeunes surveillants un peu trop excités, entraînés dans un mouvement qu'ils ne parviennent toujours pas à arrêter.

Une bourrade dans le dos : «Ca

va, Jacques ? », ∢Ça va, petit. » de sillonner la France, il les connaît par leur prénom, les tutoie. Les plus vieux sont pleins de déférance. « Jacques, g'est quelqu'un. » C'est lui, tout en rondeurs, en bonhomie, en rouerie paysanne aussi, qui, de micro en micro, de caméra en caméra, distille les formules qui font mouche et, deux pas en arrière, un pas en avant, donne la température du conflit. Un « boss bosseus », vollà ce qu'il est le patron des € matons ».

Charmeur et coléreux tout à la fois, il a, jusqu'à présent, tenu d'une poigne de fer son syndicat, depuis qu'il en a pris le tête es 1979, jouant à merveille des divi-

Jacques Vialettes, secrétaire de FO

Le patron des « matons »

s'imposer. Des importuns ont-ils parfois émis des réserves sur sa compétence, ont-ils critiqué sa Tigne ? Jacques Vialettes les a éliminés sans état d'âme apparent. D'un revers de main, il a balayé ceux qui ont parfois cherché à le ser en créant par exemple, un syndicat qui se voulait

Trésor de guerre :

il tient donc son syndicat en maître et sans partage. Même cer-tains proches le trouvent un peu « despote ». Il s'en moque. D'autant que le pouvoir a appris qu'il fallait compter avec lui. Tous les directeurs de l'administration pénitentiaire l'ont compris, plus ou moins séduits ou agacés, c'est selon... Et depuis le ministère d'Alain Peyrefitte, il en a usé plu-sieurs, de Christian Dabianc alors, à Jean-Pierre Dintilhec aujourd'hui. il a même, dit-on, pesé de tout son poids pour empêcher la nomination à ce poste, sous Albin Chalandon, ri Hubert Ronaldi (Force ouvrière. comme lui), actuel directeur régional de l'administration pénitentiaire

près de 45 % des personnels de surveillance, - il sait bien qu'il reste et que les directeurs de l'administration centrale, à tout moment, peuvent pertir. S'il s'est livré à une constante guérilla avec Robert Badinter, qu'il s'évertuait à sopeler e maître a et sous les fenêtres duquel il fit défiler ses troupes scandant : « Avocat - malfrat » ce qui n'eut pas l'heur de plaire il ne s'entendit guère mieux avec Albin Chalandon, dont il contrecarra avec succès les projets de prisons. privées, même s'il reste très lié à sions, des luttes de clans, des Dominique Matagrain, magistrat tuttes de classes entre directeurs membre de l'APM (Association

Assis sur son trésor de querre

droite) et ancien conseiller techni-que d'Albin Chalendon. De Pierre illange, il n'a pas grand-chose à dire. Les deux hommes, c'est un euphémisme, ont peu d'affinités et, des prisons, n'en connaissent, d'évidence, pas la même chose.

C'est le conflit de l'autonne qui a porté à Jacques Vialettes le coup le plus rude. Pour la première fois, il a senti que sa base ne lui obéissait plus au doigt et à l'œil. Il a fort mal accepté que de jeunes surveillants lui reprochent d'avoir signé le protocole d'accord du mois d'octobre avec le médiateur. Entamé, son pouvoir n'est plus, aujourd'hui, tout à fait sans partage : d'autres syndicats comptent, l'UFAP et sussi la CGT.

Jacques Vialettes n'aime pas la concurrence. L'édification du syndicet FO des personnels pénitentieres, c'est toute sa vie. En tout cas, sa deuxième vie bâtie après 1962. Après le traumatisme des rapatriés. l'échec d'une exploitation acricole en Charente cu'il a en vain tenté de faire tourner et dans laquelle, au milieu des années 60, il a englouti toutes ses économies d'entrer comme surveillant de base à Fresnes, puis à Fleury-Mérogis, dont-il a fait l'e ouverture a em 1968.

Les mauvaises langues disent ou'il n'a cas de « passé pénitentigire » et que, s'il connaît bien les surveillants, il n'a guère approché les détenus, puisqu'il a très vite quitté la orison pour se retrouver secrétaire de la formation du personnel de surveillance à l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP).

C'est de là qu'il a monté son syndicat, bénéficiant sans accroc du « parapluie » d'André Bergeron, soutien que l'ancien secrétaire général de Force ouvrière ne lui a. jemais ménagé. Les surveillants n'assuraient-ils pas régulièrement les services d'ordre des manifestations de Force ouvrière? ∢Pitousien » plutôt que « blondéliste », il doit, aujourd'hui, se faire à un tout nouveau monde. Bénéficiant aussi dit-on, de l'appui du RPR, il ne veut militant dequis des années (c'està-dire après la mort de de Gaulle), « parce que ca, c'est ma vie pri-

Foucade ou stratégie?

S'il a très adroitement repris son syndicat en main au mois de novembre dernier en se faisant plébisciter, il a senti souffler la contes tation. Dès que le conflit a repris, au mois de février, il a clairement fait savoir que, cette fois, la base ne l'y reprendrait pas : il la précédereit plutôt que de la suivre. Lui qui a toujours expliqué qu'il ne voulait pas s'en prendre à la population pénale, a surpris tout le monde an annonçant gravement, diman-che 19 février, à la télévision, que, cette fois, il se jetait vraiment dans la «bagarre» en lançant le mot d'ordre de « prison morte». Emeton des doutes sur la réussite de l'opération, il annonce aussitôt que. « puisque c'est comme ce », il va durcir encore...

Lui qu'on pouvait parfois prendre pour un modérateur face à l'UFAP et à la CGT, reprend donc la tête des contestataires. Imprévisible, insalsissable, Jacques Vialettes, dont on n'arrive jamais à stratégie, jubile sûrement à l'idée de « faire tourner en bourrique » ces «huiles» de la place Vendôme, siège de la chancellerie, pour lesquelles il n'a pas d'excessives sympathies. Pourtant, il faut aussi, lorqu'on est syndicaliste savoir anêter un mouvement. Et il en est

Amoureux des Charentes - il a touiours une maison près de Saintes, - passionné d'histoire (ses troupes lui ont offert un beau livre sur les catheres), en particulier de Napoléon, père de trois fils (il a un faible pour le cadet, militaire et parachutiste), Jacques Vialettes entame son demier mandat avant la retraite. La bagarre qu'il mène aujourd'hui a des airs de baroud d'honneur.

bien conscient

Ag L

JUSTICE

L'affaire des fausses factures du Sud-Est

Trois dirigeants de la SORMAE et un entrepreneur sont maintenus en détention

Après débat contradictoire, la bre d'accusation de Paris (le Monde chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Culié, a décidé, mardi 21 février, de placer sous mandat de dépôt et de maintenir en détention trois dirigeants de la SORMAE, MM. Paul Peltier, directeur général, Claude Popis, gérant, Robert Mis-tre, directeur régional, et un entrepreneur, M. Yves Duverger.

dans l'affaire des fausses factures et de corruption, dans le Sud-Est de la France, avaient été de nouveau inculpées le 17 février par M. Culié (le Monde daté 19-20 février), après l'annulation par la Cour de cassation des inculpations qui leur avaient été notifiées à Marseille, où le dossier avait été initialement instruit avant d'être confié à la cham-

du 17 février).

Après le dessaisissement du tribunal de Marseille, ces nouvelles inculpations avaient été requises dès le 15 février par M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Paris. Selon les cas, il s'agit d'inculpations de corruption de fonctionnaires, faux en écritures de commerce et usage, abus de biens sociani ou de complicité et recel.

La chambre d'accusation va . encore avoir à statuer sur le cas de dix-neuf personnes, dont le procureur général près la cour d'appel de Paris a aussi requis l'inculpation, et parmi lesquels figurent sept personnalités politiques locales élus municipaux.

Immigration clandestine dans le Nord

Les mésaventures judiciaires d'un chauffeur de taxi

Un chauffeur de taxi de Tourcoing (Nord), M. Luis Da Costa, a été condamné, mardi 20 février, par le tribunal de Lille, à trois mois de prison avec sursis. Le tribunal a aussi ordonné la confiscation de son

M. Da Costa avait été interpellé, le 29 janvier, par la police de l'air et des frontières alors qu'il transportait quatre ressortissants sénégalais qui venzient de franchir la frontière franco-belge sans papiers. Il avait été inculpé d'« aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière • (le Monde du 7 février).

La condamnation a, de nouveau, provoqué la colère des collègues du chauffeur de taxi qui, après son inculpation, avaient décidé de ne plus transporter les clients de race noire. Ils faisaient notamment valoir qu'en qualité de prestataires de service, ils ne ponvaient refuser un client et n'étaient pas autorisés à contrôler ses papiers. Mais le tribunal a considéré que le prix de la course (150 F) avait été payé d'avance à M. Da Costa par un passeur et, pour les policiers, celui-ci avait accepté ses clients en toute connaissance de cause.

A la lecture du délibéré, un porteparole de l'association des chauffeurs de taxi de Tourcoing s'est déclaré « encore plus déterminé » dans son refus de charger des clients

SCIENCES

Qu'il faille à la recherche scientiique des moyens en hommes et des budgets importants, chacun en est d'accord. Qu'on doive maintenir, au fil des années, des efforts constants pour éviter de fâchenz coups d'accordéon, qui n'en convient? Mais pen de gouvernements ont appliqué cette simple règle, et l'aurait-on fait en France que la cherche ne serait pas pour autant-

tirée d'affaire. C'est la raison du cri d'aiarme que M. Michel Crozier, directeur de recherche au Centre nationale de la recherche scientifique (1) et membre du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie. (CSRT), vient de pousser dans une courte note d'une vinguaine de pages adressée à M. Hubert Curien, minis-

La recherche française souffre de vicillissement. - Les chiffres qu'a rassemblés la commission emploi scientifique », écrit Michel Crozier, sont extrêmement éloquents dans leur simplicité. Alors que le pour-centage des chercheurs de moins de quarante ans est resté régulièrement supérieur ou égal à 60 % dans les années 50 et 60 et jusqu'en 1970, il a rapidement décliné dans les Une note de M. Michel Crozier au ministre

Les chercheurs français ne sont plus assez jeunes

40 % dans les années 80. » Bref, l'âge moyen des chercheurs français est aujourd'hui de quarante-trois ans Or le taux des départs naturels (retraites ou décès) est aujourd'hui très bas et ne s'améhorera que vers 1992. « Mais, étant donnée l'importance de la masse des chercheurs actuels, la composition par âge de l'ememble ne se modifiera que le taix des départs volontaires est, lui aussi,

« Si les pourcemages d'entrée dans les organismes de recherche ne se modifient pas, ou si la politique d'emploi scientifique ne change pas, la population des chercheurs aura dans dix ans une movenne d'age de quarante-cinq ans et demi; 63 % auront plus de quarante ans (contre 62% actuellement) et 37% (contre 22 %) auront plus de cinquante ans. Comme un ensemble humain composé d'une forte majorité de per-

très faible.

explique Michel Crozier, à se maintenir dans ses normes et ses struc-. tures et à refuser toute aventure.

grès ont été faits en matière d'embauche au cours des années 80. Après la période creuse des ées 70, de nombreux postes ont été à nouveau inscrits au budget de la recherche de 1989, mais cela estil suffisant? « Si, en effet, au lieu du pourcentage d'entrants actuels de 3 % (dont 1 % de créations nouvelles), on passait à 5 %, c'est-àdire en tripiant les créations actuelles, il saudrait tout de même attendre huit années pour que cela se traduise de façon sensible dans les pyramides des âges. Entre temps, ajoute le rapporteur, les nouveaux entrants auraient été pour une large part absorbés dant la culture dominante. Pour obtenir un changement qualitatif suffisant, il faudrait imposer au moins un pour-

dire multiplier par six le nombre de créations de poste, ce qui apparaît impensable dans l'état actuel des contraintes financières.

Changer les règles

Une situation d'autant plus alarmante que, comme chacun le sait sans trop le proclamer, la mobilité des chercheurs, qui pourrait aider à la résorption partielle du phésomène, est quasiment inexistante.

Devant ce constat peu encourageant, la commission «emploi scientifique » s'est demandé s'il ne fallait pas raisonner autrement. Car, « du fait de l'inertie des phénomènes démographiques, augmenter le nombre des entrants dans les organismes statutaires sans changer les règles qui gouvernent la carrière des personnels ne peut avoir que des esset pourquoi,

le rapporteur invite le CSRT, et sur-tout son président, le ministre de la recherche, à s'interroger sur le fait

- le rajeunissement, indispensable pour préparer l'avenir, ne doit pas être pensé en considérant uni-quement les chercheurs statutaires ; - dans cette perspective, le rôle des non-statutaires devra être impor-

 si les carrières de chercheurs semblent de moins en moins attractives aux jeunes de grand talent, c'est en raison de leurs faibles rémunérations mais aussi, et surtout, du caractère vieillissant du milieu;

- la mobilité entre recherche publique et recherche privée, entre universités et organismes de recherche, entre laboratoires français et

étrangers, doit être améliorée ; - le rôle des laboratoires et les équipes de recherche doit être repensé; si l'on vent que le rajeunis-sement s'opère, il faut qu'on puisse

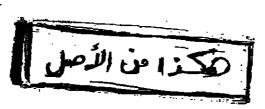
humaine pour assurer le renouvellement formation-orientation et mobi-

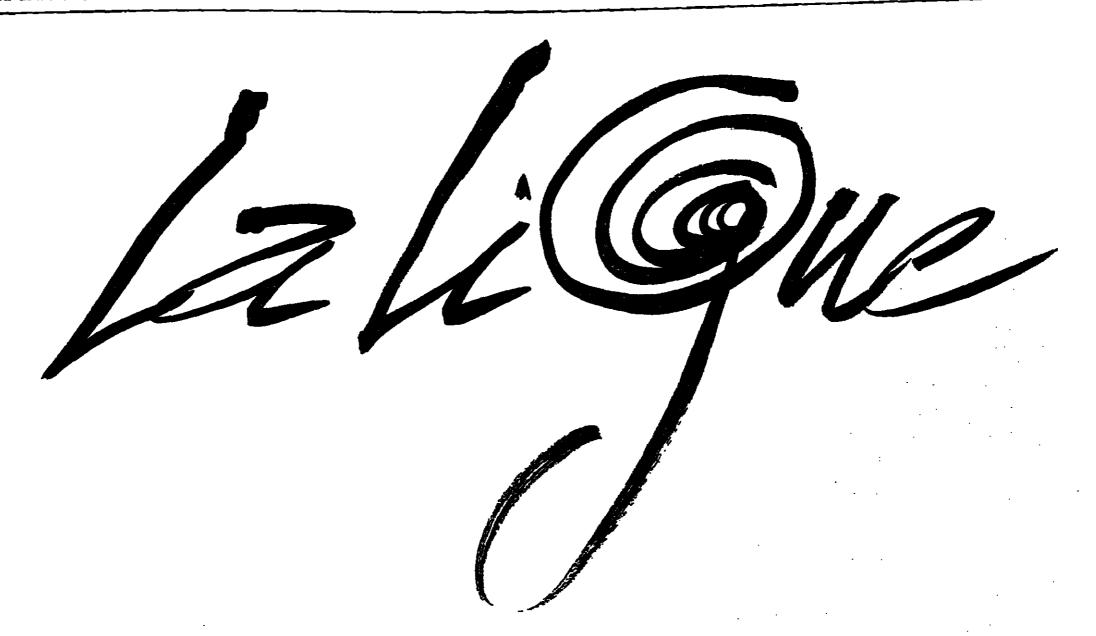
 enfin, le développement d'une politique de ressources humaines ne peut réussir que si elle est associée à un renouvellement des structures et à la création d'unités nouvelles. répondant au foisomement des progrès scientifiques et techniques.

Face à l'ampleur du problème plaisir à tout le monde, la commission du CSRT propose donc qu'une commission restreinte de trois à six personnalités scientifiques ayant une stature internationale soit constituée. Elle devrait être dotée du temps et des moyens financiers saires pour « laire réaliser les enquêtes indispensables et faire travailler des spécialistes et des experts, en dehors de toutes contraintes et traditions administratives, à l'approfondissement des problèmes et à l'émergence des solutions innovatrices nouvelles -.

Réponse des ministres de tutelle JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Centre de sociologie des organi-





MANIFESTE

pour la DÉMOCRATIE par l'ÉDUCATION et par la CULTURE

ès 1866, les membres de la Ligue de l'Enseignement se sont donné pour but de « former des citoyens éclairés». Après Condorcet, ils ont affirmé qu'une instruction nationale est pour la puissance publique un devoir de justice. Ils ont conduit leur action «libre de tout patronage». Aujourd'hui, le contrat qui nous lie puise à cette source, sans nostalgie, et se tourne résolument vers l'avenir. Nos actions sont portées par la même volonté: PROMOUVOIR la DÉMOCRATIE par l'ÉDUCATION et par la CULTURE.

De même que les fondateurs ont vécu le passage de l'Empire à la République et, simultanément, la première révolution industrielle, nous vivons une période de mutations. Elle prépare une société de création et de communication. L'évolution des techniques est considérable. NOUS VIVONS UNE RÉVOLUTION PAR L'INTELLIGENCE.

· Aussi, notre avenir dépend-il essentiellement de l'éducation et de l'investissement intellectuel. Mais, face à ces mutations, les experts se substituent aux instances politiques et aux citoyens. Simultanément, de nouveaux obscurantismes surgissent, l'irrationnel revient en force.

Nous devons concentrer nos efforts pour passer de la société des mages et des experts à la République des citoyens. La création, par la Ligue, des Cercles CONDORCET répond, pour partie, à cette exigence.

Cependant, la voie est difficile ; ces mutations techniques sont souvent dramatiques pour les plus faibles. Des fractures traversent dangereusement notre société : la société duale est en marche. Au-delà de la nécessaire adaptation de notre système éducatif, il nous faut mettre en évidence que rien de durable ne se fera sans cohésion sociale. Pour cela, la solidarité et la fraternité doivent être des vertus fondamentales et des exigences pour nos politiques nationales et internationales.

Nous avons, aussi, à œuvrer pour une France plus accueillante à la diversité. A la montée des nationalismes du XIXº siècle, inspiratrice des exclusions fondées sur la notion de nationalité, nous préférons l'apport de notre Révolution de 1789. L'unité de notre pays n'est pas en cause ; aussi, sachons accueillir les populations immigrées qui ont choisi de vivre en France en reconnaissant leurs droits et leurs devoirs civiques.

Ce choix est la conséquence de la laïcité de notre constitution. La laïcité des institutions publiques est garante du pluralisme culturel de notre société. Prouvons-le ensemble, forts de notre diversité.

Dans les méandres de nos vies quotidiennes et de l'histoire de notre mouvement, nos valeurs sont portées par un mot : ÉGALITÉ. Ce mot trop souvent défiguré, trahi, bafoué est à l'origine de notre République.

Pour faire avancer ces idées nous affirmons une présence agissante dans toutes les instances qui concourent à l'éducation et à la culture : école, université, formation des adultes, actions culturelle et sportive, communication, action sociale, tourisme social et culturel...

Nous construisons une Ligue pour une citoyenneté renouvelée.

Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente

3, rue Récamier – 75341 PARIS CEDEX 07 – Tél.: 43,58,97,33

Le Monde

CAMPUS

Les universités s'adaptent aux handicapés

Diverses initiatives montrent les efforts des universités pour mieux accueillir les étudiants handicapés. Mais il reste beaucoup à faire pour leur donner toutes leurs chances....

E silence qui entoure la situation des étudiants handi-capés serait-il en train de se dissiper? Plusieurs indices et quelques initiatives encore éparses permettent de l'espérer. Ainsi le Centre d'information et d'orientation des enseignements supérieurs et le Centre d'information spécialisé pour les jeunes handicapés de l'académie de Paris (1) ont organisé à la Sorbonne, il y a quelques mois, une journée de réflexion sur · Handicaps et études supérieures », qui a rassemblé une cen-taine de responsables universitaires et ministériels, et les animateurs de nombreuses associations. Les principales contribu-tions à ce colloque viennent d'être publiées dans la revue Réadapta-

Sur le terrain, des réalisations se multiplient. A l'automne dernier, de legen a installé na ascesseur pout faciliter l'accès de ses salles de cresseur pout faciliter l'accès de ses salles de cresse à un établique en promière au répartire même, man raimpe d'accès pour fauteurs, inplants vient détau amémagée à la philiphia de l'accès pour fauteurs de l'instance de l'instance. sinare de Nanterre. Et l'université de Créteil vient de

DANS la fournillère de Jussieu, c'est un étudient parmi d'autres. Jeans, termis

et blouson de cuir, Antonio Pereira attend

l'ascenseur dans le hail de la tour centrale.

longue canne bianche. Antonio est aveugle

depuis sa naissance. Mais dans le dédale de

j'étais un peu perdu », se souvient-il. Après

avoir fait toute sa scolarité, du CM2 à la ter-

minale: à l'institut national des jeunes ayeu-

cles (INJA), boulevard des Invalides, à Paris.

il s'était trouvé brusquement plongé dans le

« Je n'osais pas parler aux gens », dit-il.

Pourtant il fallait bien qu'on le pilote d'une

salle à l'autre. « A force d'être assis à côté

des mêmes étudiants, nous avons sympa-

dant les premières années, Antonio prenait

des notes en braille. Pour plus de sûreté, il

enregistrait tous les cours à l'aide d'un

magnétophone. Lourde procédure qui exi-

quait un surcroft de travail à la maison.

D'autent plus ou'il doit aussi écouter les cas-

settes qui lui tiennent lieu de livres. « En his-

toire, les ouvrages transcrits en braille sont

reres, explique Antonio Pereira. Je fonctionne

avec trois lecteurs bénévoles de l'association

Auxiliaires des jeunes aveugles, qui enregis-

trent les documents et les livres que je leur

thisé. Certains sont devenus des amis. > Pen-

monde des vovants.

r la CULTURI

ONA the statements

Bertham I gare Bugge

mettre en place une commission «accessibilité» qui associe enseiguants, étudiants, architectes et responsables du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).

La Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) de Paris a lancé, le 16 février, une campagne de sensibilisation sur la région parisienne. Pour favoriser une prise de conscience et susciter une action globale en faveur des jeunes handicapés qui souhaitent poursuivre des études à l'Université, la MNEF propose qu'une partie des cotisations mutualistes perques par les universités soit consacrée au financement d'équipements techniques ou pédagogi-ques spécialisés. Pour montrer l'exemple, elle vient d'offrir aux universités Paris-VI et Paris-VII (Jussieu) un équipement informatique pour les étudiants avengles on malvoyants. D'une valeur de 130 000 francs, ce matériel comprend un clavier braille pour saisir les données, une imprimante en braille, une synthèse vocale pour lire les textes, complétés par un terminal à gres caractères pour les

d'Etat auprès du ministre de la santé, chargé des handicapés et trera, le 28 février, les enseignants et les étudiants de l'université Paris-XIII (Villetaneuse) pour débattre des problèmes des handicapés à l'Université. Il entend d'abord convaincre les responsables universitaires que les aménagements qui seront faits pour les handicapes peuvent être utiles pour l'ensemble des étudiants (facilités d'accès, enregistrement des cours, etc.). Il souligne d'autre part que « les étudiants handicapés constituent un « plus » au cœur de l'Université, par l'exemple de leur persévérance, de leur courage et souvent de leur exceptionnelle intelligence». Pour le secrétaire d'Etat, enfin, l'Univer-sité est « le trait d'union nécessaire - pour l'insertion professionnelle des handicapés dans des postes de responsabilité.

Combien

sont-ils?

Initiatives locales, réflexion collective, mobilisation ministérielle : tout semble se conjuguer pour faire sortir de la clandestinité les étudiants handicapés. Mais cette prise de conscience reste fragile, tant l'on est loin en France des politiques d'aide et de solidarité que connaissent bon nombre de nos voisins européens et de pays nord-

France, d'étudiants handicapés, où ils sont, ni qui ils sont. Le Cen-tre d'information et d'orientation des enseignements supérieurs et le Centre d'information des jennes handicapés de l'Académie de Paris se sont efforcés de combler cette lacune statistique. L'enquête qu'ils ont menée l'an dernier per met de dresser un tableau approximatif de la situation dans la région parisienne: les treize universités de Paris accueillent un peu plus de quatre cents handicapés, dont environ la moitié sont des handicapés moteur. Encore ce chiffre est-il nettement sous-estimé, car, de l'avis général, une proportion importante de jeunes handicapés refusent l'assistanat ou préférent garder l'anonymat, et ne se sont pas faits connaître des services d'accueil spécialisés.

Pour les universités de province le tableau est encore plus flou, puisque vingt-sept établissements seulement (à peine la moitié) ont répondu à l'enquête. A côté d'universités comme Tours (une centaine d'handicapés), Montpellier (soixante-dix), Grenoble (une soixantaine) on Toulouse (trentecinq), une bonne partie des universités n'ont pas pu, ou pas souhaité, apporter d'éléments d'informa-

Enfin, tous les jeunes handicapés ne font pas leurs études supérieures à l'Université. Ceux dont la situation médicale impose des soins continus peuvent fré-



quenter un établissement spéciafisé comme celui de Saint-Hilairedu-Touvet, géré par la fondation Santé des étudiants de France. D'autres ont recours aux services de télé-enseignement universi-

Cette ignorance de la réalité est révélatrice de la gêne de beaucoup d'universités (d'universitaires?) à l'égard des handicapés. Si des textes existent qui donnent aux étudiants handicapés un certain nombre de droits, ils sont mal connus et insuffisamment appliqués. Ainsi, chaque université est censée assurer une mission d'information et de suivi des étudiants handicapés, dans le cadre du service d'information ou du service de la scolarité. De même, les ceablissements sont tenus, en princèpe, de rendre leurs locaux accessibles et les CROUS ont été chargés de mettre à la disposition des étudiants des chambres spécialement aménagées (on en compte moins de quatre cents actuellement).

Des aides sinancières spécisiques sont prévues (remboursement des frais de transport, accès aux bourses plus facile) et l'orga-nisation de la pédagogie a été envi-sagée (possibilité de passer le DEUG en quatre ans, assistance en personnel pour les examens ou mise à disposition de matériel loi du 10 juillet 1987 fait obligation aux entreprises - privées ou publiques - de plus de vingt salariés d'accueillir un quota de personnes handicapées.

« Un militantisme

marginai »

cafétérias.

GÉRARD COURTOIS.

(1) CIO enseignement supérieur. 7. rue des Ecoles, 75005 Paris, tél

(2) Réadaptation, janvier 1989.

solidarité et même à la charité. Mais il faut reconnaitre que le handicap coûte cher à la société. Alors soyons égoïstes: organisons-nous pour qu'il coûte moins cher. Pour cela il faut autonomiser au maximum les per-sonnes handicapées, les former pour que puisse être meilleure leur insertion sociale et pour que leurs chances soient plus grandes dans le cadre de l'insertion profes-

sionnelle. -

dicapés..

La plus grosse difficulté reste cependant de faire tomber les obstacles et les résistances psychologiques. • Ce dont un étudiant handicapé a besoin, c'est d'un dialogue réel et d'une aide efficace en matière d'orientation », note Danièle Pourtier, du CIO enseiguement supérieur de Paris. Tandis que Catherine Vassilieff insiste sur « l'énorme blocage mental qui existe à l'égard des handicapés. Ce n'est pas à l'étu-diant handicapé de choisir l'université accessible, mais à l'université de se rendre accessible à tous les étudiants potentiels ». Vaste perspective qui dépasse largement le seul problème des étudiants han-

43-54-51-29. C1O des jeunes handicapés, 17. bonlevard Auguste-Blanqui. 75013 Paris, tél. 45-80-1 1-98.

40 p., 30 F (10, rue de Sèvres, 75007 Paris, rél. 42-22-23).

a 0

La vie comptable de l'entreprise

en exercices

Yes Yest

de l'Espagne

Albin Huelz de Lumps

278 p., 129 F.

à la civilisation

184 p., 95 F

cette Babel étudiante plantée au cœur de et les soumettre, une fois imprimés, au prode chances. Manuel Pereira cherche un travail Paris, il se dirige sans difficulté. A vingt et un fesseur comme n'importe lequel de ses ans, il est en licence d'histoire et il connaît de conseiller juridique. En vain jusqu'à prépar cœur la géographie des lieux. « Au début,

braille pour qu'il puisse les étudier à la maison. En sens inverse, il peut faire ses devoirs condisciples. Cette merveille technologique a un prix : 35 000 francs environ. La Sécurité sociale, la SMEREP (organisme de Sécurité sociale étudiante) et le comité d'entreprise de son père, boiseur chez Fougeroile, en ont ancé 26000 francs. Le même financement a été obtenu pour l'équipement de son frère Manuel, étudiant en maîtrise de droit à

Le miracle de l'informatique

gée par la micro-informatique. Il se rend

ordinateur portable sur lequel il prend directe-

ment ses notes. Grace à un module métalli-

que, l'appareil lui permet de les éditer en

« Une secrétaire

pour les examens »

Pour avoir goûté au confort de ce progrès technique, Antonio Pereira est persuadé que l'équipement mis en place à Paris-VI-Paris-VII par la MNEF (voir ci-dessus) sera d'un secours important pour ses camarades non voyants, étudiants en informatique. « Les études en informatique, en mathématiques ou en physique posent plus de problèmes que l'histoire, reconnaît-il. Mais la plupart de mes amis s'en sortent très bien. » Il faut dire qu'à

cieuse : « Nous sommes bien encadrés, confie Antonio. Le service handicapés nous transcrit les sujets de partiels en braille et nous fournit une secrétaire pour les exa-Hors de l'Université, les handicapés ne

Paris-VII, ils bénéficient d'une aide pré-

rencontreront pas forcément la même égalité sent. L'entreprise qui l'embauchera devra investir en même temps dans du matériel spécifique lui donnant accès à l'imprimé. Dans le secteur juridique, il y a en effet beaucoup de données à lire. Antonio risque de connaître les mêmes déboires. Passionné par l'actualité, plus particulièrement par les relations internationales, il rêve de journalisme depuis la classe de seconde.

Il vient de connaître sa première désillusion. Son inscription au concours d'entrée du Centre de formation des journalistes de Paris a été rejetée par la commission de dérogation de l'école, « Une partie de l'examen comporte une analyse de photographies et le tri de dépêches, admet-il. Mais dans le métier de journaliste, il y a aussi du travail sédentaire de desk ou des techniques comme la radio qui sont à ma portée. » Déçu par cette fin de non-recevoir, Antonio ne se décourage pas pour autant. Ce serait méconnaître la volonté qui l'anime : « Profitant d'une accalmie dans mes partiels, je vais me lancer dans de nouvelles démarches. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Un combat obstiné

E N 1983, elle s'était enchaînée à une porte du ministère de l'éducation nationale pour protester contre l'interdiction qui lui était faite de se présenter au CAPES de sciences physiques. Six ans plus tard, Mireille Stickei, qui est titulaire d'une maîtrise de physique et infirme moteur cérébral à 100 %. continue de se battre à Grenoble pour son droit à enseigner. A force de courage et d'obstination, elle est devenue le symbole de l'impossible dialogue entre des handicapés en quête d'emploi et de dignité et une administration qui les considère trop souvent comme desk dossiers > embarrassants."

Mireille Stickel, trente-trois ans, n'a jamais obtenu de la commission d'aptitude de l'éducation nationale le feu vert pour le CAPES. Ses très graves difficultés d'élocution, les mouvements incontrôlés de son corps, ne devraient pourtant pas l'empêcher de réaliser son ambition : enseigner par correspondance. Mais il n'existe pas de session spéciale du CAPES par correspondance.

Interdite de CAPES depuis six ans. Mireille Stickel en a néanmoins passé les épreuves chaque année grâce à une autorisation « exceptionnelle » accordée en 1984 par

M. Alain Savary, en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, et renouvalée par tous successeurs. En 1984, elle échoue au CAPES et à l'agrégation. L'année suivante, elle est admissible au CAPES, mais rate l'oral. Nouvel échec en 1986, après des ennuis de santé. En 1987, M. Monory lui notifie son autorisation une semaine avant les épreuves. Elle les subit, mais il lui manque un point pour réussir l'oral. L'an demier, c'est l'épreuve pratique qui l'élimine, malgré l'assistance d'une secrétaire qui réalise les manipulations à sa place et sur ses consi-

Sa revendication est devenue un combat achamé, y compris par les moyens iuridiques. C'est sur ce terrain que Mireille Stickel vient de marquer un point. Depuis six ans, elle cherche à faire annuler les arrêtés de l'éducation nationale de 1983 qui lui ont bané la route du CAPES et de l'acrécation. C'est chose faite depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 janvier demier. Rappelant au passage que « l'obligation d'emploi des handicapés s'applique aux administrations de l'Etat » depuis la loi du 30 juin 1975, la haute juridiotion a jugé illégale l'interdiction faite à Mireille

motif que l'administration n'avait pas même pris soin de la convoquer lors de l'examen de son cas par la commission d'aptitude. L'obligation de convoquer la personne handicapée et la possibilité pour cette demière d'être assistée « par une personne de son choix » semblent donc désormais s'imposer à la commission d'aptitude de l'éducation nationale, Celle-ci n'avait pas l'habitude jusqu'à présent de recevoir les candidats, au grand dam de ces derniers, furieux d'être ainsi « jugés » en leur absence.

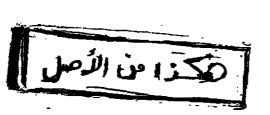
Reste à tirer les conséquences d'une telle décision. Un conseiller de M. Jospin devait recevoir Mireille Stickel, mardi 21 février, pour lui « proposer une solution ». Un comité de soutien regroupant autour de son cas une vingtaine d'organisations, notamment la Ligue des droits de l'homme et l'Association des paralysés de France, a déjà recueilli plusieurs centaines de signatures au bas d'une nétition revendiquant le droit au travail des handicapés et la possibilité pour eux de passer « loyalement » les concours de recrutement de la fonction publique.

PHILIPPE BERNARD.



SCIENCES ECO d'aménagements ou faire des

GEOGRAPHIE LANGUES investissements en matériels spécialisés au niveau de la région, plutôt que chacun pour soi ». Et il MASSON I ajoute : « Je crois beaucoup à la



L'idée de porter de deux à trois ans la scolarité des IUT n'est plus envisagée. En revanche, la possibilité d'un deuxième cycle fait

A querelle de famille qui avait, l'an dernier, agité le monde des IUT (instituts universitaires de technologie) semble désormais dépassée. Poussés par vingt années d'indéniable succès et par les perspectives européennes d'harmonisation des formations d'ingénieurs et de « technologues ». les directeurs d'IUT avaient réclamé, fin 1987, l'allongement, de deux à trois ans, de la durée des études conduisant au DUT (diplôme universitaire de technologie). Cette proposition suscitait de fortes réticences de la part des présidents

d'IUT, du patronat français et du ministère de l'éducation nationale : les uns et les autres craignaient de déstabiliser une formation de techniciens supérieurs qui répond bien aux besoins des entreprises (le Monde du 5 janvier).

Pour en avoir le cœur net. l'Union nationale des présidents d'IUT a confié à l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP) une enquête sur les diplômés des IUT. Objectif: entreprises évaluent cette forma- diaire » entre bac+2 et bac+4

tuelles elles pourraient souhaiter. Menée pendant le dernier trimes-tre 1988 auprès de sept cents chefs du personnel, cette enquête apporte une réponse nuancée et

La satisfaction des entreprises à l'égard des DUT est manifeste: plus de 80 % d'entre elles ont recruté, ces dernières années, des étudiants sortant des IUT. Et plus des deux tiers estiment qu'il ne manque pas actuellement de formation intermédiaire entre le niveau bac+2 (DUT, BTS) et le niveau bac+4/bac+5 (maîtrise, ingénieurs, grandes écoles de commerce).

Cette satisfaction d'ensemble n'exclut pas, cependant, la nécessité d'adaptations importantes. Le seul fait que près du tiers des chefs du personnel soient favorasavoir avec précision comment les bles à une « formation intermé-

tion et quelles évolutions éven- traduit un besoin réel. - Cette che, 33 % souhaitent que les deux attente, estime M. Georges Guillaume, président de l'Union des présidents d'IUT, nous amène à poser clairement la question du développement de seconds cycles dans les IUT. » Mais plutôt que de cristalliser le débat sur l'ailongement des études à trois ans, l'enquête de l'ANDCP s'efforce de faire apparaître les évolutions souhaitées par les entreprises dans le contenu et l'organisation de la formation.

Une formation

très pratique

Les réponses sont là sans ambiguité. 13 % seulement des entreprises recommandent le passage à trois ans, par un renforcement pur et simple de la formation actuelle de type académique. En revan-

BLOC

BICENTENAIRE.

Une exposition sur le bicentenaire

de la Révolution accompagnée de

livrets pédagogiques a été réalisée

par le Syndicat national des institu-teurs et profasseurs de collège (SNI-

PEGC, FEN) et la Fédération des

conseils de parents d'élèves de

l'enseignement public. Elle se com-

pose de dix pannesux illustrés en couleurs tirant les principaux ensei-gnements des événements révolu-

connaires et de « le mise en place

d'une société de citoyens actifs ».

* Renseignements au SNI-PEGC 209, boulevard Saint-Germain,

et associations au prix

700 francs.

années d'IUT soient complétées par une année de spécialisation pratique, ce qui tend d'ailleurs à se généraliser grace au soutien des entreprises. Et surtout 37 % souhaitent que le renforcement des DUT se fasse grâce à l'introduction d'un stage long (de l'ordre de six mois), bien suivi par un enseignant. Les employeurs, en particulier les PME, souhaitent donc un allongement de la scolarité, à condition que ce temps en plus soit consacré à une formation très pratique, - sur le tas -, et préparant mieux les étudiants à la vie en entreprise. De même, quelle que soit la formule retenue, les chefs du personnel sont favorables

diants mieux adaptés et plus adaptables. Pour M. Georges Guillaume,

les enseignements de cette enquête sont clairs. - Au fond, ce que nous disent les entreprises est très pragmatique : ne cassez pas une formation qui marche bien, ne faites pas de faux ingénieurs : mais diversifiez les DUT et améliorez-les. Notre réflexion doit donc désormais être double : préserver, tout en l'améliorant, le DUT actuel, mais introduire progressivement un nouveau palier de formation technologique supérieure de niveau second cycle. -Cette orientation, qui rejoint les grandes lignes de la réflexion menée récemment par M. Daniel Bloch, comme par le CNPF et les responsables des grandes écoles (le Monde 5 janvier), devrait donner lieu à des propositions plus concrètes d'ici le mois de mars.

e de la Marie

---- **k**

~12.**40**

2 M 300

....

~ ~ % . [___

7.0

le et 👰

-

250

- . Zept. 4

w 40 🚒

Les stages de la semaine

chaque semaine, des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable ae ce service, en teléphonant au en matériel informatique et logiciel (1) 47-35-43-43 ou en s'inscri-vant sur minitel 36-15 JOBS- C 1257. de ce service, en téléphonant au TAGE.

COMMUNICATION

Lieu: Paris. Profil: bac+3 type Celsa, IFP, EFAP. Date: immédiat. Durée: 3 à 6 mois. Ind.: 2000 F minimum. Obs. : prise en charge de rédaction de dossiers de presse. organisation de manifestations, contacts avec les journalistes. Connaissance en informatique, anglais. C 1255.

Lieu: Puteaux. Profil: bac+3.4. Date: mai. Durée: 6 mois, 1 an. tences. Obs.: assistante communication pub/presse/journaux. C 1256. Lieu: Viroflay. Profit: bac + 2 mini. Date: février. Durée: à déterminer. Ind. : à négocier. Obs. : relation

publique, vente. C 1239. Lieu: Viroflay. Profil: bac+3 mini. Date : février. Durée : à déterminer. Ind. ; à négocier. Obs. : relation

publique, vente. C 1239. Lieu : Paris. Profil : bac+3 mini. Date : février. Durée : 4 mois mitemps, Ind. : à négocier. Obs. : élaboration de dossiers pour confé-

rences. C 1237. Lieu : Châlons-sur-Marne. Profil : bac + 4. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind.: à négocier. Obs. : repérage et restructuration de l'organisation des offres de tourisme pour quatre départements. C 1222.

Lieu: Verneuil-en-Halatte. Profil: bac + 3. Date : juin, Durée : i mois. Ind.: 4000 F/mois. Obs.: étude d'un système de communication

SCIENCES ECO

Clash

222 p., 115 F.~

SCIENCES

clash

ARMAND COLIN

192 pz 115 F.

ATH

deol

ARMAND COUN

÷.;

« Le Monde Campus » publie, interne utilisant des panneaux élec- à négocier. Obs. : montage, essai de troniques. C 1191.

COMMERCIAL

Lieu: Paris, Profil: bac+2. Date: immédiat. Durée : indéterminée. Ind.: à convenir. Obs.: commercial

Lieu: Montreuil. Profil: bac+3.

Date: mars. Durée: 3 mois. Ind.: à négocier. Obs. : prospection recherche de clientèle potentielle. C 1244. Lieu: Paris, Profil: bac+3. Date: février. Durée : à déterminer. Ind. : % si résultat. Obs. : commercialisation de matériel pédagogique pour apprendre l'anglais. M 1214. Lieu: Paris. Profil: bac+3. Date: février. Durée : à déterminer. Ind. : % sur le résultat. Obs. : vente d'arti-

cles de musique. M 1215. INFORMATIQUE

Lieu: Nanterre. Profil: bac+3 à bac + 5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind.: à convenir. Obs.: participation aux développements en cours au sein d'un service d'études. Connaissances réseaux NET

BIOS/IPX SPX. I 1258. Lieu: Nanterre. Profil: bac+3 à bac + 5. Date: mi-février. Durée : 3 mois. Ind.: à convenir. Obs.: participation aux développements en cours au sein d'un service; étude,

mise en place d'un système à base de carte à mémoire. I 1259. Lieu: Nanterre. Profil: bac+3 à bac + 5. Date : mi-février. Durée : 3 mois, Ind. : à convenir. Obs. : participation aux développements en cours au sein d'un service; étude,

en place d'une messagerie. 1 1260. Lieu: Nanterre. Profil: bac+3 à bac + 5. Date : mi-février. Durée : 3 mois. Ind.: à convenir. Obs.: participation aux développements en cours au sein d'un service : étude. mise en place base de données sécu-

risées. I 1261. Lieu: Montigny-le-Bretonneux. Profil: bac + 3. Date: octobre. Durée: 2 mois. Ind.: 1 500 F/mois. Obs.: informatique communication. I 1093.

Lieu: Toulouse. Profil: bac+2. Date : septembre. Durée : 4 mois. Ind. : à négocier. Obs. : écriture d'une application de gestion de production sous multilog. I 1062.

ÉLECTRONIQUE Lieu: Paris. Profil: bac+2. Date: février. Durée : à déterminer. Ind. : micro- ordinateur IBM. E 1245.

GESTION/COMPTABILITÉ Lieu : Saint-Denis. Profil : bac+1 mini. Date : immédiat. Durée : indé-

terminée. Ind.: 6 000 F/mois. Obs.: connaissance dactylo sténo comptabilité sur informatique SAARI ou autre. G 1264. Lieu: Fresnes. Profil: bac+3.

Date: mars. Durée: I mois au plus. Ind. : remboursement frais + prime si résultat. Obs. : appel d'offres pour fournisseurs, étude de marge pour produit par client, étude des CA et marges pour fournisseurs, contrôle facturation et importation. G 1249. Lieu: Paris. Profil: bac+3. Date: février. Durée : 2 mois temps partiel. Ind. : à négocier. Obs. : comptabilité entreprises phonographiques

Lieu : Paris. Profil : bac + 2. Date : Elle est vendue aux écoles, collèges février/mars. Durée ; 2 mois. Ind. ; 1 500 F/mois. Obs. : participation à l'organisation d'une nouvelle administration de pages et factures et participation à la gestion de plan-nings de merchandising. G 1247.

Lieu: Paris. Profil: bac+3. Date: février. Durée : 1 mois temps partiel possible. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : mise à jour de fiches métiers. D 1241.

MARKETING

Lieu : Palaiseau. Profil : bac+1 mini. Date : immédiat. Durée : 1 à 3 mois. Ind.: 2 000 F. Obs.: étude de marché sur sociétés d'électronique (avoir bac F2 F3). M 1262.

Lieu: Les Ulis. Profil: bac+3 mini. Date: mars. Durée: 4 mois. Ind.: 4 000 F/mois. Obs.: assistant chef de produit. Connaissance en micro-

info. M 1263. Lieu : Montrouge et Hérault. Profil : bac + 3. Date : avril. Durée : 3 mois. Ind.: 1 500 F/mois. Obs.: étude de marché en vue de l'implantation d'un centre de naturopathie et médecine douce. M 1252.

Lieu: Côte d'Azur. Profil: bac+3. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : étude de marché en vue de l'implantation d'un centre de naturopathie et médecine douce (public européen). M 1253.

... Et de nombreuses autres proposi-tions sur le 3615 JOBSTAGE on directement au CDTE: 47-35-43-43.



au renforcement de la culture

générale des étudiants (techni-

ques d'expression, animation de

groupe, culture économique). Ils

attendent, en somme, des étu-

Quarante mille jeunes préparent actuellement I'un des vingt baccalauréats professionnels créés depuis 1985. De quoi s'agit-라 ? En quoi cas nouveaux « bacs pros » permettentils d'adapter des formations aux nouvelles qualifications? Telles sont quelques-unes des questions auxlles tente de répondre la revue Cibles, éditée par des professeurs de l'Ecole normale nationale d'apprentissage (ENNA) de Nantes. Avec un éditorial de Claude Pair, chargé de mission au secrétariat d'Etat à

enseignement technique. ★ Cibles 23, rue du Recteur-Schmitt, 44072 Nantes Cedex. Tel.: (16) 40-74-25-10.

RÉNOVATION DES COLLÈGES.

A l'houre où le ministère de l'éducation nationale relance le débat sur la rénovation pédagogique et l'améments, la revue Collèges, publiée par la mission académique à la formation des personnels d'Aix-Marseille.

réflexions sur les initiatives menées depuis plusieurs années dans les collèges. Parmi les demiers thèmes abordés : « Vivre son adolescence au collège », « La communication dans sement » et « Archives révolutionnaires >.

apporte des témoignages et des

★ Collège, CPMI, avenue des Bolles. 13808 Istres Cedex. Tél.: (16) 42-55-

IMMIGRÉS....

Migrants-Formation, la revue du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) consacrée aux questions scolaires liées à l'immigration, aborde dans son dernier numéro l'importante question de la place des parents immigrés à l'école. Plusieurs articles analysent les rapports entre les familles et l'institution scolaire et ouvrent des pistes en vue d'un rap-prochement indispensable. La question du « soutien scoleire » est tout particulièrement abordée.

★ Migrants Formation nº 75, « Les fami tendu au dialogue », CNDP, 91, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Tél.: (16-1) 46-57-11-67.



UNIVERSITE DE LA REPUBLIQUE DE SAINT-MARIN ECOLE SUPERIEURE D'ETUDES HISTORIQUES

Ouverture de l'Ecole

et Avis de concours

L'Ecole Supérieure d'Etudes Historiques de l'Université de la République de Saint-Marin commencera le premier cycle triennal de doctorat en Sciences Historiques au mais de Juin 1989.

Les leçons auront pour objet les thèmes suivants:

1) Le problème des sources dans la recherche historique

2) Pour une histoire de la ville 3) Historiographie ancienne et pensée politique moderne

4) La Révolution Française 5) Problèmes du développement: 1850-1950. Economie, société, culture

Les postes disponibles sont 18 (9 boursiers, 9 élèves payants).

Sont aussi prévus 9 postes d'auditeurs.

La Commission d'examens pour l'admission au doctorat est le Conseil Scientifique de l'Ecole.

Il est composé de: Maurice Aymard, Valerio Castronovo, Gabriele De Rosa, Giuseppe Galasso, Wolfgang Mommsen, Aldo Schiavone,

Corrado Vivanti, Renato Zangheri; secrétaire: Roberto Finzi.

Au concours de recrutement peuvent participer des jeunes de toute nationalité licenciés en disciplines historiques, même si ce titre n'a pas été délivré par une Faculté d'histoire.

Les demandes devront être envoyées d'ici le 6 mars 1989.

Pour tout renseignement et pour recevoir le texte de l'avis de concours s'adresser à: Scuola Superiore di Studi Storici - Segretaria Alievi Contrada delle Mura - 47031 Repubblica di San Marino - tél. (549) 991301 ou à: Ambasciata della Repubblica di San Marino Via E. Duse, 35 - 00197 Roma (Italia) - tél. (6) 872511-874582

Le Président de l'Ecole

Aldo Schiavone

Le Ministre de l'Instruction Publique et de la Culture

Fausta Morganti

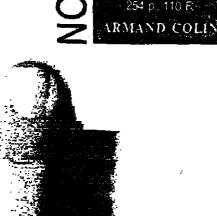
(Publicité) UNIVERSITÉ DE NICE - SOPHIA ANTIPOLIS MAGISTÈRE DE PHARMACOLOGIE

Ouvert aux titulaires d'un DEUG, DUT, en 3º année de Pharmacle ou Médecine et aux étudiants admis dans une école d'ingénieurs. Durée des études : 3 ans.

4 filières : brevets - crômes et cosmétiques - toxicologie - recherche. Formation assurée par du personnel de l'enseignement supérieur, CNRS, INSERM, INRA et de l'industrie. Le nombre des candidats admis en première année est limité à 12. Sélection sur dossier (30 juin ou plus tord) et entretien.

Dossiers de candidature : M=G. GEOFFROT - Centre de Blochimie CNRS - Faculté des Sciences -Purc Valrase - 06034 NICE Cédex - Tél. 93-52-99-43 et Salon de l'Etu-diant (4 et 5 mars, Grande Halle de La Villette, stand A38).





Mercredi 1º mars (número daté jeudi 2)

LINCHIA.

Same and Alle and

er where the ser are

ARTS ET SPECTACLES

« Mort d'un commis voyageur », de Volker Schlöndorff

Les victimes du rêve américain

L'intelligente transposition d'une pièce de théâtre d'Arthur Miller. Une composition étonnante, bouleversante de Dustin Hoffman.

ette pièce-ià fut produite et mise en scène à Broad-way, en 1949, par Elia Kazan. Elle valut le prix Pulitzer à son auteur, Arthur Miller. Cétait l'après guerre, et le théâ-tre new yorkais (intellectuel) remettait en question les vieux mythes de l'Amèrique, qu'Holly-wood avait exaltés. L'idéalisme, l'humanisme de l'époque rooseveltienne s'effondraient sous les hallalis de la chasse aux sorcières.

Willy Loman, le commis voyagent de soixante-trois ans, usé, fatigué, au bout du rouleau, et sa famille apparaissaient comme des victimes du «rêve américain». Les mirages de la réussite individuelle s'effaçaient devant la réalité d'un système socioéconomique où le réfrigérateur et la voiture achetée à crédit sont hors d'usage avant que toutes les traites aient été réglées, où l'on peut mourir au moment où l'on duisant justement le vide et

Dustin Höffman revient.

Sortie le 22 lévrier de Mort

d'un commis voyageur, de

Volker Schlöndorff, reprise

du Lenny, de Bob Fosse, le

8 mars : lancement le 15 du

Levinson, Ours d'or à Berlin

histoires de famille Don.

frères, dont l'un est autiste (Rain-

man): amour-haine entre Biff et

Willy Loman, le commis vova-

geur, auquel assistent, impuis-

sants, Linda, la mère, et Happy,

le frère. Des deux œuvres, c'est

sans nul doute Mort d'un commis

voyageur qui a les racines les plus

John Voight répétatent Vu du

pont off-Broadway », se souvient

Dustin Hoffman dans ses bureaux

de production de Rockefeller

Plaza, à New-York. - J'étais

assistant metteur en scène.

Homme à tout faire. C'est là que

i'ai rencontré Arthur Miller,

autant dire Dieu; Mort d'un

commis voyageur est en effet la

première pièce que]'aie jamais

lue, à seize ans, quand je révais

encore d'être non pas acteur mais

musicien. Orand une chose vous

frappe à ce point-là c'est comme

une encoche dans votre vie, la

Mort d'un commis voyageur

fut créée en 1949 dens une mise

en scène d'Elia Kazan. Willy

Loman était incarné par un géant du théatre, Lee J. Cobb (le juré

réricent de Douze hommes en

colère). De cette monumentale

performance, il ne reste aucune

trace, hormis une télévision faite

à la va-vite. Lorsqu'une maison de

disques propose d'en financer une

version sur microsillon, certains

membres de la distribution origi-

nale - dont Lee J. Cobb - accep-

tent. Les autres - malades, ou

morts, en tout cas indisponibles -

sont remplacés. Hoffman audi-

tionne pour un rôle secondaire et

l'obtient. Ulu Grosbard, metteur

en scène de Vu du pont, prend en

charge la réalisation du disque et

propose à Hoffman de l'assister.

A ce titre, Holiman fait passer les

auditions. Il donne en Willy

morsure durera toulours. »

En 1964, Robert Duvall et

profondes.

Rainman, de Barry

et qui vient de valoir à

Hoffman une nouvelle

nomination aux oscars.

est enfin propriétaire d'une mai-son qu'on a mis vingt-cinq ans à payer. Arthur Miller était un précurseur, et sa pièce a traversé le temps et les transformations du mode de vie américain, en gar-dant son caractère historique.

Elle fut adaptée, une première fois, pour le cinéma, en 1951, par Stanley Roberts, mais le film, réalisé par Laslo Benedek (que l'Equipée sauvage, avec Marion Brando, rendit célèbre deux ans après) et interprété par Fredric March, est désavoué par Arthur

On verra, donc, en celui de Volker Schlöndorff, tourné en 1985 et présenté, alors, au Festival de Deauville, la véritable transposition de l'œuvre, Schlöndorff s'est inspiré d'une mise en scène théstrale. Il a conservé un principe de théâtralité dans les décors de studio et la direction d'acteurs. C'est très intelligent parce que le réalisme rétro, la reconstitution d'époque auraient tout affadi par une imagerie peut-être mélancolique alors que, dans ces décors sty-

l'auteur à part et lui dit : « Un

jour, ce gamin jouera Willy

Rencontre avec



Loman la réplique aux candidats Biff et aux futurs Happy. Nervenx, mais aux anges : « Je lisals Willy Loman devant Arthur Miller ! - Ulu Grosbard prend

« J'ai cru qu'il était fou », constate Arthur Miller dans son pied-à-terre new-yorkais, dont, Ebéniste à ses heures, il a luimême fabriqué une partie du mobilies. - Dustin était le dernier homme que je voyais devenir acteur. Cétait un petit malingre bien nasillard, ni très beau ni très DAINMAN et Mort d'un attirunt. » Ce jugement lapidaire commis voyageur : deux se situe un an avant le Lauréat... Vingt-cinq ans plus tard, Arthur ble voyage affectif entre deux Miller songe à une reprise à la scène de Mort d'un commis voyageur et sonhaite vivement que Dustin Hoffman accepte le rôle de Willy Loman.

> Miller et Hoffman sont voisins dans le Connecticut. - Je rentrais d'une tournée de promotion de Tootnie, j'était mort de fatigue, je n'aspirais qu'à me reposer, dit l'acteur. Tout d'un coup, au cours d'une partie de tennis, Arthur Miller me dit : « Pourquoi ne reprendrais-tu pas Willy

> > Un petit juif malingre

Estomaqué, Hoffman lui répond qu'il se trouve trop jeune. Quel âge? Quarante-quatre ans. Miller réplique que, à la création de la pièce, Lee J. Cobb n'en avait que trentesept. « Mais Lee est né vieux! Et massif, et chauve, et dépressif. Et grand! » Miller révèle : à cause de Lee J. Cobb. il avait d'i modifier son texte, qualifier d' « otarie » son personnage de petit juif malingre surnommé à l'origine « la crevette » ; la véhémence de cet homme vient aussi du fait qu'il est petit, soutient

Hoffman hésite. Miller - « qui est un excellent vendeur » - ajoute: « C'est probablement la dernière production que je verral de mon vivant. - Hoffman accepte l'entreprise, à condition que Miller la supervise entièrement. Pour en conserver le contrôle, ils en deviennent coproducteurs. La chaîne de télévision CBS commandite la production théâtrale avec, en échange, les droits audiovisuels pour l'Amérique. Le film sera distribué commernt dans le reste du monde.

Hoffman pose one condition sine qua non : s'il n'est pas totalement satisfait du spectacle, celui-ci n'ouvrira pas sur Broadway. En inche, il passera quand même à la télévision. Les contrats sont

Assis dans l'herbe, Hoffman demande à l'auteur de lui lire le rôle de Willy. . Je woulais simplement entendre son rythme. Avec son accent de chauffeur de taxi de Brooklyn, Arthur aurait été un remarquable acteur de radio. » Il l'interroge sur le vrai Willy Loman. Miller, mais son oncle Manny Newman, un mec petit et sec. léger comme un danseur de claquettes. marié à une sorte de « Big Mama » à la poitrine généreuse dont, par jeu, hui sautant sur les genoux, il faisait semblant de têter le sein. Hoffman écoute. Intensément. Absorbe tout.

Et s'imprègne. Le fantôme à gom-mer est celui de Lee J. Cobb. « On ne peut par imiter un saint-bernard auand on est un chihuahua », dit Hoffman. Pas de perruque - au contraire, il se rase la tête. Pas de petit ventre - au contraire, il décide de perdre du poids. Là où Cobb resmblait à un lit défait, Hoffman se fait pimpant - - S'il avait 100 dollars à son compte en banque, Willy irait s'acheter un costume. Avant même de manger. C'est un commis voyageur, il faut qu'il ait l'air d'un battant, il faut qu'il ait l'air d'un vainqueur, même s'il ne peut s'offrir qu'un médiocre prêt-à-porter. »

Ce que Miller ignore au début de

leur collaboration, c'est à quel point Willy Loman ressemble aussi à Hoffman père. « Après avoir lu le Commis voyagent que m'avait offert mon frère ainé, Ronald, j'ai pleuré pendant des semaines. Qui était cet Arthur Miller? Comme connaissait-il aussi bien ma famille? Mon père zerait avec nous aviourd'hui, il ne me laisserait nas en placer une pendant vingt ou trente heures d'affilée, et vous pren-drait au bras-de-fer entre deux monologues! Quatre-vingt-un ans. 1,52 m, mais une énergie d'enfer! Il avait débarqué à Los Angeles en provenance de Chicago avec ma ère, sa belle-mère, mon frère et 50 dollars en poche. Entré à la Columbia en tant qu'assistant accessoiriste, il avait grimpé les échelons, était devenu chef du département, jusqu'au jour où — je venais de naître — il a demandé une augmentation de 5 dollars. Renvoi immédiat. Il s'est alors fait commis voyageur en meubles... 🛎

Comme dans la pièce, Ronnie, le frère de Dustin, et Hoffman père étaient à conteaux tirés. « Rien n'a chaneé », même si les deux hommes se sont récemment réconciliés autour d'un lit d'hôpital où, encore inconscient, le père récupérait d'un

tant de l'inconscience du malade, mon frère (que j'avais eu du mal à convaincre de venir) a d'abord des gestes de tendresse qui me bouleverembrasse le front, lui serre l'épaule, lui touche les pieds. J'en ai les

 Mon père finit par ouvrir les veux, reconnaît Romie et, maltré les tubes qui lui sortent de partout, reprend la bagarre exactement où ils l'avaient laissée dix ans aupara-

> Deux coqs avant un combat

Biff, le fils de commis voyageur, étant la clé de voûte de la pièce, la recherche de l'acteur qui l'incarnera est primordiale. Après trois mois d'audition, au retour de Thallande où il tournait la Déchirure, le rôle revient à un jeune acteur de Chicago alors inconnu, John Malkovich. - Parce qu'en l'écoutant passer une scène mille fois entendue, j'ai soudain cru l'entendre pour la prem fois », dit Hoffman. « Parce qu'en le regardant, ce jour-là, face à Dustin, j'ai eu l'impression de voir deux coqs dans un ring juste avant le combat », dit Miller. Et, parce qu'ils ne veulent personne d'autre, Hoff-man et Miller, à la surprise géné-rale, repoussent la production de quatre mois, le temps que Malkovich ait fini de tourner les Moissons du cœur, de Robert Benton. Le spectacle fait un triomphe à Chicago, en tournée, puis, oui, à Broadway.

au contrat avec la CBS, Mort d'un commis voyageur doit être portée à Pécran. Si, aujourd'hui, interrompant l'écriture d'une nouvelle pièce, il se dit satisfait du Every body Wins que tourne Karel Reisz en Caroline du Nord, Miller avoue qu'il entretient avec Hollywood des rapports oragenx. Le tournage des Misfits fut douloureux, et un cauchemar celui du Commis voyageur avec Frederic March. Déjà, avant la création de la pièce, certains groupes de pression

l'échec, le texte de Miller garde toute sa force, toute sa violence.

Willy Loman s'est complu dans de faux espoirs, des mensonges, des justifications que son épouse. Linda, a acceptés. Il a orienté vers le rêve le destin de ses deux fils. Ouand commence la pièce – le film, - il est à l'heure de vérité. Il va devoir affronter un conflit douloureux avec lui-même et les siens - avec, surtout, son fils Biff, qui, dans son adolescence, fut témoin d'un secret honteux.

Les éclairages de Michael Ballhaus (le grand chef opérateur de Fassbinder) donnent à cet univers des lucurs glauques d'aquarium sur lequel on aurait posé un couverele. On ne voit rien par en haut, ni les plafonds ni le ciel, et lorsque Willy passe de sa maison, triste et froide comme un hôpital, à des bureaux on à une salle de restaurant, il est pareillement cerné. Il s'agite, il suffoque, il cherche l'air, il se débat, il crie, il pleure. De la part de Dustin Hoffman, c'est plus qu'une perfor-mance. L'acteur, physiquement méconnaissable, ne tire pas sa composition du maquillage, mais d'un bouillonnement intérieur,

d'une nécessité physiologique. C'est comme s'il acconchait de son personnage dans les téléscopages volontairement brutaux (tout le contraire de « retours en arrière » on de « visions ») du présent et du passé, lorsque les souvenirs, euphoriques ou gênants, démystifiants en tout cas, doment des coups de boutoir.

Dans cette mise en scène de Schlöndorff, le thème d'une culpabilité récurrente - et partagée par Biff, le « mauvais fils » admirablement incarné par John Malkovich - se superpose à celui du rêve américain, pour une plougée dans la conscience, ce qui accentue l'aspect bouleversant de Dustin Hoffman, lorsque Willy Loman lutte avec Biff et se fait victime expiatoire en déchirant la toile d'araignée dans laquelle il a englué tout le monde.

Reste à dire que Dustin Hoffman ne joue pas seul, en tirant à lui toute la converture, mais avec une troupe étonnante : John Malkovich, Kate Reid, Stephen Lang, Charles Durning, Louis Zorich,

JACQUES SICLIER.

Dustin Hoffman

affirmaient que jamais on n'accepterait « mort » dans un titre, et suppliaient Miller d'intituler sa pièce la Vie d'un commis voyageur. Le scoès de la pièce aidant, la Columbia accepte le titre - mais demande à l'anteur de la réécrire dans l'ordre chronologique, et de lui donner un « happy end »! Miller tient bon. et reste à l'écart de ce film qu'il

Un autre élément vient s'ajouter, d'ordre politique. Au début des années 50, l'anticommunisme et le maccarthysme battent leur plein. Le studio est troublé par ce que la pièce implique quant au capitalisme. qu'elle semble condamner. - Ils ont donc fait de Willy un psychopathe. cette tendance - il l'avouait luimême, – délirait totalement. »

Enfin, rappelle Arthur Miller, Columbia avait produit un court métrage, que les salles devaient s'engager à montrer avant le film, et qui s'appelait la Vie d'un commis voyageur : toutes les personnes interrogées – élèves de la business school du City College - ne tarissaient pas d'éloges sur leur Vie, et qualifiaient Willy Loman d'exception. Quinze jours avant la sortie, i'ai menacé de poursuivre le studio en justice - je ne sais avec queis moyens, mais peu importe. Le court métrage est donc demeuré inédit. Mais cela vous indique à quel point la nervosité du studio avait affecté l'esthétique du film. =

production, Miller s'entoure donc de précautions. Le nom de Sidney Lumet est avancé, puis ceux de Steven Spielberg, Taylor Hackford, Harold Pinter, etc. L'élu sera Volker Schlöndorff (Un amour de Swann). Presque par accident, sinon par erreur : toujours à la poursuite de nouveaux cinéastes, Hoffman cherchait à rencontrer l'homme qui dirigea Kiaus Maria Brandauer dans Mephisto, le Hongrois Istvan Szabo. Pressés par l'acteur, ses agents plongent dans leur carnet d'adresses mais se trompent de ligne...

Ainsi, le hasard aura bien fait les choses, et tant Hoffman que Miller approuvent chandement le résultat. Dans la galerie intime de Dustin boiteux de Macadam Cowboy, qui valut à l'acteur son premier oscar... et y retrouve Raymond, l'autiste de Rainman, qui pourrait bien lui en rapporter un autre en mars pro-

Anrès avoir tenu ce dernier projet contre vents, marées et tourbillons de réalisateurs, après avoir vécu près de trois ans avec des antistes et des attardés, Dustia-l'éponge s'abreuve déjà à une nouvelle source : Shakespeare. Sous la houlette de Peter Hall, il sera Shylock dans le Marchand de Venise. Entouré de comédiens anglais, et en Grande-Bretagne - autant dire dans la fosse

HENRI BEHAR.

FESTIVAL DE MUSIQUE VVF DE LOZARI en Haute-Corse

Parrainé par Ivry GITLIS

Du 26 mars an 1" avril 1989

avec cinquante musiciens de l'Ecole nationale de si Mesdon et de l'Orchestra di Camera di Bologna. Le grand violoniste Ivry GITLIS honore de sa prés ssicale qui se découlera au village de vacances VVF de Lozari en Hante-Corse. Concerts quotidiens et aximation musicale pour les enfants.

AU PROGRAMME

 BELA BARTOK L.V. BEETHOVEN
J. BRAHMS
G. FAURE

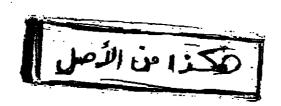
· C. GOUINGUENE

- J. OFFENBACH F. SCHURERT J. STRAUSSH. TOMASI
- J. HAYDN FORPAIT HERDOMADAIRE réservé aux résidents de VVF

PARTICIPATION PAR ENTRÉE : 70 F (adultes et enfants), résidents ou non résidents de VVF.

VOTEE ADRESSE Village de pecances V.F.F. = LOZARJ =

POUR RÉSERVER V.V.F. 20226 BELGODERE Séjour : tél. 95-61-33-00 Cancert sculement : tél. 95-60 est: M. 95-60-10-70



Un âge sans innocence

Après la Femme de ma vie. son premier film, Régis Wargnier a réussi à imposer une histoire sulfureuse d'amour-haine entre deux enfants, dans un château breton. Ici, les enfants sont des êtres forts et les adultes sont vulnérables.

N 1954, dans un grand châ-teau de Bretagne, le petit Thomas voit mourir sa mère. Il est blond avec de grands yeux bleus, bien vêtu, bien coiffé, angélique et déjà pète-sec. Il dîne avec son père, M. Bréaud (Jean Rochefort), dans une salle à manger vaste comme un réfectoire, en toute simplicité, parfaitement à l'aise avec les proportions écrasantes et la solitude du château. M. Bréand lui annonce qu'il a engagé une gouvernante pour les vacances et que ce sera très sympathique parce que cette Mª Vernet a un garçon du même âge que lui, dix ans, prénommé Charles. L'œil bleu de Thomas (Régis Arpin) prend un joli reflet de banquise.

Mas Vernet (Dominique

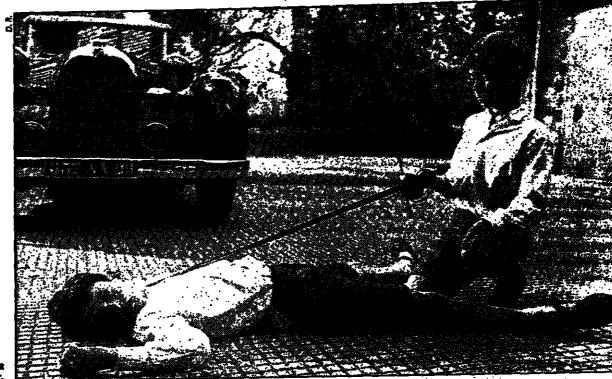
Blanc) arrive donc avec Charles. Elle est jolie, discrète, tendre. Son mari est porté disparu en Indo-chine et elle n'a que Charles (David Béhar), exquis petit brun farouche, pour affection et pour soutien. Mais Thomas a décidé qu'ils n'étaient pas, ne seraient en aucun cas, les bienvenus au château. Une pierre lancée dans la chambre de Charles, un corbeau mort et sanglant glissé dans ses draps devraient faire comprendre qui est le patron ici. Tu es pauvre, dit-il à Charles, et tu es mon employé, tu dois obéir. M= Vernet voudrait s'en aller, mais la retient. La guerre des enfants aura lieu. Si Thomas règne au château, Charles reprend le dessus à l'extérieur. Il est plus agile, plus débrouillard au grand air et il vent voir la mer, au-delà de laquelle un jour, quelque part. il rejoindra son père. Il entraîne Thomas dans sa fague au cœur de la forêt, magique, transfigurée, gigantesque, une forêt où l'on peut trouver la mort et le Graal.

L'hypothèse de Wargnier, et de Susan Hill, auteur du roman dont le scénario s'inspire, est que les enfants sont les personnages forts. actifs, et que les adultes sont vulnérables, incertains. Le bon Rochefort prête sa nonchalance et son regard d'épagneul au doux M. Bréaud, et Dominique Blanc est parfaite en jeune mère désem-parée. Ils voudraient bien s'aimer

l'un et l'autre, si les gosses le per-mettaient. Mais ça, c'est une autre histoire, parce que la spirale de la haine où Thomas aspire Charles est peut-être sans retour.

Il y a sans doute un peu trop de Prokofiev, mais la maîtrise de Wargnier, dont c'est le deuxième film (après la Femme de ma vie) est étonnante, magnifique. Il jette un trouble sur ses bambins féroces - tous les deux extraordinaires, mais qui croit encore que l'enfance est un âge tout de bonté et d'innocence? Des gens sans mémoire, probablement, qui ne sauront pas par quel bout prendre ce film lyrique, tranchant, superbe et inquiétant. Les autres, ceux qui se souviennent, salueront un vrai talent original de cinéaste et la fermeté de son ambition.

MICHEL BRAUDEAU.



Rencontre avec le réalisateur

Ouvrir les vannes de l'enfance

N 1986, on pouvait saluer, avec la Femme de ma vie, la naissance d'un auteur de film, Régis Wargnier. C'était, à partir du thème de l'alcoolisme, un drame psychologique sur l'amour, l'autodestruction, la peur de l'engagement artistique, la dépendance amoureuse. Avec Christophe Malavoy, Jane Birkin, Jean-Louis Trintignant et une inconnue brusquement révélée, Dominique Blanc. Il a fallu, gnier pour tourner Je suis le seigneur du château, film à quatre personnages, deux adultes, Jean Rochefort et Dominique Blanc, deux enfants, Régis Arpin et David Behar. En quelles circonstances? « J'avais dit Régis Wargnier,

lu le roman de Susan Hill, I'm the King of the Castle, avant de tourner mon premier film. J'avais été, jusque-là, assistant et, pour débuter avec un pareil sujet, j'aurais rencontré trop d'obstacles. Par contre, il a été relativement facile de monter la Femme de ma vie, le sujet plaisait. Il y avait trois vedettes. Le film a été bien accueilli. J'ai reçu alors de nombreuses propositions, des invitations à déjeuner, des romans à lire. Je n'ai pas trouvé mon chemin... J'ai repensé au livre de Susan Hill. Je l'ai relu; pour le cinéma, l'histoire avait

des faiblesses. Tout se passuit dans le château, dans une atmosphère étouffante. C'était en Angleterre, les années 70, une grande maison à la sortie d'un village, un sous-bois, un petit étang. Je voyais cela autrement avec une intrigue plus complexe. Alain Le Henry et moi avons travaillé à une adaptation libre. J'avais une certaine cote après la Femme de ma vie et les chaînes de télévision se sont mises en concurrence pour prendre mon deuxième scénario. Mais, lecture la coproduction sous prétexte que la fin était trop dure. En fait, l'ensemble déplaisait. On a fini par me dire que je n'étais pas « prime-time », pas bon pour 20 h 30, comme autrefois les producteurs de cinéma disaient « ce ne sera pas commercial ».

» Seul Canal Plus a accepté de coproduire et, fort heureusement, nous avons eu l'avance sur recettes. Mon producteur, Yannick Bernard, avait investi près d'un million de francs dans l'achat des droits du livre, la préparation, les repérages. Et notre grand luxe, sur ce film, a été le temps de préparation, la recher-che des décors, des enfants, de la musique. l'avais décidé de pren-de Dominique Blanc et le prodre Dominique Blanc et le producteur m'a soutenu. Nous avons

eu, au tournage, un plan de travail très serré : sept semaines, un petit budget mais, quand tout a ncé, nous savions où nous allions, comment nous allions

travailler.

- Pourquoi la Bretagne? Je suis, disons, d'humeur celte. J'ai passé souvent des vacances en Bretagne. J'aime la lumière, les paysages. C'est au bout de la France, comme un autre pays où, à chaque détour, on rencontre des contes et légendes. Et puis, pour Alain Le recul de l'histoire dans les années 50 nous permettaient d'ouvrir les vannes de notre enfance. Je ne sovihaitais pas une reconstitution historique mais un climat qui ferait remonter à la surface toute la fantasmagorie d'une enfance, dans ce château breton, avec le poids de l'éduca-tion et de la religion catholique et notre propre imaginaire. Au bout de huit jours de travail, nous avions chacun « son » enfant et moi, j'avais choisi l'indéfendable, Thomas, qui finalement a été joue par mon filleul, Régis

Mon enfance a baigné dans le catholicisme, les notions de ciel et d'enser. Le ciel était associé au divin, l'enfer au mal. Le ciel, je le voyais, l'enfer, je croyais qu'il

boule de feu, ou dans le cratère des volcans : il y a une scène dans le film où Thomas se met à genoux pour prier, la lumière du soleil passe à travers les branches et l'auréole. J'avais senti-cette présence de la lumière aux repérages mais l'idée de la scène est venue pendant le tournage. C'est Catherine Deneuve qui m'en a donné la clé, après avoir vu le film. Elle m'a dit : « Cela me rappelle les images de mon missel. > Moi, je ne m'en étais pas de mon enfance. Mais il existe aussi des rapports sociaux. des rapports de castes, dans le conflit

qui oppose Thomas à Charles. - Et me lien évident avec in Femme de ma vie dans les rapports de domination, d'appropriation....

- C'est exact. On retrouve le schéma du premier film, qui était une affaire d'adultes. Une blessure affective donne le goût du pouvoir. Au lieu de sombrer dans un rapport sado-masochiste, ces deux enfants auraient pu vivre leur histoire d'amour. Au fond, leur histoire tourne mai parce que les adultes ne veulent pas la voir. Et eux ne vivent même pas une grande histoire d'amour. Ils ont cherché, mutuellement, un

- L'aime béaucoup ce m cien. Pendant le tournage de la Femme de ma vie, j'écoutais ses concertos pour piano; Mais, un jour, je parlais au musicologue Eric Lipmann de la seène du bal de province où la mère valse et ou Thomas regarde la pendule, puisqu'il y a un suspense sur l'heure. Il m'a suggéré « la Valse de mimuit » du Cendrillon de Prokofiev. Après, je me suis laissé aller à l'intuition. Sur le tournage, j'ai emporté des disques de musiciens du XX siècle et tout Prokofiev. J'aime assez la musi-que pour qu'elle soit belle et serve le film. J'aurais pu passer commande à un compositeur spécialisé mais cela serait passé par le système habituel et je risquais d'arriver au mixage avec une partition qui ne m'aurait pas convenu. Où trouver autant de lyrisme et de folie que chez Prokofiev? Il est resté attaché à l'enfance, il en a gardé l'imaginaire. Sa musique a une grande force dramatique, une grande ironie, et elle refuse le sentimentalisme. Or les enfants ne sont pas très sentimentaux, comme il plait aux adultes de le croire.

Same of the second

***** ***

e 4

1000

- N. A. (1997)

1000

Factories

Personal St.

77 May 18 12 1

 $\{(x_1,\dots,x_d)$

For Marcon.

·** 4 1

Signal with

. .

.

the transport

24.5

Mark Market St.

A STATE OF THE STA

The state of

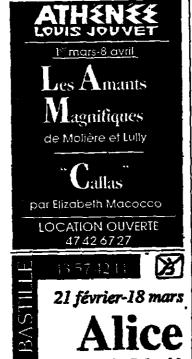
4.5

يەر.،

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

Le trente-neuvième

Les codes et



de Nathalie Schmidt nès librement inspiré de Lewis Carroll

C'est Rein Man, film édifiant de Barry Levinson, avec Dustin Hoffman et Tom Cruise, qui a remporté l'Ours d'or au 39° Festival de Berlin. L'Ours d'argent est allé à la Chine populaire pour Cloches du soir (le Monde du 17 février), histoire tout aussi édifiante, mais d'un esprit fort différent. C'est ce qu'on appelle l'équilibre diplomati-Les autres prix sont allés au

Tchèque Dusan Hanak pour *Je* 'aime, tu m'aimes, à Isabelle Adjani pour son interprétation de Camille Claudel, à Gene Hackman pour la façon bonhomme et sensible qu'on lui connaît bien (Mississippi burnina).

impressionnés par les numéros d'acteur, les jurés ont donné un prix de la meilleure performance à Eric Bogosian, qui se démène tout au long de Talk Radio, d'Oliver Stone, Jacques Rivette a eu droit à une mention spéciale pour la Bande des quatre. Et, an premier degré, tout est symbole. quand même, un Ours d'argent a été attribué à l'Eté emploie pour aller du passé au préd'Aviya, d'Eli Cohen, cette sent un procédé simple : le front du très fine histoire d'une enfant israélienne.

Enfin, le prix Alfred Bauer, décemé à un film « qui ouvre de nouvelles perspectives», est alle à Sluga, de Vadim dans une maison de retraite, la pré-

TN vieil homme vaguement clochard somnole dans un autocar brinquebalant. Sluga (le Serviteur), de Vadim Abradschitov, commence comme un

Et puis le vieil homme descend. s'enfonce dans la forêt de bouleaux, s'assoit, se repose en écoutant la radio, fait fuir un renard en grognant plus fort que lui, se lève, s'en va sur la route, fait du stop. Une voiture s'arrête. A côté du chauffeur est assis le maître, qui fait descendre le chauffeur, le laisse en plan sur la route, prend sa place... On voit bien que chaque geste, chaque détail, a une importance secrete. En conduisant, le maître se souvient du passé, de son passé avec le vieil homme qui a été quelqu'un d'important. Il a été son chauffeur, son compagnon de guerre, toujours en situation inférieure. Un serviteur entièrement dévoné; on l'appelait «le chacal». Aujourd'hui, chef d'orchestre celèbre, il se souvient de sa soumission envers cet homme à qui il doit tout, y compris sa femme.

Nous sommes dans un film russe. c'est-à-dire que rien ne doit être pris On s'y perd, même si le réalisateur chef d'orchestre est plus ou moins dégarni, le vieil homme porte plus ou moins beau. Ou suit à peu près l'intrigue (à travers la culpabilité étoussante du ches d'orchestre, une trahison probable, un autre vieilland sence de policiers en civil), mais elle les non-initiés.

L'intérêt des cinémas nationaux est de faire prendre conscience des lacunes. On peut reconnaître des formes sans avoir idée de ce qu'elles reconvrent. Par exemple, on pent très bien s'amuser, mais jamais autant, ni de la même manière, que les speciateurs berlinois, au film de Franck Beyer (RDA), der Bruch (le Casse). Imaginons les Ripoux on Marche à l'ombre pour des gens qui ne connaissent pas la geographic de Paris. Il y a, nous a-t-on dit, le parfum typique de Berlin dans ces mésaventures de deux trios de Pieds nickelés, les uns voleurs expérimentés, les autres policiers novices. Sans oublier la difficile éducation sentimentale de deux adolescents. C'est vif, mené avec une insolence flegmatique, et ça se passe à la fin de la guerre, chez e les gens qui avalent survécu et ont continué. à vivre », disait un autre cinéaste de l'Est. Roland Graf.

Voilà que de l'autre côté du mur on engage des acteurs de l'Ouest (il y en a deux dans Der Bruch, et c'est, paraît-il, nouvean), et on s'est mis à regarder le passé avec d'autres hmettes que celles de l'analyste historique. Le résultat est formidablement viviliant. Il y a silrement tout un cinéma, avec ses codes, à décou-

Pour le Japon, le problème est plus compliqué, car le cinéma que nous connaissons est très ciblé : soit celui épique des maîtres, soit les débilités des feuilletons pour enfants. Espoirs et peines, de Yoji

est tellement codée qu'elle rejette Yamada, sélectionné en compétition, n'appartient pas à ces carégo-ries. Là aussi il s'agit d'éducation sentimentale – et scolaire – dans le Japon puritain de 1948. Les héros sont des lycéens : un leader, un gauchiste exalté, un reveur. Tous puceaux. Ils recueillent et cachent une prostituée sans la toucher, même quand elle se propose. Ce qu'ils veulent, c'est protéger sa dignité d'ètre humain. D'ailleurs ils sont amoureux d'une jeune fille avec qui ils montent le apectacle de fin d'année.

L'efficacité hollywoodienne.

Les coutumes des collèges, en ce temps pas si lointain, apparaissent extremement brutales, rigides, avec d'équivoques explosions carnavalesques. Ce qui déconcerte, c'est l'interprétation à peu près aussi irréaliste et outrancière que dans le kabuki. De plus, elle se joint à un texte d'une affligeante niaiserie, tout au moins dans la traduction, forcement réductrice qui en est donnée. Le film a obtenu des prix dans physicurs Festivals, mais on ne comprend pas bien les raisons de sa sélection à Berlin, si ce n'est que le spectacle de fin d'année est l'adaptation complètement kitsch d'une nonvelle de Hebbel, le Barbier Zetter-

Nul besoin de décodage pour le cinéma américain. Même le cinéma à message envoyé dans ce Festival réputé ambitieux, voire engagé. Il est vrai que la compétition et, bien entendu, les antres sections favori-

voire le militantisme, principalement tiers-mondiste et homosexuel Et l'on voit, à la projection de War Requiem, le Derek Jarman de l'année, des spectateurs plus tout à fait assez jeunes dans leurs perfecto et pantaions de ceir noir, juste sortis de la naphteline.

Donc les Américains ont envoyé quelques films à thèse, dont les Accusés, de Jonathan Kapian, avec Jodie Foster – on en reparlera – Mississippi burrang, d'Alan Parker (Midnight Express, Birdy), qui est angiais. Son film est, sans la moin-dre distance, absolument américain. D'abord, il s'agit de la lutte contre la égrégation dans un petit patelin du Sud en 1964. Et puis la forme, la façon de filmer, le rythme, le traitement romanesque, répondent, point par point, aux standards de l'efficacité hollywoodienne. Les faits sont eracta et les personnages inventés, précise le générique de fin. On s'en serait douté.

Les faits : deux jeunes militants des droits de l'homme et un adolescent noir sont abattus par des membres du Ku Klux Klau, le FBI mêne l'enquête. Les personnages : le sempiternel due de flics. Le vieux routier formé sur le tas, retors mais sensible (Gene Hackman), qui entame une impossible idylle avec l'épouse d'un minable du KKK (Frances McDormand). Le blanc-bec asexuc en costume cravate à peine sorti du collège, qui se fie à l'informatique et aux lois (Willem Dafoe). Deux visages de l'Amérique qui se com-plètent dans la bonne conscionce et,

La Courneuve : de la barre Debussy au quartier de L'Orme-Seul

La chasse aux modèles

Le quartier dit de L'Orme-Seul a succédé à la barre Debussy, un des tristes fleurons de La Courneuve démoli voici trois ans. Un modèle d'architecture chasse l'autre. Mais derrière ce spectaculaire changement de la pratique urbaine se cache une lente évolution. une mutation qui a contraint la critique architecturale à une singulière gymnastique.

de la «ville»...

en 70 000 tonnes de gravats.

de ce genre d'ensembles sont tou-

nant désenciavés, et l'on perce d'étranges fenètres dans l'une des

barres qui masquent le sud, afin

sur les immembles au cœur du

quartier. On continue ainsi de

nager dans l'absurde avec les

C'est donc par rapport à cet

urbanisme borné qu'il faut juger

le nouveau quartier dit de

meilleures intentions du monde.

E caractère subjectif de la critique est un traisme. En matière d'architecture, certains éléments d'appréciation relèvent pourtant de la mesure, presque de l'objectivité. Mais il s'agit alors d'éléments relatifs. Ils tiennent à l'intégration, au contraste, à l'échelle, etc., c'est-àdire, en fait, à l'acceptation, plus ou moins développés selon les époques, des ruptures ou des continuités, dans la forme comme sur les principes. Autre truisme donc : la critique varie avec le temps, voire avec les saisons.

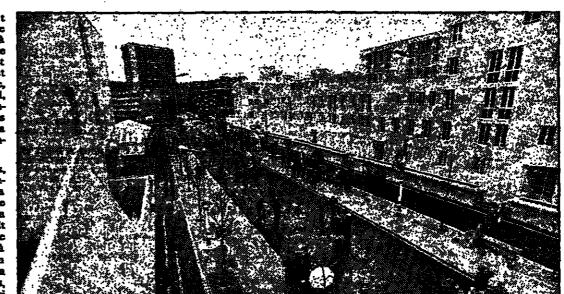
On pourrait, pour L'Orme-Seul, rester dans le jeu anecdotique, et cela n'est pas forcément un mal, qui consiste à louer ou à déprécier tel ou tel bâtiment sur tel ou tel point. On peut aussi aller - au fond -, comme le réclame le commentateur ordinaire de la critique, pensant que plus le nombre de mots alignés est grand, plus la vérité est proche, plus difficile l'éreintage, plus profond l'enthousissme. On a souvent appelé cela « la critique digne de ce nom », et cela a longtemps servi à interdire aux mortels tout rigement sur les constructions exquises que nous ont servip notamment, les recitpremières décennies d'aprèsguerre. La critique indigne de ce nom est pourtant parvenue à se développer, faisant valoir qu'elle s'établissait sur un minimum de réflexes acquis, un minimum de groupe donné, qui évitent de remonter au déluge chaque fois qu'on doit monter sur un bateau. Or il fant parfois remonter au déluge, marquer une pause, poser un jalon dont un espérera, généralement à tort, qu'il fera ensuite partie de l'acquis supposé.

Voici anjourd'hui un ensemble ments à La Courneuve, Presque au même emplacement, il y a

trois ans, s'élevait l'immenble Debussy, une des gigantesques barres dites des 4000, parallélépiemplacement exact de l'ancienne barre et parvient à pède rectangle (1) plat de forme et d'allure qui coupait cette créer un lien nouveau, une bonne visille rue, entre les 4 000 et La Courneuve ancienne. Cet «cité» de la commune de La Cournenve ou, si vons préférez, ensemble est dû à une architecte, Catherine Furet. Un beau travail, intelligent, courageux, où se trou-Dans un grand fracas de pousvent exploitées toutes les sière et de média, et selon une méthode désormais éprouvée d'implosion, cette barre de 185 mètres de long, haute de quinze niveaux, fut transformée richesses, on plutôt toute la richesse des pauvretés de la ban-

liene alentour. Le pavillon reprend son sens, le vieux château d'eau aux con-L'opération, ou le spectacle, avait duré cinq minutes. Pour des raileurs industrielles retrouve sa fonction de signal, les hasards de sons d'économie, pent-être, plus surement parce que les mêmes diplodocus qui ont été à l'origine la ville resurgissent dans la courbe de cette rue-quartier. Et tout cela est si bien mené, de bout en bout, de l'intérieur à l'extérieur, qu'on détaxe bien jours en exercice, ou bien sont volontiers cette réalisation de la revenus dans les couloirs décisionnaires, l'opération table rese misère des détails, des ferrures, des joints, des cloisons (quasi japonaises par leur épaisseur). qui a réduit Debussy en poussière n'a pas été renouvelée à La Courneuve, et ne l'a guère été ailleurs. misère simplement liée au prix que les organismes de construc-Au moins, les 4 000 sont maintetion publique consentent à mettre dans ce type d'habitation bon marché (PLA, prêt locatif aidé). de laisser passer un peu de soleil On comprend au passage que les architectes des grands ensembles type 4 000 aient en plus de faci-lité à s'enrichir que n'en ont les nouveaux architectes qui, aujourd'hui, foat dans l'urbain plutôt que dans la masse.

> Et puis, une fois tous ces compliments faits à L'Orme-Seul et à comme dans ce Sud-Est dont on



Catherine Furet, on a envie de épingle bien vite les factures s'arrêter. On est sans doute devant une architecture sincère. personnelle, mais voilà, il y en a tant d'autres aux quatre coins de France, tant de talents mai payés, mal recommis, mal sou-tenus par des municipalités qui voient trop dans la construction l'occasion de jeux d'écritures,

pour cacher une pratique systématique en France.

On pense alors aux relations inégales entre maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage. A ceux des architectes qui s'en sont pen ou prou tirés, qui ont sauvé l'essentiel. A ceux qui, parfois épaulés par des disciples plus ou moins inspirés, ont créé quelques-uns

parc : toutes les minutes, un train l'emprunte à grand bruit. Il était prévu de couvrir les voies sur plu-

sieurs centaines de mètres. Les

crédits départementaux ont tout

juste permis la construction d'un

maigre pont hérissé de poteaux de

couleurs, dus à Pierre Zvenigo-rodsky, qui a peuplé le parc de

sculptures « interactives », à la

Aujourd'hui, cent mille per-sonnes fréquentent ce parc, dont

une nouvelle tranche doit être

inaugurée dans quelques mois. Le parc « date », sans doute et souf-

fre d'une absence d'épine dor-

mode des années 70.

des styles français actuels. Et pnisqu'on est à L'Orme-Seul, surgissent, par exemple, Gaudin, qui a inventé bien des espaces dont se sert Furet, et bien sûr Portzampare, qui, un jour, à Paris, du côté de Tolbiac, a réinventé l'urbain avec la rue des Hautes-Formes (2).

C'était il y a quinze ans. Tout, dans la rue des Hautes-Formes, n'était pas exemplaire. On était cependant entré, timidement, sûrement, dans un nouveau mode de pensée. Et les critiques avaient enfin de quoi parler sans avoir aussitôt la nausée du verre fumé, de la quincaillerie, du béton mon. En 1989, par sa modestie et sa persévérance, le quartier de L'Orme-Seul est plutôt plus réussi que le travail, pionnier (dans Paris), de Portzampare et de Benamo. Mais ou s'est si bien habitué à l'existence de la « bonne architecture », à côté d'une autre, détestable, qui continue d'empocher la majorité des contrats, qu'on se sent blasé, enclin à rechercher la petite bête, on encore à ne plus vouloir prendre en compte que l'exemplaire. Bref, quand l'architecture s'améliore, la critique devient exi-

geante. FREDERIC EDELMANN.

(1) Les mathématiciens ne pourraient-ils nous trouver un terme plus rapide comme ils en out pour la sphère ou le cube ?

(2) Réalisation en collaboration

L'Orme-Seul. Un quartier qui La longue marche du parc départemental

B OUILLIE chtorophyl-fionna. Le qualifica-tif qui beptisait ainsi le parc départemental de La Courses créateurs : Alain Provost. L'amabilité, imprimée dans nos colonnes, émanait d'un de ses confrères, mais reflète bien le déclain général dans lequel est tenu ce parc, pourtant l'un des plus vastes de la région parisienne. Peut-être parce qu'il est situé au cœur d'une zone particulièrement défavorisée, donc peu fréquentée per les hommes de l'art. Mais aussi parce que cet espace vert, très représentatif de ce qu'on réalisait dans les années 70 (des morceaux de verdure à tout faire) est très loin des jardins architecturés que l'on dessine aujourd'hui.

Il s'agit là d'une pièce de 400 hectares d'un seul tenant qui occupe près d'un tiers de la commain, sur lequel on a déversé 15 millions de mètres cubes de remblais pour façonner les lignes zon. Le « trou » des Halles, ou plutôt son contenu, est ici, ainsi que la phypart des remblais d'autoroutes de la région parisienne. Une façon de rentabiliser les mètres les 2200000 mètres cubes qui sont déversés ici chaque année

sont payants.

L'idée de ce perc est né entre les deux guerres. Il devait être beaucoup plus grand et aménagé dans l'esprit du bois de Boulogne, avec lacs, réverbères et routes carrossables. Une centaine d'hectares furent ainsi réalisés. En 1972, un concours fut lancé par le département pour l'aménagement des surfaçes restantes. Alain Provost et Gilbert Samel furent les

grande ceinture qui coupe la zone, il fallait désormais jouer avec un troncon d'autoroute et un vaste dépôt d'essence appartenant à

Le principe du parc:repose sur

de vastes masses boisées couron-nant les buttes artificielles, qui s'élèvent jusqu'à 30 mètres audessus du sol. Une rivière artificielle, fil d'Ariane pour les promeneurs, serpente entre les vallonnements et s'écoule à travers une série d'étangs. Ces derniers sont envahís de plantes aquatiques. Les liquidembars qui poussent le fong de leurs rives souffrent de la voracité des saules, dont la croissance est particulièrement rapide. Mais la plupart de ces derniers seront remplacés par des espèces plus nobles, lorsqu'ils auront suffisam-ment « irrigué » le terrain. Le problème le plus grave à résoudre était celui de l'isolation de la ligne

sale; Alain Provost, qui est l'un des architectes paysagistes du futur parc Citroën, le reconnaît. Il comporte, néanmoins, quelques belles échappées, un dessin agréable et un découpage cohé-rent. Seul et unique poumon de La Courneuve, du Bourget et des

communes avoisinantes, il ne mérite pas le mépris où il est tenu.

Voyagenses CREATION

Chorégraphie Elsa WOLLIASTON.

22, 23, 24, 25 (Eviler 1989 à 2013) Dimenche 26 février à 17h

Confesse

Chorégraphie Hervé JOURDET

La Semaine des Quaine leudis ·

CREATION Chorégraphie Cie Paul les Oiseaux

Valérie RIVIERE Officer CLEMENTZ 2.3.4 mars 1989 à 20630 Dimanche 5 mars à 17h

CAFE 5 Passage Louis Philippe DE/LA 75011 Paris OVNSE (mémo Bestille)

peation: 43 57 05 35

Festival de Berlin

Les codes les thèses

War rettle un

23g

H-CENT

明白眼海上

· · · » 08-2. 2

ስራት ምፅፅ ትል**ታው፤**

- At a Page &

a Ha Zir L W

Sandar et fe

néanmoins, les états d'âme. Cer leur enquête déclenche la fureur du KKK. Les hommes en cagoule cassent du Nègre à qui mieux mieux, brûlent les maisons, hurient publi-quement des appels aux meurices racistes. Le sang gicle, les flammes crépitent, les agents en costume noir du FBI draguent le marécage, les coups résonnent et, dans la muit, les voitures chaisent le Nègre, comme le kangourou en Australie, au

Les Noirs ont protesté contre le film, à cause du rôle trop important donné au FBL On ne sait pas ce qu'en pensent les Blancs du Mississippi, montrés comme des brutes dégénérées, victimes de leur xéno-phobie paranciaque et de la consanguinité qui s'ensuit. A ce point la, c'est du racisme. De plus, le duo d'enfer, désespérant de la légalité, finit par se comporter comme les adversaires. On n'est pas loin d'un guignol à la Rambo, encure que dans les deux premiers Rambo il y eut une sorte de lyrisme, ici totale-

Le temps de tous les espoirs

A la fin Willem Dafoe se demande si nons qui ne voulons pas voir ne serious pas tous coupables. A l'enterrement du garçon noir, auquel assistent quelques Blancs, dont deux fillettes blondes, on entend un prédicateur tonner des paroles de colère – ca se passe inste avant le Black ower, - bientôt reconvertes par un émouvant gospel... Un cliché de plus et on avait pent-être un film satirique. Pourtant les comédiens ont tel-lement l'habitude de jouer ce genre de films qu'ils font ça comme ils respirent. An fond, ils sont bien.

Il semble que les Américains commencent à craindre sérieusement leurs fascistes. Le tireur fou n'est plus un vétéran du-Vietnam ou de la Corée, c'est un extrémiste hainess. Est-ce un plaidoyer pour la réglementation de la vente des armes à feu? Après les Sudistes hystériques d'Alan Parker, voici dans Talk Radio, d'Oliver Stone, un antisémite néceszi qui s'es prend à un animateur d'émission nocturne de ligne ouverte, un peu comme celle de Macha Beranger, mais beaucoup plus hard. C'est en provoquant ses auditeurs que l'animateur est devenu une star. Il est d'ailleurs question de le faire passer sur le réseau national. Mais ça ne l'intéresse que s'il peut continuer à seconer les bonnes manières. Comme jusqu'à présent il a toujours récupéré la situation, il se sent investi d'une mission – alors qu'il fait juste un job, lui serinent patron et sponsora. A force, il pourrait devenir tout sussi fanatique et danereux que le cinglé néonazi qui l'abat, et qui a le même facies de brute dégénérée que les petits Blancs de Mississippi Burning...

Le film - on en reparlera - est quand même plas intéressant. Il est tiré d'une pièce — elle-même tirée d'un fait divers — d'Eric Bogosian, qui tient le rôle principal et en fait des tonnes. Mais c'était une bonne idée de faire appel à Oliver Stone :

d'un studio de radio de manière tout à fait distrayante.

Pourtant, cette riche, cette bril-lante virtuosité touche peu. Moins que la modestie fauchée d'un film zélien d'Eli Cohen, l'Eté d'Aviya. Là encore une histoire d'après guerre - comme si on voulait revenir à cette période de tous les espoirs. L'héroine est une fillette de dix ans (Kaipo Cohen), mais ce n'est pes un film de plus qui tire sur l'attendrissement de l'enfance. Aviya habite avec sa mère (Gila Almagor, également auteur du roman dont est tiré le film), qu'on appelle « la partisane » ou encore, « la folle ». Elle a combattu dans les maquis, elle a des crises de dépression, son mari est mort quatre mois avant la naissance de sa fille.

C'est du moins ce qu'elle dit, Aviya n'y croit pas. Elle veut un père, elle le veut à toute force, veut le voir en la personne d'un voisin qui vient s'installer. Entre sa mère et hui, elle croit discerner une complicité. elle crost discerner une cumpicate.

Aviya va faire l'apprentissage de la fourberie, de la dureté, de la générosité anssi, chez les adultes comme chez les enfants. Et ca, dans un pays, où on a autre chose à faire qu'à pieurer sur le passé, ce passé qui torture encore les cauchemars.

Avec un regard sans indulgence et attentif, avec un humour lucide mais affectueux, Eli Coben évite les pièges du mélo, du numéro d'acteur. Il raconte simplement une histoire pas si simple, pas si facile, pas seule-ment située dans le temps et la géographie. L'histoire d'une solitude de

COLETTE GODARD.

L'enjeu européen

La France avait choisi le Festival de Berlin pour inaugurer un cycle « Cinéma et Révolution,

1789-1989 » qui va faire le tour du monde. Mais l'enjeu êtait bien plus vaste. A Maison de France, sur le

Kurfürstendamm, qui, chaque année, à l'occa-

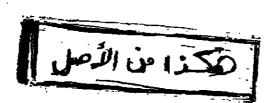
sion du Festival de cinéma, abrite une récaption française, avait mobilisé un tout petit Paris et un tout petit Berlin en l'honneur de 1789. M^m Simone Veil, présidente de l'Année européenne du cinéma et de la télévision, dans un discours piquant, a su, très ite, élargir le propos de la manifestation à sa vraie dimension européenne. La rue Laperouse, siège des activités culturelles du ministère des affaires étrangères, avait mobilisé un commando de choc pour célébrer ce voyage de Révolution à travers le cinéma mondial. Quatre-vingts pays au total se partageront vingt-trois films, d'un éclectisme geranti, cù l'on retrouvera la Merseillaise, de Jean Renoir, entre Quetorze Juillet, de René Clair, et la Nuit de Varenne, d'Ettore Scola, en passent par Napoléon, d'Abel Gance, tantôt dans la version de Kevin Browlow, tantôt dans celle de Coppole (avec les musiques correspondantes). Et un film américa de 1935, le Marquis de Saint-

Evremond, d'après Dickens. Plus regrettable est l'absence dans cette sélection de la Terre promise, de Miguel Littin (Chii, 1973, à la veille de la chute de l'Unité populaire) ou de telle épo-pée historique en noir et blanc de Miklos Janeso quand, tout de go, des combattants engagés dans une lutte révolutionnaire entonnent la Marseillaise. Si la Maison de France reste

toujours un haut lieu de la culture française à Berlin, le cinéma Le chaussée du même immeuble, la rétrospective 1789-1989, vit peut-être ses derniers jours, après avoir connu son heure de gloire au lendemain du second conflit mondial. En liaison avec la Festival de Berlin, la France va essayer d'intervenir auprès de Bonn, propriétaire des lieux, pour relancer ce cinéma gracieux et confortable, lui garder son carac-tère intime et, en même temps, en faire une vitrine perma non seulement du cinéma fran-çais mais du cinéma européan.

En dehors de la compétition officielle, la France était présente au Forum du jeune cinéma avec l'Enfant de l'hiver, d'Olivier Assayas, un ancien des Cahiers du cinéma (troisième génération). Ouvrage tendu à faire mal. Conflit permanent de deux ieunes couples portés par le démon de la destruction. La musique de Jorge Arriagada ajoute au climat d'oppression. L'amour conduit inexorablement à la mort. Et les deux comédiens, surtout les femmes - Clotilde de Bauyser et gageure aux limites de l'insoute-nable. Peut-on, en 1989, Révolution ou pas, être aussi désespé-rément romantique qu'Olivier

LOUIS MARCORELLES.



هكذا من الأصل

ACCROCHAGE DES COLLEC-TIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSEE Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril. ERIK GUNNAR ASPLUND. Centre

tion Cei. Entrée : Entrée libre. Jusqu'an 17 avril. DE MATISSE A AUJOURD'HUL 3-et 4 étage. Entrée : 22 F. Jusqu'an 31 dé-

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Masée national d'Art moderne. Entrée : 22 F.

Jusqu'au 26 février. KINOPAPIER. Papiers sculptés, pa-ers mobiles de Christine Buri Herscher. Atelier des enfants. Entrée : Entrée libre.

Jusqu'en 15 avril. SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES. A travers une assez courte unité de temps, Situationnistes 1957-1972.

temporaines. Entrée : 16 F. Inson'an 9 avril. JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. France galerie - 5 étage. Entrés : 30 F.

busou'au 27 mars. MARGUERITE YOURCENAR. Le dernier voyage, photographies de Carles Freire Galerie de la B.P.I. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 3 avril.

Musée d'Orsay

I, rue de Beilechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE : MALLARMÉ, DEBUSSY, NIJINSKY. Exposition dossier. Entrée : 23 F (biliet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai. LA DANSE DE CARPEAUX. -dossier. Entrée : 23 F (billet

Exposition dostaer. Emite: 25 rd d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai. LA DANSE DE JOSEPH BERNARD. tion-dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai. PAUL-EMILE MIOT : VOYAGE A

TAHITI ET AUX ILES MARQUISES. pier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril. UNE ICONE RÉPUBLICAINE, ROU-DE LISLE CHANTE LA MAR-ILLAISE Tableau de Pils, 1849 - ex-sition dessier. Entrée : 23 F (billet SEILLAISE Tabl position ousse. . Jusqu'an 7 mai.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. T.Lj. sf lun. 44 jusqu'à 20 k 30. ROLAND FISCHER, A.R.C. Jusqu'au

IMAGES CRITIQUES : DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR JAMMES Jeff Wall. A.R.C. Emite : 15 F. Jesqu'au 12 mars. LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHO-TOGRAPHE. Sélection de photograph à partir des collections du masée. Entre

15 F. Jusqu'au 26 février. LA VACHE DANS L'IMAGINAIRE DE KRAGULY. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'an 30 avril.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-CENT NEUF SANS-CULOTTES.

Quatritume biennule. Galeries nationales. T.li. de 11 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 24 avril. MOI ET LES AUTRES, PORTRAITS

DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'en 15 mai.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Carentin-Cariau (46-42-13-13). Mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 12 h è 20 h. Fermé lun.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude Bernard Entrée : 30 F (Cité pass). Jusqu'au le soût. L'INVENTION DU TEMPS. Entrée : 30 F (Cité pass). Jusqu'au 27 août.

Musées

LES ACQUISITIONS PHOTOGRA-PHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN, Palais de To-kyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-Asyo, 13, av. an French Mark 13, 17 h. En 136-53), T.I.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. En 136-53, T.I.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. En 13

ARTE IMPRIMEUR, AFFICHES. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.1.j. sf mar. de 12 h à 18 h.

Entrée : 18 F. Jusqu'au 24 avril. LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVO-LUTION, Itinéraire dans les collections du Masée autional des Techniques. Musée national des Techniques. 270, rue Saint-Martin (40-27-23-75). T.I.j. of hun. et jours fériés de 13 h à 17 h 30. Entrée : 10 F (gratuit le dim.). Jusqu'an 31 août. LE BI-CENTENAIRE A LA MON-

NAIE DE PARIS. Hôtel de la Mor 11, quai Conti (40-46-56-66). T.Lj. sf lnn. et jours fériés de 13 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai. CALDER INTIME. Musée des Arts dé-

ratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. af luns. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dins. lih à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'an

CASQUES ROYAUX. Fin XIV siècle, début XV siècle. Musée de l'armée, salle de l'arsenal, hôtel national des Invalides, place des Invalides (45-55-92-30). T.l.j. de 10 hà 17 h. Jusqu'an 15 mars.

COUP D'ENVOIS OU L'ART A LA LETTRE. Cent artistes et écrivains. Ma-sée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.I.; sf dim. de 10 h à 17 h. Entréc : 10 F. Jusqu'au

DE TEMPS EN TEMPS. Photogra-phies de Martine Franck. Palais de Tokyo. 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 27 mars. JULES-ELIE DELAUNAY (1828-

1891). Musée Hébert, 85, rue du Ch Midi (42-22-23-82). T.Lj. sf mar. de 14 h à 18 h, mer. de 12 h 30 à 18 h. Emrée : 17 F (10 F dim.). Jusqu'au 20 mars.

GAUGUIN ET L'ÉCOLE DE PONT-AVEN. Bhliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelien (47-03-81-26). T.I.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 12 F pour les groupes. Jusqu'au 5 mars. LES GRANDES BAIGNEUSES DE

PICASSO. Maste de l'Orangarie, place de la Coscorde, jardin des Tuileries (42-97-48-16). T.I.j. af mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'an 6 mars.

MODES ET RÉVOLUTIONS. L'éveon de la mode et du costame de 1780 à 1989. Musée de la Mode et du Costume, Polsic Galliers, 10, av. Pi (47-20-85-23). T.Lj. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 mai.

NAISSANCE DE LA SOUVERAI-NETÉ NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (42-77-11-30). T.Lj. sf hm. de 12 h à 18 h. Entrée: 12 F (dim. 8 F). Jusqu'an 30 avril. L'CEIL DE LA LETTRE. Les rapports de la lettre et de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wikon (47-23-

36-53). T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Eaun l'ensemble des extrée : 25 F (comprenant l'ens positions). Jusqu'an 27 mars. L'ORDRE DE MALTE ET LA FRANCE. Musée national de la légion d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel

de Selm - 2, rue de Bellechasse (45-55-95-16). T.Lj. sf lun. de 14 h à 17 h. Entrée: 15 F. Jusqu'au 19 mars. CLAUDE PERRAULT (1613-1688) OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSI-Of IF Carese nationale des mot

toriques, hôxel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.I.j. sf jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'an 16 avril. POUPÉES AMÉRICAINES. 1846 -1985. Musée des Arts déceratifs, galerie des jouets, 107. rue de Rivoli (42-60-32-14). T.Lj. sf lun. et mar. de 12 h 30 à

18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 f. Jusqu'au 5 mars. QUARANTE ANS D'ÉDITION FRANÇAISE. Hommage à Massin.

mise en scène : Etienne BIERRY

LE PLUS HEUREUX DES 3

"109

SANS-CULOTTES"

PEINTURE - SCULPTURE

Musée galerie de la Seita, 12, rue Surcon (45-56-60-17). T.Lj. sf dim. et jours fériés

de it hà 18 h. Jusqu'au le svei ARY SCHEFFER ET SON ENTOU-RAGE. Musée de Vie remantique, maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). T.Lj. of tun. de 10 h à 17 h 40. En-

trée : 10 F. Jusqu'an 15 mars. tree: 10 r. Jusqu'au 13 mans.
LE TEMPS DE LA VILLE. Maison de la Villette, 30, av. Coremin-Cariou (42-78-70-00). T.l.j. sf lua., mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Eatrée : Entrée granuite.

TRESORS D'ORFEVRERIE GALLO-ROMAINS. Musée du Luxembourg. 19, rue de Vangirard (42-34-25-95). T.li sf lun. de 11 h à 18 h, jen. jusqu'à 22 h. En-trée : 25 F, sam. : 16 F. Jusqu'an 23 avril. UN VILLAGE AU TEMPS DE UN VILLAGE AU TEMPS DE FARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. dn Maharma-Gandhi (40-67-90-00). T.I.j. af mar. de 10 h à 17 h 15. Eatrée : 14 F, dim. :

9 F. Jusqu'au 30 avril. LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS. Mosée de l'Homme. palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F (billet domant droit

à la visite du musée). Jusqu'au 6 mars. VISIONS DU SPORT. Cent aus de photographies de sports, sportifs et sup-porters. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). squ'an 17 avril.

Centres culturels

AMSTERDAM'ART. Regards : des contemporains. Institut neerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'su 5 mars.

NATALINO ANDOLFATTO, RO-MANO ZANOTTL Institut culturel ita-lien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de ne (42-22-12-78). T.Lj. af dinn. de 10 hà 13 het de 15 h 30 à 18 h 30, sam. de IO h à 13 h. Jusqu'au 3 mars.

LOUIS BOUCHARD, JEAN-BERNARD SOHIEZ. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). Tij. sf dim. et kma. de 10 h à 19 h. Jusqu'an 4 mars. CENT CINQUANTENAIRE D'UN GRAND COLLECTIONNEUR. Mon-

seer Cognacq sax champs et à la ville. Pa-villon des Arts. 101, rue Rambutean (42-33-82-50). T.Lj. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au L'EGYPTE DES PHOTOGRAPHES.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.Lj. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : Entrée libre. FEDERICO FELLINI, TONINO

GUERRA, FLAVIO NICCOLINI. Dess. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Galliffet, 50, rue de Varenze (42-22-12-78). T.lj. sf dim. de 10 h à 13 h et de Justin'an 15 avril.

ELIZABETH FRANZHEIM. Peintures récentes. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.Lj. sf dim., lun. jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 mars

EJELL LANDFORS (PEINTURES, SCULPTURES), ILON WIKLAND. (dessins et aquarelles). Centre culturel sué-(desans et al. de Marie - 11, tue Payenne (42-71-82-20). T.I.j. de 12 h à 18 h, sam et dim de 14 h à 18 h. Jusqu'au 9 mars.

LES MANUCRITS ENLUMINÉS DE A GAMBALUNGHIANA DE RIMINL LA GAMBALUNGHIANA DE BIBliothèque historique de la Ville de Paris, bôtel de Lamoignon - 24, rue Pavée (42-74-444). T.I. sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 mars.

PARIS, POR SUPUESTO. (Paris, interment). Centre culturel espagnol, 7. rue huentin-Bauchart (40-70-92-92). T.Lj. af dim. et lun. de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au

Galeries

Jusqu'au 11 mars.

A PROPOS DE DESSIN - 1989. Gale-rie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 31 mars. HEUYS, BROODTHAERS, RAUS-CHENBERG, WARHOL Galerie Isy Bra-chot, 35, rae Guénégaud (43-54-22-40).

GUSTAVE CAILLEBOTTE (1848-1894). Galerie Brame et Lorenceau, 68, boulevard Malesberbes (45-22-16-89). Du 28 février au 24 mars.

PATRICK CAILLIÈRE. Galerie Bernard Jordan, 52-54, ree du Temple (42-72-39-84). Jusqu'an 2 mars. LOUIS CANE. Galerie Beaubourg, no

vel espace, 3, rue Pierre-an-Lard (48-04-34-40). Jusqu'an 2 mars. FRANÇOIS CANTE-PACOS. Galerie Caribian, 35, rue de Charonne (47-00--28), Juscu'an 25 mars. LYNNE COHEN, KAREN ENORR.

usis (42-36-44-56). Du 25 février ALONSO CUEVAS. Galerie du Dragon, 19, rue da Dragon (45-48-24-19). Jusqu'an 19 mars.

ROCER DALE Galerie Philippe Fré-mac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Du 28 (évrier en 17 mars.

OLIVIER DEBRÉ. Galerie Daniel Gervis, 14, rue de Grenelle (45-44-41-90). Jusqu'au 25 février.

LEORNADO DELFINO. Galerie Dar-thea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'an 28 février. DERRIÈRE LE MIROIR, 1947-1981. Gelerie Maccht Editeur, 36, av. Matignon (45-62-28-18). Du 28 février au 31 mars. ELÉCIES : BUTTNER, HEROLD, CEHLEN. Galerie Baudoin Lebon, 34, rae des Archives (42-72-09-10). Jusqu'an

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vicilie-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 8 mars.

GARY FAIF (COMPOSITIONS SU-PRÉMATISTES), TOLSTY MA VIE-VISUANCE. Virrique. Galerie J. et J. Douguy, 57, rue de la Roquetre (47-00-

10-94) . Jusqu'au 4 mars. NELSON FELIX. Galerie Charles bion, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Du 27 février au le avril. CHARLES FILIGER, 1863 - 1928.

Bateau-Lavoir, 18, rue de Seine (43-25-13-87). Jusqu'au 15 juin. ROBERT FILLIOU, GEORGE BRECHT. Galerie Crousel-Robelin Bama. 40, rue Quincampolx (42-77-38-87).

Jusqu'au 29 mars. ICOR GANIKOVSKY. Galerie Julia 99-33), Jusqu'an 18 mars.

MICHELE GIGNOUX. Galerie Via. 35-47). Jusqu'au 9 mars. 1, ne Sainte-Opportune (42-33-14-33). Du 28 février au 31 mars. / Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-34-07). Du 28 février au 8 avril. PHILIP HEYING. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Post-Louis-Philippe

(42-77-38-24). Jusqu'an 18 mars. HYUN SOO CHOI. Galerie Leif Stable, 37, rue de Charonne (48-07-24-78).

ISIDORE ISOU. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). JACQUES JOURDAN. Galerie Pein-

ture fraiche, 29, rue de Bourgogne 00-85). Du 28 février au 18 mars. IIYA KABAKOV. Galerie de France. 52, rae de la Verrerie (42-74-38-00).

FRANZ KLINE, MARK ALSTER-LIND, JAMES BROWN, WILLIAM MACKENDREE Josa Mitcheff et Es-tampes de Willem de Kooning et Andy Warhol. Art of this Century, 3, rue Vis-conti (46-33-57-70). Da 28 février an 1" Jusqu'an 4 mars.

MOSHE KUPFERMAN. Galerie Jaquester, 85, rue Rambutean (45-08-51-25). Jusqu'au 25 mars.



3 RUE PERRE AU LARD - PARES - 48 04 34 40

Périphérie

IBERIA LEBEL. Galerie Bosc

26-54-48). Du 23 (évrier au 22 mars.

me de Causans, 25, rue de Seine (43-

MIKAEL LEVIN. Photographics 1984

SOL LEWITT. Incomplete Open Cube. Galario Le Gall-Peyroulet, 18, roc Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 18 mars.

MARK LUYTEN. Galerie Laage-

MAISONS NAIVES. Galerie Natis et

Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'an 11 mars.

Primitifs, 33, rese du Dragon (42-22-86-15). Du 28 février au 10 avril.

JACQUES MARTINEZ. Galerie Athe-

PAVLOS. 1961-1989. Galerie

Lavignes Bastille, 27, rue de Charcame (47-00-88-18). Du 28 février au 26 mars.

EDGARD PILLET. Peisteres

ANNE ET PATRICK POIRIER. Gale-

rie Daniel Tempion, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10), Jusqu'au 15 mars.

PIERRE PRUNETTL Galerie Helène

PETER SHIRE. Galerie Clara Scre

JOSÉ-MARIA SICILIA. Galerie Ghis-

KEITH SONNIER. Galerie Montenay.

31, rue Mazzrine (43-54-85-30). Jusqu'en

RICHARD STANKIEWICZ. Gale

Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-

ROMAIN SUZZZONL Galerie Laco

rière Frélaut, 23, rue Sainte-Croix-

de-la-Bretonneric (42-74-02-30). Du 28 fé-

ERNEST T. Galerie Gabrielle Manbrie,

24, rue Sainte-Croix-de la Bretounerie (42-

TAL-COAT. Galerie Clivages, 46.

de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'an

MICHEL TAPIÉ ET L'INFORMEL

JEAN-MARC TINGAUD. Galerie Georges Lavrov, 42, rac Beanbourg, (42-72-

DAVID TREMLETT. Galerie Durand-

Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-

VAN HOVE Galerie Alain Bloadel, 4, rise Aubry le-Boacher (42-78-66-67). Du

MICHEL-HENRI VIOT. Galerie Alain

Oudin, 28 bis, bd Schastopol (42-71-83-65). Da 27 février au 30 mars.

CAREL VISSER. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Jusqu'au 18 mars.

VOIR ET REVOIR Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59).

ISABELLE WALDBERG. Galeria Art-

mrial, 9, av. Marignon (42-99-16-16). Du 28 fevrier au 8 avril.

derie 16, 16, rue Raymond-Losserand

78-03-97) . Jusqu'au 18 mars.

(43-20-98-94). Jusqu'an 15 avril.

71-19) Jusqu'au 11 mars.

29-66). Jusqu'au 18 mars.

28 février au 22 avril

Jusqu'an 4 mars.

(48-87-60-81). Du 25 février au 21 mars.

39, rue de Charonne (43-55-65-56).

not, 5 bis, rue des Hand

Prince, 110, bd de Courcelles (42-27-20-16). Jusqu'au 25 mars.

Du 28 février au 31 mars.

stiet au la avil

7, rue Pecquay (42-77-72-77).

- 1988. Galerie Michèle Chomette. 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au

vrier au 18 mars.

11-36), Jusqu'an 4 mars.

emi'an 18 mars.

44, rue Bosquet (45-51-55-86). De 23 fé-ANTONY. Claq and de création au Thélitre Firatin Cémier. Thélitre Firatin Gémier, place Firatin Gémier (42-37-JEAN-FRANÇOIS LEPAGE. COMP toir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Fanbourg-Saint-Antoine (43-44 31-19). Til of dien et lun de !! b à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h. Du 28 février PHILIPPE LEVANTAL Galerie au 2 avrī.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Costune à danser. Contre culturel de Boulogne-Billingourt 22 vue de la Balta Biliancourt, 22, rue de la Bei Feallie (46-84-77-95). T.i.j. de 9 h ž 21 h, dini. de 10 h ž 12 h. Jesqu'an 30 avril.

CLAMART. Espace et Industrie. La vi-trine vivante de la technologie spatiale française. Centre culturel Jean-Arp. 22, av. Paul-Vaillent-Continier (46-45-11-87). T.I.j. et lan. de 14 h à 19 h. Du 28 février au

NOISY-LE-GRAND. Jean Marais. Espace Michel Simon, 36, rue de la République (45-92-75-32). T.l.i. sf max. de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Entrée : 30 F. Du

ORLY. Six artistes d'expression figura-tive. Cemre calturel Louis-Aragon - Elsa-Triolet, 1, av. Marcel-Cachin (48-92-33-66). T.Li. si sum et dim de 8 h 30 h

12 h et de 14 h à 17 h 30. Jusqu'au 15 mars. PARIS-LA DÉFENSE. Carte blanche

à la galerie Duniel Tempion. Olivier Debre, Patrice Giorda, Jean Le Gae. Galerie La Défense Art A. Patrimoine du moode. 80. Galerie Marion Meyer, 15, rue Guéné-gand (46-33-04-38). Jusqu'an 7 mars. 15, pl. de La Défense (49-00-15-96). squ'es 23 février. J.P. PINCEMIN. Galerie Lucette Herzog, pessage Molière - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'az 31 mars.

SAINT-DENIS. Danmier : schues de la vie conjuguale, Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). TLj. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'an 17 mars.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le remier Or de Plansseldt en Balgarie. (Ve illineire avant Hans-Christ). Musée des miquités nationales, chiteau de Saintis (34-51-63-65). T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Enute : 12 F. Jesqu'au 30 avril

LE VESINET. Les Choix d'un anna-teux, Aulta de Caro, Roger Viellard, Ma-ria Papa. Centre des Arts et Loisies du Vé-sinet, 59, bd Carnot (39-76-32-75). T.L.). de i4 bà 19 h. Jusqu'en 5 mars.

En province

ARLES. Van Gogh et Aries. Espace Van Gogh. Jusqu'au 15 mai; Aries au temps de Van Gogh. Museum Alanen. Salle du Consistoire. Jusqu'au 15 mai; Triple suite en jaune à la gioire de Van Gogh. Mu sée Réstin, Jusqu'su 30 avril.

AVIGNON. La mort de Bara. Musée la-idaire. Rue de la République. Jusqu'an

7.4

DIJON. Rémy Zaugg, Le Consortium. Centre d'art contemporain. 16, rue Quentm (80-30-75-23). Jusqu'an 3 mars. Fêtes et Révolution. Musée des beauxerte Entrée place de la Sainte Chapelle

(80-38-31-11): Jusqu'an 3 avril. GRENOBLE. Laurent de La Hyre. Mu sée. Place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'an 10 avril. NANTES. Trésers des Etrusques.

VIEV-VI. Musées départementaux de Loire-Arlantique: Place Jean-V, rue Vol-taire (40-69-76-08). Jusqu'au 8 mai. POTTIERS. Los Albert-Lasard, Dessins et lithographies des aunées 20. Musée Sainte-Croix 61, rue Saint-Simplicien (49-

41-07-53). Jusqu'an 15 mars. STRASBOURG. Travail en coms/Ré-gion Est-4. Musée d'art moderne. An-cienne Douane (88-32-46-07). Jusqu'au 5 mars: L'imaginaire strasbourgeois. La gravare dans l'édition strasbourgeoise, 1479-1520. Ancienne Bo

TOULON. Le musée a cent ans. Musée. 113, boulevard du Général-Leclare (94-93-15-54). Jusqu'au 28 avril.

TOULOUSE. De Toulouse à Tripoli. Le puissance touloussine au 12° siècle. Musée des Augustins. 21, rue de Metz. (61-22-21-82). Jusqu'au 20 mars. MARCO ZANUSOJR. Un italien à Paris. Galetie Néotu, 25, rue du Renard (42-78-96-97). Du 23 février au 27 mars. POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

FESTIVAL DE VENISE 1988

«UN FILM COUP DE FOUDRE...» 2 acteurs prodigieux, Un régal...

PREMIERS « ... DIABOLIQUEMENT IMPRÉVI-SIBLE...» TÉLÉ 7 JOURS

«... UN CHEF D'ŒUVRE...»

STARFIX

un film de David MAMET. (le realisateur d'"ENGRENAGES"). PRIX D'INTERPRÉTATION MASCUUNE DON AMECHE & JOE MANTEGNA



GRAND PALAIS, av. W. Churchill Paris du 16 lévner eu 5 mars t.l.j. de 11 à 19 h. . GALERIE CLAUDE BERNARD 7-9, Rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS Tél.: (1) 43 26 97 07 PIERRE COURTIN

THEATRE DE POCHE MONTPARNASSE - Loc.: 45 48 92 97

JOURNAL D'UNE PETITE FILLE adoptation et interprétation Marion BIERRY, mise en scène Pierre TABARD

Un thèture unique en son genre, drôle, poignant... brésistible. LE MONDE. Pour le charme de Marion Bierry li fout dier voir ces pages admirables. FRANCE SON. Un miracle de délicatesse. LE FIGARO. Charmont et grave, goi et compliqué

LE FIGARO. Le plus heureux de tous c'est le speciateur. LE PARISIEN.

comme le cosus d'une petite file. LE QUOTIDIEN DE PARIS.

9. LE QUOT, DE PARIS. Un succès, LE MONDE. Un comique implioyable.

21 février - 25 mars

Huiles et gouaches

#Ptions

de Cyril TOURNEUR par l'Atelier Sainte-Anne-Bruxelles Miss on scient Philippe VAN KESSEL

«LE MEILLEUR SPECTACLE DONNÉ EN CE MOMENT EN REGION PARISIENNE>

· Une extravagame curiosité, une omelette baroque cassée sur le dos L'EVENEMENT d Hamlet... punkie – BD»

«Le metteur en scène orchestre cette hécatombe avec une jubilation pour L'HUMANITE le patibulaire qui fait plaisir à voir- En plein XVII siècle anglais, c'est une descente dans la zone élisabéthaine. Cuir clouté, blousons noirs, Yampirella et profils punk.....

LIBERATION «Mieux qu'aucun film d'horreur, ce «théâtre de la cruauté» brille LE NOUVEL OBSERVATEUR comme un diamant noir»

THÉATRE

to Alvan Gills

CARLO MAN

STATES AND STATES AND

at a Car dreg-

A STATE OF

AE 25 1年 #41

A CANAL

A 40- 80-11

7. T. S. W. a 200 (A)

dale has been

.....

118 ber 8 44

officially apply

The transfer and the

COMPANIES

"TTF. # 484

Sommer 🛊 😖

2.2

Later and

bods (SIA THEY E

20.00 Mg 445 5

. e . i ai 🐉 🛥

فلامهوا والمسته

.....

-

and we have been

to a mark

2 Teles

- later & mg "Fin & Breeze by

-

#1

rough the diameter

Halling Berring

- 13

***, ** ** **

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

(Les jours de première et de reliche sont indiqués entre parenthères.)

MONA CHERIE. Le Prologne (45-75-33-15) (lum. mar.) 21 h, Dim. 15 h (22).

UN. PARTOUT, LA. BALLE AU CENTRE. An Bee Hn (42-96-29-35) (mar.) 23 h 35; dim., lm. 22 h (22).

CROQU'SHOW. Chez Georges (43-26-79-15) 20 h 30 (dem. sam.) (22). DERENICE. Vincenses. Triffice Duniel Sormo (48-08-60-83) (mer., jou., vos.) 21 h; dim. 18 h (22). LA FORCE DE L'EOMME ET DES CHOSES. Théfire du Bel-Air (43-64-80-80) (dim. soir, lun.) 20 h 30;

tim; I'h (22).

LE BARON DE BESENVAL La Suisse et la Révolution française.

Centre culturel suisse (42-71-38-38).

Mercredi à 20 h 30 (22).

GERMAINE DE STARL ET JAC-QUES NECKER FACE A LA RÉVOLUTION: Contre culturel suisse (42-71-38-38) Jendi à 20 h 30 (23). UNE SUISSESSE DANS LES GUERRES REVOLUTION-

NAIRES. EGULA ENGEL. La Suisse et la Révolution française. Centre culturel suisse (42-71-38-38). Vendredi 20 la 30 (24).

LE DÉPOTS DES LOCOMOTIVES, Nouveau Thélire Moulletard (43-31-11-99). 20 b 30 (24). 31-11-99). 20 8 30 (24). LE BAL DE N'DINGA. Bouffes du Nord (42-39-34-80) (lan) 21 h, dim.

Nord (42-39-34-50) (hm) 21 h, dim. 16 h (24).

QUOI DE NEUF A PARIS: MOLLERE Cichy, Théitre Rusbouf (47-39-28-58) imadi et mardi à 21 h (27).

LE JUGEMENT DERNIER DES ROIS, Le Théitre sam culotte. Carré Silvia Mondort (45-31-22-34). Lundi 27 à 14 h 30 ez 20 h 30 (27).

27 à 14 h 30 et 20 h 30 (27). 27 à 14 h 30 et 20 h 30 (27).

ARTHUR CONTE ANIME 1788...

AVANT L'ORAGE... Rencontres da

Palais-Royal Palais-Royal (42-9759-81). Luadi à 20 h 30; mardi
14 h 30 (27).

ALOSSE... Théâtre 14-JeanMarie-Serreau (45-45-49-77).
20 h 45 (28)...

L'ANEOU. Théâtre de l'Est Parisien.
20 h 36 (28)...

20 h 36 (28)...

LES MAXIBULES. Amony. Theatre Firmin-Genler (46-56-02-74). 21 h (28). -LA DOUBLE INCONSTANCE COL tillion. Thelitre (46-57-22-11). 21 h (28).

L'OISEAU PROVISOIRE. Amendicas de Paris (43-66-42-17). 21 h (28). LES AMANTS MAGNIFIQUES.
Athense Louis Jouvet (47-42-57-27).
19 h (28).
UNE FOLIE ELECTRIQUE. An con-

vent des Contenes (43-29-40-63). 21 h (25). Apprès IA BLUE A.R. BRAU

TEMPS. Lactraire Poster (45-447: 57-34), 214; 39 (28).

LA PORET. Genevitiers. Thesire (47-93-26-30), 20 h 30 (28). HISTORRE BUT HARRE ET AUTRES HISTORRES, Guichet Momparnasse TANDIS QUE DORT LE CHAT. Cartoucherie, Thélice de l'Aquarium (43-74-99-61). 20 h 30 (28).

> : Ne sout pas jouées le mercredi.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). et 20 h 30 (Ieu., vest dernière), jeu., ven. 14 h 30. D L'Obsesse provisoire : mar.

21 L ANTONE - SEMONE-BERRIAU (42-08-76-58). La Ritournelle : 20 la 45, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30; Rel. dim.

ARCA (43-41-12-45). > Clowas et Objets ca solo : jeu. 21 h. ARLEQUIN (45-89-43-22). A la manière de Sheriock Holmes: 20 k 30. Rel. dim.,

ARTISTIC ATHEVAINS (48-06-36-02) b. Made in Britain : 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, mer.

ARTS HÉBERTOT (43-87-23-23). 6 La File de l'amons : 20 h 30 (Ven.). D. Les Enfants du Solell : jeu., mar. 20 h 30, Le Tricoppe de la jalousie : 20 h 30, Le ATELER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, inn.

ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). D Les Aments magnifiques : mar. 19 b. AU COUVENT DES CORDELIERS (43-40-63). > Une folie electrique : mar.

BATACLAN (47-00-30-12). De Manch d'improvincion : hm. 21 h. BOURTES DU NORD (42-39-34-50). D Le Bai de N'Dinga ; ven., sam., mar. 21 h. dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. BOUFFES PARSHENS (42-96-60-24). O Use absence: 20 h 30 (Jen., ven.), sam. 18 h et 21 h, dim. (demiller) 15 h 30.

BOUFFONS-THEATRE DU XIXE (42-38-35-53), D L'Homme objet : jen., ven., sam. (demière) 20 h 30.

sam. (dernière) 20 h 30.

CARRÉ SILVIA MOÑFORT (45-31-22-34). Iphigénic: 20 h 30. dim. 16 h. Rel. dim. soit, hun, mar. D. Le Jugement dernier des rois Le Théline sam-chioue: hun, 20 h 30 et 14 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). D. Tandis que dort le chat: mar. 20 h 30.

CARDOUCHERIE THÉATRE DI SO.

CARTOUCHERIE THEATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Le Lavoir : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, hm. CAVRAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah! Ca rira, ça rira, ça rira !... ; 21 k, dim. 15 h 30. Rei. dim. soir, hun.

21 h. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, hm.
CENTRE CULTUREL SUISSE (42-7138-38). O Le Baron de Bescaval la
Suisse et la Révolution française:
20 h 30. D Germaine de Suell et Jacques
Necker face à la Révolution la Suisse et
la Révolution française: jeu. 20 h 30.
Une Suisseme dans les guerres révolutionnaires Regula Engel, la Suisse et la
Révolution française: ven. 20 h 30.
CENTRE CEPTRESE PUMPETANT (42-CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-

74-42-19). D. Parole, révolutionnaire de femmes : sam. 21 h et 18 h, dim. 16 h. Le Dernier des Egyptiens ou Champolion li-sang le Dernier des Mohienns : hun. 21 h.

CITÉ INTÉRNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Le Resserve. Le Chevelure : 20 h 30. Rel. dim., hm. D-Zafre ou le Fansatisme refigient : jeu., ven., sam. 20 h 30. Rel. dim., hm. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Francier Tête : 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rei. dim. sor, lun.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire: 21 h. sam. 18 h. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

soir., bun.

COMEDHE TTALIENNE (43-21-22-22).

Les Délices du baiser : 20 h 30. Rel. dim.

COMEDHE-FRANCAISE (40-15-00-15).

\$\int \text{ Retraunieus} : 14 h, dim. 20 h 30, jen., sam.; mar. 20 h 30. Salle Richellen. \$\int \text{ La gearte de Troie n'antre pas lieu : 20 h 30 (Ven.), dim. 14 h. \$\int \text{ La Cagnotte : fun. 20 h 30.}

COMEDHE DO ANGA 1055

gnotes: inn. 20 h 30.

COMEDUE-FRANCAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT
(40-15-00-15). D Discours Grands
Textes du répertoire : hun. 18 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÉS (ECLISE
SAINT-RUSTACHE) (42-36-32-93).

La Porie de l'aurore : 20 h 30 (Jen., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Colt du phré François : 21 h. sam., dim. 15 h 30.

Rel dim. soir, ion.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. Rel. dim.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campegne : 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. ELDORADO (42.49-60-27). ♦ Rêve de Vienne: 14 h 30, jest., sam., dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle L O Borges, le bibliothécuire de Babel : 18 h 30 (Jen., ven., sam. der-nière).

nerro).

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille!: 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30.

Rel dim. soir, lun. Rel. dim. spir, lue.

GATTÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin on le Maiheur de l'idéal : 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE SS-THE ENGLISH THEATE OF PARIS (43-26-63-51). The Dimension

ning Room; 20 h 30. Rei. dim., hm. GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Le Maghreb de cenard : 20 h 30. Rel. dim., lun.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Histoire d'un fou : 18 h 45. Rel. dim., lun. Adieu Agatha : 20 h 30. Rel. dim., lun. 0 22-34 : 22 h 15 (Jeu., ven., sam. deroière). D Jangleries ou Histoire du tigre et autres histoire : msr. 22 h 15. HOTEL LUTETIA (SALON BOR-GHESE) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lane : 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lan.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cauta-trice chanve : 19 h 30. Rel. dim. La Le-con : 20 h 30. Rel. dim. L'ESPACE EUROPREN (42-93-69-68). La Face cachée d'Orion : 20 h 30. Rel. dim. O Adien Monsieur Tchekhov : 22 h 15 (Jen., ven., sam. dernière), sam. 15 h et 22 h 15.

IA RASTILLE (43-57-42-14). Alice 19 h 30, dini 17 h Rel dim soir, lan. LA ERLIYÈRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h, dim. 15 h. Ret dim. soir,

LA VIERLE GRILLE (47-07-22-11). Médés: 21 h. Rel. dim., lun. LE BOURVIL (43-73-47-84). ▷ Ca soir, on eniève tout : ven., sum. 20 h 30. La Mule du pape : 22 h. Rel. mer., ven. (ex-cept.), dun., lun.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe on trois tailles : 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim. LE PROLOGUE (45-75-33-15). O Mona chérie : 21 h (Jeu., ven., sam.), dim. 15 h. Rel. dim. soir, inn., mar. LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). ▷

Le Procès d'Oreste : sam. 20 h 30, dim. 16 h, Rel dim soir, lun, mar. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Thistre mair. Le Petit Prince: 18 is 45. Rei. dim. Remaid et Armide: 20 h. Rei. dim. Thistre reuge. Contes érotiques ambes du XIVe siècle: 20 h. Rei. dim. o Quent au diable, n'an parious pas : 21 h 30 (Jeu., vea, sam. dernière). D Après la pluie, le beau temps : mar.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. > Les Sept Miracles de Jésus : jen. ven. 18 h. MARAIS (42-78-03-53). O Une vie boule-

verses : 18 h 30 (Jeu., ven.). sam. 14 h 30. Rel. dim., jan., mar. L'Avare : 20 h 45. Rel. dim. MARIE STUART (45-08-17-80). Le Re-vieur : 18 h 30. Rel. dim., ian. Pierrot gardien de l'ordre : 20 h 30. Rel. dim., hin o La Vie après l'amour : 22 h (Jeu.,

MARIGNY (45-08-85-97). Starmania : 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de thefire: 21 h.sam. 16 h. Rel. dim.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Afresse: 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 Rel dim. soir, lun. MICHOUNER (47-42-95-23). Plaus-rette: 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. MOGADOR (42-78-75-00). D'Artagnan ; 20 h 30, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lua.

MONTPARNASSE Voyage an boat de la mat : 19 h. Rcl. sam., dim., hm., mar. La Vuie Vie : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Teress: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Dépôt des locomo-tives : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing: 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir., hm.,

ODEON (43-25-70-32). ♦ Un % triote : 20 h (leu., ven., sam.), dim. (der-nière) 15 h. ODÉON (PETTI) (43-25-70-32). ♦ Le Chile : 18 h 30 (Jen., ven., sam., dim. dernière).

CEUVRE (48-74-42-52). Je ne snis pas Rappaport : 20 h 45, dim. 15 h Rel dim. soir, ha. OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). D Les Maîtres chamours de Nu-

remberg: stm. 18 h.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART
(47-42-53-71). D. Platée : mar. (dernière) 19 h 30, dim. 19 h 30. PALAIS DES CONGRES (48-28-40-90).

Robespierre: 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. Rel. lun.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vampa: 21 h. Rel. dim., lun.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continus! Raymond Devos: 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lum. D Arthur Come anime 1788... Avant Forage... Rencontres du Palais-royal : lun. 20 h 30, mar. 14 h 30. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesux : 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim.

soir, luu. ÊNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). ▷ Nine et les comédiens ambulants : jeu., ven., sam. 21 h, dim. 17 h. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Houreux des trois : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hun. Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h. san. 18 h. Rel. dim., hun.

21 h, sam, 18 h. Rel. dim., lan.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).

Ténor: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, hm.

POTINIÈRE (42-61-44-16). ▷ La Frousse: 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mer.

RANELAGH (42-88-54-44). La Noce et Sur la grand route: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hm.

RES. dim. soir, hm.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). ♦

Alice an pays sans merweilles: 18 h 30

(Jeu., ven., sam.), dim. (dernière)

14 h 30. ♦ La Locandiera: 20 h 30

(Jeu., ven., sam.), dim. (dernière)

16 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drills de couple : 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, len. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour plearer : 20 h 30. Rel.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les veaux : 20 h 30. Rel. dim., lun.

TAC STUDIO (43-73-74-47). D La Vérité sur l'amour baroque : dim. 16 à.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). D Aloise : mar. 20 à 45. CHEZ GEORGES (43-26-79-15). O Croqu'show : 22 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). EDGAR III (43-20-85-11). My name is Loita: 20 h 15. Rel. dim. Super Ma-thiou!: 21 h 30. Rel. dim.

THEATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). D Simuste et Coryza : wen., sam. 21 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). > L'Ankon: mar. 20 h 30.

THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64:37). Nima c'est autre chose Théa-tre en appartement : 20 h 30. tre en appartement : 20 h 30.
THEATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-THEATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-39). Salle IL → L'Ecame des jours: 20 h 30 (Vea., mar.). → Marius: ven. 20 h 30, sam. 16 h, dim. 14 h. Famy: sam. 18 h 30, dim. 16 h 30. César: sam. 21 h 30, dim. 19 h 30. Le Journal d'un fon: jeu. 20 h 30, ven. 18 h 30. Les Bonnes: jeu., ven. 18 h 30, dim. 14 h 30. Animal Farm: sam. 17 h. L'Etrager: jeu. 20 h 30, sam. 20 h, dim. 16 h 30. Le Tarruffe: km. mar. (deraitre) 20 h 30. Le jen. 20 h 30, sam. 20 h, don. 10 n 30. Le Tartuffe: hm., mar. (dermire) 20 h 30. THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Le Foyer: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lm., mar. THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). Cats, d'après Old Possum's Book of pare-tical Cats: 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, des 14 h et 17 h 30. Rel. d'im. soir, han.

dim. 14 h et 17 h 30. Rel. dim. soir, lan. THÉATRE DES CHAMPS ELYSÉES (47-20-36-37). ▷ La sonnambula : jest., mar. 19 h 30, dim. 17 h.

THEATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). O La Force de l'homme et des choses : 20 h 30, dim, 17 h. Rel. dim. soir, hm. THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. THEATRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances : 21 h, dins. 15 h. Rel. dins. soir, hm.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Thélitre. Le Livre de Job : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lan. Thélitre Gémice. La Boune Mère : 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir,

THEATRE NATIONAL DE LA COL- SENTIER DES HALLES (423637.27). LINE (43-66-43-60). Grand Thestre. La Veillée: 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). O La Vie singulière d'Albert Nobbs : 21 h (Jen., ven., sam.), dim. (dernière) 15 h. (dermeter) 15 in.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthé-lémy : 19 h. Rel. dim., lmn. Martiny :
20 h 15. Rel. dim., lmn. Hálas, tant
mienz ! 21 h 30. Rel. dim., lmn. > La
Timbule : sum. 15 h 30.

TOURTOUR (42-87-82-48). De l'ortho-graphe et autres oiseaux rares ; 19 h. Rel. din., lun. Povchéri : 20 h 30. Rel. din.,

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme Changement de dernière ui-nute: 21 h, sum. 17 h. Rel. dim. > Toi et moi..., et Peris : dim. 15 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h Rel dim. soir, lun.

Région parisienne

BANTONY (THÉATRE FIRMIN GÉ-MIER) (46-66-02-74). ▷ Les Mexi-biles : mar. 21 h. ASNIÈRES (GRAND THÉATRE) (47-90-63-12). ➤ Le Cœur gros : mar.

BEZONS (SALLE PAUL VAULANT-COUTURIER (39-90-90-96). D Le Sahara du géant : lun., mar. 14 h et 15 h 30. BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE

93) (48-31-11-45). Grunde salle. ♦ La Tragédie du vengent : 21 h (Jen., ven., sam. dernière). BOULOGNE-BILLANCOURT (THEA-TRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). D La Station Champhaudet : mar.

CHATILLON THÉATRE DE CHATIL-LON-CHAP. DES SARMENTS (46-57-22-11). > La Double Inconsunce : mar. 21 h.

CHATOU (C.A. JACQUES CATINAT) (39-52-28-30). D Moi, Cagliostro, anti-christ et messie Un collier pour une révo-huion : mar.-21 h. CLAMARY (CENTRE CULTUREL JEAN ARP) (46-45-11-87). D Léopold le bien-aimé: han. 20 h 30.

le bien-aimé: lun. 20 h 30.

CLICHY (THÉATRE RUTEBIEUF)
(47-39-28-58). D Quoi de neuf à Paris:
Molière: lun., mar. 21 h.
FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JACQUES BREL) (48-75-44-88). D Gracchus Baherni ou la Conspiration des
éganx: mar. 20 h 30.

CENNIETUR L'EDE. CELTÉATRE

GENNEVILLIERS (THEATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). D La Forêt : mar. 20 h 30.

MUSIQUE

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Pean d'àme : 20 h 30. Rei. dim., inn., mar.

SARCELLES (FORUM DES CHO-LETTES) (34-19-54-30). > Phèdre Carte blanche à Jean-Lue Jeener : mar.

VINCENNES (THEATRE DANIEL SO-RANO) (48-08-60-83). O Bérénice 21 h (Jen., ven.), dim. 18 h. Rel. sem.

AU BEC FIN (42-96-29-35). Antonin mal conçu : 19 h. Mélio-toi, ma fille : 20 h 30. Rel. dim. O Borne fête Panlette : 22 h

(Jen., ven., sam., mar. dernière), dim. 20 h 30. Rel. lun. O Un partont, le balle au centre : 23 h 15 (Jen., ven., sam.). Rel. mar. D Banc d'essai des jeunes : dim. 23 h 30.

mais vrai : 22 h. (Jeu., ven., sem. der-nière). ⊳ J'coûte cher : ven., sem. (der-nière) 23 h 15.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est

LE GRENIER (43-80-68-01).

Mémoires d'une jenne fille dérangée : 22 h (Jen., ven., sam.).

PETIT CASINO (42-78-36-50). Je som de

21 h. Rel. fun. Nous, on seme: 22 n 30. Rel. lun.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les
Astro-Balding: 18 h 30. Rel. lun. Le nouvel imitateur qui bouge: 20 h. Rel. lun.
Nos désirs font désordre: 21 h 30. Rel.
lun. O Y'a ane femme ils d'sous:
22 h 45. Rel. lun., ven. (except.). >
Vous avez dit Bigard: ven. 22 h 45.

ALPHA DU LION (42-39-22-38). Gérard

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-

94-97). Cabaret de la chancon française, 21 h mer., jea., ven., sam., lun., mar. Tous les soirs, chansuns à la carte.

OLYMPIA (42-61-82-25). Le Studio des

variétés. 20 h 30 mer. (dernière).

• Lluis Llach. 20 h 30 jeu., ven., sam.

Holiday on Ice. Jusqu'an 30 avril. 14 h 15 sam., dim. 17 h 30 sam., dim.

20 h 30 ven., mar. 21 h sam. - « Le Tour du monde en 80 jours ». D'après Jules Verne. Mise en soène Jérôme Savary.

Christian Blondel, Marie Debaecker. Jusqu'au 11 mars, 18 h 30 mar.

TOURTOUR (48-87-82-48). Manon Landowski. Jusqu'au 1" avril. 22 h mer., jeu., ven., sam., mar.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-

33-58-37). Michel Musseau. 20 h 30

mer., jeu., ven., sam. (dernière). Chant,

a Zanolska, Juson'an 11 mars, 20 h 15

Chor, David Baker,

David. 22 is 30 mer., jeu., ven., sam. «Signe blaireau ascendant mouton.»

Music-hall

Polytechnique, t'as pas cent balles? : 21 h. Rel. hun. Nous, on seme : 22 h 30.

magique et ça tache Spectacle ren toutes les heures : 20 h 30.

Les cafés-théâtres

en chaîne : 22 h. Rel. dim.

Concerts

AUX BAINS (3º) (45-23-03-90). Jean-Pierre Robert, 20 h 30, ven., sam. Ctb. Œavres de Socisi, Boivin, Cage, Bassorri,

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (47) CENTRE GEORGES-POMPIDOU (4º) (42-74-42-19). Ensemble intercontemporain, 20 is 30, ven. Direction Peter Edwis, I. Nodaha (piano), G. Knox (alu). Cenves de Durville, Dalbavie, Manoury. Grande salle. Ensemble de l'Itinéraire, 20 is 30, inn. Dir. Olivier Dejours. Œuvres de Mache, Petrof, Scalai. Grande salle. 1º scus-sol.

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (1°) (40-28-28-40). Peter Dono-hoe, 12 h 45, lun. Piano. Œuvres de Bartuk, Beethoven, Berg. Bertrand Walter, 18 h 30, msr., Violog. Présenté par Philippe Eutremont. Avec l'Orchestre Coloma. Œsvres de Mozart. Royal Philammonic Orchestra, lun. dir. Charles Dutoit, G. Joses (suprano), T. Hampson (baryum), « 1° symphonic en té majeur: « Tian», « Das Knaben Wunderhorn»

Dutoit, G. Joses (suprano), T. Hampson (baryton), «1" symphonie en ré majear: «Tinan», «Das Knaben Wunderbonn» de Guszive Mahler. Dans le cadre de l'intégrale Gustave Mahler.

EGLISE SAINT-GERMAIN-DE-CHARONNE (28") Groupe instrumental de Paris, 20 h 30, ven., M. Levinas (pisno), B. Marin (alto), S. Part (htb), J.-M. Dussert (clar.), J.-L. Fiat (basson), P. Mink (cor). Œuvres de Mozart, Brahms. Téléphone location: 43-66-39-73.

dim. 23 h 30.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84).

Salle L Area = MC 2 : 20 h 15. Rel. dim.
Les Epis troirs : 21 h 30. Rel. dim. Laurent Violet : 22 h 30. Rel. dim. Salle II.
Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Rel. dim.
J'ai pas d'amis : 21 h 30. Rel. dim.

J'ai pas d'amis : 21 h 30. Rel. dim. EGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXER-CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Envoyez la purée : 20 h 15. Rel. dim. Mangenses d'hommes : 21 h 30. Rel. dim. Jourine Truchot a dispara : 22 h 30. Rel. dim. ROIS (**) La Chapelle royale, 20 h 30, mar., dir. Philippe Herreweghe. Ensem-ble woral européen. « Officiam Defuncto-rum». « Moters» de Tomas Luis de Vic-toria. Dans le cadre du VIII* festival des CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Soul uments anciens. Téléph CAVE DU CLOTTRE (43-25-37-63). C'est quand même mieux de s'aimer : 20 h 30. Rel. dim., lun. O Authentique

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (5°) La Philharmonic de chambre, 20 h 30, ven., sam., dir. Roland Douatte. - Concertos pour mandoline » de Vivaldi. Concertos pour mandoline » de Vivaldi. Une petite musique de nuit » de fozart. Téléphone location : 43-96-

EGLISE DE LA TRINITÉ (9º) Elly Ameling, 20 h 30, ven., solistes du Concertgebouw d'Amsterdam. Œnvres de Bach. Téléphone location : 42-62-40-65. ESPACE ICARE (15') (45-54-14-00).

Trio Bensa, jusqu'au 3 mars, 21 h, lun, mar., Olivier Bensa, Isabelle Chomet, Bertrand Cazé (guit.). Œuvres de Vivaldi, Bensa, Brouwer. (47.05.85.99). Jacob Slagter, Emmy Verhey, Frédéric Meinders, 20 h, tun, car, vl. piano. Œuvres de Brahms, Ligeti. Eunte libre sur riservation. Téléphone location : 47.05.85.99.

MASON DE L'AMÉRIQUE LATINE
(7) (42-22-97-60). Maiz, 20 h 30, iun.
Ensemble instrumental E. Egnez,
P. Marti (gait), E.-G. Pereiro (charàngo), B. Plana, L. Rigou (fl.),
F. Zanella (vl). Œuvres de Egüez,
Rierum.

MAISON DE RADIO-FRANCE (167) (42-30-15-16). Cycle acousmatique, 18 h 30, lun., 20 h 30 lun. Œuvres de Zanesi, Parmegiaai, Risset, Bayle. Grand

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS (1"). Ensemble musique oblique, 17 h, dim. Dir. Pascal Rophe. Œnvres de Varèse, Magnard, Vivier.

Magnard, Vivier.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER

(9) (47-42-53-71). Mefistofele, jusqu'au

2 mars, 20 h., dim., mar. Opéra d'Arrigo
Boito, version concert. Maîtrise des
Hauts-de-Scine, dir. Sir John Princhard.
Avec S. Ramey, A. Capido, L. Mitchell,
J. Taillon, G. Gabelle. 3 h.

Th dim.
Verousque Sanson, Jusqu'an 26 mars.
20 b 30 mar.

PALAIS DES SPORTS (48.28.40.90). J. Taillon, G. Gabelle. 3 h.

SALLE GAVEAU (8°) (45-63-20-30).
Quattor de Cieveland, 20 h 30, ven.
Guvres de Beethoven, Ives, Brahms.
Quattor Parisii, 15 h., sem., Vincent Pasquier (ctb), Philippe Cupper (ctar.).
Genves de Van Dieren, Dvorak, Mozart,
Ravel. Concerts Pasdeloup, 17 h 45,
dim., Dir. Gérard Devos, D. Douay
(harne), M. Marchenini (cello) (harpe), M. Marchesini (cello), E. Rodrigues (piano). Œuvres de Hace-10v, 20 h 30, lun., Pinno. Œuvres de Bec-thoven, Schubert, Prokofiev. Quano. Œuvres de Fumer, Debussy, Roger-

Ducasse, Kammer Akademie de Neu 20 h 30, mar. Dir. Johannes Goritski Œuvres de Arma, Marcel, Bartok. SALLE PLEYEL (8) (45-63-88-73).
Julian Bream, 20 h 30, jeu., guit. Programme non communiqué. Ensemble orchestral de Paris. 20 h 30, sam., Dir. Michel Corboz, J. Perry (soprano), C. Watkinson (alto), H.-P. Graf (ténor), M. Ebbecke (basse). Ensemble vocaj de Lausanne. «Messe en si mineur» de

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES IHÉAIRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(87) (47-20-36-37). Yo Yo Ma, 20 h 30, mer., Cello. Œuvres de Schumann, Schubert, Kirchner, Brahma. Orchestre national de France. 20 h 30, ven. Dir. James Coalea, Viktoria Pastaikova (p.). Chear de Radio France. Œuvres de Liszt, Busoni. Orchestre national de Lille, 20 h 30, sam. Dir. Jean-Claude Casadesus. «Messa da Requiem» de Verdi. Orchestre Colonne, 20 h 30, lun. Dir. Philippe Entremont, Martin Hasel-Dir. Philippe Entremont, Martin Hasel-bück (orgue). Œuvres de Mozart, Pou-loue, Saint-Sados.

THEATRE DU RANELAGH (16') (42-88-64-44). Elena lakonbowitch, jusqu'an 5 mars. 22 h., mer., jeu., ven., sant., mar., 18 h 30 dim. Chansons poétiques et tziganes. Première partie : le théâtre Galion.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (8') (42-56-08-80). Georges Pladermacher, Norbert Brainin, 11 h., dim. Piamo, vio-lon, Martin Lowett (cello). Œuvres de Mozart, Beethoven.

Comédie musicale

MARIGNY (45.08,85.97). - Starma MARIGNY (45.08.85.97). - Starmania - Jusqu'à fin mars. 21 h mer., jeu., ven., sem., mar. 16 h din. Opéra rock en deux actes. Mise en soène de Michel Berger et Luc Plamondon. Livret L. Plamondon. Musique M. Berger. Avec Martine Saint-Clair, Luc Lalitte, Norman et Richard Groulx, Wenta, Claude Maurane, Renaud Hanson, Sabrina Loy.

THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30). - Cats - Jasqu'en 1990. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.; 15 h sam.; 14 h dim.; 17 h 30 dim. Mise en scène et chor. Gillian Lyane. Dir. mus. Paul Morris. Musique d'Andrew Lloyd Webber.

OPÉRA DE PARIS. Painis Garaler (47-42-53-71). Les Maîtres chanteurs de Nuremberg. Jusqu'au 1º mara. 18 h sam. Opéra en trois actes de Richard Wagner. Mise en scène Herbert Wernicke. Dir. mas. Lothar Zagrosek. Avec V. Braun. G.-M. Ronge, R. Engert. L. Magnusson; 5 h 30.

OPÉRA-COMIQUE. Saile Favart (47-42-53-71). Piatés. 19 h 30 dim., mar. (dernière). Comédie-ballet de Jean-philippe Rameau. Mise en scène François Raffinot. Dir. Jean-Claude Malgoire. La Grande Ecuris et la Chambre du Roy.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Nina

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). « Nina et les comédiens ambulants ». Jusqu'au 2 avril. 21 h jeu., ven., sam.; 17 h dim. On « Un opéra en révolution ». Mise en scène Mireille Larroche. Dir. mus. Danièle Salzer. Musique de Patrielle, Dalavrac et Devienne, Avec A. Barbier, C. Dune (sopranos). P. Danais, F. Regnier (barytons), V. Vittoz, M. Vernare (ténors).

M. Vernarc (lénors).

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLVSÉES (47-20-36-37). « La Sonnambula ».

Jusqu'au 5 mars. 19 h 30 jen., mar. 17 h
dim. Opéra en deux actes de Vincenzo
Bellini. Mise en soèue Helmur Poliza.

Orchestre philharmonique da Montpellier Languedoc-Roussillon, dir. Cyril Diederich Arma. derich. Avec J. Anderson, D. Brown, R. Jimenez, D. Petkov, L. Zannini.

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). - Rêve de ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne», 14 h 30 mer., jeu., sam., dim.; 18 h dim.; 20 h 30 sam. Opérette viennoise, en deux actes, de Francis Lopez. Avec Mathé Altéry, Tony Gama (ténor), F. Linel, J. Audrieu, A. Boulme, M. Mayou. Chor. Martine Bozzoni, avec les Ballets tzigane et classique et le Grand Orchestre de l'Eldorada, dir. Guy Morra.

Les ballets

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Compagnie Elsa Wolfiaston, 20 h 30 mer., jeu., ven., sam.; 17 h dim. «Les Voyageuses». Chor. Elsa Wolfiaston. Avec F. Antoine, K. Josephan, E. Wolfiaston.





Amina Alaoui, 21 h sam, fun, mar. Amina Alaoni, 21 h sana, 1811, mar.

Avec le groupe Liqa', dir. Henri Agnel.

Danse et musique du Moyez-Orient.

CHATELET. Théâtre musical de Paria
(40-28-28-40). Ballet Antonio Gades,
140-28-28-40). Ballet Antonio Gades,
mar. ; 15 h sana, dim. « Puego ». D'après
« l'Amour sorcier », de Mannel de Fafia,
2 h

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Compagnic Fabulazione. 20 h 30 mer., Lourageme raputazione. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam.; 16 h dim. (dernière).

**La Mort de Marthe ». Chor, et mise en scène Artilio Cossu. Avec Benoît Gourrand (danse). Cyrille Terdjan (jeu). Première partie : «Barrucco» solo de Benoît M. Moore.

42-53-71). Spectacle de ballets. Jusqu'au 8 mars. 19 h 30 mer., lun. - « Les Présages », chor. Léonide Massine. « Ague », chor. George Balanchine. « As Time goes by ». « Rules of the Game », chor. Twyla Tharp.

THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). « La Chambre aux tournesuls ». 21 h mer., jusi., van., sam. 17 h dim. (demière). Chor. Bernadette Doneux. Loic Touzé.

ARIACO (45-35-43-10). Virginia Mon-teiro, 22 h. mor., jeu., ven., sam., dim., mar. Et le Samba Rio.

PATHÉ MARIGHAN CONCORDE • SAINT LAZARE PASQUIER • FAUVETTE FORUM HORIZON - MISTRAL - UGC CONVENTION - NATION - UGC MONTPARNASSE PARNASSIENS - UGC MAILLOT - PATHÉ CLICHY - PATHÉ IMPÉRIAL PATHÉ HAUTEFEUILLE . 14/7 BEAUGRENELLE

Enghien • Vélizy • Crétoil • Versailles • 4 Temps La Défense • Pathé Belle Épisse Champigny • Name la Vallée • Boussy Saint Antoine







JE SUIS DU CHATEAU

REGIS WARGNIER COOK OF TIM THE KING OF THE CASTLE" . SUSAN HILL FRANÇOIS CATONNE / JEAN-JACQUES CAZIOT / GENEVIEVE WINDING

444

23 h, mer., jeu., ven., sant., čim. (der-mère). Station Groove, 23 h, km. Marcia Maria, jusqu'au 5 mars, 23 h, mar. Jazz au Briail. Chor. Martha Moore. Avec M. Carton, B. Couderc, P. Lopez, C. Perrin,

OPÉRA DE PARIS. Palais Garaier (47-42-53-71). Spectacie de ballets. Jusqu'au LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Gill LE CAMBRIDGE (43-80-34-12). Giffort Lettur. 22 h 30, jeu., ven., mar. Sonte Sidney Bechet. Jean-Paul Amourous. 20 h 30, sam. Boogie woogie. Dominique Bertrand. 20 h 30, km. New-Orleans. CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Marc Laferrière Dixieland Jazz Band 21 h 30, mer., jeu., ven., sam., dim. len., mar.

Jazz, pop, rock

CITY ROCK (43-59-52-09). Rock'n'roll Dance Center, 22 h 30, jen. Work 22 h 30, dim. Alan Adoté and the Soul Connection 22 h 30, lun. Tremplin 22 h 30, mar. Présentation de cinq BAISER SALÉ (42-33-37-71). Détective

groupes.

DUNOSS (45-84-72-00). Madame Vokalverfremdung und ihr Tracamarchester
20 h 30, ven. Madame distanciation
vocale et son orchestre de larme. Avec
Hames Bauer (tb), Annick Nozati
(voix), Fred van Houe (p., acc.). Quartet Elan + Andy Emler, 20 h 30, sam.
C. Baretto (etb), A. Crocher (trp),
F. Farmin (drum), P. Sellam (san.),
Andy Emler (clay.).

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24). Bastille reabs, 22 h 30, mer. Avec Los Rumberos, Todo el Arte

Gitano. Wilfrido Vergas, 22 h30, jeu., ven. Saint-Domingne. Ring Night 22 h 30 mar. La Maajia 22 h 30 sam. De Jean-Michel Cahrimol. Zouk.

ELYSÉE-MONTMARTRE (42-52-25-

EXCALIBUR (48-04-74-92). Passing Shot, 23 h, mer. Brucn Johnson, 23 h, jeu. Freddy Eslamod, 21 h 30, ven. Ghida, 23 h, sem. « Get on up ». Bolingo Gaug, 23 h mar. Afro américain. GRAND EDGAR (43-20-90-09). Les Emiles, 22 h 15, mer., jeu., ven., sam., hun, mar. (dernière). Rolando et Luiz Antonio, avec R. Parsi (clav.), L. Augusto (batt.), Kzam (basse). JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (47-58-12-30). Jon Hendricks and Company. Jusqu'an 4 mars. 22 b, mer., jen., ven.,

Aria Hendricks (cham). C. Berbaro (batt.). A. McCloud (basse), D. Perez (piano). LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Bruno Casanbou, 22 h mer., mar. Piano. Gypsy Jazz, 22 h jea. Ian Crails-hank (gait., voix). Georges Ricci (gait., vi, sax.). Freddy Legendre (basse). Mila Lumbroso Quarter, 22 h ven., sam. Voix, Glivier Caillard (p.), Christophe Maigret (batt.), Christope Wallemme (basse).

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Philippe de Preissac Jazz Group, 22 h net., mar. Gilbert Leroux, 21 h jeu. Clarinet Connection, 21 h ven. Bob Vatel, Michael Silva, 21 h sam. Boozoos Jazz Combo, 21 h lun.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44). Hervé Sellin Quimet, 22 h mer., jez. 0 h mer., jez. (dernière). Tony Russo, Sylvain Benf, Jean Bardy, Eric Dervieux. Pierre Blanchard, Bernard Maury, Ricardo Del Fra, 22 h ven., sam. 0 h ven.,

LE MÉCÈNE (42-77-40-25). Jacques Laceva Blues Band, 22 h 30, mer., jeu. Skoller, Guillaums Petite, 23 h, ven., sam. Blues. Bill Thomas Blues Band, 22 h 30, dim., hun. Guit., basse, batt., chant.

LE MONTANA (45-48-93-08). Marcello Ferreiro, 22 h 30, mer., jou., ven., sam., hnn., mar. (dernière). Quinzaine infesi-ienne. Az bar. Ludovic de Preissac, 22 h 30, dim.

22 h 30, dim.

MONGOLFIER (40-60-30-30). Serge et
Nivo Rahoerson, 22 h, mer., jea., vez.,
sam. dim. (dernière). Bat., chaat. Avec
P. Calligaris et son orchestre. Patrick
Bacqueville. Jusqu'au 4 mars, 22 h lun.,
mar. Trb. chant. Avec P. Calligaris et son

orchestre.

NEW MORNING (45-23-51-41). Claudine François, Richard Raux, François Méchait, 21 h 30 mer. John Betsch, Sam Kelly. Angel Parra, 21 h 30 jeu. Chii. Cedar Walnon, David Williams, Billy Higgins, 21 h 30 ven. Sah'Lomon, 21 h 30 sam. Congo.

PETIT JOUENAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). TSF, Daniel Hack, 21 h, mer. Dousty MNF, 21 h sam. Art Blakey and the New Jazz Messengers, 21 h zurr. Sir Ali's Girls, 21 h jeu.

PETIT JOUENAL SAINT-MICHEL

Sir Ali's Girls, 21 h jeu.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL
(43-26-28-59). Watergate Seven + One,
21 h 30, mer. Jacques Doudelle, 21 h 30
jeu. Hommage à Sidney Bechet. High
Society Jazz Band, 21 h 30 ven. Chrinet
Connection, 21 h 30 sm. Carole Sergent
Quartet, 21 h 30 sm. Claude Bolling
Trio, 21 h 30 msr.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36).
Louis Stewart, Kunt Mikalsen, Pierre
Bousseguet, 23 h mer., jeu., ven., sun.,
din., lin., mar. Guit, cth.

REX CLIB (42-36-33-98). Jungle,

EX CLUB (42-36-83-98). Jungle, 23 h 30, mar. Soirée Loudres. Soul, funk,

SALLE BRASILIA (48-07-20-17). Louiva Braz, 19 h 30 ven., sam. Musique brésilienne.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).
Arthur H., jusqu'au 11 mars, 22 b, mer., jou., ven., sam., mer. Chant, plano, Bradney Scott (cdb). SIOW-CLUB (42-33-84-30), Maxim Saury Jazz Music, 21 h 30, mer., jeu., ven., sant. (dernière). Jacky Caruff Dixieland Jazz Band, 21 h 30 mar. SUNSET (40-26-46-60). Autoine Hervé Trio 22 h mer., jen., ven., sam. Piano, F. Mogtin (basse), P. Gritz (batt.). Majong, 22 h lun., mar. Jazz moderne.

CINEMA

هَكُذَا مِنَ الرُّصِلِ

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) MERCREDI

Le pays d'ob je viens (1956), de Marvel Camé, 16 h; l'Heure suprème (1927), de Frank Borzage, 19 h; On the Black Hill (1927, v.o. s.t.f.), d'Andrew Grieve, 21 h 15.

JEUDI Emile l'Africain (1947), de Robert Ver-nay, 16 h; Das Lied Elmer Nacht (1932, v.o. version allemande-ef), d'Anatol Litvak, 19 h; Traveller (1981, v.o.), de Jo: Comer-

VENDREDI Les Mains d'Orine (1961), d'Edmond T. Gnéville, 16 h; Chercheuses d'or (1933, v.o. s.t.f.), de Mervyn Le Roy, 19 h; Ascendacy (1982, v.o.), d'Edward Bennett, 21 h

SAMEDI SAMEDI
Philippe Soupenlt le voyagear magnétique: Coilège (1927), de James W. Horne, 15 h; le Journal d'une file perdue (1929), de Georg Wilhelm Pabet, 17 h; The British Film Institute Production Board: The Gold Diggers (1983, v.o.), de Sally Potter, 19 h; Children (1976, v.o.), de Terence Davies, Madonna and Child (1980, v.o.), de Terence Davies, Death and Transfiguration (1983, v.o.), de Terence Davis, 21 h.

DIMMANCIE

DIMANCHE Philippe Sompault le voyageur magnétique: l'Age d'or (1930), de Luis Bannel, 15 h; les Deux Timides (1928), de René Cair, 17 h; The British Film Institute Production Board (v.o.): The Falis (1980, v.o.), de Peter Greenaway, 19 h.

MARDI Les Petites du quei aux fleurs (1944), de Marc Allégret, 16 h; Caravaggio (1985, v.o. s.l.f.), de Derek Jamam, 19 h; The Angelic Conversation (1985, v.o.), de

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

MERCREDI Rimini et le cinéma: Una donna da sco-prire (1987, v.o. a.f.f.), de Riccardo Sesani, 14 h 30; Menage all'Italiana (1965, v.o. a.f.f.), de Franco Indovina, 17 h 30; Ray-sege dans le brosiliard (1988, v.o. a.f.f.), de Théo Angelopoulos, 20 h 30.

JEUDI Rimini et le cinéma: la Parmigana (1963, v.o. a.f.), d'Antonio Pietrangeli, 14 h 30; Joks (1983, v.o. a.f.), de Ric-cardo Sesani, 17 h 30; Identification d'une cardo Sesani, 17 h 30; identification of femme (1982, v.o. a.t.f.), de Michelan Antonioni, 20 h 30.

VENDREDI Rimini et le cinéma : Trois frêtes (1981, v.o. s.t.f.), de Francesco Rosi, 14 h 30; la Fille à la valise (1961, v.o. s.t.f.), de Vale-rio Zurlini, 17 h 30; les Clowns (1970, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

Rimini et le cinéma : Nostalghia (1983, v.o. s.t.f.), d'Andrei : Tarkovski, 14 h 30 ; Blow ap (1967, v.o. s.t.f.), de Michelangelo Antonioni, 17 h 30 ; Casanova de Fellini (1976, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30. SAMED

DIMANCHE

Rimini et le cinéme : Répétition d'orchestre (1978, v.o. s.l.f.), de Federico Fellini, 14 h 30; Paisa (1946, v.o. s.l.f.), de Roberto Rossellini, 17 h 30; l'Apicalteur (1986, v.o. s.l.f.), de Théo Angeloupolos, 20 h 30. LUNDI

Rimini et le cinéma : le Professeur (1972, v.o. a.t.!.), de Valerio Zurlini, 14 h 30 : Hult et demi (1962, v.o. a.t.!), de Federico Fellini, 17 h 30 : Good Marsing Babilonia (1986, v.o. a.t.f.), de P. Taviani et V. Taviani, 20 h 30.

MARDI VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-24-34-36) MERCREDI

MERCREDI

Paris la mit: leune public: le Bailon
rouge (1956) de Albert Lamorisse, Bouda
sanvé des eaux (1932) de Jean Renoir,
14 h 30; Actualités assonanno: Actualités
Gaumont, 16 h 30; Germano-pratine:
Paris va par... (1965) de Jean-Lac Godard,
Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Duniel
Pollet, Claude Chahrol, Jean Rouch, le
Signe de lion (1962) de Eric Rohmer,
18 h 30; Carte bisnohe à Virginic Théveact: Bande annonce: la Nuit portoinventiles (1984) de Virginic Thévenet,
Bande annonce: Judex (1963) de G.
Franja, Zazie dans le métro (1960) de
Louis Malle, 20 h 30.

JEUDI **JEUD**i

Paris la nent: Toute une mut: Banda amonce: Boy meets girl (1984) de Léos Carax, Ascenseur pour l'échafand (1957) de Louis Malle, 14 h 30; Toute une nuit: Distribution des soupes de nuit (1987) de Dominique Jalu, Sans domicile fizs (1988) d'Hervé Chabalier, 16 h 30; Toute une nuit: Paris vu par., vings ans après (1984) de Philippe Vennuit, Prédéric Mitterand, Vincent Nordon, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Channal Ackerman, Boy meets girl (1983) de Léos Carax, 18 h 30; Cinéma ninet: le Pût Parigot (1926) de R. Le Somptier, 20 h 30.

VENDREDA Paris, ia muit : ia Nuit est d'argent : Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Damiel Pollet, Claude Chabrul, Jean Rouch, Edouard et Caroline (1950) de Jacques Becker, 14 h 30; la Nuit est d'argent : Bande

ce ; Edouard et Caroline (1950) de anneses: Booker, Nuit d'or (1976) de Serge Moeti, 16 h 30; la Nuit est d'argent : l'Argest (1928) de Marcel L'Herbier, 18 h 30; la Nuit est d'argent : l'Indumaine (1924) de Marcel L'Herbier, 20 h 30.

SAMEDI Parit la mait: Actuainéa ancames: Actuainéa Gammont, 12 h 30; la Nuit est d'argent: Rande amnonce: Nuit d'or (1976) de Serge Monti, le Paradis penda (1939) d'Abel Gance, 14 h 30; la Nuit est d'argent: la Règle du jeu (1939) de Jean Renoir, 16 h 30; Pigalle: Cock: Robin chante El Norte (1987) de Peter Sinclair. Neige (1981) de Juliet Berto et Jean-Henri Roger, 18 h 30; Pigalle: Pigalle (1961) de Manrice Pialat, Bob le Flambeur (1955) de Jean-Pierre Meiville, 20 h 30. de Jean-Pierre Melville, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE

Paris la unit: Montmattre noctume:

Montmartre noctume (1954) de J.-C. Bernard, Touchez pas an grishi (1954) de Jacques Becker, 14 h 30; Brèves Rescourses:

Royal Opéra (1980) de L. Sonkez, Simone
Barbès ou la vertu (1980) de Maria Cizade

Treilhon, 16 h 30; les Halles: Actualinés
Gaumont, les Halles centrales (1927) de B.

Kunfmann, Halles de Paris: Série Chroniques de France (1966) de Robert Dessanque, Voici le temps des assassins (1925) de

Julien Duvivier, 18 h 30; la Nuit des
monte-en-l'air: le Voleur de paratonneres

(1945) de Grimault, Passage secret

(1984) de Laurent Perris. 20 h 30.

MARDI MARIN

Puris la muit: l'Heure du crime: Bande amounce: l'Etrangleur (1970) de Paul Vecchieli, Assassins et Volcars (1957) de Sacha Guitry, 14 h 30; l'Heure du crime: Bande amounce: Assassins et Volcars (1957) de Sacha Guitry, le Crime de Monsieur Lange (1936) de Jean Renait. 16 h 30; l'Heure du crime: l'Etrangleur (1972) de Paul Vecchiali, 18 h 30; l'Heure du crime: Café de Paris (1938) d'Y. Mirande, 20 h 30. Mirande, 20 k 30.

Les exclusivités

L'ADIEU AU ROI (A. v.o.) : UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40). LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol-A-All. vo.): Accassoc. 5 (46-33-86-86); 14 Juliet Parasse, 6 (43-26-58-00).

BACH ET BOTTINE (Cas.): Cosmos, 6* (45-44-28-80): Le Triomphe, 3* (45-62-45-76).

43-76). BAGDAD CAFÉ (A., v.c.): 14 Juillet Parname, & (43-26-58-00); Le Triomphe, & (45-62-45-76).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.): Forum Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74); Le Saint-Germain des Prés, Salle G. de Beauregard, & (42-22-87-23); Les Trois Baizes, & (45-61-10-60); Sept Parnassiem, 14 (43-20-32-20).

BAXTER (*) (Fr.): 14 Jaillet Parmasse, 6 (43-26-58-00); Studio 43, 9 (47-70-LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (PL): La Géodé, 19 (46-45-13-13).

13-13).

IE BLOB (*) (A., v.o.): George V. 3(45-62-41-46): La Nouvelle Mazéville,
9- (47-70-72-86): v.f.: Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06).

nasse, 14º (43-20-12-06).

LA BOCA DEL LOBO (péruvien, v.o.):
Latina, 4º (42-73-47-86).

CAMILLE CLAUDEL (Pt.): Genement
Les Halles, 1º (40-26-12-12); Gaumont
Opésa, 2º (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéon, 6º (43-25-59-83); Gaumont
Anhessade, 8º (43-25-59-83); Gaumont
Alésia, 14º (43-27-84-50); Bienvenfle
Montparnesse, 15º (45-44-25-02).

CHEESEURGER FILM SANDWECR
(A., v.o.): Ciné Beanbourg, 3º (42-7152-36); Action Rive Ganche, 5º (43-2944-40); Epée de Bois, 5º (43-37-57-47);
Elysées Lincoln, 3º (43-59-38-14); Sept
Parnassiens, 14º (43-20-32-20).

LES CRGOGNES NEN FONT QU'A
LEUR TÈTE (Pc.): UGC Mostparnesse, 6º (45-74-94-94); George V, 8º
(45-62-41-46); UGC Normandie, 8º
(45-63-16-16); Pathé Français, 9º (47-70-33-88); Trois Secréan, 19º (42-0679-79).

79-791.

79-79).

COCETAIL (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-43-26); UGC Danton, 6" (43-25-10-30); Pathé Marignan-Contorde, 8" (43-59-92-82); UGC Biarniz, 9" (42-36-63-93); UGC Montparasse, 6" (45-74-94-94); Pathé Français, 9" (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13" (43-31-60-74); Mistral, 14" (45-39-52-43); Pathé Montparasse, 14" (43-20-12-06); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18" (45-72-46-01); Trois Secrétan, 19" (42-06-79-79); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

COP (") (A., v.o.); Pathé Marignan-

COP (*) (A., v.o.): Pathé Marigana-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sept Par-nusiems, 14 (43-20-32-20); v.I.; Holly-wood Boulerard, 9 (47-70-10-41); Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71);

Ciné I, 10* (47-70-21-71);

COUPE FRANCHE (Fr.): Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40);

DANS LES TÊNÊBRES (Egg., v.o.):

Utopia Champolion, 5* (43-26-84-65).

DEUX (Fr.): Forum Horizon, 1* (45-0857-57); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30);

Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-8735-43); UGC Normandie, 8* (45-6316-16); Pathé Françain, 9* (47-7033-83); Les Nation, 12* (43-43-04-67);

UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59);

UGC Gobeline, 13* (43-36-23-44); Gammont Alégia, 14* (43-27-84-50); Pathé
Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Gam-

mont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillet, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01). DISTANT VOICES (Boil, v.o.): Clos-ches, 6 (46-33-10-82).

Ches, 6' (46-33-10-42).

BOMANI, DOMANI (It., v.a.): Cinb Bembourg, 3- (42-71-52-36); Lei Trois Laxembourg, 6- (46-33-97-77); UGC Rounde, 6- (45-74-94-94).

DROLE DENDROLT POUR UNE REN-

CONTRE (Fr.) : Lucemain, & (45-44-57-34). EAT THE RICH (Bol., VA.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26). EN DIRECT DE L'ESPACE (A.): La Géode, 19- (46-42-13-13)

EN DREECT DE L'ESPACE (A.): La Géode, 19 (46-42-13-13).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Cam., v.a.): Forum Horizon, 1* (45-03-57); Gammont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Gammont Ambassada, 8* (43-59-19-03); Gammont Ambassada, 8* (43-59-19-03); Gammont Ambassada, 8* (43-59-19-03); Gammont Ambassada, 1* (43-62-41-46); 14 Juillet Benille, 11* (43-57-90-81); Escurial, 12* (47-07-28-04); Gammont Parrassa, 14* (43-33-30-40); Gammont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Besugrenelle, 15* (45-75-79-79); v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Gobelha, 13* (43-36-23-44); Minamat, 14* (43-20-89-52); Gammont Coavention, 15* (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96);

FEMALES AU BORD DE LA CRISE DE FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERRS (Esp., v.o.): Gammost Les Halles, 1s. (49-26-12-12); Gammost Challes, 2s. (47-42-60-33); 14 Juillet Oriéon, 6s. (43-25-59-83); Le Pagode, 7s. (47-05-12-15); Gammost Champestlysées, 8s. (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11s. (43-37-90-81); Gammost Parnasse, 1ss. (43-37-90-81); Gammost Parnasse, 1ss. (43-37-90-81); Juillet Beaugrenelle, 15s. (43-75-79-79); v.f.: Gammost Alésia, 1ss. (43-27-84-50); Gammost Convention, 15s. (48-28-42-27); UGC Maillot, 17s. (47-48-06-66);

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., va.) : Utopia Champolion, 5: (43-26-84-65).
FUTUR IMPAREMENT, LOS ANGELES 1991 (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); George V. 8- (45-62-41-46); vf.: Res., 2- (42-36-83-93); Paramount Optra, 9- (47-42-56-31); UGC Gobe-line, 13- (43-36-23-44); Les Montparsos, 13- (43-36-23-44); Les Montparsos, 13- (43-36-23-44); Les Montparsos, 13- (43-36-23-44); Les Montparsos, 14 (43-27-52-37) ; Images, 18 (45-22-

47.94).

GORILLES DANS LA BRUME (A., v.a.): Forum Arcen-Ciel, 1st (42.97-53-14); UGC Danton, 6 (42.25-10-30); UGC Normandie, 8st (43.63-16-16); Kimopaneama, 15st (43.63-50); v.E. Ret, 8st (43.63-33); Bretagne, 6 (42.22.57-97); Paramonant Opéra, 9st (47-42-56-31); Les Nation, 12st (43.43-04-67); UGC Gobelins, 13st (43.63-23-44); Mistral, 1st (45.39-52-43); UGC Convention, 15st (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18st (45.22-46-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.a.): Gammont Ambassade, 8st (43.59-19-08); v.L.: Rex (Le Grand Rex), 2st (42.36-83-93); Les Mostparnos, 1st (43.27-25-37).

HISTORRES DE FANTOMES CHINOIS

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.o.): Utopia Champol-lion, 5 (43-26-84-65).

Walt makes

1

LES FILMS NOUVEAUX

LES ACCUSÉS. (*) Film américain de Jonathan Kaplan, vo. : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Ronande, 6* (45-62-20-40); v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6* (45-74-94-94); Paremount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); Convertion Saint-Charles, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94); Le Gambatta, 20* (46-36-10-96).

47-94); Le Gambatta, 20 (46-36-10-96).

LES CANNIBALES. Elm portugais de Mancel de Cliveira, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Saint-Germain Stadio, 5 (46-33-63-20); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88).

JE SIRS LE SEEGNRUE DU CHATEAU. Film français de Régis Wargnier: Furum Horizon, 1" (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52); Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52); Pathé Hantefeuille, 6" (46-33-79-38); UGC Montparmane, 6" (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concordo, 8" (43-59-92-82); Saint-Lexuro-Panquier, 3" (43-87-35-43); Les Nation, 12" (43-43-04-67); Panwette, 13" (43-15-6-86); Mistral, 14" (45-39-52-43); Sept Parmassiems, 14" (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle; 15" (45-75-79-79); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); UGC Maillot, 17" (47-48-06-06); Pathé Cichy, 18" (45-52-46-01).

MADAME SOUSATZEA. Film andericain de John Schlesinger, v.o.: Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Vendôme Opéra, 2" (47-42-97-52); Pathé Hautefenille, 6" (46-33-79-38); George V, 8" (45-62-41-46); La Nouvelle Manéville, 9" (47-70-72-86); Trois Parmassiems, 14" (43-20-30-19).

MOTTRE-MOTTRE Film français de Paul Beatement de Pour Resident de Paul Resident de Paul

30-19).
MOTTÉ-MOTTÉ. Film français de Paul Boujemah: Forum Arc-en-Ciel; 1* (42-97-53-74); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-52-82); UGC Opéna, 9* (45-74-95-40); UGC Lysin Bastille, 12* (43-3-01-59); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Pathé Chicky, 19* (45-22-46-01); Irois Secrétan, 19* (42-06-79-79); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96). 36-10-96L.

36-10-96).

MORT D'UN COMMUS VOYAGEUR. Film américain de Volker
Schlündorff, v.o.: Ciné Beautourg, 3(Ci-71-52-36); UGC Odéon, 6- (4225-10-30); UGC Biarritz, 8- (43-6220-40); Max Linder Panuram, 9(48-24-88-88); UGC Lyon Bastille,
12- (43-43-01-59); v.f.: UGC Opéra,
9- (45-74-95-40).

SCOOP. Film américain de Ted Kon-

9 (45-74-95-40).
SCOOP. Film américain de Ted Kotcheff, vo.: Forum Horizon, 1 et (45-08-57-57): Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); v.f.: Saint-Lazare-nount Opéra, 9 (47-42-56-31); Parvette, 13 (43-31-56-86); Pathé Montparasse, 14 (43-20-12-06); Coavenion Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

TABATARA. Film franco-maigache de Raymond Rajaonarivelo: Racine Odéon, 6º (43-26-19-68); Studio 43, 9· (47-70-63-40).

ES MOUTER MAXEVILLE

se refont une beauté et une âme. Venez y découvrir...









14, bd Montmartre Paris 9e Mo Montmartre 47.70.72.86

CINEMA

Management of the second

4

ST STATE OF THE PARTY OF THE PA

Section 19 Section 19

To the second se

Mary States at Mary States at the states at

Promp 9

Committee of the commit

100 明初上海 1,20 美国

LESFILK

NOUVEAU

market fatte - 48 Mary 1 ... | 10 mm | 10

and the same

The state of the s ... wat #17gp .

الشبور فالموس top 100 # 4.388

A SECULOR tig telega I 🗗

A. L. & R. W. L.

· P WITE

r- **48**

· · · · · · · ·

....

þ. A AMERICAN

2 - Car

Trois Parmaments, 1-r (na-corporate), 10UR APRÉS SOUR (Fr.): Forman Orient Express, 1-r (42-33-42-26); La. Nouvello Maxéville, 9- (47-70-72-86).

Orient Expers, 1* (42-33-42-25); La
Nonvelle Manfville, 9* (47-70-286).
Al-46]; v.L. : Reramount Optics, 9* (47EENNY (A., v.A.): George V, 9* (45-62**41-46]; v.L. : Reramount Optics, 9* (47**EENNY (A., v.A.): George V, 9* (45-62**41-46]; v.L. : Reramount Optics, 9* (47**EENNY (A., v.A.): George V, 9* (45-62**41-46]; v.L. : Reramount Optics, 9* (47**EENNY (A., v.A.): George V, 9* (45-62**41-46]; v.L. : Reramount Optics, 9* (43-63-41**41-46]; v.L. : Reramount Optics, 9* (43-63-41**41-53-74]; George V, 9* (45-62**41-46]; v.L. : Reramount Optics, 9* (43-33**42-53-31]; Fauvente, 12* (43-33**42-53-31]; Fauvente, 12* (43-54-07-16); Le Trits Bairze, 9* (45-61-10-60); La
**BOULE (Fr.): Rorum Orient Express, 1* (42-33-42-26); UGC
Champe-Etypées, 3* (42-71-52); Pathé MarignenConsorde, 6* (42-25-10-30); UGC
**Champe-Etypées, 3* (43-62-24-46); UGC
**Champe-Etypées, 3* (43-62-24-46); UGC
**Champe-Etypées, 3* (43-62-34); UGC
**Champe-Etyp

tille, 11* (43-57-90-81).

LE MOINE NORE (Sov., v.o.): Le Triomphe, 9* (45-62-45-76).

MON CHER SUJET (Pr. Soir.): Saint-André des Arts I, 6* (43-26-48-18). MOONWALKER (A., v.a.) : George V, >

MOONWALKER (A., v.a.): George V, 9
(45-62-41-46).

NATAL (Pr.Briss, v.a.): Latins, 4 (42-78-47-86); 14 Juillet Parmens, 6 (43-26-58-00).

NEUF SEMARNES ET DEMHE (*) (A., v.a.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76).

L'OURS (Pr.All.): Gaumont Optra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Miraman; 14 (43-20-89-52).

89-52). PAPA EST PARTI, MAMAN AUSSI (Fr.): UGC Bruitage, 8" (45-63-16-16); UGC Optra, 9" (45-74-95-46); Miranare, 14" (43-20-49-52); Convec-tion Saint-Charles, 15" (45-79-33-00). tion Sqini-Charles, 15 (45.79-33-00).

PARRAIN D'UN JOUR (A., v.o.):

Forum Horizon, 1* (45.98-57-57); 14

Juillet Oddon, 6* (43-25-57-83); Ganmont Ambanade, 8* (43-59-19-98);
George V, 8* (45-62-41-46); La Nouvelle Mandville, 9* (47-70-72-86); 74

Juillet Bestille, 11* (43-57-90-81); Ganmont Alésia, 14* (43-27-84-50); Sept
Parassaisus, 14* (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrouelle, 15* (45-73-79-79);
v.t.: Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

LE PASSEUR (Nor., v.a.): Lucemaire, 6 (45-44-57-34).

PAYSAGE DANS LE BROUTLARD (Gr., v.a.): Utopia Champoliton, 5 (63-26-84-65).

PELLE LE CONQUERANT (Des. PELLE LE CONOGERANT (Dan., v.m.): Cinocher, & (46-33-10-88); convent.

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Geometal.

Les Hallet, 3" (40-26-12-12): Ees Brois Laxembourg, & (46-33-97-77); Elyaées Lincoln, \$" (43-93-36-14)-; Geometal.

Ambassade, \$" (43-93-19-88): Publif Français, 9" (47-70-33-88); Les Montparnos, 14" (43-27-52-37); Géometal.

Convention, 15' (48-28-42-27).

PHANTASOM IT (*3-14): v.1.1: Reg. 2"

PHANTASM II (*) (A., v.L): Rez. 2 (42-36-83-93); UGC Montpursente, 6 (45-74-94-94); Images, 19. (45-22-LE PIÈCE DE VENUS (AL. v.o.) : Bien-

LE PIEGE DE VENUS (Al., v.a.): Bienvente Montpurmane, 15 (45-44-25-02).
LE PERNCE NEZHA TEROMPHIE DU ROI DEAGON (Chin., v.f.): Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26); Unpia Champellion, 5 (43-26-24-5); Studio 43, 5° (47-70-63-40); La Bastille, 11° (43-54-07-76).

HYDRO (Fr.): La Géode, 19 (46-42-13-13).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE LÉTRE (A., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-16-16): v.L.: Rex., 2 (42-36-16-16): v.L.: Rex., 2 (42-37-37-30): Les Montparios, 14 (43-27-32-37): Liu.: Rex., 2 (42-36-16-16): v.L.: Rex., 2 (42-37-36-16): v.L.: Rex., 2

SAISA (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46); v.L.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Fauvetta, 13 (43-31-56-86).

v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). TUCKER (A., v.c.): Breingne, & (42-22-57-97): UGC Odéon, & (42-25-10-30); Publicis Champs-Elysées, & (47-20-76-23); Escarial, 13- (47-07-28-04). UN MONDE A PART (A., v.o.) : Cho-ches, 6 (46-33-10-82).

UN POSSON NOMEME WANDA (A., v.o.): Conches, 6 (46-33-10-82).

UN POSSON NOMEME WANDA (A., v.o.): Germout Les Halles, 1= (40-26-12-12): Germout Les Halles, 1= (40-26-12-12): Germout Opéra, 2= (47-42-60-33): Pathé Hantafeaille, 6= (46-33-79-38): Pathé Marignan-Concorde, 3= (43-22-72-80); La Pagode, 7= (47-05-12-15): Pathé Marignan-Concorde, 3= (43-45-9-92-82): Publicis Champa-Elysées, 3= (47-20-76-23): Genment Parnasaé, 14= (47-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15= (45-75-79-79): UGC Maillet, 17= (47-80-606); v.f.: Pathé Français, 9= (47-70-33-88); Les Nation, 12= (43-43-04-67): Pathé Montparnasae, 14= (43-27-24-50): Pathé Montparnasae, 14= (43-26-46-01):

UNE AFFAIRE DE FEMINES (Fr.):

Z2-46-03):
UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.):
George V, 8* (45-62-41-46):
VEUVE MAIS PAS TROP (A., v.n.):
UGC Biarriz; 8* (45-62-20-40). A VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (PL): George V. P

Convention, 15 (48-28-42-27).
WILLOW (A., v.A.): UGC Emitage, 8 (45-63-16-16); v.f.: UGC Montparnaise, 6 (45-74-24-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
WITHINAIL AND 1 (Brit., v.A.): Casé Banbourg, 3 (42-71-52-36); Chury Palace, 9 (43-54-07); 14 Juillet Parnaise, 6 (43-26-58-00); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); La Bastille, 11 (43-54-07-76).

Les séances spéciales

91-68) mer. 13 h 45, ven. 17 h.

V.O.): Stadio 43, 9 (47-70-63-40) mer.,
jez., ven., sant., dim. à 18 h 15.

AMADEUS (A., v.O.): Grand Pavois, 15
L. 191-68) mer. 13 h 45, ven. 17 h, dim., lin., mar.

15 h.

(45-54-46-85) (bi-ampli) mer. 19 h 30, jeu. 13 h 45, dim. 17 h. L'AMATEUR (Pol., v.a.) : Studio 28, 18-(46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h, 21 h.

(46-06-36-07) mer., jen. à 19 h, 21 h.

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.):
Grand Prvois, 15 (45-54-46-85) mer.
22 h, lun. 19 h.

LES ARISTOCHATS (A., v.f.): SaintLambert, 15 (45-32-91-68) mer., jeu.,
lun. 17 h, ven., dim. 15 h 30, sam.
13 h 45.

LA HELLE AU BOES DORMANT (A.,
v.L.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85)
mer. 14 h, jeu., ven. 13 h 30, 15 h, sam.,
dim., lun., mar. 13 h 30,

BEED (A., v.a.): Républic Cinémus, 11(48-05-51-33) mer., ven. 21 h 20, jeu.
15 h, mar. 13 h 40.

BREDY (A., v.a.): Stadio Galando, 5 (4354-72-71) (copie neuve) mer., jeu., sam.,
dim. à 14 h, ven. 13 h 45.

BEADE RUNNER (*) (A., v.a.): Grand
Pavois, 15- (45-54-46-85) (bi-ampli)
mer., ven. 22 h 15, sam. 15 h, dim.
22 h 15, hm. 22 h 30.

LES 101 DALMATIENS (A., v.a.):

LES 101 DALMATTENS (A., vo.):
Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. à
14 h, jeu., ven. 15 h 45, sam. à 13 h 30,
din., len., mer. 15 h 45; v.l.: Républic
Cinémas, 11 (48-05-51-33) mer., sam.
14 h, 16 h, jen. 13 h 15, ven. 15 h 40,
dim., 14 h.

LE CLAN DE LA CAVERNE DES OURS (A., v.f.): Le Berry Zèbre, 11° (43-57-51-55) mer. 14 h. jen. 10 h. ven. 15 h 30.

15 h 30.

DEAR AMERICA (A., v.o.): Utopin Champollica, 5 (43-26-84-65) mer., ven., sam., dim., lun. h 14 h 10.

LE DERNIER COMBAT (Fr.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71) mer., lun., mar. 22 h 30, sam. 18 h, jen. 18 h 20.

mar. 22 h 30, sam. 18 h, jen. 18 h 20.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT
(A, v.a.): Studio des Ursulines, 5º (4326-19-09) mer. 22 h 30.

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.):
Degiert, 14º (43-21-41-01) mer., jen.,
ven., sam., dim. à 14 h, 16 h.

LUCKY LUKE, LES DALTON EN
CAVALE (Fz.A.): Le Berry Zèbre, 11º
(43-57-51-55) mer. 10 h, jen. 15 h, ven.
14 h, sam., dim. 15 h.

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85) mer. 17 h 30, ven. 19 h 30, sam. 22 h 30. METROPOLIS (Ali., v.o.): Républic Craémas, 11° (48-05-51-33) mer. 18 h, im. 22 h.

MOONWALKER (A., v.o.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85) (bi-ampfi) mor. 19 h 15, jen. 13 h 45, 19 h, ven. 13 h 45, 15 h 45, sam. 15 h, dian., lun., mar. 13 h 45.

NEW YORK MIAMI (A., v.o.): Denfert, 14: (43-21-41-01) mer. 20 h, dim, 18 h 10.

PINK FLOYD THE WALL/ (Brit-A. (biampli) mer. 17 h 45, jeu., km., mer. 18 h 45, ven. 16 h 50, sam. 12 h et 0 h 20, LA PLANETE SAUVAGE (Ft-Tch):

Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 10 h (du matin), sam. 18 h. IE ROI ET L'OISEAU (Pr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 18 h.

BOX ET ROUKY (A. v.L) : Mistral, 14 (45-39-52-43) mer., jou., ven., sam., dim. à 14 h 10, 16 h film 20 mm aprèt.; Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) mer., sam., inn. 15 h 30, ven. 13 h 45, dim. 17 h. LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.a.): Sundio des Ursulines, 5º (43-26-19-09) mer., ven., sam., dim. 18 h, jeu. 19 h 45, dim. 17 h 45.

TEX AVERY ET COMPAGNIE (A., v.o.): Le Berry Zèbre, 11º (43-57-51-55)
wer. 15 h 30, jea. 16 h 30. TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.): Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) mer. 13 h 45, ven. 17 h.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du anneili daté dimanche-band. Signification des symboles : » Signalé dans « le Monde radio-télévision » D Film à éviter m On peut voir n m Ne pas manquer m n m Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 22 février

TF 1

TF 1

20.40 Variétés : Sacrée soirée. Invités : Pierre Petret, Patrick Sébestien, Véronique Jennot, Variétés : Gianna Nanimi, Yazz, Marcel Amont, Félix Gray, Renaud Hantson, Marie Myriam, Caméléon. 22.35 Magazine : Ex libria. Expliquer-moi (Nicolas Hulot pour les Chemins de traverse : Stephen Hawking pour Une brêve histoire du temps du Big Bang aux trous noirs : Bernard Clavel pour Maudits sauvages) : Expicieur livre (Yvon Samuel pour Top nouveau-Les muméros 1; Exploitation (Noël Arnaud pour les Vies parallèles de Boris Vian: Lionel Pollàne pour les Traditions vivantes et marchandes - 700 adresses d'artisans ; Anatoli Chtcharanski pour Tu ne craindras pos le mal) : Exploration (Yukio Mishima) : Expertise (Paul-Emile Victor). 23.45 Journal et Météo. 0.05 Chéusa : Angoisse mu Film américain de Jacques Tourneur (1944). Avec Heddy Lamarr, George Brent, Paul Lukas. De 1.35 à 6.27 Rediffusions. 1.35 Feailleton : Unesques hommes de bonne volonté. 3.20 Documentaire : Les ateliers du nêre. 4.20 Documentaire : Histoires naturelles. 4.50 Musique. 5.00 Documentaire : Histoires naturelles. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

20.35 Téléfihm: La griffe du destin. De Douglas Hickox, d'après le ruman de Judith Gould. Avec Joan Collins, Jean-Pierre Aumont, Marisa Berenson (2º partie). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Documentaire: Des trains pas comme les autres. De François Gall et Bernard d'Abrigeon. 4. Canada: d'un océan à l'autre. 23.20 Informations: 24 heures sur la 2. 23.40 Météo. 23.45 Magazine: Figures. De Jacques Chancel. Invité: Jean Guitton, philosophe.

28.35 Théâire: la Confession d'un enfant du siècle, Pièce d'Alfred de Musset, adaptation de Claude Santelli, avec Sami Frey, Marie-Christine Barrault, Eva Swan, Gérard Desarthe (1= partie). 22.35 Journal. > 22.55 Magazine: Océaniques. Jorge Lavelli on le tango des masques, de Brigitte Carreau. 23.40 Musiques, musique. Duo opus 53 en do majear, d'Offenbach, par Roland et Raphaël Pidoux, violoncelle.

CANAL PLUS

21.60 Cinéma: la Folie Journée de Ferris Bueller w Film américain de John Hughes (1986). Avec Matthew Brode-rick, Alan Ruck, Min Sara. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Chéma: la Maison de Jeanne w Film français de Magali Clément (1987). Avec Christine Boisson, Benoît Régent, Jean-Pierre Bisson, 0.05 Chéma: le Magut de

Josefa w Film français de Claude Autaut-Lara (1963). Avec Bourvil, Anna Magnani, Pierre Bresseur. 1.35 Claims: Un amour à Paris. w Film français de Merzak Allouache (1987). Avec Karim Allaoui, Catherina Wilkening, Juliet Berto.

20.30 Téléfihm : Les amnzones. De Paul Michael Glaser.
22.10 Téléfihm : La proie des dealers. 23.40 Série : Kang-fu.
0.08 Journai de minuit. 0.05 Kang-fu (suite). 6.30 Les
enquêtes du comméssaire Malignet (rediff.). 2.80 Magazine :
Ché Cinq (rediff.). 2.10 Bouvard et compagnie (rediff.).
2.30 Journal de la milt. 2.35 Vive la vie! (rediff.). 3.05 Voisia, voisine (rediff.). 4.80 Femilleton : Dominique. 4.45 Voisin, voisine.

20.35 Téléfilm: L'éclosion des monstres. > 22.90 Magazine: Libre et change. Sur le thème «L'homme en pièces détachées», sont invités: Bernard Edelman, Marie-Angèle Hermitte, André Langanev, Marc Peschansi, Alain Finkiel-kraut. 23.15 Six minutes d'informations. 23.20 Série: Ou se dépêche d'en irre, 23.25 Série: L'homme de fer. 0.15 Masiene: Banlerand des clins. 2.08 Majaventure (18 épisode). nepecte d'es rire, 23.25 Serie: L'hossane de ter. 0.15 Musique: Boulevard des clips. 2.08 Malavemane (18 épisode). 2.25 M6 saine le cinéma (rediff.). 3.15 Documentaire: S'Il te plaît, montremoi sus histoires, 3.48 Ondes de choc (rediff.). 4.30 Documentaire: S'Il te plaît, montremoi nos histoires, 3.48 Ondes de choc (rediff.). 4.30 Documentaire: S'Il te plaît, montre-moi nos histoires, 4.55 Malavemane (rediff.). 5.05 Anne, jour après jour (rediff.). 5.20 Poly en Tunisie. (2 épisode). 5.45 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.39 Astipodes, Croyances immigrées. 21.30 Correspondences. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communanté des radies publiques de langue française. Les surréalistes : les complices. 22.40 Nuits magnétiques. Quatre villes imaginaires ou réelles. 2. Nimes. 0.05 Du jour su lendenzin. 0.50 Musique : Cods. Pierre Baronh et Saravah, un homme et une firme.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 septembre 1987 à Anvers) : Joseph, oratorio de Fesch, par l'Ensemble Dell' Anima Atterna et l'Ensemble vocal Currende, dir. Jos van Immerseel; sol. : Rosemarie Hofman, soprano; Hein Meeas, tésor; Joseph Cornwell, ténor; lan Honeyman, ténor; Jelle Draijer, baryton, et Charles van Tassel, basse. 23.07 Jazz cha. En direct du Sunset à Paris : Antoine Hervé, piano; François Moutin, contrebasse et Peter Gritz, batterie.

Jeudi 23 février

TF 1

TF 1

13.35 Ferilleton: La ligue de chance. 14.35 Série: Blanc, blen, rouge. 15.36 Série: Drôles d'histoires. 16.00 Quarté à Vincesnes. 16.10 Variétés: La chance ant chansons. 16.30 Chib Dorothée vacances. 17.50 Série: Matt Houston. 18.45 Avis de recherche. 18.50 Fenilleton: Santa-Barbara. 19.25 Jen: La roue de la fortune. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.35 Série: Panse café, panse tradresse. Une fleur pour ma mère, avec Véronique Jannot. 22.00 Magazine: La séance de 22 heures. Présenté par Patrick Sabatier. Avec Jodie Foster, Shirley MacLaine. 22.30 Chaésan: les Volcars de trains a Film américain de Burt Kennedy (1973). Avec John Wayne, Ann Margret, Rod Taylor. 0.00 Journal et Météo. De 0.20 à 6.27 Rediffusions. 0.20 Série: Drôles d'histoires. 0.45 Documentaire: Histoires naturelles. 1.15 Fenilleton: L'homme à poigne. 2.15 Fenilleton: Queiques hommes de bonne volonté. 3.05 Documentaire: Les ateliers du réve. 4.00 Documentaire: Histoires naturelles. 4.50 Musique. 5.10 Documentaire: Histoires maturelles. 4.50 Musique. 5.10 Documentaire: Histoires maturelles. 6.00 Série: Drôles d'histoires.

13.45 Femilieton: Jepues docteura. 14.10 Femilieton: Un seud être vous manque. 15.10 Magazine: Du côté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série: Chapeau meion et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations et Météo. 17.00 Magazine: Graffitis. 17.55 Série: L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jen: Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Plaisir de rire: La babysitter. 20.00 Journal et Météo. 20.30 INC. 20.35 Cinéma: le Cornitud un Film français de Gérard Oury (1965). Avec Bourvil, Louis de Funès, Venantino Venantini. 22.25 Flash d'informations. > 22.30 Magazine: Résistances De Noël formations. ▶ 22.30 Magazine : Résistances De Noël Mamère. 89 x 5 : Les droits de l'homme moderne sur les cinq continents. 1. Les Amériques. 23.45 Informations : 24 henres sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12. 0.05 Météa. 0.10 Basket. Limoges-Pesaro.

FR3

13.30 Magazine: Regards de femme. 13.57 Flash d'informations: Spécial Bourse. 14.00 Série: Ne mangez pas les margaerites. 14.30 Magazine: C'est pas juste. 15.30 Magazine: Télé-Caroline. 17.00 Flash d'informations: Spécial jennes. De 17.05 à 18.30 Annue 3. 17.05 Dessin animé: Petit ours brun. 17.06 Croc-note show. 17.10 Série: Conan, le fils du futur. 17.35 Dessin animé: Signé car's eyes. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Magazine: Drevet veud la mèche. 18.30 Jen: Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.58 Dessin animé: Il était une fois la vie. 20.07 Jeu: La classe. 20.35 Cinéma: Les Douze Salopards m Film américain de Robert Aldrich (1967). Avec John Cassavetes, Lee Marvin, Ralph Mecker, Charles Bronson. 23.05 Journal. 23.30 Musiques, musique. Charles Bronson. 23.05 Journal. 23.30 Musiques, masique. Poissons d'or, de Debussy, par Jean-Claude Pennetier, piano. 23.35 Missi-films. C'est pas parce qu'on a une heure à tuer qu'on est des assassins, de Jean-Luc Morel; Le goûter chez Niels, de Didier Martiny.

CANAL PLUS

13,30 Cinéma : After hours B B Film américain de Martin Scorsese (1985). Avec Griffin Dunne, Rosanna Arquette, Scorsese (1985). Avec Griffin Dunne, Rosanna Arquette, Verna Bloom, 15.05 Pochettes surprises. La rage du désert. 15.30 Cinéma: Une créature de rêve û Film américain de John Hughes (1985). Avec Anthony Michael Hall, Kelly Le Brock. 17.10 Documentaire: Les allumés du sport. 17.40 Cabon cadia. En cluir jusqu'à 20.30. 18.25 Dessinantaise: Virgul. 18.30 Dessina animés: Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine: Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma: les Saisons du plaisir a Film français de Jean-Pierre Mocky (1987). Avec Charles Vanel, Denise Grey, Jacqueline Maillan. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Cinéma: Portés disparus 2 D Film américain de Lance Hool (1985). Avec Chuck Norris, Sconteck Oh, Steven Williams. 23.30 Cinéma: Howard... Une neuvelle race de héres m Film américain de Willard Huyck (1986). Avec Lea Thompson, Jeffrey Jones, Tim Robbins (v.o.). 1.20 Cinéma: les Entrailles de Penfer m Film américain de Philippe Mora (1981). Avec Ronny Cox, Bibi Besch, Paul Clemens.

LA 5

13.35 Série: L'inspecteur Derrick. 14.45 Série: Bonanza. 15.45 Série: Capitaine Furillo. De 16.59 à 18.30 Dessinansannés. 16.50 Flo et les Robinson suisses. 17.15 Emi mangique. 17.40 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 18.05 Jeanne et Serge. 18.30 Bouvard et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série: Deux flies à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm: Le campus en folie. De Tom Trbovich, avec Gary Hershberger, Reed Rudy. 22.10 Séquence comique. 22.30 Chréma: Contes pervers CFlun franco-italien de Régine Deforges (1980). Avec Françoise Gayat, Carina Barone, Béatrice. 8.00 Journal de minuit. 0.85 Capitaine Furillo (rediff.). 1.00 Les enquêtes du commissante Maigret (rediff.). 2.25 Bouvard et compagnée (rediff.). 2.46 Journal de la mitt. 2.45 Magazine: Ciné Cinq (rediff.). 4.20 Femilleton: Douninique. 5.05 Voisin, voisine (rediff.).

M 6

13.20 Série: Poigne de fer et séduction. 13.55 Série: Clandine. 15.25 Musique: Boulevard des clips. 16.05 Jen: Quizz cœur. 16.50 Hit, hit, hit, hourra! 17.05 Série: Les espions. 18.05 Série: Le Saint. 19.00 Série: Les routes de paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série: Cosby show. 20.35 Cluéma: Mieux vant être riche et hien portant que fanché et mal foutu II Film franco-hispano-allemand de Max Pécas (1980). Avec Sylvain Green, Victoria Abril. 22.05 Série: L'houmen de Ier. 22.55 Six minutes d'informations. 23.05 M6 aime le cinéma (rediff.). 23.55 Série: Clandine (rediff.). 1.25 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Malaventure (19-épisode). 2.10 Anne, jour après jour (19-épisode). 2.25 Outes de choc (rediff.). 3.15 Série: Clandine (rediff.). 4.35 Documentaire: S'II ta plait, mantre-mai nos histoires. 5.05 Malaventure (rediff.). 5.20 Anne, jour après jour (rediff.). 5.35 Poly en Tunisie (3-épisode). 6.00 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Les trêteaux de la Révolution. 4. Le siège de Thion-ville; Le camp de Grandpré ou le triomphe de la République. 21.30 Profils perdus. Philippe Berthelot (1^m partie). 22.40 Nuits magnétiques. Quatre villes imaginaires on réelles. 3. Mahdis. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musi-que: Coda. Pierre Barouh et Saravah, un homme et une firme.

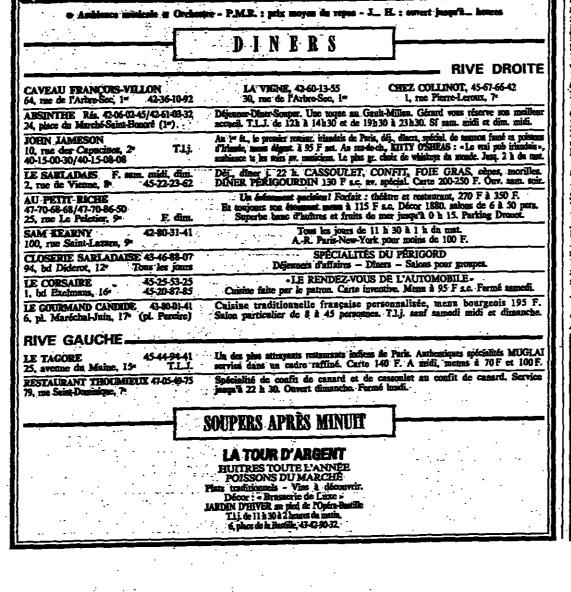
FRANCE-MUSIQUE

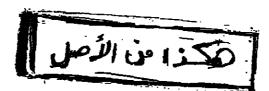
FRANCE-MUSIQUE

28.30 Concert (donné le 3 février Salle Pleyel): Till Eulenspiegel, poème symphonique op. 28 de R. Strauss; Concerto pour filite, harpe et orchestre en ut majeur K. 299, de Mozart; Symphonie n 5 en mi mineur op. 64, de Tchafkovski, par l'Orchestre philharmonique de Stockholm, dir. Pravo Berglund; sol. James Galway, flüte, et Marisa Robies, harpe. 22.30 Musique légère. Rèverie, de Wieniawski; Armema, 1 suite, de Gabaye; Danse magyare, Scènes valaques, l'ettes valaques, de Renaud. 23.07 Club de la musique contemporalme. Dominique Vidal (clarinette), Garth Knox (alto). Caroline Delume (guitare), Jean-Marc Zavaro (marimboe): cuvres de Lachemnann, Fervers, Singier, Know. 0.30 Antons de mimit. Œuvres de Scelsi; musiques traditionnelles napolitaines; Le chant de la sibylle. 1.30 Mélodies.

Audience TV du 21 février 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN) dience instantanée, France entière 🔝 1 point = 193 000 foyers

22 h 44	38.3	Clei mon mardii 1 13.2	D@hex 9.7	Diable au corps 7_0	Afer hours	Le vertige. 4.9	Drôke de demes 3.0
22 h 8	45.8	27.5	Hosser capt. 16.5	Journal 4.8	Footbell 4.8	Faim riformer 8.3	File de glace 5.7
20 h 55	71.7	26.7	Honosur capit. 17.1	Le fils père 13,2	Footbell 4-7	Feire réformer 8.3	File de glace 4-2
20 h 16	68.1	Journal 27.3	Journal 17.9	11.2	Nulle pert 2.7	Journal 4.4	Couby show 5-0
19 h 45	57.5	Roue fortune 30.6	Buby Sister 8.3	19-20 info 8,8	Hulle part 3.4	2 fics à Mistri 3-9	Routes pendis 2,4
19 h 22	62.3	Senta-Barbera 25.4	Actual, région, 2.9	Actual région. 9.7	Top 50 3-3	2 Mgs à Miesti 3-1	Routes perade 1.9
HORAIRE	REGARDE LA TV	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6





Communication

TF 1, les groupes Kirch et Berlusconi candidats aux cinq canaux du satellite TDF 1

Une troïka européenne à l'assaut du ciel

- L'Europe de la télévision ne se fera que par les opérateurs privés. -C'est au nom de cette conviction que M. Patrick Le Lay, PDG de TF 1, présentait, mardi 21 février, ses projets pour le satellite TDF 1 (le Monde du 22 février). « Puisque TDF l'est un satellite européen, les candidatures devaient l'être aussi. martèle M. Le Lay. Aussi est-il can-didat, avec deux associés de poids, les groupes italien Berlusconi et allemand Kirch, à l'ensemble des cinq canaux de télévision du satellite TDF 1.

Senie cette démarche plobale est raisonnable au niveau commercial et industriel, affirment les trois partenaires, qui refusent l'hypothèse de voir leurs projets morcelés par le CSA. Tout au plus envisagent-ils d'accueillir sur certains horaires dis-ponibles une SEPT dont l'ambition culturelle ne peut leur porter

Avec cinq canaux, clament-ils en chœur, on peut négocier avec les industriels, ciarifier le problème des droits audiovisuels au niveau européen, avoir du poids face aux publicitaires, assurer la promotion du systeme. Et c'est uniquement pour respecter la loi française, - très complexe, et qui devra s'adapter si l'on souhaite résister à la concurrence extra-européenne », que les cinq pro-jets de chaîne déposés devant le CSA ont des montages capitalisti-ques différents, explique M. Le Lay.

Le premier projet consiste à dupliquer le programme actuel de TF 1. Le deuxième - Téléfan - une chaîne pour les enfants, la famille et la musique, associe des actionnaires actuels de TF 1 (1). Le troisième est une chaîne de cinéma pour l'Allema-gne (- là où existent des réseaux

Un magazine pour les programmes du câble

Alors que l'information sur les programmes des six chaînes hertziennes est foisonnante, les quelque cent cinquante mille abonnés fran-çais au câble étaient jusqu'à présent des émissions diffusées sur les chaînes locales, thématiques ou étrangères des réseaux. Conscients de ce handicap les opérateurs du cable ont décidé de publier des magazines spécialement consacrés aux chaînes par câble.

Ainsi, Lyonnaise Communication (groupe Lyonnaise des caux) et Communication Developpement (Caisse des dépôts) viennent-elles de lancer Cable télévisions, un quatre pages, réalisé par Télérama et distribuée gratuitement aux abonnés du câble. Tirée à soixante mille exemplaires, la revue comprend deux versions, chacune adapée aux besoins d'un opérateur. L'une annonce par exemple les programmes de CinéFolies ou de Paris Première pour les abonnés des réseaux TV Câble (Lyonnaise); l'autre ceux des canaux locaux TV 10 Angers, Canal Marseille, TV Rennes ou Canal A (Avignon) pour les réseaux Citévision (Communication Developpement). La Générale des eaux lancera en mars son propre magazine. La régie publicitaire des trois magazines a été confiée à Publi Channel, filiale de Télérama et de la Caisse des dépôts.

• FOOTBALL : championnat

de France. - Monaco a battu le Matra Racing (1-0) et Caen s'est

imposé devant Toulouse (3-0), marti 21 février, en marches avancés de la

vingt-huitième journée du champion-

HANDBALL : championnet

du monde B. - En battant le Dane-

mark (23-21), mardi 21 février à

Marseille, l'équipe de France a assuré

son accession au championnat du monde A programme en 1990 en

• SKI NORDIQUE : champion-

nats du monde. - Déjà vice-

championne du monde du 10 kilomé-

tres style classique et médaillée de bronze du 10 kilomètres style libre,

la Finlandaise Marjo Matikainen a remporté, mardi 21 février à Labti

(Finlande), le 15 kilomètres style

• TENNIS : Tournoi de Lyon.

Henri Leconte s'est qualifié, mardi

21 février, pour le deuxième tour du

Tournoi de Lyon, doté de,

260 000 dollars, en battant Thierry

Tulasne (6-3, 6-2). En revanche,

Thierry Champion et Guillaume

Raoux ont été éliminés respective

ment par les Suédois Niklas Kroon

(3-6, 6-4, 6-2) et Jonas Svensson

nat de France de football.

SPORTS

càblés, et pas de concurrents bien implantés -), dérivé du Téléclub lancé par Kirch il y a cinq ans (2). Enfin, les groupes Bouygues et Berlusconi souhaitent lancer en commun deux chaînes, l'une de « fictions européennes ».

A part TF1, les quatre autres chaînes seraient payantes et pour-raient débuter au premier semestre 1990. D'abord ciblées vers un seul bassin linguistique, elles ont pour la plupart vocation à devenir multilingues à moyen terme. Les études pré-liminaires indiqueraient un prix public d'abounement variant de 90 à 135 francs par mois selon les chaînes, incluant la location de matériel de décodage des signaux satellite. Au plan industriel, TF l se prévaut d'un accord de principe de France-Télécom pour la mise au point en commun de ces systèmes de réception.

Les trois partenaires mettent des conditions à leurs candidatures : L'Etat doit non seulement lancer TDF 2, mais assurer la perennité des systèmes satellitaires au-delà des huit ans de la première généra-tion , argumente M. Le Lay. Téléfan demande à bénésicier d'un réseau hertzien terrestre couvrant cinq millions d'habitants. Quant aux industriels de l'électronique, - ils doivent comprendre que nos pro-grammes sont leur force de vente -, dit M. Angelo Codignoni, directeur délégué de la Fininvest de M. Berlus-

C'est évidemment la présence de ce dernier dans cette troika européenne du petit écran qui suscite le plus d'interrogations. M. Le Lay n'a en effet jamais de mots assez durs pour sa concurrente la Cinq, dont M. Berlusconi est actionnaire avec M. Hersant. - La rivalité 5-Une est un problème... régional, pour nous qui raisonnons au niveau euro-

péen», se justifie M. Codignoni, avant d'admettre que le débat sur les orientations de la 5 devra être mené, mais dans un autre cadre

Ce rapprochement franco-italien est donc un signe supplémentaire du remue-ménage en préparation dans l'audiovisuel français. Mais si l'axe-TF1-Berlusconi-Kirch prenait forme au-delà d'une simple alliance conjoncturelle pour l'obtention de places sur un satellite, il bouleverse rait à l'évidence le paysage audiovi-suel européen. TF 1, comme Berlusconi, contrôlent près de la moitié des audiences télévisées de leur pays. En RFA, le groupe Kirch a un rôle majeur dans la chaîne privée SAT 1, et est le premier fournisseur de programmes des chaînes publiques. Ensemble, les trois partenaires détiennent un stock de programmes énormes, et proclament leur inten-tion de produire directement en plu-sieurs langues les programmes de demain. M. Le Lay voit d'ailleurs dans cet accord rien de moins que · la première application du projet Eureka audiovisuel -.

Si la troîka a d'emblée écarté la Grande-Bretagne de sa stratégie, pour cause d'encombrement du mar-ché britannique, sa position sur le continent est solide. Reste à savoir si le CSA suivra son raisonnement, on préférera à cette multinationale du petit écran en gestation des projets concurrents, articulés autour d'Antenne 2, de Canal Plus et de

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

(1) TF 1, les Editions mondiales, Bernard Tapie, Kirch, la SAUR (filiale de Bouygues) détiendraient chacun 15 %, Suez et MM. Worms 9,5 % cha-

(2) Kirch détiendrait 50 %, la société allemande Metropolitan 30 %, Berlusconi et Bouygues 10 % chacen.

IPSOS lance « Relations-TV »

« Comprendre l'audience télévisée » plutôt que la chiffrer

L'Institut de sondage IPSOS vient de mettre au point un nouveau système d'étude et d'analyse de la télévision au sein de son département IPSOS Médias, avec l'objectif de « comprendre l'audience télévisée - et non plus seulement de la chiffrer. Lancée le 1e mars et baptisée Relations-TV, l'étude s'appuiera sur un échantillon (renouvelé par cinquième chaque semaine) de mille téléspectateurs de quinze ans et plus, qui seront interrogés en fin de semaine sur les émissions.

Relations-TV passe au crible cinq critères : la notoriété et l'agrément des différentes émissions proposées par les six chaînes ; l'attention réelle portée aux émissions qui enregistrent plus de 10 % d'audience (les - tops -); le croisement entre les taux d'audience et les émissions que les téléspectateurs ne manqueraient pour rien au monde (les - musts -); la manière dont le style et l'agrément des émissions rejaillit sur l'image de chaque chaîne et, enfin, l'impact des personnages qui appa-

raissent sur les petits écrans. Vouée à l'étude qualitative et à la compréhension de l'attention réelle que portent les téléspectateurs aux

programmes télévisuels. Relations TV s'adresse aux annonceurs et aux publicitaires soucieux de rentabiliser leurs spots. Selon Jean-Marc Lech, directeur d'IPSOS, le chiffre d'affaires de Relations-TV devrait être de 15 millions de francs en

Les premières études révèlent. par exemple, que les animateurs de - Tapis vert », où les chroniqueurs météo sont des vedettes en puissance, à l'égal des présentateurs du journal télévisé ou des animateurs de variété et que les personnages de telle série pour enfants bénéficient de scores de reconnaisance ou d'agrément importants. On apprend également que le public de l'émission de Jacques Martin sur Antenne 2. « L'école des fans », est davantage composé d'adultes d'âge mur que d'enfants, que les horaires de diffusion de la série de la Cinq, - Deux flics à Miami -, ne conviennent pas à de nombreux téléspectateurs. Autant d'éléments qui pour raient aider les profesionnels de la publicité télévisuelle à ajuster leur tir.

Y.-M. L.

EDUCATION

Revalorisation des traitements et des carrières

M. Jospin adresse une lettre explicative à tous les enseignants

Une Lettre d'information vient 'éducation nationale aux 750 000 instituteurs et professeurs de collège et de lycée au sujet des négociations engagées à la mi-janvier par M. Lionel Jospin (le Monde du 16 février).

Ce document de quatre pages adressé au domicile des enseignants présente un tableau chiffré des ameliorations l'inancières et de carrière proposées par le ministre, catégorie par catégorie, et rappelle les grandes lignes du projet de loi d'orientation. Il précise que les négociations sur la revalorisation devraient être conclues - dans le courant du mois de mars afin que les propositions puissent entrer en vigueur dès cette

annėc ». Les syndicats continuent cependant d'exprimer leur opposition. Le SNES et le SNE-Sup préparent une manifestation nationale à Paris, le 4 mars, tandis que le SGEN-CFDT et le SNI-PEGC mobilisent pour la grève du 2 mars.

Le secrétaire général du SNL M. Jean-Claude Barbarant hausse le ton dans son dernier éditorial de l'Ecole libératrice, l'hebdomadaire de son syndicat : - Quel crédit accorder aux discours novateurs du

gouvernement, écrit-îl, quand ses options contribuent à perpétuer le système actuel ou à le rétablir sitot qu'il est mis en cause? [Allusion au retrait du projet de corps de profes-seurs de collège par M. Jospin, NDLR]. En 1984, la gauche au pouvoir a entériné le dualisme sco laire institué par la droite. Nous n'entendons pas qu'aujourd'hui elle se laisse glisser à un nouvel abandon de même ampleur en renoncant à engager vraiment la démocratisa-

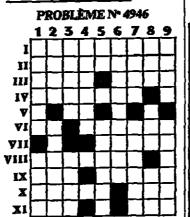
★ Renseignements auprès de Cathe-rine Chon. Tél.: 40-63-68-64. tion de l'école publique.

23 FÉVRIER DÉPART CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MOTS CROISÉS DU **Observateur**

1 000 PRIX À GAGNER

Informations « services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. On n'y trouve que des bières de luxe. - II. Le plat du jour. -III. Donner de la force. Parfois franc pour un homme. - IV. Assure la reproduction des champignons. -V. Etait relié au Tréport par un canal. - VL Un peu d'essence. Linceul. - VII. Endroits où l'on peut déguster. - VIII. Vraiment pas gai-- IX. Ne conserve pas. Rendre moins dense. - X. Victime d'un tra-ducteur, peut-être. Ne dure qu'un temps. - XI. Pas du tout encaissé. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

1. Perce bien quand elle est fine. Sa femme eut le tort d'être trop regardante. - 2. Naît dans les Apennins. Un recueil de maximes et de prescriptions. - 3. Dans le Frioul. Cajole dans les bois. - 4. A un compagnon moins brillant. - 5. Un vague sujet. Pas de la campagne. - 6. Pas du tout fleuri. - 7. Etat libre. Qui n'est donc pas comme la rose. ~ 8. Est devenue vulgaire. Ne représente qu'un petit effort. Régale en chimie. – 9. Portait autrefois un nom plus démonstratif. Quand il est vif, il peut y avoir beaucoup de

Solution du problème nº 4945 Horizontalement

I. Marbriers. - II. Esau. Osée. III. Désirs. Sl. - IV. Apéro. Usé. -V. Is. Escroc. ~ VI. Lit. Isent. ~ VII. Lerne. Ere. ~ VIII. Aire. ~ IX. Uni. Echec. ~ X. Ring. Oise. ~

Verticalement

1. Médailleurs. – 2. Asepsie. Nia. - 3. Rasé. Trains. – 4. Buire. Ni. – 5. Rosière. – 6. Ios. Cs. Ecot. – 7. Es. Urée. Hic. – 8. Ressources. – . Sélecte, Cep.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL Sont publiés au Journal officiel

du mercredi 22 février 1989 : **UN DÉCRET**

 Nº 89-109 du 21 février 1989 portant publication de l'avenant à la convention fiscale entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et la fortune signée le 28 juillet 1967 et modifiée par les avenants des 12 octobre 1970, 24 novembre 1978 et 17 janvier 1984, fait à Paris le 16 juin 1988. UN ARRÊTÉ

• Du 16 février 1989 relatif à la composition et à l'appel de la frac-tion de contingent 1989-04.

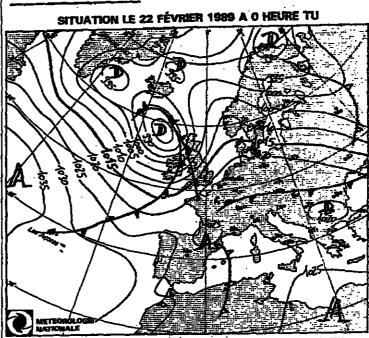
EN BREF

• L'animation universitaire tante et l'Eglise réformée de Port-Royal organisent une conférence-débat sur le thème Pourquoi le racisme ? », avec MM. Harlem Desir et Jean-Claude Barreau (théologien et historien), le jeudi 9 mars à 20 h 30.

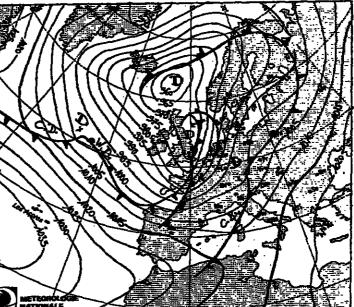
★ Egiise réformée de Port-Royal, 18, boulevard Arago, 75013 Paris. Tél.: 45-35-30-56.

● COLLOQUE : « Ethique et politique ou l'actualité de la pensée austromarxiste ». – Le Cercle démocratie et politique organise, le 25 février (à partir de 10 heuras, à l'université de Paris-III-Censier (amphi A), 13, rue de Santeuil, Paris-5°), un colloque sur ce thème, avec la participation de J.-C. Cambadélis, C. Weill, A. Soulez et O. Pfersmann.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 24 FÉVRIER 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France estre le mercredi 22 février à 9 beure et le jeudi 23 février à 24 houres.

La France se trouve de nouveau so nise aux perturbations, ce qui signific que les nuages et les pluies sons de retour. Aucune région ne sera épargnée par les nuages demain jeudi. En outre, la pluie et les averses seront an rendez-

Jendi : nuages, plaies et averses. Le matin. toutes les régions se révei

Le matin, tontes les regions se reven-leront sons les nuages. Cependant, de la Bretagne à la Normandie et aux fron-tières du Nord, le soleil pourra faire de timides apparitions. Celles-ci seront entrecoupées d'averses accompagnées de fortes rafales de vent.

Dès le matin, il pleuvra sur les régions allant des pays de Loire et de l'Aquitaine aux Ardemes. Les pluies ne seront en général pes très fortes mais, localoment, elles pourront être plus violentes (Massif Central surtout). Les pluies se

The second secon

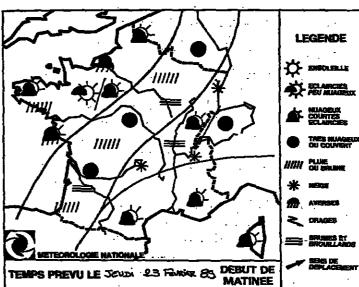
W. T.

八樓

Il neigera un peu sur les montagnes, u-dessir de 800 mètres à 900 mètres sur les Vosges et au-dessus de 1 000 mètres à 1 200 mètres sur les sucres massifs. En cours d'après-midi, de nouveaux nuages comme envahir notre ciel par l'ouest.

Coniointement aux pluies, un vent de sud-ouest soufflers assez fort (40 km/h). Les averses, quant à elles, seront accompagnées de rafales de secteur quest qui pourront atteindre 80 km/h, surtout près des côtes.

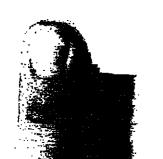
Les températures matinales s'éche conneront entre 5 degrés et 9 degrés sur une majeure partie du pays, entre 2 degrés et 5 degrés sur l'Est, entre 3 degrés et 6 degrés près de la Manche et de 7 degrés à 9 degrés le lacea du litto. et de 7 degrés à 9 degrés le long du litto-ral méditerranées.



		_			_											
le 21-02-1989	Valeu à6 h	eure:	areana s _. TU	mexima - es relevées entre et le 22-02-1989	46	heure	s TV	le 22-02	<u>-19</u> 1	89						
FRAN	ICE			TOURS TOULOUSE FORMEAPTES ÉTRAM ALGE AMSTEROAM ATHÈNES AMREOR BARCEIONE BELGRADE BELGRADE BURGLES	6	٠,	C	LOS ANGELES	24	8	D					
A LANCES		٠.	ń.	TOULOUSE	.15	ı	C	LUXELGOURG	5	Ď	C					
MALLEY	11	3	ע	POENTE-APTRE	28	18	D	MADRID	75	1	ā					
MAKKILZ	14	:	7			_	_	MADDANGCH	- 10	ă	ē					
UKULAUX	16	4	N	ETRAN	(GE	R		MANAGEMENT	10	?	R					
VUKU#5	ΙZ	5.	ŗ	ALGER	19	6	N	3/2 13	4	y	-					
3	П	6		AMSTERDAM	-	ñ	N	MILAN	y	8	P					
(AE)	9	2	N	ATHEMES	16	ŏ		MONTREAL	2	-2	D					
HERBOURG	9	3	C	BTREALS.	74	75	2	MOSCON	2	-2	D					
TEN TOWNS	14	9	P	TATAM AND	37	25	ř	NATION	27	14	D					
DOON	9	8	P.	MELELUNE	!!	٧.	Č	NEW-YORK	14	Ť	C					
35日の数下を打打	16	8	P	SELLECTION	.15	4	₽.	U210		_å	7					
IIIE	9	8	D	122 E.H	8	-Z	D.	PALNA DE MAL	-		Ň					
LINOGES	13	4	P	BUXELLES	10	Ō	D	PER	70	•						
LYON	11	9	₽	LE CARE	17	9	D	TEAM	3	-7-	N					
MARSERIE-MAR	15	ğ	Č	COMENHAGIE	8	0	N.	RIO-DE-LANGEIRO .	. 31	ъ.	N					
NANCY	7	á	Ã	BRURELLES LE CARRE COMENGAGIE DAKAR DELHI	24	19	D	ROME	16	7	٠ (
NANTES	ġ	3	ñ	DELHI	24	9	ō	SINGAPOUR	31	24	. (
NICE	10								5	~2	D					
PARIS MONTS		2	7	GENEVE	-	ž	- 10	-SYDNEY			N					
PAH.			•	DAMANAMA COLORATA			<u> </u>	TOKYO		-0						

A В C D 0

PRINAL PM



Dossier

Comment calculer vos

* services



réductions au titre des dépenses faites pour les intérêts des

impôts sur les revenus de 1988

mettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables, c'est-à-dire après dédaction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les féductions spéciales pour certaines professions) et après arroudisse-

Si vous avez plus de buit parts ou si vous êtes d les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quo-tient familial (nous vous donnous les moyens d'en tenir compte dans

	t à votre situation le montant de votre revenu im	

BAREME POUR CALCULER VOTE	E IMPOT :	recherchez	dans la colo	Mare gas corre	spond à vo	tre pombre (le parts et i	ì votre situa	tion le mon	tant de votr	e revenu ing	posable et a	ppliquez aic	ers les opéra	tions indiqu	ées dans la colonne de gauche.
VOUSAVEZ	I part	1,5 part	_	2,5 parts	3 parts	3,5 perts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 ралз	6,5 parts	7 parts	7.5 parts	8 parts	
I o VOLIS ÉTES MARIÉ (E) - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 5 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 3,6 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 14,4 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 19,2 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 24 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 28,3 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 43,2 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 43,2 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 43,2 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 43,2 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,9 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,9 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,9 % et déduisez. - Votre revenu impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,9 % et déduisez.			35 560 1 700 42 140 3 336 66 620 5 358 85 660 12 667 130 140 24 076 250 160 31 282 344 860 43 290 466 980 63 245 487 960 96 613	44 459 2 125 52 670 4 170 83 278 6 698 107 659 10 695 134 428 15 834 162 678 22 286 187 678 30 095 31 13 465 968 74 665 462 968 94 608 462 968	53 349 2 550 63 219 5 004 99 939 8 038 128 469 12 8319 19 000 195 219 26 743 225 219 36 113 369 469 46 923 	62 239 2 975 2 975 3 749 5 838 116 589 9 377 149 879 149 73 188 199 22, 167 227 749 31 201 262 740 42 132 463 420 54 744 - 466 989 97 505 462 960 117 448 462 969 130 873	71 129 3 400 84 289 6 672 133 249 10 717 177 289 17 129 25 334- 260 289 35 658 300 280 48 151 427 779 62 565	30 010 3 825 94 819 7 505 149 890 12 057 192 690 28 501, 292 810 40 115 337 810 54 170 459 990 70 385 - - 462 960 153 713	88 908 4 250 105 350 8 339 166 559 13 396 214 100 213 391 268 859 31 667 325 359 60 189 472 440 78 206	97 799 4 675 115 829 9 173 183 200 14 736 235 519 23 5730 34 834 387 899 66 208 492 099 86 026	186 688 5 100 126 428 10 007 199 860 16 075 256 928 38 001 390 429 72 227 511 569 93 847	115 579 5 525 136 969 10 841 216 519 17 415 278 339 27 808 349 599 40 168 422 959 78 246 531 139 101 668	124 469 5 950 147 499 11 675 233 179 18 755 299 749 29 947 376 399 44 334 455 499 84 265 559 699 109 488	133 359 6 375 158 020 12 509 249 820 20 094 321 159 32 086 403 270 47 501 488 029 90 284 570 240 117 309	142 248 6 800 168 568 13 343 266 489 21 434 342 560 34 225 439 169 50 668 520 560 71 316 592 039 96 302	Exemples: • Vous êtes marié(e), 3 parts, reverus imposable de 339 480 F; votre impût est égal à: (339 480 x 38,4 %) - 46 923 = 83 437 F (tableau I). • Vous êtes célibataire sans enfaut, 1 part, revenu imposable de 120 260 F; votre impôt est égal à: (120 260 x 38,4 %) - 15 641 = 30 539 F (tableau III). • Vous êtes divorcé(e) avec 2 enfants à charge, 2,5 parts, revenu imposable de 153 910 F; votre impôt est égal à: (153 910 x 28,8 %) - 22 286 = 22 040 F (tableau II). • Vous êtes vers(ve), 3 parts, revenu imposable de 237 400 F; votre impôt est égal à: (237 400 x 38,4 %) - 46 923 = 44 239 F (tableau III).
II • VOUS ÉTES CÉLIBATAIRE, DIVORCE/E) OU SÉPARÉ(E)	1	1	f			[]		[[.			· -		[[
DIVORCE (E) OU SEPARE (E) AVEC UN OU DES ENFANTS (1) - Voire revens impossible R n'excède pas Maltipliez R par 5 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 16,4 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 11,4 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 19,2 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 24 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 23,6 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,4 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,4 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,4 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,5 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,5 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,5 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,5 % et dédusiez. - Voire revens impossible R n'excède pas Multipliez R par 33,5 % et dédusiez.	17 788 850 21 678 1 668 33 3316 2 679 4 278 6 333 65 679 12 038 12 038 12 5 686 15 641 17 4 690 21 645 22 1 480 41 594 23 1 480 48 307	26 676 1 275 31 609 2 509 2 509 4 019 6 4417 36 639 9 500 97 609 13 372 112 600 18 057 18 174 23 462 43 043 231 480 55 014 231 480 59 727	35 568 1 700 12 149 3 336 66 629 5 358 85 649 12 657 12 7 909 17 829	44 459 2 125 52 679 4 170 83 279 6 698 167 659 10 695 134 429 15 834 162 679 22 286 178 909 30 095	253.46 2 550 63.216 5 500 8 038 128.466 12.834 161.316 19.000 195.216 26.743 211.446 36.113	67 239 2 975 73 748 5 88 116 580 9 377 149 973 188 190 22 167 227 740 31 201 237 339 42 132	71 120 3 400 84 220 6 672 133 240 10 717 171 220 17 112 215 690 25 334 260 510 48 151 	89 016 3 825 94 810 7 505 7 149 890 12 057 19 252 241 960 28 501 285 330 40 115 	88 906 4 250 105 350 8 339 166 550 13 396 21 391 263 250 31 667 310 200 44 572 	97 790 4 675 115 880 9 173 183 200 14 736 235 510 295 730 34 834 335 070 49 029	106 680 5 100 126 429 10 075 199 860 16 075 25 669 322 620 38 001 359 930 53 487 — — — — — — — — — — — — — — — — — — —	115 578 5 525 136 959 10 841 216 519 17 415 278 330 41 168 384 889 57 944	124 460 5 950 147 490 11 675 233 178 18 755 299 740 29 947 376 390 44 334 409 670 62 401 	1.33 358 6 375 158 026 12 526 12 526 20 094 321 150 32 086 403 270 47 501 434 536 66 858	142 246 6 800 168 560 13 343 266 489 21 434 342 560 50 668 459 390 71 316 	
III • VOUS ÉTES VEUF(VE) AVEC OU SANS ENFANT, OU CÉLL- BATAIRE, DIVORCÉ (E), SÉPARÉ (E) SANS ENFANT (1)	2						·									Note des tableaux II et III (I) Pour un célibataire divorcé (e) ou séparé (e) n'ayant pas d'enfant à charge
- Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 5 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 14,4 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 14,4 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 19,2 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 24 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 23,6 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 33,6 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 43,2 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 49 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 53,9 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 53,9 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 53,9 % et déduisez - Votre revenn imposable R n'excède pas Multipliez R par 54,8 % et déduisez	17 788 850 21 878 1 668 33 318 2 679 42 829 42 83 778 6 333 45 879 12 038 125 641 172 638 21 645 203 648 31 623 231 488 48 307	26 678 1 275 31 668 2 502 49 969 4 019 64 230 9 560 9 7 660 13 372 112 660 13 057 124 746 23 462 43 043 231 480 53 014 231 480 59 727	35 560 1 700 42 140 3 336 66 620 5 358 85 640 12 667 130 140 24 076 24 076 213 890 31 282 231 480 64 434 231 480 71 147	44 459 2 125 52 678 4 170 83 279 6 698 187 659 10 695 134 428 15 834 162 679 22 286 187 679 30 095 236 238 39 103	53 340 2 550 63 210 5 004 99 930 8 038 128 460 19 000 195 210 26 743 225 210 36 113 255 790 46 923 	62 238 2 975 73 749 5 838 116 580 9 377 149 878 14 973 188 190 22 167 227 749 31 201 262 749 42 132 275 359 54 744	77 129 3 400 84 280 6 672 133 240 10 717 171 280 17 112 215 080 25 334 260 289 35 658 296 028 48 151	88 010 3 825 94 830 7 505 149 890 12 057 192 690 19 252 241 960 28 501 292 810 40 115 319 300 54 170 	88 900 4 250 105 359 8 339 166 550 13 396 214 100 31 667 325 350 44 572 342 530 60 189 	97 790 4 675 115 889 9 173 183 200 14 736 235 510 23 530 295 730 34 834 357 889 49 029 365 860 66 208	186 689 5 100 126 429 10 0075 199 860 16 075 25 669 372 620 38 001 389 360 53 487	115 578 5 525 136 950 10 841 215 510 17 415 278 330 41 168 414 230 57 944 	124 468 5 950 147 490 11 675 233 170 18 755 299 740 44 334 439 199 62 401 	133 359 6 375 158 020 12 509 249 829 20 094 321 159 32 086 463 270 47 501 463 959 66 858 463 959 196 767	142 246 6 800 168 560 13 343 266 480 21 434 342 256 430 160 50 668 488 820 71 316	mais une persoune invalide à charge (autre qu'un enfant) utiliser le barème III.
ATTENTION:	1 past	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4.5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts	
 Vous n'êtes pas imposable si votre revenu n'excède pas Votre impôt n'est pas mis en reconvre- ment si votre revenu imposable n'excède pas 	<i>17 000</i> 35 160	<i>25 500</i> 45 080	<i>34 888</i> 54 380	42 560 63 590	51 000 72 990	<i>59 500</i> 82 290	<i>68 008</i> 91 600	76 500 100 900	85 800 110 200	93 500 119 500	102 000 128 810	110 500 138 110	<i>119 000</i>	127 580 156 660	136 000 165 950	

● Les bienes leissés dans le tableau « Barème pour calculer votre impôt » réquitent des effets du plafonnement du quotient familial.

... SI VOUS AVEZ PLUS DE 8 PARTS OU SI VOUS ETES DOMICILIÉ(E) DANS UN DOM, utilisez les formules ci-après, après avoir déterminé votre quotient familial, c'est-à-dire le résultat de la division de votre revenu imposable par votre nombre de parts (soit R votre revenu et N votre nombre de parts) :

m Si votre auctient familial (R divisé par N): est supérieur à 17 780 F et inférieur ou égal à 21 070 F votre impôt sera égal à : (R × 0,006) ~ (1 667,88 F × N) est supérieur à 21 070 F et inférieur ou égal à 33 310 F votre impôt sera égal à : (R × 0,144) ~ (2 679,24 F × N) est supérieur à 33 310 F et inférieur ou égal à 42 820 F votre impôt sera égal à : (R × 0,144) ~ (4 278,12 F × N) est supérieur à 42 820 F et inférieur ou égal à 42 820 F votre impôt sera égal à : (R × 0,240) ~ (6 333,48 F × N) est supérieur à 42 820 F et inférieur ou égal à ... est supérieur à 53 778 F et inférieur on égal à 65 678 F votre impôt sera égal à : (R × 0,288) - (8 914,44 F × N)

est supérieur à 65 078 F et inférieur ou égal à 75 078 F votre impôt sera égal à : (R × 0,336) ~ (12 037,80 F × N) est supérieur à 75 070 F et inférieur ou égal à 125 680 F votre impôt sera égal à : (R × 0,384) - (15 641,16 F × N) est supérieur à 125 080 F et inférieur ou égal à 172 030 F votre impôt sera égal à : $(R \times 0.432) - (21 645 - F \times N)$ est supérieur à 172 030 F et inférieur ou égal à 203 490 F votre impôt sera égal à : $(R \times 0.432) - (31 622,74 - F \times N)$

2 Si vous êtes domicilié(e) dans un DOM vous bénéficiez, en premier lieu, d'un abattement de 30 % (Guadeloupe, Martinique, Réunion) platonné à 31 230 F, ou de 40 % (Guyane) platonné à 41 330 F.

Plaformement du quotient familial. La réduction d'impôt pour chaque 1/2 part s'ajontant à 1 part (personne seule) on à 2 parts (mariés) ne peut excéder 11 429 F.

Toutesois, pour les célibataires, divorcés ou séparés ayant un ou des enfants à charge, la réduction d'impôt correspondant à la première des demi-parts s'ajoutant à 1 part est limitée à 3 180 F (soit 14 600 F pour la part entière accordée pour le premier des enfants à charge); s'ils n'ont pas d'enfant à charge; mais une personne invalide à charge (autre qu'un enfant), les demi-parts additionnelles sont normalement plafonnées à 11 420 F d'impôt chacune.

ent alors effectuer les culculs ? Calculez votre impôt I avec votre nombre de parts, puis une 2º feis (A) avec I part (non marié(e)) ou 2 parts (mariés). Si la différence entre les deux excède le produit (B) de 11 420 F par le nombre de 1/2 parts s'ajoutant à 1 ou 2 parts (somme réduite à 3 180 F pour la première demi-part additionnelle pour un célibataire, divorcé ou séparé ayant au moins un enfant à charge), votre impôt est égal à A - B (dans le cas contraire, il est

- DU RÉSULTAT RESSORTANT DU BARÈME OU DES FORMULES DE CALCUL, vous devez retrancher :

les réductions d'impôt pour les dépenses afférentes à votre habitation principale, les investissements effectués dans les DOM-TOM, les assurances-vie, les frais d'adhésion à un centre de gestion agréé, le compte d'épargne actions, les fonds salariaux on les investissements immobiliers locatifs (nous avons donné le détail de ces réductions dans nos

\pages fiscales publiées dans le Monde du 16 février); ■ la décote, si votre impôt l'est inférieur à 4 520 F : elle est égale à 4 520 F - I (I est le montant de votre impôt après

déduction des réductions d'impôt); • la minoration, dont le taux est le suivant cette année :

- si votre impôt calculé comme ci-dessus n'excède pas 23 890 F, la minoration est de 11 %;

- si votre impôt est compris entre 23 890 F et 29 851 F, la minoration est égale à la différence entre 5 970 F et 14 % de votre impôt (calculé jusqu'au stade ci-dessus) :

si votre impôt est compris entre 29 850 F et 35 821 F, la minoration est de 6 %;

- si votre impôt est compris entre 35 820 F et 42 121 F, la minoration est égale à la différence entre 7 160 F et 14 % de

si votre impôt est supérieur à 42 120 F, la minoration est de 3 %, à condition toutefois que votre revenu imposable R

divisé par votre nombre de parts N n'excède pas 312 660 F. Remarque. - Si vous avez des reprises d'impôt à déclarer (par exemple en cas d'excédent de cession d'actions CEA, ou retraits d'un fonds salarial, ou non-respect des conditions pour des investissements immobiliers locatifs, ou rembourse-

ment de dépenses pour économiser l'énergie), ajoutez-les à votre impôt avant déduction de la minoration.

Exemple de calcul de l'Impôt dans les DOM :

● Vous êtes marié(e). domicilié(e) à la Réunion, vous avez 4 parts, votre revenu imposable est égal à 500 000 F (après arrondissement). Votre quotient familial est égal à 500 000 : 4 = 125 000. Il est compris entre 75 070 F et 125 080 F. L'impôt I est égal à $(500\,000 \times 0.384)$ - $(15\,641.16 \times 4)$ = 129 435 F - (30% limité à 31 230 F) = 98 205 F. Pour vérifier si le plasonnement du quotient samilial s'applique, il faut calculer l'impôt A sur deux parts : $(500\,000\times0.568) - (48\,306.67\times2) = 187\,387 - (30\,\%$ limité à 31 230 F) = 156 187 F. La différence entre A et 1, soit 57 982 F excédant le produit $B = de 11420 \times 4 = 45680$ F, voire impôt est égal à A B, soit 156 187 - 45 680 = 110 507 F.



تَذَا مِنَ الرُّصِلِ

Le choix d'un siège pour les multinationales: Paris en mauvaise position...

européenne commune qui justifie le choix de Bruxelles. . Tel est l'argument que l'on avance à Boulogne-sur-Seine, au siège du groupe Carnaud, leader de l'industrie de l'emballage, pour justifier son prochain déménage-ment outre-Quiévrain avec armes et bagages.

Bien sûr, la fusion du groupe tricolore avec son homologue britannique Metal Box explique, selon son PDG Jean-Marie Descarpentrie, cette décision de nature stratégique. Nombre d'observateurs y voient cependant un signe alarmant : la délocalisation des quartiers généraux. Paris, bon dernier sur ce terrain derrière Londres et Bruxelles, risque-t-il de voir aspirer ailleurs que sur les berges de la Seine ces précieux sièges d'entreprises nationales ou multinationales, véritables réser-voirs de cadres de haut niveau, tant convoités et sollicités par les pouvoirs publics?

· Oui, parce qu'on taxe la matière grise ., s'exclame Claude Heurteux, président du cabinet Auguste-Thouard, spécialiste de l'immobilier d'entreprises. • Le risque de délocalisation des emplois qualifiés est d'autant plus grand que l'excès de taxations qui frappe les sièges touche en fait des entreprises dont l'essentiel de la valeur ajoutée repose sur des cadres de haute

Déplaformement avec deux taux

Voilà donc le cabinet Auguste-Thouard reparti en guerre contre ces vieilles hydres que sont les prélèvements fiscaux et sociaux. Mais aujourd'hui, c'est un élément du plan Emploi, présenté au conseil des ministres du 14 sepla fureur du promoteur. Une raison à cela : la mesure de déplafonnement des cotisations d'allocations familiales, à la charge des employeurs, qui accompagne le plan Emploi.

Une mesure qui prévoit, en cours d'année, dans un premier temps, un déplafonnement avec deux taux : 4,5 % jusqu'au plafond (tranche A - à ce jour de 10110 F par mois), puis 3.5 % sur le reste du salaire. Dans un deuxième temps, en 1990, un taux de 7 % applicable à la totalité du

Dans l'hypothèse où cette mesure serait adoptée, plaide Claude Heurteux, les centres de décision que sont les quartiers généraux vont en patir. A titre indicatif, j'ai calculé que le déplafonnement, basé désormais sur l'intégralité du salaire,

Même son de cloche à l'industrie. Tout en affirmant haut et fort toute l'importance jouée par les sièges sociaux des grands groupes « dans le rôle que Paris doit tenir en Europe . on minimise l'effet d'impact de la mesure de déplatonnement.

Intitulée sans fioritures le Marché des quartiers généraux en Europe, l'étude Peat-Marwick notait en préambule qu'outre les enjeux économiques, les critères fiscaux et sociaux se révélaient « déterminants » dans le pro-

cessus de décision d'implantation.



entraînera pour mon groupe de quatre cent cinquante solariés une charge supplémentaire de 9,5 millions de francs d'ici à 1990. Et ce, sans augmentation de la masse salariale due à des augmentations de salaire ou à des augmentations de personnel. . Et d'agiter une menace : « Je ne suis pas sûr d'embaucher de nouveaux cadres de haute compétence cette année. »

Au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, comme au ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire, cette menace ne peut être justifiée par le seul déplafonnement des cotisations patronales.

 La motivation du group Carnaud, s'il décide de s'établir à Bruxelles, n'est certainement pas dictée par des considérations d'ordre social. orecise-t-on dans l'entourage de Jean-Pierre Soisson. Au reste, la mesure de déplafonnement se fera d'abord par paliers. Elle a pour but d'avantager des industries de maind'œuvre, et s'apparente à une répartition. »

Mezza voce, on reconnaît cependant que les sociétés à haute valeur ajoutée et à forts salaires électronique, informatique, aéronautique, services... - subiront, quoique légèrement, les effets du déplasonnement. . Mais, ajoutet-on, il faut distinguer l'intérêt général des cas particuliers. 🕶

 Dans un quartier général, ce que souhaitent les cadres, c'est une bonne siscalité, une bonne couverture sociale, de bonnes écoles pour leurs enfants et un bon environnement ., résume Jean-Pierre Jouillet, directeur de cabinet de Roger Fauroux.

D'où le vœu constant, émis par l'industrie en direction de la Rue de Rivoli : ne pas (trop) surtaxer Paris en matière de taxe professionnelle ou foncière; faire en sorte de s'aligner progressivement sur la zone d'Anvers, par exem-ple, ou sur Bruxelles. • Il s'agit d'un nouvel aspect de l'aménagement, explique Jean-Pierre Jouillet. Nous ne sommes plus dans le schéma ancien de Paris par rap-port à Vierzon; mais bien de Paris par rapport à Londres ou

Barcelone. A la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), où l'on s'est longtemps préoccupé de la localisation des investisseurs étrangers, on affirme aujourd'hui que de · nombreux freins ont été débloquės ».

Pour mieux comprendre l'enieu de la bataille que se livrent les capitales européennes autour des états-majors, et les raisons qui ont conduit les pouvoirs publics à assouplir leur position en 1988, il faut se référer à une étude non rendue publique, commandée par la DATAR, en 1984, au consultant américain Peat-Marwick.

Est-ce partiellement en fonction de ces critères défavorables pour la France que Paris apparaît aujourd'hui en queue de peloton?

Force est de constater, ce que fit dans la foulée, en mars 1988, Auguste Thouard à partir de l'étude Peat-Marwick, que sur les cinquante premières sociétés américaines, trente et une disposent d'un QG en Europe, deux seulement l'ont placé en France. Les autres ont choisi la Grande-Bretagne (14), la Belgique (9) et la Suisse (6).

Toujours est-il qu'hormis deux fleurons prestigieux (IBM-GRACE) les consultants de Peat-Marwick recensaient à l'époque 15 QG (secondaires non multinationaux) américains en Belgique, 146 au Royaume-Uni, 81 en France et 73 en Suisse. Les firmes naises, quant à eiles, étaient de préférence implantées en Allemagne (35) et au Royaume-Uni (24).

L'étude soulignait, par ailleurs, le niveau élevé des personnels des QG: 50 % de cadres supérieurs français, et étrangers expatriés, dans les fonctions de la stratégie, de la finance, du marketing, de l'achat, de l'informatique et de la recherche.

Interrogées sur les facteurs qui déterminaient la sélection en Europe d'un QG, les firmes à majorité américaine mettaient en priorité et dans l'ordre : l'attitude

de l'administration du pays d'accueil, la langue, les conditions de vie, l'absence de contrôle des changes, le régime fiscal du siège et de ses salariés. Survaient le coût immobilier, le prestige de la ville d'implantation, le coût de la

Conclusion de l'étude en forme de recommandation : « Si la France souhaite prendre une part de marché plus importante, il lui faut développer des régimes très compétitifs sur les plans de la fiscalité pour les quartiers généraux et de la sécurité sociale pour les salariés. -

Message entenda

Sitôt l'étude remise à la DATAR, et pour la petite histoire, le bureau parisien de Peat-Marwick s'empressa de déménager pour Bruxelles. Côté pouvoirs publics, le message fut cependant entendu, notamment par Alain Madelin, ministre de l'industrie. Comment Paris pouvait-il être compétitif, en particulier avec Bruxelles, une place qui non seulement est forte de son rôle de capitale de la CEE, mais pratique une quasi-non-imposition (arrêté royal du 30 décembre 1982) des « centres de coordination » des entreprises multinationales? « Depuis l'instauration de ce régime, note Auguste Thouard,

Belgique. » Des centres qui, entre autres avantages, peuvent assurer des opérations de financements et de commerce à l'intérieur du groupe, et qui accordent à leur personnel résident un régime fiscal de faveur. A la différence de la France qui, jusqu'en 1987. n'accordait aucune facilité : les règles de droit commun de la fiscalité et du droit social français étaient appliquées

cent soixante quartiers généraux

de tous pays se sont établis en

C'est ainsi que les frais « domestiques » (voyages de reconnaissance, _déménagement, hôtel, garde-meubles, cours de français, etc.) étaient considérés comme des salaires, et donc imposables. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : ils rentrent dans le cadre des frais généraux de l'entreprise.

De même, la convention en matière de sécurité sociale, signée par la France en 1987 avec les Etats-Unis, vient enfin d'être ratifiée, supprimant la double protection sociale concernant l'assurance invalidité, les assurances

vieillesse et chômage. Indiscutablement, donc, les efforts de l'administration en vue d'aligner Paris sur les capitales concurrentes apparaissaient posi-tifs... jusqu'à ce qu'intervienne la mesure de déplafonnement qui touche les quartiers généraux comme les autres sociétés.

RO.

NROPE S

« Le moins qu'on puisse dire. est que cette mesure n'est pas habile. Mais elle est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Je travaille en permanence avec des dirigeants de haut níveau de toute l'Europe. J'affirme que Paris devient dissuasif. »

Ainsi parle Olivier Romieux vice-président, pour la France, du consultant américain Spencer-Stuart. . Il y a quatre mois, une grosse entreprise allemande de biens de consommation a décide de rapatrier son staff. Je lui cher-che aujourd'hui un dirigeant français de haut niveau, prèt à s'expatrier. »

Pour ce consultant, la tendance est perceptible: - J'observe que bre d'entreprises étrangères souhaitent garder chez nous leurs usines d'exploitation, mais veulent délocaliser ou allèger leur siège. .

Les contraintes **administratives**

Selon Olivier Romieux, mis à part les très grands états-majors où domine le souci de stratégie. les petits « staffs » vivent de plus en plus mai les contraintes administratives hexagonales, les difficaltés de circulation et de des-sertes des aéroports parisiens. Ils sont de plus en plus tentés par les places régionales, telles que Milan, Lyon ou Hanovre. - Cela est d'autant plus inquiétant, ajoute-t-il, que les états-majors induisent une foule d'activités tertiaires dont on dit qu'elles sont porteuses d'avenir. Sans compter les tremplins qu'ils jouent pour

 Les regroupements, fusions, marlages, rachats en cours et à renirides entreprises européennes ne risquent-ils pas, de surcroit, de privilégier encore davantage Bruxelles? S'interroge le cabinet Augusto-Thouard. Et ce. pour d'évidentes raisons de neutralité »

« Si cette situation ne devait pas s'inverser, conclut le viceprésident de Spencer-Stuart, il ne resterait plus à Paris qu'à jouer sa dernière carte : ses musées. .

Une boutade seulement? JEAN MENANTEAU.

Ecartelée entre le traitement social et le placement

L'ANPE croule sous les missions

A son grand désespoir, l'ANPE fait figure de mal-aimée au sein du service public de l'emploi. Pourtant, elle croule sous les missions. Ainsi que l'a encore révélé l'affaire de la mise en place du RMI (revenu minimum d'insertion), pour laquelle son concours était sollicité (le Monde du 8-9 janvier), la surcharge de travail atteint ses première de l'ANPE.

tion, M. Gerard Vanderpotte, directeur général tion clinique. - Ce n'est pas nous qui créons l'emploi, ni qui licencions, rappelle-t-il. Quand on dit que l'ANPE va trouver un emploi au chômeur, c'est faux. Nous ne sommes pas un instrument de régulation et d'animation du marché du travail, au contraire de notre homologue suédois. >

Ces vérités assenées, il complète le constat de chiffres éclairants. Entre autres activités. l'ANPE - gérera -, en 1989. 5.5 millions d'échanges qui résulteront de la confrontation d'un flux d'inscriptions nouvelles, pour 4799000 demandeurs d'emploi, traitement de dυ 1150000 offres provenant des employeurs. Chaque agent doit, en moyenne, s'occuper de 668 demandeurs d'emploi contre 504 en 1974, et présente sept candidats par offre qui, dans deux cas sur trois, sera finalement satisfaite. Un ratio qui reste honora-

Or l'activité essentielle de

cela ne pèse pas lourd dans le travail quotidien de l'agence, 604 000 journées sur 1 702 000...

Progressivement, en effet, les tâches dévolues au dernier des services publics créé sur le modèle de l'administration se sont à la fois déplacées, gonflées et professionnalisées pour répondre à la montée du chômage et aux nécessités de son accompagnement

Une impressionmente nomenclature

Alors que le placement direct devenait difficile ou aléatoire, le personnel a été amené à intervenir sur d'autres terrains qui, soit pouvaient modifier la qualité de la demande d'emploi par des programmes spécifiques, soit permettaient de dissérer des difficultés inévitables par le biais du traite-

ment social.

Telles qu'elles apparaissent dans divers documents, ces fonctions dévorantes et nouvelles de l'ANPE composent une impressionnante nomenciature d'actions. L'accueil et le diagnostic des

sont désormais déterminantes. Dans cet ensemble sont recensés les grands programmes actuels, qui vont des entretiens systématiques avec les chômeurs de longue durée (850 000) aux efforts d'information en direction des 1.3 million d'indemnisés en allocation de base susceptibles d'être intéressés par la nouvelle allocation de formation-reclassement (AFR), en passant par les 500 000 jeunes qui pourraient bénéficier de contrats de formation en alternance (contrats d'adaptation, de qualification et SIVP) ou, encore, par les 400 000 entrées en stage prévues

pour 1989. Bientot, le dispositif du revenu minimum d'insertion, dont on ne connaît pas encore l'impact, viendra s'ajouter à la gestion des sessions de technique de recherche d'emploi (100 000), des 160 000 places de stage pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans, des 270 000 actions en faveur des chômeurs de longue durée, des 40 000 formules de reclassement professionnel et des 20 000 stages de mise à niveau. Enorme, le système de soutien des chômeurs se décline selon une gamme d'une

gorie «autres activités», apparaissent d'autres fonctions, qui ne cielles. Mais elle se charge aussi. placer 250 000 TUC, quelques 30 000 PIL (programmes d'insertion locale), comme de suivre la progression de 400 000 stagiaires en formation. A quoi il faut encore ajouter 40 000 journées consacrées aux salariés licenciés en reconversion, au nombre de 40 000, qui occasionneat 80 000 « pré-bilans ».

De nouvelles difficultés en perspective

Au total. l'ANPE doit donc faire face à des demandes importantes, que celles-ci émanent des pouvoirs publics, pour sa politique de lutte contre le chômage et le traitement social, ou des partenaires sociaux qui, depuis deux années maintenant, demandent assistance pour ses propres dispositifs tels que les conventions de conversion et l'allocation de formation-reclassement. Hors placement direct, elle doit se charger du fonctionnement de 1 593 000 stages, contrats particuliers ou dispositifs d'insertion sociale et professionnelle, toutes mesures contondues.

• Je ne peux pas faire plus par-tout », se défend M. Vanderpotte, qui se pose la seule question possible : « Est-ce que le compromis auquel j'aboutis est le meilleur? ». « Je ne dispose pas du magasin de pièces détachées de la

main-d'œuvre française »... Engorgée et submergée. l'ANPE peut cependant connaître de nouvelles difficultés si, comme cela paraît être la tendance, la reprise de l'emploi se confirme. A la recherche de personnel à embaucher, voire en situation de pénurie à l'exemple du bâtiment et des travaux publics, les employeurs vont se tourner vers elle et ne comprendront pas qu'elle soit incapable de répondre à leur demande. Orientée vers le traitement social, l'ANPE risque de se trouver prise à contre-pied.

Partaitement conscient de ce danger, le directeur général de l'agence assure toutefois que • le personnel va respirer parce qu'il va retouver sa fonction ». N prétend que l'effort accompli pour fournir des contrats de formation en alternance pour les jeunes (notamment les SIVP) a d'ores et déjà permis « l'ancrage sur l'entreprise et ses besoins » et que l'expérience facilitera le placement. Seion lui, les agents devraient retrouver confiance, ia meilleure santé du marché du travail permettant, au passage, d'obtenir des taux de reinsertion plus élevés à l'issue des stages pour les chômeurs de longue durée par exemple (objectif : 50 % après cinq mois).

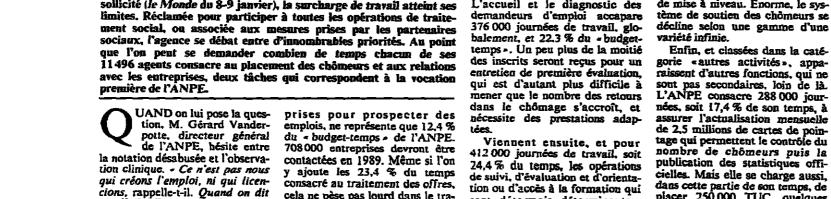
Mais il ne se cache pas non plus les risques. « On va être débordé par la demande - et - le reproche de l'employeur va revenir -. admet-il. « On va retrouver des tensions », ajoute-t-il, persuadé que le dési pose « le problème de la modernisation d'un établissement public sace à la plasticité des demandes et des questions à résoudre, y compris avec les variations locales », mais que cela justifierait un autre type de réponse, par exemple « par la gestion prévisionnelle de l'emploi » que le gouvernement souhaite

En toile de fond, il demeure aussi que cette ANPE, facilement vilipendée et continuellement écartelée, paie mal ses agents, et que cela influe sur le morai. Un prospecteur-placier qui doit démarcher les entreprises pour trouver de l'emploi gagne en moyenne 7 500 francs par mois, et doit investir dans l'achat d'une voiture pour effectuer ses déplacements. Un délégué régional qui supervise 53 agences locales. 3 délégués départementaux et 900 agents, et assure la gestion directe de 200 millions de francs en crédits de fonctionnement, recoit 15 000 francs par mois pour 60 heures de travail hebdoma-

 Les gens partent de l'ANPE mais n'y viennent pas », affirme M. Vanderpotte. De fait, l'agence pratique, au sein de l'administration, les salaires les plus faibles de tous les services de l'emploi. Ce qui ne fait certainement qu'ajouter aux malheurs de la mal-aimée.

ALAIN LEBAUBE.





Carrières Européennes en Entreprises.

NRC HANDELSBLAD LE SOIR & Monde Stiddenische Zeitung PERIFRE BELLA SERA EL PAIS De Standaard YTHE INDEPENDENT



ELECTRO-MECANICIENS L'EUROPE S'OUVRE A VOUS...

Avec 3.400 personnes et 5 usines, nous sommes le premier fournisseur français d'alternateurs-démarreurs et le deuxième européen. Ausein du groupe VALEO, nous recherchons afin d'internationaliser notre dimension humaine sur la France, des Ingénieurs Electro-Mécaniciens à fort potentiel "Ilfulaires de diplômes d'Ecoles ou d'Universités de la Communauté Economique Européenne.

Parnos innovations et la qualité de nos productions, nous faisons progresser l'automobile.

Pour aller encore plus loin. nous vous proposons aujourd'hui des métiers diversifiés en : Etudes - Recherche et Déveioppement, Méthodes de FRANCE.

1

JAC 901 - 16 - 53

and 15 (18 18 19)

and the first of

with about

Sec. 12.5

9.21

146

Fabrication, Achais et Services Commerciaux,

Vous avez acquis de préférence une formation complémentaire en gestion et possédez une première expérience de 2 à 3 ans. Bien sûr, vous parlez votre langue d'origine ainsi que le français... Notre ouverture internationale vous conduira à jouer un rôle "moteur!" au sein de notre. branche ou du groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV en français ainsi qu'une photo et un numéro de téléphone à Jean-Claude VAN DER ELST -Directeur des Ressources Humaines - VALEO-E.E.M. -2, rue A. Boulle - 94000 CRETEIL

PRE L'Equipement Automobile



BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT La Banque, installée à Luxembourg, recherche:

Attaché(e) d'information/ relations publiques

Tâches: ☐ Rédiger des articles concernant la Banque et ses activités; ☐ Entretenir et dévelop-per des contacts dans la presse et les médias; ☐ Traiter des demandes spécifiques d'informa-tion; ☐ Faire connaître la Banque aux milleux spécialisés ainsi qu'au grand public; ☐ Tenir des contérences et rédiger des discours.

La candidat retenu aura de préférence: □ Une formation universitaire appropriée; □ Au moins cinq années d'expérience dans le domaine de l'information acquise dans une organisation internationale, financière ou gouvernementale; 🗆 Moins de 35 ans.

Dans un milleu multiculturel, une maîtrise totale de la langue française ainsi qu'une bonne connaissance de l'angleis sont requises. La connaissance du danois, du grec ou du portugais est souhaitée.

La B.E.I. offre un salaire intéressant avec de bonnes conditions d'emploi analogues aux autres institutions financières internationales et pratique une politique d'égalité de chances. Un curriculum vitae et une photo sont à envoyer à:

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Division Formation-Recrutement (Réf. AG 8901), boulevard Konrad Adenauer 100 L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

INSTITUT EUROPÉEN D'ADMINISTRATION PUBLIQUE **EUROPEAN INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION**

L'Institut européen d'administration publique (IEAP), à Maastricht, Pays-Bas,

organisation indépendante de formation et de conseil au service des Etats membres et institutions de la Communauté européenne

recrute un : PROFESSEUR ASSOCIÉ/PROFESSEUR

TACHES:

Elaboration de programmes, enseignement et organisation de cours, séminaires, tables rondes et colloques de formation et recyclege pour hauts fonctionnaires ; recherche préparatoire ou dans le cadre de contrats entre l'IEAP et des institutions publiques d'Europe. Doctorat d'Etat ou ENA (ou équivalent) + expérience professionnelle pertinente de 5-6 ans.

Bonne connaissance de l'administration française. Expérience de l'enseignement et de la recharche en : droit communautaire, administration comparée, politiques de la Communauté européenne ou gestion publique.

Connaissance courante de l'anglais et du français. CONDITIONS: Poste mis à la disposition de l'IEAP par le Ministère des Affeires étrangères de la République

française (indemnité de résidence et régime fiscal intéressants). Résidence obligatoire à Maastricht ou dans les environs (par ex. Liège, 30 km). Contrat de trois ans renouvelable. Poste en principe vacant au 1º octobre 1989.

> Ecrire pour renseignements plus détaillés à : M. S. Pappas, directeur général adjoint, Institut européen d'administration publique,

> O.L. Vrouweplein 22, NL - 6211 HL Maastricht, Pays-Bas.

Première société commerciale de transport spatial recherche, pour son Etablissement de Kourou, en Guyane Française, un

Cadre Comptable - Kourou

Adjoint au chef du département administratif et financier

Votre fonction:

- Assurar les trovoux comptables, notamment analytiques, liés à l'octivité et à la maintenance de l'Ensemble de Lancement. gérés par l'Etablissement et contrôler les

engogements et rigiements s'y ropportant.
Vous superviserez deux collaborateurs et travallierez en liaison fonctionnelle avec le Service nptobilité du Siège.

acquis au cours de 4 à 5 années une première La pratique de la micro-informatique est quelques années à nos activités apérat

Merci d'adress sous référence DO.89.06/LM, à ARIANESPACE, Jacques Werschiné, Service des Relations aines, Bld de l'Europe, BP 177, 91000 Evry.

RECHERCHE TRADUCTEUR (H/F) FREE-LANCE

SPIE/IFFTU, 1015 BN AMSTERDAM

amnesty **♥↓ international**

Droits de l'homme en Asie du Sud-Est

Amnesty International recherche pour son secrétariat international à Londres deux assistants exécutifs qui travailleront dans la division Asie du Sud-Est du département de la recherche. Le premier poste concerne l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-

Guinée, les Philippines, Fidji et d'autres îles du Pacifique sud. Le deuxième poste concerne le Kampuchéa, le Laos, la Thailande et

La tâche principale des assistants exécutifs est de communiquer avec les membres d'Amnesty International partout dans le monde et de droits de l'homme dans l'Asie du Sud-Est. Ils (elles) fournissent des informations et recommandent des actions au nom des prisonniers. La connaissance de l'Asie du Sud-Est, une maîtrise parfaite de l'anglais et la pratique de la dactylographie et du classement sont

indispensables. La connaissance d'autres langues, notamment de l'indonésien (pour le premier poste), serait un avantage. Les candidats doivent être capables de travailler en équipe, souvent sous pression, et de faire preuve d'initiative. TRAITEMENT ANNUEL: £ 12 015. DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES:

7 avril 1989. Pour obtenir d'autres renseignements et une formule de candidature, s'adresser à : Service du personnel, secrétariat international,

Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne). Tél. : (1) 837-3805.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE met au concours un poste (à temps partiel) de

PROFESSEUR D'ARCHITECTURE

Sa tâche principale sera l'enseignement du projet (atelier) et son accompagnement par un cours de théorie de l'architecture.

Délai d'inscription: 30 avril 1989; Entrée en fonction : à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le formulaire de

Secrétariet général de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne **CE-Ecubiens** CH-1015 LAUSANNE (Suisse).

Notre entreprise à Toulouse, producteur spécialisé de semences et filiale d'un groupe mondial, cherche, pour xurer son développement en Europe de l'Est, un

area manager

Venez négocier à niveau élevé des contrats à long terme qui engagent une collaboration commerciale mais aussi technique, nous permettant une meilleure pénétration des marchés et la création de variétés de plus en plus adaptées aux conditions de

A 35 ans, au moins, ingénieur Agri ou Agro par exemple, vous avez acquis votre expérience dans une activité sembleble, dans le phytosanitaire, voire dans le machinisme agricole. En plus du français, vous pariez couramment anglais et allemand. Le russe est un atout supplémentaire. Rejoignez une structure dynamique, légère et sans frontière. Merci d'écrire à J. PICARD (réf. 3112LM)

ALEXANDRE TIC S.A. 97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE

PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG MEMBRE DE SYNTEC

L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS A GENÈVE (Institution spécialisée des Nations Unies)

recherche pour sa

SECTION FRANÇAISE DE TRADUCTION

le Chef de Section (Réf. 2-89) et des traducteurs (Réf. 90)

Responsabilités du Chef de Section: Animation et direction de la Section (environ 20 personnes), participation a l'introduction de méthodes de travail nouvelles utilisant l'informatique, participation aux travaux des conférences.

Aptitudes: Formation universitaire supérieure en télécommunications ou dans un domaine connexe, ou en langues modernes, ou formation équivalente (4 années minimum sanctionnées par un diplôme). Dix ans d'experience dans le domaine technique et/ou linguistique. Le conneissance des télécommunications et de la terminologie technique est un avantage. Excellente connaissance du français et bonne connaissi de l'anglais et de l'espagnol. La connaissance du russe, du chinois ou de l'arabe est ur

Salaire annuel (net d'impôts): de US \$ 74 556 à US \$ 86 310 avec charges de famille at de US \$ 68 860 à US \$ 79 402 sans charges de famille .

Traducteurs: L'UIT recrutera aussi, en 1989-1990, quelques traducteurs; même formation que le chef de section, avec seulement 4 années d'expérience. Les candidats

CANDIDATURES: Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae complet, ainsi que la référence du poste indiqué ci-dessus, sont à adresser <u>avant le 28 avril 1989</u> à: Union Internationale des Télécommunications

Département du personnel

CH-1211 GENEVE 20



11• arrdt

PRÈS BASTELLE. GRAND STUDIO + cuisine, w-c. beins, rgt. nf. digicode. 4 6090 a/rus. 435 000 f. CREDIT-43-70-04-64.

11-MÉTRO BASTILLE LIRGT Pierre de tail. GD 2 pose cuis. It oft PDK 780 000 F créd. poss. 48-04-84-48.

BASTILLE TRIPLEX on par-feit frat, clarme, 105 m² environ. AGENCE FAURE : 46-49-22-70.

BASTILLE/LAPPE

85 m² comme une maison tr. à termin. 42-72-40-19.

12° arrdt

PRÈS MATION RER BEAU 2 poss, quist ch gertien, faibles charges, 1- ét. clair, 349 000 F CREDIT - 43-70-04-84.

MATION ST ANTONE, p. d. 1

INGÉNIEUR H.E.I.

GÉNIE CIVIL

Expérience FRANCE et ÉTRANGER chantier (5 ans), ingénierie (10 ans), tertis normalisation (3 ans). Mise au point projet, relations clients. ations contrats, gestions, réalisation. Angl

RECHERCHE POSTE alliant projet et/ou réalisation. Déplacements de courte durée possibles

Ecrire sous réf. 8176, LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

> Société spécialisée dans la Boulangerie-Patisserie industrielle Surgelée (900 personnes), filiale d'un groupe impor-

djoint du directeur technique

De formation ingénieur, âgé de 28 ans minimum, vous justifiez d'une expérience de 3-4 ans dans l'agro-alimentaire et devrez répondre à la double exigence technique et administrative du poste. Vous serez responsable de l'entretien, des travaux neuts et vous aurez pour missions l'élaboration de projets techniques, la mise au point des lignes de production, le suivi des investissements, etc. Poste base en Bretagne en bordure du littoral.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à COMMUNICO, sous la ref. 2179 - BP. 2009 X - 35040 Rennes Cedex qui

Deplacements à prévoir sur les différents sites.

	Ville de SAINT-QUEN
	recrute
	1 sténo-dactylographe
	titulaire du BAC G1
	ou niveau BAC G1
	ayant au minimum
1	an d'expérience. Ecrire
•	avec CV détaillé
	à Mme LE MAIRE

93406 SAINT-OUEN CEDE

INVESTISSEZ 0.73 F! C'est le prix de votre appei pour découvrir : — un organisme important dans un marché porteur ; — un métier passionnant ;

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES HABITAT CONFIRMÉ(E)

Envoyer CV st prét. à Guerard Viale, BP 3170 (*AGUR, 38, quai des Hollandais, 59140 Dunkerque.

IMPORT. STÉ LYOHNAISE PRESTATION DE SERVICES (filiales à l'étranger) recherche

(H/F) Comptabilité général analytique et budget.
Gestion du personnel.
Administration générale
Anglais perfait.

SON D.A.F.

DEMANDES D'EMPLOIS

ASSISTANT COMMERCIAL composents vieutions, administr. des ventes, gestion des achats, gesti des stocks, vendeur téléph. Suite à décentralis, ch. poste achata-ventes, interfação communic. Marc VALIGNA 13, allée des Bathes, 919 LES ULIS. 64-46-99-à partir de 18 h.

J. F. 24 ans, 5 ans expé Profess. cherche emploi SECRÉTAIRE

Dom. médical ou touris Région Enghien, Eaubor Argentauil. Nathalie Rivière-Margout 27, rue G.-Ribondy 95390 SAINT-PRIX.

JH, 26 ans, ilbéré OM, cour-sier depuis 7 ans, conn. bies Paris, airmant les contacts ch. place chauff, ou chauff. liveur VL. Earis M. Chap pet., 33, rue Sergent-Bobillot, 93700 Drancy.

H. permis toutes catégori granda remise. Carta de c culation. Références. cherche place

CHAUFFEUR DE DIRECTION avec responsabilités Ecrire sous le nº 100 Service Carnet 7, rue des Italiens 75008 PARIS.

CADRE ADMINISTRATIF
45 ans, excellents pisents
tion
et éducation, dynamique,
précise, sachant organiser,
gérer, encedrar un sarvice,
recruter et former
le personnel.

recruter et tormes
le personnel,
étudierait toutes propositions
de poste comportant des
responsabilités
Tél. 42-28-45-21 (répordeur)

JH. 26 ans. Reéré OM. cour-sier depuis 7 ans. conn. ber Paris, almant les contacté, ct. place chauft. ou chauft-livreur VL. Ecrate M. Chap-pet, 33, rue Sergent-Bobillot, 93700 Drancy.

ASSISTANT COMMERCIAL

PODICIANT COMMILATION.

CONFIRMÉ

9 ans expér. (distribution composenta électron.): administr. des vertes, gestion des acheta, gesti des stocks, vendeur téléph. Suita à décontraite. ch. poste acheta-vertes. imétricage. achats-ventes, interfacage, commune. Marc VALIGNAT. 13, allée des Bathes, 91940 LES ULIS. 64-46-99-09 à partir de 18 h.

Deme 53 ans, secrét., haut niveau puis secrét. medicale gynáco, ch. emploi temps part. ou compl. Tél.: 43-26-72-97.

Cadre sup. nombreuses réor-ganisations réussies, offre de ganisations reussaes, unit a ca perspect. 93 de vous aider à prép, vorre succès (commer-cat, prod. gest., logis.) sol-labor. à temps partagé, contrat. durée déter. ou mandat. S.N.E.P. 8P 58 -92123 MONTROUGE. L'AGENDA

Artistes

Galerie EFTÉ, spécialisée figuration contemporaine RECH. PENTRES POUR EXPOPRIENT. en doss. mercreti 1º mers de 14 h à 17 h au 7, rue de Bourgogne, 75007. Bijoux

ACHAT BIJOUX

Brillents, pierres précieuses, argenterre, viell or PERRONO, bd des Italiens OPÉRA, 4, Ch.-d'Antin ÉTOILE, 37, av. V.-Hugo Ventes en neuf et octasion. Chant

bon niveau recherche 2 ténors + 1 basse. 76i. : 43-58-46-06,

Cours COURS ARABE MODERNE

extensifs 2 × 3 h per termaine intensifs 6 h/jour, 10 semaine AFAC Tél. 42-82-92-62. Cuisine

KITCHENETTE Liliput 1 m 3 400 F, cabine de dauche, 2 000 F SANITOR 2 1, rue de l'Abbé-Grégoire Paris 6-. 42-22-44-44. Collections

Instruments

de musique VENDS CLARINETTE D'ETUDÉ

760ve 3 000 F Tél 45-35-71-25 APRÈS 20 HEURES Restaurants

BAR-RESTAURANT LE PETIT SAVOYARD

SPÉCIALITÉS - CARTE BANQUET LES COMMUNAILLES 74170 SAINT-GERVAIS Tél : 50-83-10-93.

Perdu Rech. caniche nain noir, 9 mos. tatouege JY557, perdus le 19.2.89 à La Houssave (77) Tél. 69-48-91-20.

Jeune fille au pair JEUNE FILLE AU PAIR

A NEW-YORK SALARE LOGE: NOURRIE REF. Tél. 71-84-88-65-63 (US) ou 43-24-14-91 (Fr)

MARINES-ST-FRANÇOIS. 2 peas, 4 pers, tt équip, tt cft, cirratue, pac. golf. Pz 300 F per jour 7ál. 48-64-32-95 (H.B.) ou 60-03-06-29 après 19 h

(1º sem, se

Pour tous renseignement tél. au 60-05-87-67.

Appr displex 105 m², 2/3° 6c., seas sec. A récou. 2 730 000 F TRANS OPERA 8• arrdt Vacances

SACRÉ-CŒUR Tourisme Hôtel part., poss. prot. 380 m² env., tt confort TRANS OPERA Loisirs GUADELOUPE

43-45-23-15. CLAUDE BERNARD, pierre de t., 2/3 P. entièr. rénové Prix : 1 320 000 F

BROCA, stand., & &t. s/jerd., studio tout confort 30 m² 730 000 F, 43-35-18-36. 50 m³ tout confort 865.000 F. IO-28-42-47 - 40-28-42-74.

VALRAS PLAGE (34)
600 m de la mer.
Meison neuve 1988, dans
perc résident... avec ternis,
piscine.
Locat. à la semaine pr
6 pers. (ex. : deux couples)
Mei 1 500 F
Juin 1 600 F
Juin 2 800 F
Août 3 000 F
(1" sem. seulement) 9• arrdt 9" MÉTRO CADET RUE SAULNIER Beau 2 pose bains confort term, revelá-ciair, calme, bon état 610 000 F. 43-27-81-10.

MGN: 43-87-71-55

me d'enfants à la monte (Ht-Doubs, 900 m pro-frontière suisse).

PAQUES R. DE BUNKERQUE 3 PIÈCES, 675.000 Vves et Lillane accusilient vos erfants dans ancienne ferme du XVII^a siècle, confortable, rénovée, chambres 2 ou 4 ever salle de bains. Sinuée au mileu des péturages et forèts. Accusé volont, lenté à 18 enfants, idéal en cas 1^a séparation. Ambience femiliale et chaleureuse. Activités et tennis, siu de fond, jeux collectifs, fabrication pain, peinture sur bols. 1690 F Pilques (siu de fond). T. (16) 81-38-12-51. 9-M-CADET
A SAISIR Beau 2 pose rue
et cour, cuis, t1 cft
CARACTÈRE 470 000 F
créd, tot. poss. 48-04-84-85. RUE DE CLICHY
Expo. sud-ouest, est., cuis,
speccie, séjour 3 hanteres,
2 ch., a. de bris, w.-c., dressing,
impace, p. de t. Px ; 1 995 000

DRISCOLL HOUSE HOTEL 200 chambres samples £ 100 per semane dem-persion Rensegn,: 172 New Kart Roed LONDON SE1 47T - G.-B. Tél. 18-44-1-703-41-75. 38, bd Batignofee, 75017 Paris. 10° arrdt PACKIES au couar du LIBERTON Part. Loue St-Martan de Cestallon Bergera restaurés, it cft, 3 ch., scb, a. égi, chem., chesf. cast., Péques, jul, gal., août, sept., piecne 6 × 12 en été L'AFFAIRE 2/3 PCES, 489.000 Mª CHATEAU-D'EAU: 2/3 P. cuis., sel. d'esu, w.-c., come. 3º ét., s/cour. 48-04-35-35.

pricane o x 12 en em Tél. 91-41-35-43 ap. 20 h 10° CANAL ST MARTIN près LIRGENT Beau 2 pose s/ rue cuis, nt cit VUE DEGAGÉE Prix 580 000 F crédit total possible. 48-04-84-48. CORSE A louer, juillet, soit, sept., 2 gda studios, possib. 4 couchages checun, standing, rez de jerdin ou terrasse. fec mer. de sepeces verts, proximate piscine, 10º RÉPUBLIQUE Boau parre de qui. Hauserpare excepu. Gd 2 pars cuis. bs. WC, ceime solai 740 000 F crédit possib. 48-04-84-48 tennie. 95-33-61-31/46-89-28-75.

terrasse, світте tél, le matin : 47-03-32-44 96 m² asc., gardian, solaii 1 780 000 F (16) 37-31-80-31 PRÈS PANTHÉON **BASTILLE** Très rare, récent, récept. 4 chbres, 3 bains, park. 3 450 000 F. 43-36-82-00 Très beau studio 23 m² anv. tt cft clair. Px : 390,000 F AVENUE GOBELINS 4º ét., asc. calma, solail, 2/3 pièces, 1 900 000 F FLEURUS : 45-44-22-38. TRANS OPÉRA PANTHÉON, imm. ancien, 2 P. refeix neuf. AGENCE FAURE: 45-49-22-70.

appartements ventes

2° arrdt

he BONNE-NOUVELE Gd 2 pièces, beins, cuis, drassing, totel, calme, parf état, cava, A SAISIR. 750 000 F. 43-27-81-10.

3° arrdt

N.-DAME NAZARETI

2 PIÈCES, 720.000

A RÉMOVER : bel. surf., cuis., sel. esu, w.-c., 5° ét., bon imm. PLEIN SUD, TRÈS CLAIR. 48-04-35-35.

5° arrdt

5- M-GOSB-INS dans imm caractère, beau studio, cuis améric., alcève, beins, pou-tres, 2 expo., 2- és., ciai: 629 000 F - 43-27-81-10.

St-Médard, géj., 4 ch., 4 bru

CARACTÈRE, PARK

TRANS OPĒRA

43-45-23-15.

6° arrdt

FLEURUS

MPlacide 3 P, asc. 2 300 000 seas 4 P., asc. . . . 3 150 000 asas 8 P., 250 m² bon plan

RECHERCHOMS APPTS

TTES SURFACES

TÉL : 45-44-22-36.

VANEAU, imm. ancien, salon, s. à manger, 1 ch., excellent état, 1 890 000 F. AGENCE FALIRE: 45-49-22-70.

SEVRES BABYLONE, IMM.

OBEON

43-45-23-15. DAUMESNIL EXCEPT LA CAMPAGNE A PARIS
Appt 135 m² + 165 m²,
turasse aménagée au 11° ét.,
asc., box dole, prix éleyé justif. TRANS OPERA 43-45-23-15.

De imm. p. de 1., stand. 2/3 F tt cft. Pt : 1 750 000 F MICHEL BIZOT PRÈS M MACHEL BUZOT PICES NOT résidence récents 3 p., cultus et conft, balc. 3º ét., asc. parting, Ptx 1 825 000 F. MAS INSMOBILIER 43-45-88-53. PRÈS JARD. LIDEMBOURG Bel appt d'angle, 8 P., belc., 3º ét., serv., perking. Pro-fees. libérale autorisée. SERGE KAYSER (1) 43-29-60-60.

25 m² Terranse, DALMES-NRL, belle résid. \$P et demier ét., anc., 3 pose, cuis., ti conft, park. 1 785 000 F. MAS BRMOSELER 43-45-58-53. SPÉC. RIVE GAUCHE

13° arrdt MAIRIE 19- 258 000 F imm., p. de taile, ravalé, 2 pcss, entrée, cuis. à rénover, 6" ét.

14° arrdt PRÈS PORTE D'ORLÉANS cuis., w.-c., beins, cave, gar-dien, cif. cent., 3° s/nue, ssc., 680.000 F, crédit. 43-70-04-64. 14º RUE PAUL-FORT, rev. pled à terre ref. neuf, 2 P., cuis. améric. Chem., s/sol

aménagé, bris, mezzanine, 670 000 F, 43-27-81-10. 14º PRÉS AV. RENÉ-COTY Gd studio, beins, cuis. équipée, alcôve, décoration origin. s/rue soleil, bon état 650 000 F, 43-27-81-10.

43-35-18-36

PLAISANCE

Beau 2 P. 43 m² + belc., tt cft rénové, 905_000 F

TRANS OPÉRA.

43-45-23.15.

15° arrdt

15º MAIRIE

legent, r. Lecourbe, Bess 2 pos rum et cour, cués., ti cht PRIX 580 000 F créd. poss. 48-04-84-48.

CONVENTION Imm. récent, studio, cft, 690 000 F AGENCE FAURE : 45-48-22-70.

BIR-HAKEIM

Appt 75 m², imm. récent vue s/Seine, ét. élevé, parking, 1 995 Q00 F

TRANS OPÉRA

43-45-23-15.

Vaugirard

14º PRÈS ALÉSIA à saidir, 3 P., cuia., beins, cft, 2° ft, rue et cour, clair, caima, profession libérale, 820 000 F, 43-27-81-10. 14- EXCEPTIONNEL RUE D'ALESIA

2 P., cuis., sal. d'esu, cheminée, contort, clar 470 000 F, 43-27-81-10. PRÈS AV. MAINE
7. rue Georgus-Saché
3 poes, 42 m², 4 ét., Bore
à rinover, vis. vend, 13 h-15 h
bl' Jamer, not. 42-33-21-18. BROCHANT

ETUDE DUVERNET EXPERTISE GRATUITEMENT VOTRE APPARTEMENT 1= étage, sur rue, 2 pces, entrée, cuis., w.-c., bains, immo Marcadet 42-52-01-82. 45-41-11-00. RUE DES PLANTES

Dans Irons, rénové, 2 P. 45 cm², parfeit étant. Px : 1 000 000 F TRANS OPÉRA 43-45-23-15.

JULES-JOFFRIN

Clair. 40-26-42-47.

PRÈS SQUARE EDITH-PIAF IMM. PIERRE DE T. BEAU 2 P.: 595 000 F Ent., séjour, 1 chbre, cuis., bains, w.-c. séparé, divie apposi cava, gardien, 42-71-83-00.

Baeu 5 pces, dans superbo résidence, piscine, tannia 900 000 F. Cab. Vermeite. 39-19-21-27 BEAU 2 P. 735000

92 Hauts de Seine

2 P., 595.000 EXCEPTIONNEL SD MURAT 2º ét., bon imm., 2 P., sal. sau, w.-c. à instai-ler, cava, chiff indiv. gaz. gar-dien digicode. 48-04-35-35.

16° arrdt

AV. TH.-GAUTHIER

appt 97 m² parfait état. Séj., 2 ch., cuis. équip., bns + toil. s/jard., gd balc. cave. purk. A saistr 2 700 000 - 45-24-40-08.

REMUSAT 4 P. 92 m² env., perking, stand, Px : 2 940 000 F TRANS OPERA

43-45-23-15. TRANS OPÉRA

17° arrdt AV. NIEL 300 m²

3 P. 65 m², appt rénové imm, ancien 1 210 000 F TRANS OPÉRA 43-45-23-15. PALAIS DES CONGRÉS

TRANS OPERA. RUE LAUGIER

TRANS OPÉRA

TOUT APPART. HANT OF SAMME TRANS OPÉRA

43-45-23-15.

2 PCES, 420 000 F Charme. 40-28-42-47. MAIRIE 17* rue d'Avy. 325 000 F.

RUE DAMREMONT, Dans b. imm. p. de t., rav. payé. Dite expo ent., sqi., 1 ch. cate, gard., digicode - 48-04-35-35. 19• arrdt RUE DE JORNVRLE

20° arrdt

78-Yvelines

Proche Mª et maine, 3º ét. Bon imm., dble sopo., ent., liv. chtre, s. de brs, w-c séparé, TRÉS CLAR - PAR-FAIT ÉTAT 42-71-93-00. **CONFLANS - RER** (10"). 4 pces, standing, pa king couvert. 670 000 | Cab. Varmeille. 39-18-21-2

SÉLECTION IMMOBILIÈRE appartements ventes

> CHAMBOURCY Superb. 5 pces, p. de taills. 1 080 000 F. Ceb. Vermeille, 39-19-21-27. MIRESY, VIE SIR SEME 3 page, dans perc, parking couvert. 600 000 F. Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

18- BD MURAT YUE S/SEINE Beeu 2 poss beins cus, imm. pierre de t. ch. centr. individ., cheminée 980 000 F 43-27-81-10. MICHEL-ANGE

Le Monde

MONTROUGE 5' Pte Orléans Superbe 2 p. s/jardin, soleil, cuis, équip., bains, sec., inm. ravalé. cava, gardien. 710 000 F - 43-27-81-10.

PTE DE ST-CLOUD Appt 58 m² rénové, asc. | 320 000 F, 43-45-23-15

SÉD. 5- 6t. ENTOURÉ DE belc. plan et état partaits DORÉSSAY - 48-24-93-33.

RUE TRUFFAUT

2 P. 55 m² à rénover. 260 000 F, 43-45-23-15

Appt. 140 m², ét. élevé, imm pierre de t. Prof. lib. poss. 3 800 000 F, 43-45-23-15

HOUS RECHERCHONS POUR NOTRE CLIENTÈLI

TOCQUEVILLE 3 P. 60 m² env., imm. plene de t., tt cft, fbles ch., 1 785 000 F, 43-45-23-15

TRANS OPERA

BD PEREIRE Studio 28 m², kitchen. équipée s/gde cour, clair. 665 000 F, 43-46-23-15 TRANS OPERAL

ÉTOILE 46-03-64-40. SUP. 310 m², SERVICES, TERRASSE, PROFESSIONNE TRAVAUX. PTE MAILLOT, EXCEPT. cab, D'ORMESSON 42-53-20-36.

18° arrdt 12.000 F/m² ttes surfaces à rénover dans imm. en rétubilisation de stand. a/pl. le 23 et 25/02 de 12 à 14 h. 48, r. Poissonniers, Paris-18°.

ORDENER. Près imm. récent STANDG, STUDIO. Cuis., w-c, bns, chif cent., sec., bals. s/nse. 318 000 F CRÉDIT. 43-70-04-64. BEAU 2 P. 469 000

2 P., 42.000 F.

BORD DE SEINE

appartements ventes 94 Val-de-Marne

VITRY RER - Imm. re BEAU 2 PCES. Cuis., BEAU 2 PCES, cuia., w-brs, park, ssc., cheuf. cerr Vue dégagée - 319 000 F CREDIT - 43-70-04-84. JOHNYILLE

achats

RIVE GAUCHE

RECHERCHE BEALX APPARTEMENTS PARIS RESIDENTIEL.

SERGE KAYSER

43-29-60-60.

FACE MARNE BEAU 3 pces 635 000 i EXCEPT 3º éc., bon ionn. entr. séjour 2 chbres, cuis. s.d.b. WC indépend, chemmées, vue imprenseble MARNE of ILE FANAS FRER. 10º PARIS CENTRE 48-04-35-35. MEDILY ROULE 120 m² ACREABLE ray de chausei 3 chbres, 2 balos + servic

MEURLY BAGATELLE 95 m² mijour double + 1 chiare 3-8c. CLAIR et SOLFIL 4 Pces ST MANDE Bols Résidentiel cuis. équipée, et cft, 4º ét., gd balc, solai Px 2 600 000 F Part. à part. 7él, sprès — Inidi at soir 43-28-69-94 LARGIER 42-65-18-83.

viagers 91 ANS PARC DE SCEAUX, imm. recent, gd stand. plerre de t., bel appt 4 p. + box. 1 600 000 F sans rente NEUILLY PORTE CHAMPERET BEAU 2 PIÈCES LUXE 1 260 000 F ccupé, poss. prof. lib. LODEL 43-55-00-44.

2° ét., bel const. 1970 8D BENEAU, 48-04-35-35 appartements BOULDENE Recherche 1 à 3 P. Paris pré-fère 5°, 8°, 7°, 14°, 15°, 16°, 4°, 9°, 12°, swec ou sans trav. Pale cot chez consens **50 MÈTRES BOIS** BEAR 2 pces 795 000 F trav. Pale opt chez notale (1) 48-73-48-07 mame soi CABINET IMMOBILIER

BOULOGNE RÉSIDENCE S/JARDIN 3 pages 825 000 F 2* 6t., plein Sud dans résid. recherchés ed. culs. 2 chares beins, WC, porte blindés cave. 48-04-35-35.

YANYES 4 pces 3 chibres, balcon, standing 2 perk., 2 mg er, bus, commerc 1 400 000 F, 46-38-17-19

NEUILLY Beau 5 pces, balc., stand. 3 990 000 F. 43-45-23-15. TRANS OPERA BOULDENE De imm. plemes et briques. 3 P. 70 m², bon état. 1 680 000 F, 43-45-23-15

J'ACHÈTE A PARIS STUDIO ou 2 PCES PAIEMENT COMPTANT. Téléphoner domicile 60-05-86-12 (le coir). TRANS OPERA NEULLY

Imm. gd stand. ricent. 2 P. 46 m² + parking. 1 260 000 F, 43-45-23-15 TRANS OPERA ADRESSEZ-VOUS
A UN SPECIALISTE
icamo Marcadet 42-52-01-82
88. L. Marcadet, 75018 Paris. NEUILLY Appt 51 m², rénov. nicente, 855. 1 420 000 F, 43-45-23-15

TRANS OPERA PAIE COMPTANT BOLLOGNE NORD proche salle des fêtes, ravis-sant 2 pces dans bel imm. tt crt, cuis. Squipée, clair, calema, 560 000 F CTIM MIMO BOULOGNE Tél. 49-09-06-14. CHEZ NOTAIRE appts ou PAVIL avec ou sans onfort, T&. 48-04-85-8 AGENCE FRANÇOIS FAURE

45-49-22-70 5, RUE LITTRÉ PARES 6 MEUDON BELLEYUE Très beau dhie séj... 3 chbres, 2 bains, gd balc... 2 park., vue exceptionn... 2 150.000 F. WARBSL, 45-79-32-30. rach, appts the surfaces préférence rive gauche pour nombreux clients. PARMENT COMPTANT.

SURESNES

SOCIÉTÉ PAE COMPTANT Appts, villas et viegess, PARSS 12º et VAL-DE-MARNE, 43-45-88-63. MONT-VALÉRIEN
4 p. duplex, 2.170.000 F.
Vue panoramique, terrasse
15 m² 4 p. balcons,
1.994.000 F. Livraison été
89. Bureaux de vente;
23, nue des Bartoux, sem. et
dim. de 14 h à 18 h. M.G.N. (33° ANNÉE)
38, bd Batignolius, Paris-17°
43-87-71-65
dans le cadre du réseau
ORPI, rech. pour notre clien-tèle locale et étrangère, appra, hôtele particuliers, Paris-proche benilieue.

Province TROIS VALLÉES MARTIN de BELLEVILLE BANS LE VILLAGE

Face église au pied des pietes sur le plus grand domaine skiable du monde. QUELQUES APTS dans CHALETS NEUFS. Beau séjour + 1 ou 2 chère Prestations de qualité PRIX 15 000 F le st

EMRASSY SERVICE 8, av. de Messine, 75008 Paris 76L : (1) 45-62-62-14 et s/place « AUX ARRELLES » T6L : 79-00-65-31.

immobilier information

BankOBILER-CONSTRUCTION
UN PROBLEME?
UNE HESITATION?
Vous avez un probleme technique, juridique, saministratif, économique, firancer ou souhsites simplement une évaluation objective?
Demandez conseil à un Expert indépendent.
CONTACTEZ: UNABAT
23, rue J.-Graudoux.
75116 Pars - 42-33-38-58.
MOSTEL:
3516 code UNABAT.

Permis de construire et direction de travaux par graitsete DPLG pour tous appartements, pavillons, boutiques, bureaux. 47-33-63-12.

L'Assumire des Propriétaires des immeubles racense 28 000 propriétaires de 38 000 immeubles. » SEERAM: 46-22-99-33

locations non meublées offres

URGENT ACH, COMP TANT appt or pavil min à rénover, PARIS PROCH BANLIEUE, Nº MORIEU 1" PYRAMDES, R. Ste-Ame Bel imm. anc., 4", esc., 6 p., cuis., brs, ch. ind. gsz, posc. mbte. Libér. et hab. 15000 + cherges. 43-54-02-01. YOUS BÉSIREZ YENDRE on imm., un appart. ou un local consinercial ADRESSEZ-VOUS A UN SPÉCIALISTE lasso Marcadet 42-52-01-82 88, s. Marcadet, 75018 Paris. **QUAL HENRI IV**

YUE S/SERIE, 96. + 2 chbres cft. 6 6c., 20c. 6 800 F + cft. Chff. Indiv. gaz park. tifl. le matin SEGECO 45-22-89-82.

Téléphonn.
60-05-86-12 (le soir.
60-05-86-12 Région parisienne

(9) (20) (3)

のでは、100mmの

4 mg

CONFLANS ET ENVIR. (78) Studio à pert. de 1 700 F + ch. 2 pose à pert. de 2 200 F + ch. 3 pose à pert. de 2 500 F + ch. Ceb. Vermeille, 39-19-21-27. NEURLLY PTE MARLOT Récent, charmant, stocio, balc. 2 800 F + ch., 46-06-10-08.

locations meublées offres Paris

18. BAS DE BUTTES Rev. duplex carect., pout. apper., etc., a6, cuis. équip. office, w.-c. A l'étage 1 ch., drassing, s. de bris avec w.-c. MGN: 43-87-71-55

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR RARE LES DERNIÈRES TERRES A BATIR VUE MER - DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNÉ TOUTE L'ANNÉE CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères 2 375 m² COS 0,10 1 230 000 F TTC COS 0,10 _3 000 m² 1 570 000 F TTC

Visite sur rendez-vous- Documentation sur demande

POSIDONIA - DÉPARTEMENT VENTE

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT-83230 BORMES-LES-MIMOSAS.

Tél.: (33) 94-71-27-28-Téléfax: (33) 94-64-85-05.

HOUVEAU Le Monde **IMMOBILIER AGENDA IMMOBILIER**

mercredi + jeudi + vendredi + samedi (RADIO-TÉLÉVISION) PUBLICITÉ: RENSEIGNEMENTS of RÉSERVATIONS:

45-55-91-82 posts 43-24 - 41-38



MMORILIER

LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurences - Scolétés Immobilières - Caisses de Normani i, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisona individue appartement à des propriétaires institutionnels

				Table States
Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
PARIS - 11°	ARRONDISS	SEMEN'		
4 Pièces 74 m², 5*étage	5 180 512		110, av. de la Résistance SAGGEL 47-42-44-44	Vis./rv. Chauff. individ. élac.
PARIS - 12º	ARRONDISS	SEMEN'	Γ	
3 Pièces 84 m². 12 étage	6 960 980	OUI	18 bis, bd de la Bastille AGF 42-44-00-44	Vis./rv., imm. réc., face port plaisance
3 Pièces 81 m². 1 = étage	6 350 830	Orit	8-10, me JCésar AGF 42-44-00-44	Chauff, coll., imm. réc. de bon stand., vis./rv.
PARIS - 13°		SEMEN	T	
Studio	2 750	OUI	28, rue du Benquier	Chauff, Gestr.
29 m², 5° étage	402		SAGGEL 47-42-44-44	WY GOODS IS
PARIS - 15°				Chauff, diectr.,
2/3 Pièces 70 m², 3º étage	5 200 1-253	CUI	3, place Violet SAGGEL 47-42-44-44	Mr CMichel/Commerce Displex, chauff, incl. élec.
5 Pièces 130 m², 5• étage	13 530 1 353	OUI	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S. pl. lun., jeu., ven., sam., 15 h/19 h.
3 Pièces	6 460	OUI	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S/pl. lun., jeu., ven., sem., de 15 à 19 h
81 m², 1= étage	8 700	OUI	46 rue Cauchy	Chauff. ind. electr. S/pl. lun., jeu., ven.,
4 Pièces 93 m², 5° étage	870		LIPE/GAN 48-57-23-63	sam, de 15 à 19 h, chauff, sidiv, electr.
PARIS - 16°	ARRONDIS	SEMEN	T	
1/2 Pièces	ANNOINDIO 4095	-	1 19, rue Raynouard	Cheuff, collectif Calme, refait à neuf
39 m², 5° étage 2 Plàces	825 4 900		SAGGEL 47-42-44-44 135, av. de Verselles	Chauff. collectif
70 m², 5° étaga 3/4 Pièces	1 100 7 200	1.2	SAGGEL 47-42-44-44 134, qual Blériot	Chauff, collectif
97 m², 1 ″ étage	1.380 27.000		SAGGEL 47-42-44-44 4. rue Chelgrin	Vue sur Seine Chauff, indiv.
7 pièces 235 m², 1 stage	27 300		AGF 42-44-00-44 60-62, av. HMartin	Imm. anc., vis. /rV. Cheuff. coll. gaz
28 m², 2º étage	893		GCI 40-16-28-68	J 1.
PARIS - 19º	ARRONDIS	SEMEN	Π	
4 Pièces	4 920 1 030	OUI	10, rés. Belleville AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif
88 m², 1° étage	3 030	: OUR	2, rue Sedi-Leccinte AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Imm. réc., vis./rv.
50 m², rde-ch. 78 - YVELIN				
5 Pièces	NEO 11 800	OU	Saint-Germain-en-Laye	Vue directe sur parc
111 m², 3º étage	1 640		1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70	Chauff, ind. élec. Appert, à louer
2 Pièces 62 m², 1" átage	5 580 630	OUL	Saint-Germain on Laye 42 bis, nie des Ursuines	en professionnei
2 Pièces	4 000	CUI	AGF 42-44-00-44 Saint-Germain-en-Laye	Vis./rv. Rés. dans
53 m², 2º étage	370		40, quartier B, rue des Ursulines	un perc de 2 ha, proche du RER
3 Pièces	5 350	ou	Saint-Germain-en-Laye 42.bis, rue des Ursulines	from. dans un parc de 2 ha
75 m², 1" étage	700		AGF 42-44-00-44	proche du RER

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
91 - ESSONN		·		
4 Pièces 76 m², 3- étage	3 350 899	out	Gif-sur-Yvette Rés. Les Gdes-Coudraies GCI 40-16-28-70	Dans un parc Chauff, collectif
4 Plèces 80 m², 11º étage	3 400 1 300	OUI	Massy, 7, sq. Yves-du-Manoir AGF 42-44-00-44	Vis./rv.
92 - HAUTS-	DE-SEINE	• .		
Studio	2 250	OUI	Bois-Colombes	imm. réc.
Studio 31 m², 4º étage	410		11-17, r. du Gal-Leclerc	pohe transp. et comm.
1,	{	\	AGF 42-44-00-44	Vis./r.~. Vis./r.~.
4 Pièces	5 250	OUL	Bois-Colombes 11-17, r. du Gal-Leclerc	Double living,
102 m², 4º étage	1 460	1	AGF 42-44-00-44	2 chembres
	7 850	OUI	Boulogne	Dans un parc de 2 ha
3 Pièces	7 650 1 650	~~	33-35, r. Anna-Jacquin	knm. trs bon stand.
82 m², rde-c.	1	1	AGF 42-44-00-44	Vis./rv.
2 Pièces	2 900	OUI	Clichy, 9, imp. Barbler	Chauff. collectif
50 m², 6° étage	965	1	SAGGEL 47-42-44-44	tmm. réc., bon stand.
Studio	3 000	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc AGF 42-44-00-44	Vis./rv.
41 m², 1= étage	230	1	AGF 42-44-00-44 Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvoi	
5 Pièces	5 700	1	SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf
100 m², 5° étage	1 342	oui	Courbevole, 9, r. de l'Abreuvo	
. 3 Pièces	3 850 913	" -	SAGGEL 47-78-15-85	lunur uent
68 m², 2º étage	913	ou	Courbevoie, 9, r. de l'Abreuvo	ir Chauff, ind. élec.
4 Pièces	1 182		SAGGEL 47-78-15-85	imm. neuf
88 m², 3° átage 2/3 Pièces	7 740	1	Neuilly, 39, bd du Château	Chauff. collectif,
2/3 Pieces 86 m², 7º étage	1 382	1	SAGGEL 47-42-44-44	vue dégagée, soleil
Studio	3 430	1	Nousity, 39, r. Parmentier	Vis./rv.
40 m². 2° étaga	. 680		AGF 42-44-00-44	Vie./rv.
5 Pièces	13 250	1	Neurity, 15/17, av. Ste-Foy	A19:\\1:-4:
138 m², 1ª étage	1 400	1	AGF 42-44-00-44	Vis./rv.
3 Pièces	5 050	OUI	Puteaux 12, square L-Blum	4 100 / 14 TO
78 m², 14º étage	1 045	1	12, square L-brum AGF 42-44-00-44	
	5 550	OUI	Saint-Cloud	imm. récent, bon stand
3 Pièces	470		2, sq. Sainte-Clothilde	Vis./rv.
72 m², 3° étage	1	1	AGF 42-44-00-44	Parking, 470 F
4 Pièces	5 100	OUT	Suresnes	Vis./rv.
89 m², <i>4º é</i> tage	. 1 300	1	16, av. Georges-Pompidou	1
			AGF 42-44-00-44	Vis./rv.f
2 Pièces	3 750	OUI	Suresnes 20, r. Salomde-Rothschild	imm. récent
58 m², 1≤ étage	890		AGF 42-44-00-44	
94 - VAL-D	· E-MARNE	•		
		ا	Cachen	Chauff. indiv. électr.
4 Pièces 85 m², 5º étage	4 900 799	OUI	4, sv. Cousin-de Méricourt SAGGEL 47-42-44	centre-ville
•	1	1		1

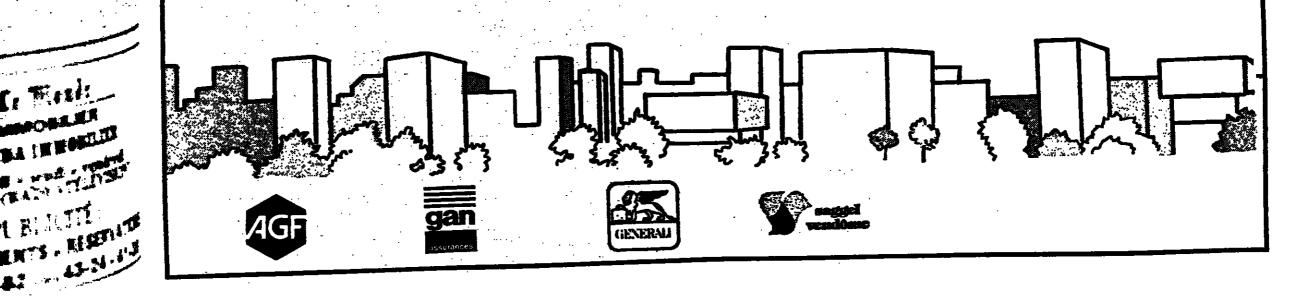
INSTITUTIONNELS

pour paraître

dans cette rubrique,

composer 45-55-91-82,

poste 4324.



مَكذا من الأصل

SELECTION RICHARD ELLIS

PTE CLISNANCOURT

5 500 m², imm. rec. + pari LEVALLOIS/ CHAMPERRET

Locations

8. COLISEE

AFC - 43-59-20-20.

Domiciliation debuis 50 F/ms Paris 1°, 8°, 9°, 15° et 17°. Constrution SARL 1.000 F HT. NITER DOM 12°, 43-40-31-45. CREADOM 17°, 42-67-05-99.

REFERENCE

QUARTIERS

D'AFFAIRES

PARIS-8

MIROMESNIL

Marche de l'Europe 2 X 117 m², rénové imm. p. de taile.

GEORGE-V

LISBONHE

CHAMPS-ÉLYSÉES/ÉTOILE

RUE DE PRESBOURG

1 865 m² + park., rén., axcept, Dispon, 1= trim. 89.

RICHARDELLK

45630008

MADELEINE

946 m², sup. imm. sur jardin, plateaux divis. décloi-sonnés.

MONCEAU

1 115 m², imm. récent. park, dispon. imméd.

RD-POINT CHPS-ÉLYSÉES

R. DE LA V.4'ÉVÊQUE

SHAMORE

PARIS-9

AUBER

CHAUSSÉE-D'ANTIN

RUE DE MAUBEUGE

SEECHONS

PARIS-15 JAYEL

600 m², hộtel particul...

MONTPARNASSE

QUAI ANDRÉ-CITRCEN

1 952 m² + pkgs. imm. neuf, divis. en plateaux de 500 m², dispon. immédiat.

PORTE DE VERSAILLES

PORTE DE VANVES

3 500 m², divis. + pkgs, dispon. immėdiat.

PARIS-13 TOLBIAC

875 m² + pkgs, imm. récent, dispon, immédiat.

16 m², plateau moder 5 park., dispon. mmė

VOTRE SIÈGE SOCIAL DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES AMTONY (200 m RER) face parc de Sceaux.
3 100 m', divis/520 m',
unm. nf, pkgs, rest. entr.,
mai A CHAMPS-ÉLYSÉES

LEVALLOIS (PROX. PARIS)

AV. VICTOR-HUGO R. DE PONTHIEU 8º entr., dispon, ma ETOILE IENA 16º PASSY TROCADERO 29 m² + pkgs, imm. **LEVALLOIS** eurosignal.
DOMICILIATION:
190 à 390 F/M.
CONSTITUTION DE
SOCIÉTES. 1,000 m² ránov. divis./500 m² pkgs 1,400 m², mm. neuf, indép + pkgs. A louer ou à vendre

A L'ÉTOILE

PERERE (17°), FACE RER. BOUT., 30 m², fac. 8 m. cession 550 000 F. 42-33-61-15. Locations

Ventes

- boutiques ::

R. D'ARWIN Bout, 90 m², Nors cass, pos sans morine, lower 10 000 F TRANS OPERA 43-46-23-16.

1. DE MONCAN SA CIDES 47-23-82-10. Commorces. Cause dece-

IMMOBILIER

ISSY-LES-MOULINEAUX 5 500 m², imm. neuf. dis-son. 4° tnm, 89.

RICHARD ELLIS e demandes -OUEST Paris 4 pces, dans Paris ou che banlieue, clair. 5 000 F CC. 43-22-61-59/43-71-**53-72**-**ASNIÈRES** 600 m², brx, 375 m² activ imm. nf, indép., pkgs.

RIVE GAUCHE BOULOGNE 2 000 m², divis., mm. neuf + pkgs. 1 000 m², divis. par 300 m², imm. neuf + pkgs. Dispon. immédiat. SERGE KAYSER Dispon. immedie... 1 600 m², (mm. neuf, indép., pkgs. dispon. Juillet 43-29-80-60. 89. EXCEPTIONNEL:

920 m² sur un plateau. Imm neuf, + pkgs et restaur entrepr. Gd standing. RÉSIDENCE CITY et ambassades
APPTS HAUT de GAMME
VIDES ou MEUBLES
HOTELS PARTICULIERS
et BEILES VILLAS OUEST
ACHAT POSSIBLE OPÉRA Sureaux prestige équipés salle de réumon, domiciliation, téléphons Tél. : (1) 45-27-12-19. télécopie, télex. Tél, : {1} 42-80-01-60.

DOMECE LATION 8* BURX, TELEX, TELECO rech. pr BANQUES, STÈS MULTIM. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5, 6. 7 P. Tél.: 42-80-20-42. AGECO 42-94-95-28 VOTRE SIÈGE SOCIAL EMBASSY SERVICE DOMICILIATIONS

8, av. de Messine 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belles récoptions avec minimum 3 chambres 43-55-17-50. (1) 45-62-78-99 SIÈGE SOCIAL

UNION FONCIÈRE Burx équipés to services, démarches R.C.-R.M. SODEC SERVICES CH.-ELYSEES 47-23-55-47. NATION 43-41-81-81. EUROPEENNE RUE BERRYER, 7500S PARIS LOCATION, VENTE GESTION RECHERCHE APPARTEMENTS VIDES OU MEUBLES POUR SA CLIENTÈLE

proprietes.*

VAUCLUSE

14 km ORANGE, BEL PPTE 2/3.000 m² compr. : récapt... 3 chbres. 2 bains, pscine 12×7 m, forage eau, arboré. Py sacr. 1.570.000. C.B.S. - 45-24-40-08.

En Mayenne a 15 km A 11 Ferme herbegåre 40 ha Marson d'habitation style manor avec tour médiévale 43-90-42-63.

75 KM AUT. QUEST

IMMO 106 33. RUE DE LA MADELERSE ÈPERNON (28230) (16-37) 93-73-73

SIÈGE SOCIAL CONSTITUTION STÉS LOYERS GARANTIS per compagnia d'assurance ASPAC 42-93-60-50 + UFE: 42-89-12-52

COLLABORATEUR « LE MONDE » cherche studette, WC.
Antchererre, douche mearmun 1 500 F CC, URGENT TH. 47-70-38-41 ou 43-30-56-13. MONTPARNASSE Bureaux, salla de confér Domiciliation, Telex, Fax. Tél.: 43-06-14-43.

RICHARD ETTIS 45 63 08 08

Locations Proprinting LOUE près cira.
BAGNEUX irran. comm. 294m²
avec APPART. 4 pcas 85 m²
1BRE LE 15 MAI 99
Ecrate sous la nº 854
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montrassuy
75007 Paris.

PARINORD II louer 2.000 m² de butx 2.100 m² d'activités

GOUSSAINVILLE NOUVELLE Z.L. ouer surf. cousie et d'acti-vité à partir de 200 m² AUBERVILLIERS

pour bureaux activités 45-04-08-50.

PONTCARRÉ 77
Dépăt à louer au 1-02-89.
local industriel, superficie
600 mt. 161. pour RV
60-29-19-29. M. Loze.

immeubles.

LA VARENNE Proche RER Petit anm. rénové, 3 appts, 58 m² Rb. - 1 boutiq, louée + 1 boutiq, libre 60 m², 10tal 298 m² - 3,600,000 f. Rapport minimum 6,50 %. EXCLUSIVITÉ 42-83-91-23. INVESTISSEURS ACHL CPT IPPTS, IMMEUBLES, TERRAINS APPTS, MAREURLES, Jerson HOTELS, MURS DE BOUTIQUES Policités, entermédiaires souictes, 45-53-91-45, poste 10. RECHERCHONS POUR INVESTISSEURS

DE 1= ORDRE rerrains, immaubles libres o occupés (même loi 1948) hôtels, murs et fonds, locau commerciaux, hôtels part. FRANCE CONSER: 48-28-00-75.

individuelles HERBLAY (95)

KERBLAY (95) Mais. 6 pces, 150 m², hab., g/sol total, frais réduits. 1 080 000 F. Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

YERNEUIL-S-SEINE (78) Selle maison récente, 7 pces, 245 m² hab., sur 1 000 m². 1 500 000 F. Cab. Vermeille. 39-19-21-27. TRIEL-SUR-SEINE (78)

Maison rurale, 5 pces, pierre, cour. 700 000 F. Cab. Vermeillo. 39-19-21-27. TRIEL-SUR-SEINE (78) (CENTRE)
B. maison 1983, 6 pces,
belle prest. 1 520 000 F.
Cob. Vermeills. 39-19-21-27.

TRIEL-SUR-SEINE (78) Belle vue, maison, 7 pces, sur 650 m². 1 180 000 F. Ceb. Vermaille. 25-19-21-27.

ORGEVAL (78) Belle mais. 7 pces. sur 1 000 m². s/sol total. 1 900 000 F. Cab. Vermeille. 39-19-21-27.

MEULAN (78) Sup. maison and., 10 pces, sur 1 350 m², 1 480 000 F. Cab. Vermelle. 35-19-21-27. pavillons SUCY Près RER. PAVIL 4 PCES, cus., w.-c. bars, s/sol poss. garage. Chrischen, jard. 483.000 F. CREDIT. 43-70-04-84. CONFLANS PR. GARE (78) Belle maison, 5 poes, com-ble aménageable, sur 400 m², 1 450 000 F. Cab. Vormedle, 39-19-21-27. CONFLANS PR. GARE (78)

78-CONFLANS/S-HONOR 78-CHANTELOUP-LES-V.

78-CHANTELOUP-LES-Y. VALLÉE D'EURE
Pré de caract., tont. pass
tudes, ent., curs., sé., 4 ch.,
s, do bns + s. d'eau. 2 w.-c.,
veste grange aménaçée en
s. de récen. avec curs.,
état. Pru: 1 000 000 F.

ANDRÉSY ENV. (78) ANDRÉSY ENV. (78)

MGH: (16) 37-51-44-34 Face église, 2, rue du Géné-fraide Gaulle, Nogent-le-Ro. Cab. Vermeille, 39-18-21-27. ANDRÉSY GARE (78) (5"). Beile mais.. 6 pces, tres beil état. 1 020 000 F. Csb. Vermelle. 39-19-21-27. righ, pour se clientèle
PARIS ET BANLIEUS
PPTES, TERRAINS, ETANGS,
FORÈTS, ETC.
PAIEMENT COMPTANT
chuz votre notaire. ANDRÉSY GARE (78)

(101), Mass., 5 poes, sur 600 m², complee améneg, / tépands, stud. 560 000 f. Cob. Varmeille, 35-19-21-27. # 800 m

active 2 km

ant. 36. 70 m' avec chem.

ant. 36. 70 m' avec Le Carnet du Monde

Naissances - Aurélies

T.

Décès

est né le 15 février 1989.

 Homme approximatif comme moi comme toi lecteur et comme les autres. •

Dominione SIMON.

17, rue Volta, 92800 Puteaux.

- Dominique et Jean-Louis SÉRAN, et Juliette, ont la joie d'annoncer la naissance de

Mand

e 14 février 1989. 13, rue du Parc, 92190 Meudon.

M™ Claudine Adida,

M™ Eliane Vailet. compagne. M. et M= Paul Adida. on frère et sa belle-sœur, M. Pierre Belayche,

M. et M= Jacques Belayche, ses neveux. Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de Léon ADIDA, officier de la Légion d'honneur, ancien élève de l'Ecole polytechnique (X 29) et de l'ENSA,

de la compagnie Air Algérie, ancien directeur technique et industriel de l'aéronautique,

décédé à Nice le 11 février 1989.

Ses obsèques ont eu lieu dans stricte intimité.

Pierre et Alexis,

06400 Carmes.

Sa famille. ont la tristesse d'annoncer le décès de M. Jean BAELEN,

ancien ambassadeur de France, commandeur de la Légion d'honneur, Villa Paradis. 132, boulevard de la République.

- M. Walter Bresler, son époux, Danielle et Hubert Gruzek-Lutz, Isabel et Stephan de Jaeger, Raphael et Amélia,

Kariu, Micheline et Alain Dreyfus, Céline et Laure, Monique et Marc Kern, Martine Bresler, Antoine et Julia Martiano,

ses enfants, petits-enfants et arrièrepetits-enfants, Les familles Bresler et Korman, ont l'immense douleur de faire part du

M= Hélèse BRESLER.

survenu le 21 février 1989, à Paris.

La levée du corps aura lieu le jeudi 23 février, à 7 beures, à l'Institut Curie, 25, rue d'Ulm, Paris-5.

L'inhumation aura lieu le vendred 24 février, à 10 h 30, au cimetière des Sahlors à Circenoble

Ni fleurs ni couronnes. 6, avenue Albert-I -de-Belgique,

38000 Grenoble.

M. René Demiautte, fait part du décès de son épouse.

M= René DEMIAUTTE, urvenu subitement à Marrakech, le

9 février 1989. L'inhumation aura lieu à Saint-

Pourçain -sur-Sioule, dans l'Allier, à une date ultérieure.

- M=Gérard Guermonprez.
Ses enfants, petits-enfants et arrière- de petits-enfants, Les familles Guermonprez, Buffet, Giraud, Lambert, Sériot, Maire, Mauduit Saimon et Domange.

ont la douleur de faire part du décès de

M™ Jean-Hervé GUERMONPREZ, née Marguerite Lambert, présidente d'honneur de la société Jules-Verne

survenu en son domicile, 27, rue Thiboumery, Paris-15-, le jeudi 16 février 1989.

La cérémonie religieuse a en lieu l hundi 20 février en l'église Notre-Damo-des-Champs, Paris-6 et l'inhumation au cimetière d'Auteuil, Paris-16.

35, rae Rousselet, 75007 Paris,

 Les familles Picard et Hadamard, Ainsi que leurs amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mª Jacqueline HADAMARD, survenu le 16 février 1989, dans sa

L'incinération aura lieu le vendredi 24 février, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

nous a quittés.

Il est parti avec son Papi et sa Mamie rejoindre les étoiles.

Nous l'entourerons une dernière fois au cours d'une cérémonie en l'église Saim-Martin de Nœux-les-Mines, le jeudi 23 février 1989, à 16 heures.

connu, tous ceux qu'il a rencontrés se réuniront pour une célèbration comme il les aimait en l'église Saint-Louis de Choisy-le-Roi, le mardi 28 février, à 15 h 30. Cenx qui l'ont aimé, ceux qui l'ont

Il y a un moment pour tout et un temps pour toutes choses sous le ciel... Un temps pour enfanter et un temps pour mourir. •

Daniel et Anne LENOIR-JOUSSEN, Aurélie et Romain, 11, rue de l'Insurrection-Parisienne, 94600 Choisy-le-Roi. Jean et Jeanne JOUSSEN, 38-40, avenue des Minimes.

 M= Geneviève Magnin-Douce, Ses enfants. Ses petits-enfants, M. et M= Jacques Maquin-Gillet, M= Paul-Henry Gain-Douce, font part du rappel à Dieu de

M. Pierre MAQUIN, à Reims, le 19 février 1989, en sa

La cérémonie aura lien le jeudi 23 février, à 14 houres, en l'église Saint-

Un registre de signatures tiendra lieu e condoléances et de remerciements.

Cet avis tient lieu de faire-part. 40, boulevard Lundy, 51100 Reims.

Le président,

Le directeur général, Et le personnel du Groupement inter-professionnel pour le logement en France des cadres et salariés du commerce et de l'industrie (GIL),

ont la tristesse de faire part du décès de M= Fabieuse NAVARRA,

née Grivot, chef du service informatique, survenu le 3 février 1989, à Dreux.

7 bis, rue de Monceau, 75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du - Carnet du Monde -, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- On nous prie d'annoncer le décès

Dominique-Léon RUAUD, frère dominicais.

survenu le 21 février 1989, à l'âge de

Ses funérailles seront célébrees le vendredi 24 février, à 8 h 30, en l'église conventuelle de Saint-Jacques, 20, rue des Tanperies, Paris-13.

De la part : Du Père provincial des dominicains de la province de France, Des dominicains du couvent Saint-De la part :

De sa famille.

- M. Robert Tadjouri,

son époux, Ses enfants, Nicole, Laurence. Les familles Ohayon, Tadjouri. Tourdiman, Levy, Malka, ses parents, frères, sœurs, oncles, tantes

ont l'immense douleur de faire part du

Marie TADJOURL née Ohayon,

survenu le 21 février 1989, dans sa cin-Les obsèques auront lieu le jeudi

23 sévrier, à 14 heures, au cimetière de Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

M≕ Aziz BENAMOR, née Germaine Granet,

Et ses enfants,

prient tous leurs amis de trouver ici l'expression de leurs remerciements.

Anniversaires

- Le 23 février 1986, Matthieu GALEY

pous quittait. Ceux qui l'ont connu et aimé se sou-

- Il y a deux ans disparaissait le

professeur Jean STOETZEL

Ceux qui l'ont connu se souviennent

Soutenances de thèses

- RECTIFICATION : Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi 1º mars à 14 heures, salle des Acues, centre administratif, M™ Seong Ok Bai :

L'idée de coutume dans les Pensées de

Pascal (aspect moral, théologique et apologétique de la notion) ». - Université Paris-III, le vendredi 3 mars à 13 h 30, salle Boutjac, M. Christian Giudicelli : « Vargas Llosa, romancier 1959-1981. La Novela

- Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté à Saint-Denis, le samedi 4 mars à 14 heures, salle G 201, M. Jean-Louis Chiss: « Théories du langage et pédagogies de la langue et des discours. Aspects historiques et épistémologiques de la constitution d'une didactique du

1.12

- 124

and 🙈

The second 🍇

*7 70 20 and

TANKS MANAGEMENT AND ADMINISTRATION OF THE PARTY OF THE P

A ... وسرما A THE SECTION

français ».

- Université Paris-IV, le mercredi 15 mars à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, Mile Martine

Tabeaud: «L'Atlantique tropical austral: l'eau atmosphérique et le climat en milieu océanique».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le lundi 20 mars à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M. René Metrich : « Lexicographie bilingue des particules illocu-toires de l'allemand. Contribution à la lexicographie bilingue allemandfrançais/français-allemand des mots de la communication ».

CARNET DU MONDE Remeignements : 42-47-95-03

Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques 83 F
Abounés et actionnaires ... 73 F
Communicat. diverses ... 86 F

FAITS DIVERS

Trois inculpations dans une escroquerie au faux médicament

Andorre et leur complice, un habi-tant de Cambrai (Nord), ont été inculpes respectivement d'escroque-rie et de complicité d'escroquerie, samedi 18 février, à Cambrai.

Jean-Jacques Dentler, quarante-deux ans, interpellé le 15 février à Albi (Tarn) et son épouse Marie-Claude, quarante-trois ans, interpel-lée à Caudry (Nord), ont été écroués à Cambrai. Leur complice, dont l'identité n'a pas été révélée, a

• Profanation d'une stèle à le mémoire de déportés. - Une stèle à la mémoire de dix-sept juifs déportés à Auschwitz, récemment maugurée à Bressuire (Deux-Sevres),a été maculée de peinture noire et d'inscriptions telle que « Je

suis un SS ». Une plainte a été déposée par le maire de la ville, et la gendarmerie a ouvert une enquête.

après versement d'une caution. Depuis un an le couple, sans aucune compétence médicale, vendait à de grands malades atteints de cancer, de paralysie ou de selérose en plaques une potion sans effet therapeutique (une solution de iodate de potassium diluée dans un excipient) mais qui pouvait se révéler dangereuse dans certaines condi-tions d'utilisation. Acheminées par

 Quatre cents kilos d'héroïne aisis à New-York. - La police de New-York et des agents du FBI ont saisi, mardi 21 février, dans un quar-tier de New-York, près de 400 kilos d'héroine. L'opération s'est accompagnée de l'arrestation de trente et une personnes tenues pour membres d'un réseau de trafiquants ayant ses bases en Asie du Sud-Est. Les policiers ont en outre confisqué une somme de 3 millions de dollars en

Un couple de Français établi en été placé sous contrôle judiciaire la poste, les doses, vendues au prix de 70 F le petit stacon, étaient expédiées par le complice de Cambrai aux grands malades, dont certains considérés comme incurables, et habitant la France, la Belgique et l'Espagne.

Près de trois cents patients auraient ainsi été escroqués. Depuis le début de l'année, plus de quatrovingt-dix commissions rogatoires avaient été adressées à soixante-trois compagnies de gendarmerie dans toute la France pour entendre les victimes. Une dizaine de plaintes ont été enregistrées, mais les malades avaient pour consigne de nier qu'ils étaient destinataires de la

potion. Sans être médecin, Jean-Jacques Dentler exploitait huit « cabinets de consultation » en France, en Espagne et en Andorre. Le faux médicament était fabriqué clandestinement en Belgique de façon artisanale.



Les perspectives européennes de 1993

Douaniers sans frontières

La première réanion des douze hauts fonctionnaires chargés de coordonner l'opération consistant à supprimer les frontières intracommunaataires au 1º janvier 1993 devait se tenir le mercrédi 22 février à Bruselles, de retour de Bruxelles, où elle muit rencontré à ce propos le commissione européen chargé du marché intérieus. M. Martin Bangemann, le ministre français des affaires européennes, M. Edith Cresson, nons a indiqué que le « Monsieur Europe saus frontières » français vient d'être désigné par le gonverbement. Il s'agit de M. Hubert Blanc, préfet, ancien directeur un cabinet civil et militaire du ministre de la défense André

ES douaniers français sont des fonctionnaires comme on n'en fait plus. Des grognards. Ils portent le même képi et la même bande rouge sur le pantalon que sous le Second Empire. Changer d'uniforme, comme les policiers, aurait coûté cher au Trésor public, et les douaniers sont modestes. Ils assurent 80 % des saisies de drogne sans se mettre nout le temps en avant. Ils font rentrer dans les caisses près du quart des recettes fiscales de l'Etat sans demander la Légion d'hon-

Après trente ans d'administration au norsi de la Loire, les douaniers ont toujours l'accent de Narbonne. D'un coup d'œil per plaque minéralogique, ils repèrent, dans la brume francolaxembourgeoise de DudelangeZouffigen, la voiture qui a fait un drôle de détour pour venir de Grenade. D'un coup de lampe de poche, ils dénichent sur une tôle onest-allemande de 5 mètres de long le poinçon de 1 millimètre qui trahit ses origines polonaises. Ils ont du flair, et les chiens se fatiguent avant eux.

Des douaniers comme ceux-là, on n'en verra bientôt plus aux frontières terrestres, celles de la Suisse exceptée. Une révolution — culturelle — se prépare, et les ex-gabelous français, avec leur tenue d'époque, deviendraient « trop voyants », comme dit, dans un soupir, le directeur des douanes, M. Jean Weber. Déjà, les droits de douane out été supprimés par la CEE en 1969. Déjà la police de l'air et des frontières (PAF) s'est installée devant eux en 1975, encore plus près de la frontière. Déjà, its a'agitent plus qu'une main nonchalante au passage des voitures. Voire plus de main du tout puisqu'il est interdit de faire attendre l'Europe à un poste-frontière.

San Marie

100

tion of the latest and the latest an

5 /4 C+ 000

10 ac 1

1094 35

-u.e **

100 1 47 W.

4 c ren 32 7 %

.....

1

15

500 ST 6

4.75%

1 14 %

• --

11.03 65

encroques as in all

P-14-5-48

Malgré tont, les douaniers restaient, en toure modestie, indispensables. Il n'y avait pas d'Etat sans frontière et pas de frontière sans douanier. Mais le grand marché intérieur se profile dans la brume, et les douaniers se frottent les yeux. Personne n'en parle, mais que vaton faire d'eux? Que vont-ils devenir le l'a janvier 1993 s'il n'y a plus de frontières communantaires? Si les marchandises circulent entre Lisbonne et Francfort comme entre Marmande et Toulouse? Si les Parisiens peuvent aller faire leurs courses à Amsterdam comme aux grands magasins?

On a beau leur dire qu'il restera 2 700 kilomètres de façade maritime à garder, sans parler des ports, des aéroports et du nouveau Roissy-3. Que les contrôles se dérouleront autrement, qu'il faudra les renforcer aux frontières extra-communautaires. On a beau citer les chiffres — de l'administration — selon lesquels ils seront tonjours dix-sept mille en 1993 pour vingt mille actuellement, les douaniers sont — outrés ». Bt, à Thionville, le chef de subdivision de la brigade des trains, douanier — à moustaches — depuis 1959, ne vous l'envoie pas dire : ce qui

se prépare est « aberrant ».

Personne ne sait, à vrai dire, ce qui se prépare. L'Acte unique signé à Luxembourg le 17 février 1986 prévoit la libre circulation des personnes et des marchandises le 1° janvier 1993. Il resterait donc trois ans pour s'y faire. Les accords de Schengen, moins médiatiques, prévoient de leur côté la suppression des postes fixes des frontières de

en 1993, selon les experts, les Cinq seront parvenus à un accord. Dans le délai prévu pour le désarmement à

A moins d'un an de leur entrée en vigueur officielle, les accords de Schongen en sont encore au stade oit on se dit « des choses très très méchantes » dans les groupes de travail. Les Pays-Bas refusent catégoriquement de revenir sur leur législation concernant la drogue. On tente de négocier un « seuil minimum de poursuite » commun, c'est-à-dire, la dose de haschisch que chacun, finalement, aura le droit d'avoir sur soi. La France est contestée pour la vente libre des 22 long rifle. Les Allemands s'inquiètent de savoir si elle possède un plan de ramassage des fusils de chasse.

Personne, même à Bruxelles, n'imagine que l'on parviendra à une étanchéité telle aux frontières extérieures de la Communauté qu'on pourra supprimer tous les contrôles internes. Pour la France, plus de la moitié des saisies de drogue sont opérées aux points de passage intra-communautaires. Mais dès qu'on pousse un peu plus loin le souci du détail, qu'on demande qui va empêcher le haschisch et les défenses d'éléphant infiltrés quelque part de prendre le TGV, qui va empêcher les citrus malades de se faire passer pour des yuccas et le patrimoine national de s'expatrier, là, on s'enfonce dans la brume.

Bruxelles n'est pas opposé à des contrôles « inopinés », opérés à l'occa-

rieur de leur corps (vingt-neuf l'an dernier).

Des confins de leurs trois frontières nordiques, les douaniers lancent un « cri d'alarme ». Qu'on ne croie pas qu'ils chèrchent à nous apitoyer sur leur sort : ils sont fonctionnaires. Mais le contrôle « inopiné » qui se dessine, « c'est la porte ouverte à tous les abus ». Les douaniers ont peur pour nos enfants, qui pourront revenir d'Amsterdam sansmême un serrement de cœur à la vue des képis. Ils craignent, pour notre santé, le vin au méthanol, les préservatifs sud-coréens, et, pour notre industrie, les espadrilles chinoises. Dans son coffre de voiture, M. Emmanuel Baudin, de la direction de la CFDT-douanes, transporte un carton plein de jouets. Fabriqués à Taïwan, importés en Allemagne, réexportés avec un certificat de conformité aux normes françaises, dangereux pour les enfants : les yeux des ours s'arrachent et les chiens perdent leurs poils par poignées.

Les douaniers n'inspectent que trois camions sur cent et une proportion encore plus infime de passagers, mais ils croient à leur force de dissuasion. Et, de leurs premières loges, ils tiennent à faire savoir que nos partenaires ne sont pas tous honnêtes. « Tous les pays ne jouent pas le jeu », se préoccupe Mª Hélène Salafin, secrétaire générale de la CGT-douanes. La RFA exporte tellement qu'elle se soucierait peu de ce qu'elle importe. Elle a des liens privilégiés avec la RDA, où aboutissent toutes les tôles bon marché des pays de l'Est.

Attente trop longue à Roissy

Rotterdam, le premier port du monde, « vit pratiquement sans contrôle » et réexporte 80 % de la marchandise qui y transite. L'opinion doit le savoir : tous les Etats membres ne partagent pas la même philosophie du contrôle. Une tradition latine, « de pauvre », s'oppose, selon la CFDT, à une tradition « de riche ». Dans les pays du Nord, la douane est « au service des entreprises ». Les douaniers français applaudissent à la libre circulation, à condition de pouvoir aller vérifier euxmêmes ce qui se passe sur les 36 kilomètres de quais de Rotterdam.

Entre collègues franco-français, l'ambiance ne paraît pas plus confiante. Les douaniers, qui se regardaient déjà avec les policiers en chiens de faïence, se demandent si tout le monde fait loyalement ses bagages. Ils n'ont pas apprécié que l'un des leurs se fasse arrêter par des gendarmes dans le Nord. Les gendarmes, « on ne les voyait pas »; il arrive maintenant d'en croiser dans les parages. M. Charasse a assuré aux syndicats qu'il n'y aurait pas d'injustice : « Nous ne partirons pas tant que Joxe

n'aura pas retiré ses policiers. »

A la PAF, on ne considère pas moins que les activités « résiduelles » seront essentiellement du ressort de la sécurité, et donc de la police. « Le responsable de l'ordre public, c'est Joxe. »

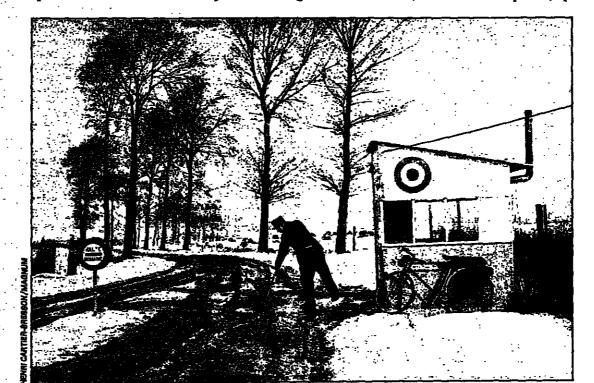
Partant du principe qu'on n'a jamais trop de policiers, la PAF (cinq mille agents, dont mille cinq cents aux frontières intra-CEE) n'a pas annoncé de réduction d'effectifs. Tout au plus ne compense-t-elle plus les départs à la retraite et envisage-t-elle le déplacement de cinq cents personnes. Les policiers s'adjugeraient bien le droit de pouvoir fouiller les véhicules sans commission rogatoire, mais les douaniers tiennent à leur privilège.

Les agents des douanes, eux, trouvent qu'on attend trop longtemps à l'immigration à Roissy, et que la PAF ferait mieux d'y doubler ses effectifs. Quelques conciliateurs parlent de brigades volantes communes, mais un essai de cohabitation dans le Doubs, le Bas-Rhin et la Moselle n'a pas été très concluant. Les brigades se sont retrouvées au même moment au même péage d'autoronte.

En ce qui concerne le tunnel sous la Manche, en tout cas, tout le monde est d'accord, et, pour une fois, Bruxelles n'a pas d'objection. Le tunnel restera une frontière digne de ce nom. Les donaniers de Mime Thatcher y seront, dans le cadre du non-désarmement général que préparent les îles Britanniques. La douane française y sera, puisque la « sûreté » et le contrôle des bagages font partie de ses « missions essentielles ». La police anssi, naturellement. Le tunnel, de l'avis général, sera bien gardé.

La présidence française de la Communauté constitue une perspective moins réjouissante, du même avis général. Elle commence le 1ª juillet, et l'occasion ne se représentera pas avant six ans. Les syndicats, et même les administrations, craignent qu'une « décision politique » ne leur tombe sur la tête. Qu'un « trait de plume Kohl-Mitterrand » ne renvoie les gardes frontière au musée. Les dousmers les premiers, avec leur bande rouge sur la couture du pantalon.

CORINE LESNES.



cinq Etats, dont la France, à partir du 1º janvier 1990. Il ne resterait plus que dix mois.

Les Allemands, comme d'habitude, ont pris de l'avance. Ils désarment, unilatéralement. Avant la fin de l'année, ils auront retiré tous leurs policiers et les deux tiers de leurs douaniers. Près de Gambsheim, dans le Bas-Rhin, les Français qui cohabitaient avec des Allemands dans le cadre des « brigades mixtes » viennent de se retrouver tout seuls. En territoire étranger.

Drogne, armes, délits fiscaux et terrorisme 🕠

Signés par les gouvernements de Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de RFA et de France, les accords de Schengen prévoient aussi — ou simultanément, les interprétations divergent — une harmonisation des législations des pays membres sur des questions aussi consensuelles que la lutte antidrogue, le terrorisme, les «mouvements virégullers» de capitaux, l'immigration clandestine, l'extradition... De l'avis des négociatenrs, ils constituent un «laboratoire» du grand marché à douze et « le moins que l'on puisse dire, c'est que les textes ne sont pas prèts». Mais

en cas d'urgence. Les Luxembourgeois ne tiennent pas à ce que l'extradition s'applique aux délits fiscaux. Ils sont opposés, en outre, au droit de poursuite qui permettrait d'aller chez le voisininterpeller un suspect, voire de le transférer immédiatement dans le pays ayant constaté l'infraction : « Vous n'avez qu'à vous installer chez nous... »

En matière de terrorisme, en matière de politique des visas, les responsables de la sécurité se font des frayeurs. En 1993, quiconque aura été admis en Grèce pourra prendre l'avion à Athènes comme sur une ligne intérieure et se retrouver à Paris. Chaque pays membre entretenant des relations privilégiées avec ses anciennes colonies, le monde entier ou presque pénètre sans visa dans un des douze Etats. L'Italie, l'Espagne, n'en exigent pas des Turcs, qui n'ont qu'à faire le détour pour se rendre en RFA.

A cinq, les négociateurs de Schengen essaient de trouver une liste commune de nationalités sujettes à visa : ils n'y arrivent pas. Un système informatique commun, qui permettrait à chaque frontière extérieure d'obtenir des informations sur une personne, pourrait, lui, être prêt en 1991, bien qu'on ne sache pas encore si on y fera figurer jusqu'aux voleurs de voitures.

sion par des brigades volantes des Etats membres. Mais la Commission européenne ne cache pas des préférences révolutionnaires pour « un cadre juridique et fiscal modifié ». A Paris, la direction des douanes penche pour « la libre circulation avec tout de même un contrôle », c'est-à-dire un aimable retrait, à quelques kilomètres à l'intérieur. On ne démolirait pas les postes frontières. Les troupes y viendraient tous les jours. La ligne de front aurait l'« aspect » d'une frontière libre « plu-sieurs heures par jour ». A la PAF, également concernée par le retrait, le directeur. M. Pierre Berges, pense à renforcer le « deuxième rideau ». Sans vouloir insister, Bruxelles juge contraire à l'esprit unique du grand marché toute résurrection d'une frontière, même invisible ».

Le ministre de tutelle, M. Michel Charasse, chargé du budget, n'en sait pas plus. Il a annoncé un · repli ordonné » sur des « positions préparées à l'avance », qui se traduira, c'est la seule précision, par une réduction de mille cinq cents emplois d'ici au 31 décembre 1992. Le ministre a aussi assuré que les « missions essentielles » de la douane seraient maintenues, et il a créé, enfin, des groupes de travail pour que remontent, des « bureaux les plus modestes », quelques suggestions. A Metz, la base a refusé de participer à la réflexion. « Les gens nous demande chef, qu'est-ce qu'on fera en 1993? Ils comprennent mal qu'on ne puisse pas leur répondre », explique M. Jean Weber, qui, pour être frontalier, connaît bien la psychologie des troupes.

Cet automne, les douaniers ont défilé à Paris, dans leur bel uniforme, y compris les skieurs. Didier Hernandez, le plus fin limier du centre de transit routier de Thionville, n'est pas venu. Il « ne sait pas manifester ». Mais il a envoyé à l'administration quatre pages de suggestions: pour renforcer les contrôles. Fils d'immigrés espagnols, l'inspecteur Hernandez traque les aciers hongrois et yougoslaves qui viennent concurrencer illégalement la sidérurgie lorraine, et il est capable de reconnaître la nuance H 52 qui n'existe qu'en RDA. Les frandeurs le craignent. Lorsqu'il a été muté à 20 kilomètres, les statistiques du commerce extérieur s'en sont ressenties.

Force de dissuasion

Les douaniers en deviendraient plus méchants. En un an, les quantités de drogue saisies ont augmenté de 66 % (21 tonnes en 1988). A Thionville, la brigade des trains a doublé ses prises de cocame. Dans le « modeste bureau » qui donne sur la voie ferrée, on ne rigole pas. Quelques trophées sont rangés dans une vitrine, et le chef de subdivision fait les présentations. Ici, des shiloms (pipes à haschisch) en bois, en onyx. Des pièces de musée, car, de plus en plus, les trafiquants passent la drogue à l'inté-

Modane, cité symbole

CHAMBÉRY de notre correspondant

ODANE a été détruite à 80 % pendant la guerre. En 1957, elle a été dévissée par le crues de l'Arc. Nous avons toujours réusir à relever la tête. L'Europe, c'est peut-être une nouvelle chance. > M. Jacques Geneletti, le maire (div. droite) de cette cité savoyande de 4 500 habitams refuse de sombrer dans la sinistrose. Pourtant, au pied des montagnes, tout au bout de le vallée de le Maurianne, l'échéance de 1993 est loin de susciter la même euphone que dans la Tarentaisa voisine, où aucont lieu les Jent olympiques.

A cetta dete, la ville-frontière, située sur un des principaux axas de passage vers l'Italie, à l'entrée des turnels routier et ferrovisire du Fréjus, est menacée de pentre 800 emplois directs et 300 indirects dans les commerces et les services. Telle serait la conséquence des effets cumulés de la suppression brutale des formalités douanières et d'un radéploiement des activités de la SNCF, selon l'hypothèse — pessimiste — d'un rapport établi par M. Noël Lebel, commissaire à l'arménagement des Alpes du Nord, sur la demande de M. Bernard Bosson, alors ministre délégué aux affaires européernes, et transmis aux autorités de la CEE.

Depuis que le Savoie a choisi le parti de le France en 1860, le cœur de Modane bat au rythme du trafic (de la combinazione, osent certains). Fonctionnaires des douanes et de la police de l'air, cheminots au service de la première gare internationale de marchandises, employés des sociétés de transitaires : ils sont plus de 1 500 à travailler sur la frontière, dont 300 Italiens de la garde civile et financière, ainsi que des agents des chemins de fer installés en territoire français.

Le scénario-catastrophe de M. Lebel, reçu comme une « provocation », a produit l'effet d'un électrochoc. « Modene est un symbole, et nous craignons d'en faire les frais. » M. Christian Amevet, directeur de l'autoport du Frenay, ouvert avec le turinel en 1981, admist difficilement une réalité que personne, tant à Paris qu'à Bruxelles, ne peut confirmer. Avec 240 salariés, ce centre routier, qui aura coûté 50 millions de francs aux collectivités locales et à des sociétés privées, commence à profiter de l'augmentation régulière du trafic des lourds. « Nous devrions embaucher. Mais qui oserait s'engager dans une profassion en voie de disparition. La menace de 1992 est pour nous une motivation supplémentaire. On ne pourra pas nous rayer d'un trait de plume. »

Faits à l'appui, Man Marie-Thérèse Denis, la toute nouvelle responsable du cantre des douenes, confirme la nécessité de conserver sur place une plate-forme de contrôle et de surveillance intérieure à la CEE. C'est à Modane qu'ont été arrêtés les wagons de vin au méthanol en provens-nance d'Italie. C'est là aussi qu'ont été

refoulés des camions remplis de déchets hospitaliers non protégés ou de « résidus de terre décontaminés » plutôt suspects (1). La méfiance est toujours aussi vive à l'égard de l'économie « souterraine » du voisin transalpin, accusé en terme à peine voiés de pratiquer des contrôles élastiques.

Quand au désengagement de la SNCF, qui doit supprimer 200 à 250 des 600 emplois actuels, il répond à la logique de modernisation des centres de triage et de dédouanement reportés en amont, depuis que les Italiens ont mis en place une plate-forme près de Turin.

« Nous avons la chance d'avoir la durée pour nous préparer. Notre volonté est de mettre fin aux rumeurs alarmistes, pour élaborer une stratégie de reconversion ». M. Patrick Strzoda, le jaune sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne, auréolé de la casquette de « manager du développement local », s'est attaché à rassurer la population et à mettre en place des « outils de travail » et de réflexion. « La solution ne peut venir que de Modene. L'État et les instances communautaires suivront. » D'ores et déjà, tous les « guichets » de financement ont été ouverts pour aider la ville à se donner un nouveau visage.

MICHEL DELBERGHE

(i) 413 723 poids loards et-426 600 wagons out transité, l'an dernier, par les deux tunnels de Modane. A 90 %, ce trafic concerne les échanges franco-italiens.





M. Pébereau accepterait de se retirer

Société générale : armistice en vue

Le retrait presque total de M. Georges Pébereau, l'assaillant, et la mise en vente de son arme d'attaque, la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation), le renforcement d'Axa et de Rhône-Poulenc dans le capital de la banque, le maintien de la Caisse des dépôts comme premier actionnaire et, enfin, l'ouverture du conseil d'administration à trois nouveaux membres, dont deux personnalités socialistes et un ancien trésorier de l'UDF : les principaux termes de l'accord entre les différents participants à l'affaire de la Société générale sont pratiquement arrêtés.

Plusieurs problèmes techniques étaient encore en cours de discussion, mercredi 22 février. Le compromis mis au point par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor (et ancien directeur du cabinet de M. Edouard Balladur, rue de Rivoli), devra ensuite être accepté par chacun des partenaires concernes. Un conseil d'administration de la banque est prévu à cette intention, jeudi 23 février, à midi.

Tel qu'il se dessine, l'accord devrait permettre de « sauver la face » de chacune des parties prenantes. Chargé par M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, des finances et du budget, d'une mission de conciliation, M. Jean-Claude Trichet s'est efforcé de rechercher un compromis - agréable - à tous, selon son propre terme. Malgré les inconnues qui subsistent, il semble qu'il y soit parvenu en un temps particulièrement court, moins de six semaines.

Dans l'état actuel des discussions, l'accord devrait tout d'abord se traduire par un retrait presque total de l'atta-quant, M. Georges Pébereau. Ancien

L'affaire Petit Bateau

La BNP rompt ses relations avec M. Yves Rocher

La BNP vient de décider de rompre ses relations commerciales avec M. Yves Rocher, Cette décision fait suite à l'ultimatum lancé le 21 février par M. Yves Rocher à propos du redressement de la société Peili Bateau (le Monde du 22 (évrier).

- En raison des agresssions incessantes et injustifiées de M. Yves Rocher, la BNP n'estime plus possi-ble d'établir avec lui le partenariat indispensable au redressement de l'entreprise sur des bases solides et durables -, indique la banque dans un communiqué publié dans la mati-née du 22 février. La BANEXI. filiale banque d'affaires de la BNP. a par ailleurs, décidé de déposer une plainte en diffamation à l'endroit de M. Yves Rocher.

Cependant la BNP, qui est à la fois le banquier de M. Yves Rocher et de Petit Bateau, affirme qu'elle maintient ses concours à l'entreprise de vetements pour enfants et se déclare - prête à prendre toute sa part dans l'effort financier à faire pour assurer l'avenir de Petit Bateau ».

président de la CGE (Compagnie générale d'électricité) reconverti dans la finance, M. Pébereau président de Marceau Investissements, avait réuni autour de lui plusieurs industriels (les fameux » golden papies », MM. Gustave Leven, président de Source Perrier. François Dalle, président d'hon-neur de L'Oréal, et Jean-Louis Descours, président des Chaussures André), et quelques financiers pour organiser un raid sur la Société géné-rale, banque privatisée en 1987 par M. Edouard Balladur.

Le raid a échoné

Comme le reconnaît aujourd'hui M. Pierre Bérégovoy, cette offensive d'origine privée – mais dans laquelle déjà la Caisse des dépôts était forte-ment engagée – aurait du être soutenue par les actionnaires publics de la banque, les assureurs notamment. L'alliance entre M. Pébereau et les sociétés d'Etat aurait du permettre un rééquilibrage politique du capital de la banque, de son conseil d'administration et, semble-t-il dans l'esprit du ministre. de sa direction. Pour de multiples raisons - les méthodes et la personnalité de M. Pébereau, le comportement des dirigeants des sociétés publiques d'assurances... – le raid a échoué. Avec la SIGP, M. Pébereau est néanmoins pour l'instant le principal actionnaire de la banque. L'accord prévoit son retrait presque total.

M. Pébereau devrait conserver les 0.53 % du capital de la banque qu'il a acquis pour l'essentiel lors de la privatisation et dans le cadre de la constitution par M. Balladur d'un groupe d'actionnaires stables. En revanche, il devrait complètement céder les 9,83 % d'actions acquises à l'automne dernier. pour un coût moyen d'achat d'environ 480 francs, par la SIGP. Cette cession devrait se faire à l'occasion de la vente par morceaux de la SIGP.

Omatre acquéreurs

question. Avant échqué dans son objectif industriel - apporter son expertise et celle de ses allies industriels à la troisième banque commerciale française, M. Pébereau recherche le gain financier. Mardi 21 février, il déclarait encore au quotidien les Echos qu'il était pret à se désengager à condition que

cela se sasse · à un prix acceptable · Quatre groupes devraient se répartir la SIGP: la société privée d'assurances Axa, la société nationalisée Rhône-Poulenc, la Caisse des dépôts et, sans doute, la Société générale. En acquéram près du tiers de la SIGP, Axa, que préside M. Claude Bébéar, devrait ainsi porter sa participation dans le capital de la banque de 1,2 % à 4,5 %. Rhône-Poulenc, qui a déjà renforcé sa position dans la banque au cours des dernières semaines à 2,5 %, devrait également la porter à 4,5 % en achetant le cinquième environ de la SIGP.

La Caisse des dépèts, qui possède déjà directement 4,2 % du capital de la banque, devrait récupérer également le cinquième de la SIGP. La CDC détiendra alors 6 % des actions de la Société générale - au lieu de 7 % autaravant. Le reste du capital de la SIGP devrait être récupéré par la Société générale, qui se chargera de reclasser ses actions dans les mois à venir.

Au terme de l'éclatement de la SIGP, le capital de la Société générale se trouvera considérablement remodelé. Conformément aux souhaits de M. Bérégovoy, le secteur public aura renforcé sa position. Il détiendra au total plus de 21 % du capital de la banque privée, contre moins de 15 % à l'issue de la privatisation. Les cinq actionnaires publics seront : le GAN (4,9 %). Rhône-Poulenc (4,5 %), les AGF (4%), l'UAP (2%) et la Caisse des dépôts (6 %). Pour sa part, M. Marc Viénot, le président de la banque, aura obtenu le retrait de M. Pébereau. Depuis le début de l'affaire, il refuse la présence d'un - actionnaire de référence « dans le capital de sa banque, la jugeant incompatible avec l'indispendable indépendance d'une grande banque commerciale internationale. Il A quel prix M. Pébereau et ses alliés ne souhaitait pas avoir d'actionnaires vont-ils céder la SIGP ? C'est là toute la possédant plus de 4,5 % de son capital.

Avec la dissolution de la SIGP, il obtient gain de cause. Mais il doit accepter une dérogation à son principe : la Caisse des dépôts conservera, dans une première phase, 6 % du capital de

Avec la recomposition de son capital. Société générale devra également modifier son conseil d'administration. Cétait l'un des points essentiels pour M. Bérégovoy, partisan du pluralisme dans le capital et les conseils des entreprises. Afin de permettre l'entrée de trois nouveaux administrateurs, le nombre des membres du conseil d'administration de la banque devrait être porté de quinze à dix-huit. Les noms des trois entrants ont fait l'objet d'intenses negociations directes entre MM. Bérégovoy et Viênot. Les trois personnalités finalement retenues devraient être MM. Claude Bébéar, président d'Axa. Louis Schweitzer, directeur financier de la régie Renault, et Jean-Pierre Aubert (ancien président de La Hénin et président d'honneur du CEPME), actuellement conseiller d'Etat.

Le choix traduit parfaitement le rééquilibrage politique souhaité par le ministre d'Etat. M. Bébéar est un proche de l'UDF. Ancien trésorier de cette organisation, il se présente aux élections municipales à Rouen, sur la liste de M. Jean Lecanuct. Les deux autres ersonnalités sont socialistes : M. Schweitzer a été le directeur du cabinet de M. Laurent Fabius lorsque celui-ci était ministre de l'industrie puis premier ministre. M. Aubert, socialiste assiché, est le sils d'un ami du président de la République.

Une nouvelle structure du capital, un conseil d'administration renforcé et pluraliste : la bataille de la Générale aura sinalement permis à M. Bérégovoy d'arriver à ses fins. Il faut cependant maintenant que chacun des participants à l'affaire donne son accord. L'affaire n'est peut-être pas complètement terminée.

ERIK IZRAELEWICZ.

Un seul perdant?

S'IL est accepté par toutes les parties prenantes à l'affaire. l'accord mis au point par M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor et ancien directeur du cabinet de M. Balladur, concrétisera la sanction d'une longue bataille : avec ses vainqueurs et son perdant. Mais il ouvre, en même temps, plusieurs interrogations, liées notamment au rôle des entreprises publiques dans « économie mixte ».

M. Marc Viénot, le président de la Société genérale nommé par M. Balladur avant la privatisation, est le grand vainqueur. Hostile à la présence de tout actionnaire de référence dans son capital, il souhaitait le retrait de M. Pébereau. Il a obtenu gain de cause. Après de multiples péripéties. M. Pierre Bérègovoy, ministre de l'économie, a, lui aussi, atteint ses objectifs : un capital recomposé et un conseil d'administration pluraliste. M. Robert Lion, le directeur général de la Caisse des dépôts, l'un des alliés de M. Pébereau, s'en tire également très bien. Il a aidé M. Bérégovoy dans cette opération de « dénoyautage ». Elle a réussi. Il peut se désengager partiellement sans honte. Il reste le premier actionnaire de la banque privatisée. Le seul perdant serait donc M. Georges Pébereau.

Industriel de grand talent reconverti dans la finance, il échoue dans sa première grande opération financière. Il voulait, disait-il, marier l'industrie et la banque. Läché par certains de ses amis, il est obligé de se retirer. Quelles sont les conditions de sa retraite? On ne les connaîtra sans doute jamais clairement. En revendant sa participation dans la Société générale, a-t-il réalisé une importante plus-value? Les conditions techniques retenues

seront suffisamment complexes pour empêcher un calcul extérieur.

La question mériterait pourtant réponse. Si M. Pébereau a réalisé un gain financier à court terme, ne s'agit-il pas d'une prime aux « raders a accordée avec l'assentiment du ministre de l'économie ? Cela ne serait pas très cohérent de la part de M. Bérégovoy quelques jours après les propos tenus par le président de la République sur « l'argent

Autre question, quel rôle aura-ton fait jouer dans cette affaire au secteur public? M. Bérégovay ne manquera pas de se féliciter du renforcement des actionnnaires publics dans le capital de la banque privatisée. Le GAN a porté sa participation dans la Société générale de 2.2 % à 4.9 %, Rhône-Poulenc de 2.5 % à 4.5 %. En investissant des centaines de millions de francs dans la banque, leurs dirigeants ont-ils agi dans l'intérêt de leurs entreprises ? Pour investir et se développer, on sait, par exemple, que Rhône-Poulenc a besoin de fonds propres. Son actionnaire, l'Etat, refuse de lui en donner. Pour raison d'Etat (« Ni nationalisation, ni privatisation :), elle ne peut en trouver sur les marchés financiers qu'à travers des acrobaties financières qui n'ont qu'un temps. Pour avoir accepté de participer au remodelage du capital de la Société générale, M. Jean-René Fourtou, le président de Rhône-Poulenc - un proche de M. Giscard d'Estaing - devrait sans doute voir son mandat à la tête de la société reconduit. Mais l'argent difficilement acquis - d'une telle société industrielle n'aurait-il pas pu être utilisé plus judicieusement ailleurs? Dans l'industrie, par exem-

E. I.

- p.= 4.

កកម្

ينجون ريخي ...

- 44. - 44. - . . -

COM M

عفرو در

.

بل ۱۵۵ بند گو سرچ قصف

n delega.

A Specia

en an against

- 1'44

The Add Notice

مفجد ته ۱۷۸

REPÈRES

Matières premières Forte hausse des prix

Le prix des matières premières mportées a progressé, en francs, de 6,5 % en janvier par rapport à décembre 1988, indique l'INSEE.

En devises, cette hausse est de 2.5 %. L'indice s'inscrit ainsi à 166 sur la base 100 en 1980 et recouvre une hausse du prix des produits alimentaires de 5,5 % en francs et 1,7 % en devises. Les matières pre-

mières industrielles augmentent pour leur part de 6,8 % en francs et de 3.2 % en devises.

Les plus fortes hausses sont enregistrées pour la pâte à papier (+ 11%), les matières premières et les fibres textiles naturelles (+ 9%)

Croissance Hausse de 4,5 % du PIB britannique

En dépit d'un net ralentissement en fin d'année, le produit intérieur brut britannique a augmenté de 4,5 % en 1988 selon les statistiques provisoires publiées par le gouvernement, marci 21 février. Cette croissance est inférieure aux 4,8 % de 1987 mais reste parmi les plus élevées des pays industriels. Au cours du quatrième trimestre, la croissance est revenue à 0,1 % seulement, mais elle reste supérieure de 3,5 % à son niveau du demier trimestre de 1987. Si l'on exclut le pétrole de la mer du Nord, l'expansion est plus vive sur douze mois: 5.5 %.

Pechiney: le juge d'instruction M^{me} Boizette se rend en Suisse

M™ Edith Boizette, juge d'ins-truction au tribunal de Paris, chargée de l'information judiciaire sur l'affaire Pechiney, s'est rendue en Suisse, où elle devait, durant les journées des 22 et 23 février, s'entretenir avec les autorités helvétiques en vue de l'exécution dans ce pays de certaines commissions rogatoires dans le cadre de l'aide qui a été demandée à la Confédération helvétique. M∞ Boizette devait ainsi s'entretenir, mercredi 22 février, Berne, avec M. Pierre Schmid, chef de la division de l'entraide iudiciaire internationale et des affaires de police.

La recherche et l'experimenta-

tion sur l'innovation sociale

constituent aujourd'hui un cré-

neau porteur pour les anciens syndicalistes. Après M. André

Sainjon, ancien secrétaire général

de la Fédération de la métallurgie,

qui a participé au lancement d'un

Institut de recherches et d'initia-

tives sociales européennes (IRISE)

(le Monde du 8 février), M. Pierre

Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT, s'est lancé dans

l'aventure. Celui qui faisait figure

de porte-parole de l'aile gauche,

mis à l'écart au congrès de Stras-

bourg en novembre 1988 € à la

faveur » du départ de M. Maire,

vient de créer son propre labora-

toire. Avec le concours de son

Le Laboratoire social d'actions,

d'innovations, de réflexions et d'échanges (LASAIRE), dont

M. Héritier est directeur, ne se

présente ni comme un « bureau

ancien employeur.

Le magistrat français, qui est accompagne, durant ce déplace-ment, de M. Pierre Bézard, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, et M. Pierre Martinez, chef de la brigade financière de la police judiciaire, devait ensuite se ren-dre, jeudi 23 février à Genève. Il s'agit, pour elle, d'examiner avec les responsables judiciaires du canton dans quelles conditions pourraient être exécutées des commissions rogatoiress délivrées depuis le 7 février, et qui sont actuellement entre les mains de la justice genevoise.

Depuis qu'elle est en charge du dossier Pechiney, Mr Boizette a

Avec le soutien de la Société lyonnaise de banque

M. Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT,

se lance dans l'innovation sociale

PDG de la Lyonnaise de banque,

avait pris contact à la fin août

1988 avec son ancien employé

lorsqu'il avait aporis qu'il risquait

de perdre ses responsabilités syn-

dicales. « Je ne suis ni pauchiste

ni même de gauche, explique M. Moulard, en faisent allusion

aux idées politiques de l'ex-

syndicaliste. Mais, comme entre-

preneur, le considère que ma res-

ponsabilité première est de créer

des emplois. Il faut que l'entre-

prise soit un peu citoyenne dans

sa région et dans son pays. En

d'innovations dans le domaine

social. L'occasion a fait le lar-

ron. » M. Moulard préside le

conseil d'administration de

1988, je ressentais la néces

Le mécène, M. Henri Moulard,

déjà entendu, à Paris, à titre de témoins, d'abord MM. Alain Bou-blil, démissionnaire de ses fonctions de directeur de cabinet de M. Bérégovoy, Samir Traboulsi. l'intermédiaire libanais entre Pechiney et Triangle, et, plus récemment, Antoine Riboud, en sa qualité d'administrateur de la société Pechiney. Elle a, entre-temps, procédé à cinq inculpa-tions de recel de délits d'initiés ou de ce délit lui-même, aui ont été notifiées à MM. Roger-Patrice Pelat. Pierre-Alain Marsan. Ricaldo Zavala, Robert Reiplinger et à M^{lle} Isabelle Pierco (*le Monde* du 18 février et du 22 février).

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs:

Hubert Benve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social:

620 000 F

Principaux associés de la société:

Société vivile

Les Rédacteurs du Monde

Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. Andre Fontaine, geran

et Hubert Beuve-Mery, fondateur.

Administrateur général :

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :

Claude Sales.

5, rue de Monitessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

7, RUE DES ITALIENS. **75427 PARIS CEDEX 09**

Reproduction interdite de tous articles.

Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650572 F Tálécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

sauf accord avec l'administration nmission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037

nta sur les mi et index du Monde au (1) 42-47-99-61

ABONNEMENTS BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mols	365 F	399 F	504 F	709 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 meis	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
Jan	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO PORTAGE: pour tous renseignements Tél: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

3 mois [

3 muois 🔲	6 mois 🔲	9 mois 🔲	lan 🛘
Nom:		Prénom :	
Adresse :			
		Code posta	l :
Localité :		_	
Veutlle aunie l'ablique		-	

Ni sous-marin ni poisson pilote

d'études » ni comme un organisme de recherche, mais comme un a lieu destiné à faire connaître Avec son siège social à Saint-Etienne (1), LASAIRE se fixe des aux partenaires sociaux les études, les expériences, les évoluobjectifs précis : « Recenser et tions sociales, les réalisations analyser les expériences innoinnovantes dans le monde du travantes et les changements qui vail ». La Société lyonnaise de émergent dans l'entreprise et le banque, où M. Héritier a été tissu local »; « Organiser des employé avant de devenir permaéchanges entre acteurs et chernent syndical, a apporté un cheurs »; « Promouvoir de nouconcours financier de l'ordre de veaux concepts »; « Susciter ou 1 million de francs.

✓ Une rampe éventuellement mettre en œuvre de lancement qui nous met à des politiques de formation », etc. l'abn de la contrainte alimen-« Nous ne sommes pas des cher-cheurs, assure M. Hentier. Nous taire », commente-t-il.

LASAIRE.

voulons soutenir sur place ceux qui sont des innovateurs. > Proclamant son indépendance totale vis-a-vis de la CFDT, l'ancien responsable du secteur économique de cette centrale n'entend pas davantage servir de laboratoire au patronat : « LASAIRE ne sera ni un sous-marin ni un poisson

Tout en reconnaissant le e parallélisme » des démarches avec l'IRISE de M. Sainjon et en voyant dans cette concurrence une bonne émulation, M. Héritier rappelle que son laboratoire n'entend pas, lui, faire du conseil en entreprise. Il reste que les thèmes inscrits au programme de travail de LASAIRE sont assez proches de ceux d'IRISE. L'équipe de travail formée de plusieurs cégetistes et d'un polytechnicien - M. Hugues Bertrand, profes-seur à l'université de Lille - va se pencher sur l'Europe sociale, le mouvement social et le syndicalisme, le développement local et la création d'activités nouvelles, mais aussi, l'évolution des relations sociales dans l'entreprise. Avec, en guise de hors-d'œuvre, ℓ les interrogations que suscitent les nouvelles formes d'attachement des salariés aux objectifs de l'entreprise ». Intéressant préam-

M. N.

(1) 32, rue de la Résistance, 42000 Saint-Etienne. Tel.: 77-41-94-04.

Revalorisation de la gestion du personnel

Dans la longue communication qu'il a présentée mercredi 22 l'évrier au conseil des ministre sur la rénovation du secteur public, M. Michel Rocard a d'abord souligné que ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le rôle fondamental que doivent jouer l'Estat, et les services mablice Occ. l'Etat et les services publics. Or a souligné le premier ministre, les soungne le premier ministre, les conditions dans lesquelles ces missions sont aujourd'hui remplies ne sont pas pleinement satisfaisantes. Elles ne le sont pas pour les agents de la fonction publique qui ont été trop souvent dans le passé négligés, voire oubliés ou injustement critiqués.

Aussi a poursuivi en substance M. Rocard, les attentes des fonction-naires rejoignent-elles celles des citoyens pour exiger une rénovation en profondeur du fonctionnement de l'Etat et par consequent pour revoir les relations du travail comme les modes de décision et de gestion. L'Etat s'est trop souvent et trop longremps organisé sur la base de la métiance à l'égard des agents. On a multiplié les contrôles, les rendant par là même inefficaces, on a institué des procédures qui n'ent plus de sens à une époque où les qualifications des agents de l'Etat se sont for-tement élevées.

Ce n'est pas en ignorant les com-pétences et les spécificités de cha-cun, a ajouté le chef du gouverne-ment, ou en rejetant les initiatives sous prétexte qu'elles ne rentrent pas dans le carcan des procédures que l'on rendra le service public plus efficace. C'est au contraire en res-taurant la dignité des serviteurs de l'Etat et des collectivités publiques, en créant les conditions juridiques et matérielles d'une prise de responsabilités effective par le plus grand nombre d'entre eux, en matière de décision comme d'exécution, que l'on pourra mieux répondre aux aspirations des fonction

Principal Park

T. M. T. M.

PORT PER

and the same of the

1 41 tud ...

and the second second

and after that the same Programme and the state of

1.000

in the area

1000 C. 1000 C.

τ . ε .

1000

K W

Company of the Company

part of

2.5

12 July 2 18 18 1

10 7. 2. 2

d'instruction

tend en Suiss

De l'avis de M. Rocard, ce défi ne peut pas être relevé par des mesures hiérarchiques : il suppose la mobili-sation des agents. Celle-ci passe par le développement de la négociation et des instances de participation. Le renouveau du service public doit se faire avec le soutien des personnels et de leurs organisations syndicales. Le renouvean du service public sera l'un des grands enjeux des

Le plan présenté mercredi au gouvernement s'articule autour de qua-tre idées-forces : relations du travail nénovées ; développement des res-ponsabilités ; évaluation des politiines publiques ; politique en faveur

 Une politique de relations du travail rénovée. Le dialogue social dans les fonc-tions publiques doit être renforcé et devenir un instrument privilégié de la modernisation des administra-

La négociation s'ouvrira à de nou-veaux thèmes et se décentralisera à tous les niveaux. Les questions relatives à la formation continue, à la mobilité, aux conditions et à l'organisation du travail, aux modalités de l'introduction des nouvelles technologies, à l'aménagement du temps de travail constitueront des thêmes

Pas d'abandon

da statut général Insistant sur la nécessité d'une gestion plus dynamique des person-nels, M. Rocard à été critique, souliguant que les politiques de gestion des personnels mises en œuvre dans les administrations demen vent inadaptées et que les directions du personnel avaient rarement l'influence – et le prestige – que l'importance de leurs missions justifierait amplement. Selon le pren ministre, il n'est pas nécessaire d'abandonner le statut général des fonctionnaires, de même que l'évolution souhaitée n'implique pas la dis-parition de la grille des rémunéra-tions. Seulement son mode d'utilisation devra être adapté. Pour M. Rocard, il faut en premier lieu revaloriser la fonction de gestion du personnel dans les administrations. Il faut, en second lieu, mettre systématiquement en place dans toutes les administrations une gestion pré-visionnelle des emplois, des effectifs et des carrières. De même il ne doit plus y avoir dans les administrations d'investissement physique qui ne s'accompagne pas d'un investissement humain. Enfin, la formation initiale et continue doit jouer pleinement son rôle d'instrument privilédes agents et de l'adaptation de leurs qualifications aux évolutions sions et des métiers.

Toujours dans le cadre d'un dialogue rénové, la mobilité des agents, sous toutes ses formes, sera favorisée, qu'il s'agisse de la mobilité au sein d'une même administration, entre administrations centrales et services extérieurs. Le but étant de permettre aux agents de pouvoir accéder à des tâches correspondant davantage à leur qualification professionnelle.

Rapprocher les centres de décision

Développement des respon

Il s'agit pour l'Etat de tirer toutes les conséquences de la décentralisa-tion en engageant à ses différents échelons territoriaux une politique de développement des responsabi-

L'objectif est de faire antant en matière de déconcertation que ce qui a été réalisé avec les lois de

deviout être prises au plus près de ceux qu'elles concernent, selon l'expression de M. Rocard.

Au service des usagers

Il fant susciter, dès à présent, a demandé M. Rocard, des centres de responsabilités expérimentaux où seraient mis en œuvre de façon contractuelle des assonnlis des règles de gestion budgétaire.

 Evaluation des politiques aubliques

Il ne peut y avoir de développe-ment de l'autonomie et de la respon-sabilité sans évaluation des actions et des services publics, a déclaré M. Rocard, qui a confié à M. Vive-ret le soin d'y réfléchir.

Accueil et service à l'égard des usagers La modernisation de l'Etat a inspiré depuis plusieurs années un

ensemble de lois et de décrets précisant les droits et les obligations des usagers de l'administration. Cette réglementation est loin d'être toujours appliquée car les blo-

En raison notamment de la réduc-

cages sont nombreux. C'est surtout, selon M. Rocard, par des relations de travail rénovées, par une meilleur organisation, par des efforts accrus de formation cominue, par une plus grande considération à l'égard des fonctionnaires que les changements

induits par les nouveaux textes verront effectivement le jour.

L'élaboration de projets de service, en partant d'une réflexion des personnels, donnera des possibilités d'onvrir des négociations locales sur les conditions de travail. Les responsables devront insister sur les attentes des usagers en s'efforçant de parvenir à un assouplissement des horaires d'ouverture, en aménageant les systèmes d'attente pour an rer le confort. On songera aussi à faciliter l'accès et l'accueil des personnes âgées, des étrangers, des handicapés grâce à une assistance énondant à leurs besoins.

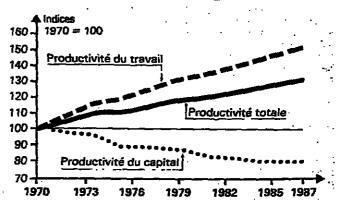
L'effort de personnalisation des relations entre les agents et les usagers sera poursuivi. On veillera en particulier à ce que dans toute correspondance administrative figurent clairement le nom de l'agent chargé du dossier, l'adresse de son service et le numéro de téléphone permettant à l'usager de contacter la per-sonne compétente pour obtenir des informations complémentaires. Par ailleurs, la suppression des guichets facilitera le traitement des cas personnels. Le remplacement progressi des guichets par d'autres formes d'accueil permettra aux agents de traiter les cas personnels.

M. Rocard a d'autre part insisté sur la nécessité de créer des associations d'usagers.

En conclusion, le premier minis-tre a indiqué que chaque administration allait devoir élaborer un plan de modernisation. Le ministère de la fonction publique et des réformes administratives ouvrira des négociations avec les syndicats, en commen-cant par la formation continue et la mobilité des personnels.

Des opérations seront systématiement menées dans toutes les administrations sur le thème de l'accueil et de l'information des usagers. Les ministres interviendront en ce sens auprès des préfets. Un séminaire gouvernemental fera avant le début de l'été le point des travaux

Augmentation de la productivité dans les services depuis 1980



La nouvelle série de publica-tions de l'INSEE, « INSEE première », présents une analyse de l'évolution de la productivité France de 1970 à 1987. De 2,1 % en moyenne annuelle entre 1973 et 1979, la croissance de la productivité totale des facteurs de production tombe à 1,3 % entre 1979 et 1986. Celle du facteur travail s'inscrit en hausse, alors que celle du capital décline tout au long de la période. Cette évolu-tion est sensiblement comparabie à celle des autres pays industrialisés, à l'exception des Etats-Unis, où la compétitivité totale stagne tout au long de la période et du Royaume-Uni, où elle progresse.

Dans les années 1980, la productivité de l'économie française se relentit surtout dans l'indus-

Allemagna tédérale. Les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni ne connaissent pas une telle évolution. Dans ces pays, le second choc pétrolier se traduit, en effet. per des restructurations indus-trielles propices à l'augmentation de la productivité manufactu-nère. En France, en revanche, le secteur des services (notre gra-phique) erregistre une hausse de sa productivité, surtout celle du travail, ce qui explique que peu d'emplois, en comparaison des Etats-Unis par exemple, aient été créés. Ce n'est qu'au cours de la période la plus récente (1987-1988) note l'INSEE, que la croissance des services en France s'est accompagnée de créations d'emplois plus importantes. C'est également au cours de cette période que la productivité

Une formation renforcée des responsables

(Suite de la première page.)

M. Rocard estime que tout ne va pas si mal et que nous sommes admirés dans le monde entier pour la qualité de nos fonctionnaires.

Pourtant, le premier ministre s'inquiète de la véritable crise que traversent les agents du service public, qui doutent d'enx-mêmes, de leur utilité, de leur entreprise. On est loin de l'image rayonnante qui était celle du secteur public à la fin de la guerre : le cheminot fier de son outil. l'instituteur et le professeur admirés et respectés.

Ce malaise, cette crise d'identité - M. Rocard emploie l'expression, - expliquent autant la crise actuelle du secteur public que d'insuffisantes rémunérations. Et c'est parce que le fonctionnaire on l'agent du service public se sent mai dans sa peau que son rapport avec l'autre - l'élève, ager, le citoven s'il s'agit d'un agent de police, le contribuable s'il s'agit d'un agent du fisc – que ce rapport, qui est d'abord une approche physique, est mauvais.

C'est à partir de cette intuition que M. Rocard va privilégier la formation, et d'abord la formation de ceux qui ont à diriger les hommes. La capacité à commander est essentielle: encore faut-il qu'elle soit reconnue par ceux qui ont à exécuter. Ce qui est de moins en moins souvent le cas. D'où la multiplication envisagée des stages de formation, en alternance avec des période

de réflexion. Comme dans le secteur privé auquel on va emprunter bon nombre de méthodes. C'est aussi le souci de rendre aux agents du secteur public des raisons d'y croire qui va conduire à une plus grande mobilité: un instituteur pourra devenir inspecteur des impôts si c'était sa vocation rentrée ou tardiversent découverte.

L'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers passe aussi, selon M. Rocard, par des projets d'entreprise, qui permettront à l'ensemble du personnel de s'expri-mer et de définir des objectifs communs. Des méthodes aussi. Sur ce point, on voit réapparaître l'ancien membre du PSU, le fervent partisan de l'autogestion. Mais l'homme a maintenant une longue expérience derrière lui. Il expérimente sur le tas, dans sa commune, et sait assez bien de quoi il parle. Il n'aime pas, par exemple, le mot « mérite » and celui-ci est employé à titre individuel, parce qu'il ne croit qu'aux succès collectif et d'équipe.

Moins de fonctionnaires mais mieux payés, mieux formés et mieux considérés. Tet est la philosophie profonde de l'actuel premier ministre, qui, sur ce point au moins, partage les vues de son ministre des finances, M. Bérégovoy. C'est une révolution culturelle qui est proposée. Celle-ci ne se fera pas en une

ALAIN VERNHOLES.

CONJONCTURE

Selon la Commission de Bruxelles

La CEE devrait atteindre une croissance de 3,5% par an

(Communautés européennes) de notre correspondant

Maintien d'une croissance élevée, de l'ordre de 3% par an, poursuite des • très bonnes performances • en manière d'investissements et d'emplois : selon la Commission de Bruxelles, les perspectives économiques de la Com-munauté en 1989-1990 sont favorables et permettent d'escompter des résultats aussi satisfaisants qu'en 1988. Qui plus est, à moyen terme, compte tenn des améliorations structurelles en cours, la CEE devrait atteindre un rythme de croissance de 3,5% par an... Oet optimisme est à peine tempéré par un cer-tain retour de l'inflation constaté à des degrés divers dans l'ensemble des Etats membres et par un environnement international plus incertain (1).

- La formation brute de capital fixe était et demeure le facteur le plus dynamique de la présence phase d'expansion de la production dans la CEE » Cette vigueur des investisse-

« L'activité industrielle a marqué.

de nouveaux progrès en janvier»,

- La production a augmenté à un

rythme soutenu dans la plupart des secteurs, notamment dans les biens

d'équipement professionnels, l'auto-

mobile et les biens de consomma-

tion. Les marges de capacité de pro-duction disponibles se sont réduites.

Dans certains compartiments des

biens iraermédiaires et l'automo-

bile, l'allongement des délais de livraison et l'accroissement du

recours à la sous-traitance témoi-gnent des difficultés rencontrées pour répondre à la demande.

» Les stocks de produits finis

sont restés à un niveau jugé faible,

excepté dans les blens de consom-

mation où un alourdissement a été

. La croissance de la demande

s'est accélérée tant sur le marché

intérieur qu'à l'exportation, et l'opi-

nion sur le niveau des carnets s'est

écrit la Banque de France dans sa

dernière enquête de conjoncture.

1) par la progression continue de la rentabilité du capital depuis le début duction des entreprises progressent plus vite que ceux dont l'objet est unimatière d'investissements qui figurent

dans le rapport bruxellois n'ont rien de

» Les programmes d'investisse

ments pour 1989 laissent prévoir

une nouvelle augmentation des

dépenses, à un rythme un peu moins

élevé qu'en 1988; ils visent, plus

que par le passé, l'extension des

tuelles en début d'exercice, sont res-

tées modérées dans l'ensemble, incorporani en partie seulement le

renchérissement des approvisionne-

ments survenu les mois précédents.

L'évolution future des marges sus

cite quelques préoccupations liées

aux incertitudes affectant les cours

des matières premières et du dol-

La Banque de France ajoute : « Les relèvements des salaires,

prévus pour 1989, sont générale-ment compris entre 2 % et 3 %.

Selon les chefs d'entreprise, la pro-

duction devrait continuer de

s'accrostre au cours des prochains

mois, mais à un rythme un peu

moins rapide qu'actuellement. »

Les hausses de prix, habi-

que la production va continuer d'augmenter

est désormais plus créatrice d'emplois qu'elle ne le fut jamais ». La tendance se poursuivra très fort en 1989 et 1990 sans cependant que le chômage dimi-que de façon sensible. Ce décalage entre les performances de l'emploi et la lente réduction du chômage (10,5% de la population active en 1990) s'expli-

régression qui n'est pas négligeable : d'une forte reprise de l'investissement + 5,5% en 89 et + 5% en 90 au lieu de productif financé par des entrées de 7,3% en 88. des années 80, due elle-même à la des termes de l'échange plutôt propice (baisses du prix du pétrole et du dollar) ; contrairement à ce qu'on obser-rêt réels élevés : 2) par l'attente du maintien de demandes internes et externes * relativement vigoureuses »; 3) par « les anticipations de plus en plus optimistes que suscite dans le sec-teur des entreprises la perspective de 1993 ». Désormais les investissements visant à accroître la capacité de proquement de rationaliser la production. Cela dit, les prévisions chiffrées en

que surtout par la progression du taux d'activité : une fraction plus importante qu'auperavant de la population en âge de travailler postule des emplois, sur-tout en raison du développement du travail à temps partici. La Commission souligne que le dynamisme de l'économie de la CEE se traduit par une forte expansion des échanges intracommunantaires, plus nette et plus rapide que celle du commerce avec les pays tiers. Cette bonne santé conjoncturelle devrait, note Bruxelles, rendre plus faciles les assainissements budgétaires ainsi que les spectaculaire et indiquent même une tements structurels là ou ils sont nécessaires ; les recettes d'impôts de même que les bénéfices des entreprises La Banque de France estime

Gare à l'inflation

permettent d'agir.

Face à ceme perspective, « dans l'ensemble favorable », quels sont les points noirs ? « L'inflation recommence à s'accélèrer dans la Communouté - L'augmentation moyenne des prix à la consommation qui a été de 1,7 % en 1988 atteindrait 4,25 % en 1989 et 4 % en 1990. Dans le groupe des pays membres qui maîtrisent le mienx l'inflation, à savoir, selon la Commission, la Belgique, la RFA, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas mais aussi la France, la légère progression des prix à la consommation « doit normalisation dès lors que les prix à l'importation, non seulement ne diminuent plus, mais recommencent à augmenter . Aucune panique, on s'en entre les soldes excédentaires courants des pays en excédent et des pays en déficit s'accentue. La Comm admet cependant que la détérioration courants en Espagne et au Portugal n'est qu'à moitié préoccupante dans la mesure où elle s'est accompagnée

«La politique budgétaire pourrait et devrait jouer plus souvent un rôle PHILIPPE LEMAITRE.

(I) Prévision de croissance aux États-Unis : 2,75 % en 1989 et 2 % en 1990 contre 3,8 % en 1988, et au Japon : 4,25 % en 1989 et 3,5 % en 1990 contre 5,6 % en

capitaux privés et par les transferts opérés grâce au fonds structural euro-

En termes de politique économique,

es experts de la Commission consta-

tent et déplorent dans la Communauté

comme aux Erats-Unis « une confiance

excessive dans la politique monétaire .

pour combattre le resour de l'inflation.

ment de la somme de 600 DA convertibles.

الحزانس - ALGERIE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES AGRICOLES - ONAPSA -

> **AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE** NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel à la concurrence, national et international, est lancé pour la fourniture de :
— Véhicules utilitaires.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence, munis d'une délégation de ouvoir, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'ONAPSA - Direction générale, chemin lassan Benaamane, les Oliviers, Bir Mourad Rais, Alger, B.P. 155, Birkhadem. Alger. Télex: 62.325-6 - Tél.: 56.19.60/56.19.47 à partir de la parution du présent avis, contre paie-

Les offres en huit exemplaires, établies conformément aux exigences du cahier des charges et accompagnées des documents exigés par la réglementation en vigueur, doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessus au plus tard 45 jours après la parution du présent avis au BOMOP, (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter aucune indication, sauf la mention : « Appel à la concurrence, national et international nº 03/89 à ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours, à compter de la date limite de réception des otires.

Un geste des NOPEP pour participer au redressement des cours du pétrole

non membres de l'OPEP (appelés NOPEP), réunis à Londres mardi 21 février, se sont mis d'accord pour aider l'OPEP dans ses efforts pour redresser et stabiliser les prix du brut à 18 dollars le baril. Un communiqué commun explique qu'une - majorité de participants - réduira ses exportations au second trimestre de 1989 « d'un certain pourcentage . La réunion comptait le Mexique, la Malaisie, Oman, la Chine, l'Egypte, l'Angola, et s'y ajoutaient des observateurs d'URSS, de Norvège, du Nord-Yémen, de Colombie, ainsi que de l'Etat d'Alaska (Etats-Unis) et de la province d'Alberta (Canada).

Les détails de la réduction ne seront annoncés qu'au fil de la semaine mais différents analystes évoquent le chiffre de 6 %, soit environ 200 000 barils par jour. L'effort des NOPEP resterait donc très modeste, même si l'URSS y participait, comme certains le pensent, pour 100 000 barils supplémentaires (sur des exportations de 2 millions

Les pays producteurs de pétrole on membres de l'OPEP (appelés 10PEP), réunis à Londres mardi l'évrier, se sont mis d'accord pour der l'OPEP dans ses efforts pour dresser et stabiliser les prix du rut à 18 dollars le baril. Un communiqué commun explique qu'une de barils/jour avec une production ramenée de 22,8 à 18,7 millions (le Monde du 22 février).

Mais cette goutte de brut enlevée est néanmoins symbolique d'un effort désormais commun de tous les producteurs mondiaux pour éponger les surcapacités des marchés. Le geste compte d'autant que les NOPEP auraient pu garder de mauvais souvenirs. En avril 1988, ils avaient déjà proposé une même coupe de 5 % de leurs ventes à la veille d'une conférence des treize membres de l'OPEP... qui avaient été, eux, incapables de s'entendre. Le prix du baril avait glissé avant qu'enfin un accord puisse être trouvé, sin novembre dernier, et que depuis les prix se redressent. Ils sont aujourd'hui entre 15 et 16 dollars le

TRANSPORTS

Querelle de tracé pour le futur TGV-Est

NANC

de notre correspondant

1989 sera une année décisive pour le projet de TGV-Est évalué à quelque 16 milliards de francs. Dans les prochains jours le ministre des transports, M. Michel Delebarre, doit nommer un expert chargé, à la fin de l'année de proposer un tracé et d'étudier un montage financier. M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a présenté, mardi 21 février, à l'occasion du colloque organisé à Nancy par les présidents des conseils généraux de Meurthe-et-Moselle, de Meuse et des Vosges, le cadre de la mission du futur - Monsieur TGV-Est ». Le cahier des charges prévoit que la ligne à grande vitesse Paris-Strasbourg, devant renforcer la vocation européenne de la capitale alsacienne, assurera une « desserte équitable - de Metz et de Nancy tout en permettant un prolongement vers la Sarre • en fonction des décisions que prendra le gouvernement

Les orientations gouvernementales plutôt favorables au tracé passant au nord de Reims, traversant le parc régional de Lorraine entre Metz et Nancy, et franchissam les Vosges à proximité du col de Saverne (dit tracé nord dans la rapport de l'ingénieur général Rattier) n'ont guère été examinées par les deux cents participants réunis à

Nancy. A trois semaines des prochaines élections municipales, l'heure est à la défense des intérêts locaux. Le syndrome de l'autoroute A 4 qui passe au nord de Metz hante toujours les responsables politiques du sud de la Lorraine. . Plus l'erreur de l'A 4 mais pas la revanche de l'.44 ., prévient M. Jacques Baudot, président du conseil général de Meurthe-et-Moselle. - Personne ici n'entend subir -, lance de son côté le député et maire de Nancy, M. André Rossinot, tout en brandissant la menace du refus de participation financière à un « tracé imposé ». Le Haut-Rhin, pour sa

à apporter 100 millions de francs.

JEAN-LOUIS THIS.

 Accord entre American Airlines et le Club Méditerranée. -MM. Robert Crandall, PDG d'American Airlines, et Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée, viennent de signer un accord commercial. Il a été convenu qu'American Airlines (l'une des plus importantes compagnies aériennes américaines) commercialisera dès cet été des produits touristiques appelés « Fly Away Vacation » qui consistent en des forfaits « transport et séjour » pouvant aller de trois à sept jours vers neuf villages du Club, aux Etats-Unis, aux Caraïbes, et au Mexique. American Airlines transportera également à partir de cet été les vacanciers européens du Club vers les villages de ces mêmes

SOCIAL

Le changement à la direction de la Caisse nationale d'assurance-maladie

M. Johanet: un expert du PS

C'est M. Gilles Johanet, conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui a été nommé, par le conseil des ministres, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés, en remplacement de M. Dominique Coudreau, devenu directeur de l'Agence gouvernementale de la lutte contre le sida (le Monde du 7 février).

M. Gilles Johanet, né en 1950, est un des experts du Parti socialiste en matière de protection sociale. Rapporteur au Conseil supérieur de

l'aide sociale et au Haut Comité de la population en 1978, puis rapporteur du groupe de travail famille du VIIIe Plan, en 1980, il est devenu de 1981 à 1983, directeur du cabinet de M. Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille, avant de passer au cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, comme chargé de mission pour les questions de sécurité sociale.

Resté fidèle à M. Mauroy, il a abandonné la direction de l'Etablissement national des invalides de la marine, où il avait été nommé en 1986 pour revenir travailler avec lui à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains. A la direction de la CNAM, il aura à préparer le renouvellement de la convention avec les médecins. Il a déjà eu l'occasion de s'intéresser directement à ce dossier en 1984, lorsqu'il revint au cabinet de M= Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, pour s'occuper des relations avec les médecins. Un milieu avec lequel il a d'autres contacts, puisque son frère, M. Stéphane Johanet, est vice-président du Syndicat des médecins bospitaliers.

Bien que dans son ouvrage, Contes et mécomptes de la protection sociale, publié au début de 1986, il estime, à l'inverse de

M. Coudreau, qu'il faut . politiser le débat - sur la protection sociale, il retrouve certaines de ses préoccupations, par exemple sur les excès des remboursements à 100%, qu'il propose de corriger par une efranchise > proportionnelle aux revenus. Plus attentif à une - politique de l'offre . notamment en matière d'hospitalisation, il s'est inquiété aussi des facteurs démographiques (le vieillissement), techniques et socioculturels (l'intolérance à la douleur, la valorisation de la santé) poussant à l'accroissement des dépenses de santé.

De la CNAM à la lutte contre le sida

M. Dominique Coudreau: un financier du social

- Je vais maintenant cesser de faire mes mauvais coups en douce pour agir au nom des pouvoirs publics. - Nommé à la tête de l'agence gouvernementale chargée de coordonner la lutte contre la sida, M. Dominique Coudreau évoquait ainsi avec humour la fonction qu'il a occupée pendant près de dix ans à la tête de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), une entreprise de près de cent mille sala-

Le directeur de la CNAM doit en effet se mouvoir dans un jeu complexe de relations entre les pouvoirs publics — le politique et l'administratif, — les syndicats de médecins soucieux de préserver leur autonomie professionnelle, les partenaires sociaux théoriquement responsables de leur gestion du régime général mais souvent hésitants, et notamment un président, M. Maurice Derlin (FO), attaché à ses prérogatives, mais souvent lui-même encadré par son propre syndicat.

Dans ce jeu, M. Coudreau aura su faire preuve de doigté et d'imagination, notamment dans la discussion des conventions avec les syndicats médicaux, en 1985 comme en 1980, mais en mélant de temps à autre un certain goût de la provocation.

Il aura surtout été le gardien vigilant de la dépense, dans une période où la pression financière n'a cessé de se renforcer, du plan Barrot de 1979, qu'il aura contribué à élaborer, au plan Séguin, qu'il aura eu à mettre en œuvre sur le terrain, non sans difficultés mais efficacement, entre les caisses locales, les méde-

cins et les pharmaciens.

En fait, dès le début de sa carrière, Dominique Coudreau aura été un financier du social. A la sortie de l'École nationale d'administration, promotion Robespierre, où il fera connaissance de M. Philippe Séguin, sans se lier avec lui, ce fils de médecin militaire sera nommé à la direction du budget du ministère de l'éco-

Je vais maintenant cesser de nomie et des finances, chargé des

budgets sociaux.

Il y nouera des contacts précieux par la suite pour connaître sa marge de manœuvres en matière de gestion des dépenses ou de fixation des tarifs médicaux. Mais il n'y restera que trois ans, avant de passer dans des cabinets ministériels. D'abord chez M. René Lenoir, secrétaire d'Etat, puis chez M. Simone Veil, ministre de la santé. Ensuite chez Robert Boulin, ministre délégué aux finances, et enfin auprès de M. Raymond Barre, premier ministre.

Un gestionnaire

Mais cet esprit agile et curieux n'est pas qu'un politique et un gestionnaire. Il s'intéresse à l'ensemble des aspects du domaine de la santé, toujours sensible en raison des intérêts en cause et de l'attachement de chacun: les apports de la recherche médicale comme l'évolution de la consommation, les comportements des malades et des médecins comme le fonctionnement des établisse-

A partir de là, il a cherché à développer l'autonomie de la CNAM, considérant que celle-ci ne joue pas dans la politique de santé un rôle correspondant à son poids financier (400 milliards de francs): «Ne pas gérer. dit-il, c'est se faire imposer des choix.» Mais aussi parce que, ayant traversé plusieurs changements de gouvernement, il aimerait faire de la Sécurité sociale une zone un peu abritée des mouvements politiques, et gérée par référence aux lones termes.

Le plan Séguin lui donnera ainsi l'occasion de lancer les caisses locales d'assurance-maladie dans des actions propres à établir un meilleur contrôle de la dépense. C'est l'esquisse d'une « gestion du risque» active, qui permettrait d'adapter la couverture sociale à l'évolution des comportements et des nécessités

économiques. Convaincu que la couverture collective obligatoire de la maladie va s'écarter de la consommation réelle, M. Coudreau souhaiterait en fin de compte une redistribution de la Sécurité sociale et un complément contractuel fourni par les assurances et les mutuelles : cette conception ne peut être partagée par la mutualité, qui refuse d'être une «sécurité sociale bis».

Avec les médecins, M. Coudreau a souhaité échanger l'assurance du maintien d'un niveau de vie contre une coopération dans la limitation des prescriptions et du nombre des

Un chantier halisé

Il y sera parvenu temporairement, à l'occasion du plan Séguin. Mais il n'aura pas réussi à l'inscrire dans une convention, ni sous la forme d'une « enveloppe globale » en 1980, ni sous celle d'objectifs précis de maîtrise des dépenses en 1985. Cela l'a amené à compter davantage sur la formation continue. Il a aussi un peu changé d'opinion sur les honoraires libres : au départ, il y avait vu un moyen de freiner la demande des médecins spécialisés, tout en maintenant un remboursement élevé des soins de première ligne. Mais, jusqu'à présent, le système n'a guère

ralenti la dépense.

C'est un chantier déjà balisé qu'il lègue à son successeur, comme celui de la modernisation de l'assurance-maladie: Il a achevé une informatisation des caisses longtemps balbutante, ouvert l'expérimentation de la monétique. Il faudra, dans les

années à venir, assurer la décroissance des effectifs...

Au cours des dernières années, cet énarque aura rompu le silence de la fonction. A l'automne 1987, dans la revue Droit social, il a réclamé que l'Etat fixe des objectifs, une véritable politique de santé et de protection sociale à long terme, et qu'il laisse la gestion aux partenaires sociaux. Ça ne l'a pas empêché de manifester quelque impatience à l'égard de l'irresponsabilité de ces mêmes partenaires sociaux, ce qui lui a valu quelques rancunes. Certains socialistes out aussi accusé M. Coudreau, qui n'a jamais caché son attachement à M. Barre, de faire montre de manvaise volonté à appliquer les correctifs au plan Séguin décidés par le gouvernement Rocard.

Désormais, il devra mettre son expérience du secteur de la santé au service d'une nouvelle mission, où il n'aura plus à administrer mais à imaginer l'organisation capable de tirer le meilleur parti des fonds qu'il aura recueillis pour la lutte contre le

GUY HERZLICH

• M. Philippe Clément, président de l'APCCI. — L'assemblée générale constitutive de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI) a élu mardi 21 février son bureau et porté à sa présidence M. Philippe Clément, qui était jusqu'ici président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. M. Jacques Bocquet, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Haute-Normandie, a été élu premier vice-président.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu le 27 avril 1988, la première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné Patrick Boizeau, directeur de la publication du CHOC DU MOIS à payer 80 000 francs à titre de dommages-intérêts à Jean-Marie Bressand pour avoir, dans le numéro de janvier 1988 de cette revue, employé des propos diffamatoires. Pour copie certifiée conforme. N. Agnus et D. Pollet, huissiers de justice.

--- (Publicité) -

AVIS D'APPEL D'OFFRES

SUDAN RAILWAYS CORPORATION PROGRAMME DE RELANCE D'URGENCE DU CHEMIN DE FER

DIRECTION DES STOCKS - ATBARA CONTRAT Nº 5864-5871-5872-5873

1. – La Société des chemins de fer soudanaise «Sudan Railways Corporation» (SRC) a reçu du Fond africain de développement (FAD) un crédit destiné à financer le coût du projet de relance d'urgence du chemin de fer soudanais et entend consacrer le produit de ce crédit aux paiement agréés dans le cadre du présent contrat au titre des biens pour lesquels l'appel d'offres a déjà été lancé auprès du FAD, ces biens sont les sui-

- L Pièces de rechange pour la réparation de plus de quatre
- mille fourgons.

 L Pièces de rechange pour la rénovation de mille fourgons
- environ.

 II. Matériaux pour la réparation de cinquante voitures envi-
- ron et de plus de soixante-dix véhicules de service.

 IV. Environ cinquante mille traverses de bois.

 2. Les dossiers d'appel d'offres en langue anglaise peu-
- vent être obtenus aux adresses indiquées ci-après, sur demande écrite et après acquittement de frais non remboursables de 200 livres soudanaises (LS 200).
 - a) Controller of stores
 - P.O. BOX 65, ATBARA SOUDAN
 - Têlex 4000/TWD/HADID Têléphone 2020 3320 b) Stores representative in Khartoum General Manager's Office P.O. BOX 1812, KHARTOUM - SOUDAN
- Têlex 22476 HADID Têléphone 740098

 3. La date de clôture de la réception des soumissions à Khartoum est fixée au 3 avril 1989 à 12 heures locales.
- 4. Le dépouillement des soumissions se fera publiquement dans le bureau du « Controller of Stores» de la S.R.C. à Khartoum aux dates et heures mentionnées ci-dessus.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu 75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 30 DÉCEMBRE 1988

										ي ب
		SI	CAV ACTIO	NS	·	SICA	V OBLIGAT	ONS	SICAY TRÉSORERIE	
	AGF ACTIONS	AGF INVEST.	AGFLMO.	AGF FONCIER	AGF 5000	A.G.F. ECU	AGF INTERPONDS	AGF OBLIG.	PHENIX PLACEMENT	AGF SÉCURITÉ
ORIENTATION	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Launobdier	Monory-CEA PER	ez ECU	Valeurs étrangènes	Long terms PER	Court terme régulière	Court terms régulière
Nombre d'actions	1 725 626	1 287 182	5 187 136	501 403	6 189 845	114 931	2 358 970	531 988	1 852 827	32 938
Actif net par action (en F.)	1 064,19 1 836 402 134	112,24 144 470 854	614,81 3 189 079 824	108,93 54 618 796	583,13 3 609 507 157	1 091,83 125 485 166	423,95 LOLI 880 597	1 103,32 586 952 170	258,59 479 117 800	10 786,23 355 276 716
Répartition de l'actif (en pourcentage) : Obligations françaises Obligations étrangères Actions françaises Actions étrangères Autres emplois	16,25 0,09 31,49 37,13 15,04	17,36 45,78 22,84 14,06	21,75 9,21 62,87 5,45 9,72	9,41 - 51,41 9,28 23,90	22.33 65.73 2.67 9.27	\$1,09 43,31 - - 5,60	40,00 33,02 9,67 0,62 16,69	89,20 - 4,75 - 6,03	37,00 2,12 - - 60,88	4,25 - 95,75
Dividende unitaire Net/Avoir fiscal Le 25488	34,79 4,97	3,18 Q,18	24.30 2,58	Ouverte an public le 16-8-88	17,34 3,23	70,32 2,45	23,43 1,23	90,46 10,75	19,24 1,39	444,98
Performance (*) depuis le 1º janvier 1988	+ 22,43%	+31,77%	+ 21,40%		+34,18%	+ 12,14%	+ 15.25 %	+ 15,09 %	+ 11,95%	+7,53

(*) Classement Parihas au 30 décembre 1988 (dividende net réinvesti).

AU 30 DÉCEMBRE 1988, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE A 11,39 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42-80-68-60 Au guichet des banques et auprès des sociétés de Bourse. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.



Economie

A financier du socia

ÉTRANGER

La réunion du conseil économique et financier franco-allemand

Le malaise s'accentue entre Paris et Bonn

L'heure est officiellement à la discrétion. La réunion, mercredi 22 février à Paris, du conseil économique et finan-cer franco-allemand (1) ne devrait pas figurer sur la liste déjà longue des que-relles et réconciliations de vieux couples qui font régulièrement les délices de la presse européenne. Pourtant, du fait même d'une plus grande convergence de vues sur la situation économique, le malaise s'accentue entre les ministres des finances et les gouverneurs de ban-ques centrales sur les moyens de contrer deux menaces: la résurgence leute mais persistante des pressions infla-tionnistes et l'aggravation des déséqui-libres commerciaux au sein de la CEE.

Des progrès méritoires

Cette dernière est spectaculaire. La France, dont le déficit vis-à-vis de l'Allemagne s'est encore creusé pour atteindre 50,4 milliards de francs en 1988, n'est pas seule à avoir payé un lourd tribut aux excédents de la RFA.
L'Italie et la Grande-Bretsgne ont vu
leurs échanges se dégrader avec les
Allemands, champions incontestés de l'exportation, notamment de biens d'équipement. Une vive croissance et une poussée des investissements ita-liens, britanniques on français y sont pour beaucoup. Le bilan n'en est pas moins accablant : face aux 435 milliards de france d'excédents de la RFA, la France aligne pour 1988 un déficit de 33 milliards. Le décalage est à peine moins frappant entre le surplus de

PUBLICATION JUDICIAIRE

S.A. NEUBAUER of S.N.C. NEU-

BAUER CHAMPERRET et Cie contre

Par arrêt du 25 février 1988, la

13º chambre de la cour d'appel de Ver-sailles a confirmé une ordonnance de référé rendue le 21 juillet 1987 par le président du tribunal de commerce de

Versailles en ce qu'elle a :

- fait défesse à M. BAUER de conti-nuer d'utiliser les initiales de ses deux

prénoms et son nom patronymique en tant que nom commercial sons astreinte de 500 F par jour de retard;

ordonné la destruction de tous les documents publicitaires, qu'ils se trouvent dans les locaux de l'imprime-rie DESSEAUX et FILS à ARGEN-

TEUIL, dans les locaux commerciaux de M. BAUER ou dans tout autre lieu;
- interdit à M. BAUER l'impression de toute plaquette publicitaire, tract ou autre document de queique nature

que ce soit, sur lesquels figurerait

« N.A. NEUBAUER », ou tout autre

nom pouvant prêter à confusion avec

la dénomination sociale de la S.A.

NEUBAUER et de la S.N.C. NEU-

BAUER CHAMPERRET & Cie. La réformant partiellement, la cour a : - condamné M. BAUER à verser aux

ordonné la publication de la présent décision dans trois journaux aux frais de M. BAUER, le coût total ne poucondamné M. BAUER à verser aux sociétés NEUBAUER une indemnité

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

18. rue du Châtest

92200 Neuilly. Tél.: 47.38.15.50

Le conseil d'administration de LUCIA, réusi le 16 février 1989, a notamment examiné un premier arrêté provisoire des comptes au 31 décembre 1988 (non consolidés et non révisés par

mais il ne comptabilise pas encore les résultats des opérations de promotion

qui seraient, eux. de l'ordre de 20 MF. Ces indications confirment la progres sion du résultat annoncé précéde

LA CROIX DU SUD 5. rue d'Amboise. 75002 PARIS Tél.: (1) 42-61-82-70. - Licence A 681

> RIO-SANTIAGO ILE DE PAQUES

TAHITI et SES ILES SAN-FRANCISCO

DÉPART DE PARIS Le 28-04-1989 **RETOUR Le 22-05-1989** PRIX: 31 900 F

les commissaires aux comptes). Le résultat provisoirement arrêté s'établit de l'ordre de 60 MF en tenant

SCP GAS Avoué à la Cour

M. Nicolas BAUER.

b) Michigan Design

es (1977) The Property of

290 milliards de la balance des comptes courants de l'Allemagne et le solde déficitaire d'environ 25 milliards des Français.

La lutte semble inégale. Elle paraît tion des deux côtés du Rhin a été rame-née à 1,5 point (et n'alimente plus les spéculations coutre le franc). Les nœuds des contrôles des changes ont les uns après les autres été desserrés. Hausse des profits, des investissements, de l'emploi enfin, le « théorème Schmidt », du nom du dernier chancelier social-démocrate, a été mis en œuvre et a commencé à fonctionner. Sagement, le gouvernement français garde même le cap sur une politique budgétaire prudente. Et s'il ne parle pas de pressions inflationnistes, de peur de imer de vieilles anticipations et d'encourager une escalade des revendi-cations salariales dans la fonction publique et dans le secteur privé, il est parfaitement conscient du danger.

Est-il pour autant possible de suivre la Bundesbank sur la voie d'un resserrement du crédit, ou le gouvernement. Kohl sur celle d'un budget franchement restrictif, sans casser la croissance et ses effets sur l'emploi? Les arguments de la délégation allemande porteront plus à Paris aujourd'hui que lors de la précé-dente réunion du comité en septembre dernier. Le dérapage des prix de gros, 5,1% en janvier en RFA, même s'il est

actuellement accidentel (hausse des taxes), est lourd de menaces pour les prix de détail des mois à venir. Les Français sont prêts à le reconnaître. Reste à savoir si, en clamant que le ver inflationniste est dans le fruit de la croissance, l'Allemagne ne surréagit pas. Essoufflement de la demande interne depuis le second semestre 1988, relèvements des impôts, accalmie sur le dollar, tout est en place pour assurer un contrôle de l'économie. Envisager dans une telle situation de nouvelles hausses des taux d'intérêt que la France serait des taux d'intérêt que la France serait contrainte de suivre comme les autres pays européens frise la provocation. Ecartelée entre ses intérêts nationaux et des devoirs plus conformes à ses succès sur la scène internationale, Bonn jouera-t-il la carte européenne ou les trouble-fête?

On connaît le vieux penchant de la Bundesbank pour un mark toujours plus fort. On connaît tout autant l'atta-chement de la France à une devise stable qui lui a permis de se forger une crédibilité sur les marchés financiers. Mais après des mois de concertation, les limites de l'harmonisation des polit-ques budgétaires et monétaires appa-raissent. La stabilité du système monéraissent. La statunte on systeme nome-taire européen, souveraine plus de deux ans, finira-t-elle par poser plus de pro-blèmes qu'elle n'en résout? A ce niveau d'interrogation, le conseil, créé pour limiter les maleutendus, a tout intérêt à adopter, officiellement en tout

FRANÇOISE CROUIGNEAU. (1) Lancé le 22 janvier 1988, ce conseil, appelé à se réunir quatre fois par an, a rèçu la ratification du Bundestag et de l'Assemblée nationale en décembre dernier.

cas, un profil bas.

L'inexorable dégradation des échanges commerciaux

	EN MIL	LIARDS DE	FRANCS
	IMPORT	EXPORT	SOLDE
Automobiles 1986 1987 1988	14,2	8,4	- 5,3
	16,6	7,8	- 8,8
	19,9	7,7	- 12,2
Biess de consommation 1986 1987 1988	20	16,8	- 3.2
	24,9	17,9	- 3.6
	22,9	20,1	- 2.8
Blens d'équipement professionnel 1986	46,8	26,1	- 20,7
	53	31,5	- 21,4
	59,8	32,7	- 27
Produits chimiques 1986	35,9	26,3	~ 9,7
	38,8	27,8	~ 11
	42,5	30,9	~ 11,7
Total 1986 1987	172,3	133,1	- 39,2
	186,7	142,7	- 44

 Dévaluation de l'austral argentin. - Pour tenter de freiner la hausse du dollar et contenir l'inflation, le gouvernement argentin a annoncé, mardi 21 février, une modification du système de change qui comporte trois parités de l'austral, le «commercial», le «spécial» et le « libre ». Le premier sera dévalué de 6% ce mois-ci et de 8% en mars. Les transactions des exportateurs pourront être effectuées à 20 % sur la base du marché « libre » à la parité la plus faible de 25 australs pour un dollar, 50% sur le « spécial » (19 australs) et à 30 % sur le « commercial > (15 australs).

Les exportations agricoles pourront échapper à hauteur de 20% au commercial a pour être réglées au taux « libre », les autres exportations étant réglées à 20% sur le marché libre, à 10% sur le « spécial » et 70 % sur le « commercial ». Le gouvernement a par ailleurs annoncé un relevement des tarifs des services publics de 8 %. L'inflation, qui avait pu être ramenée de 27,8% en août à 6,8% en décembre après la mise en œuvre d'un plan « primavera » d'assainissement, reprend de plus belle et a représenté 8,9% pour le seul mois de janvier.

La Réserve fédérale américaine confirme la politique monétaire plus restrictive en 1989

La politique de la Réserve fédérale américaine sera délibérément restrictive cette année, a confirmé le président de la Fed. M. Alan Greenspan, devant la commission bancaire du Sénat, mardi 21 février. Le responsable de l'institut d'émission estime . inacceptables . les tensions inflationnistes qui se font jour. La hausse de 1 % des prix de gros en ianvier est venue l'illustrer. Les tensions sur les salaires qui se font jour avec la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs et certaines régions, également.

Moins optimiste que le gouverne-ment, la Fed table sur une crois-sance de 2,5 à 3 % maximum cette année. Une expansion économique proche des estimations de la Fed constituerait une bonne nouvelle pour ceux qu'inquiètent les risques de surchauffe, mais compliquera encore la tâche budgétaire du gou-

M. Greenspan est conscient du danger et envisage un resserrement prudent de sa politique du crédit. Mais pour le moment, une action psychologique plus spectaculaire, le relèvement du taux d'escompte, inchangé depuis août dernie 6.5 %, n'a pas été décidée. La Fed tentera de diminuer d'un point la croissance de la masse monétaire M2 (1) et de la contenir entre 3 % et 7 % en 1989.

(1) M2 comprend des billets en cir-culation, les dépôts bancaires et les comptes d'épargne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RUCHE NE PERDONS PAS LE NORD



Beaucoup parlent du grand marché européen. Combien le préparent? Chez Rallye, nons passons à l'action. En nous associant avec la Ruche Méridionale, nous renforcerons notre puissance

d'achat et de communication. Rallye et la Ruche Méridionale, ce sont des activités similaires fondées sur le commerce de détail et des implantations complémentaires dans le sud de la France.

Rallye et la Ruche Méridionale, ce sont deux entreprises fortement ancrées dans le tissu économique régional qui disposeront ensemble de 40 hypermarchés, 100 supermarchés et 150 supérettes. Rallye et la Ruche Méridionale, ce serait la naissance d'un des tout premiers groupes français de distribution avec un chiffre d'affaires TTC de près de 20 milliards de francs. Ce projet est une bonne opportunité pour la Ruche Méridionale, ses salariés, ses partenaires

et ses clients. C'est une bonne opportunité, pour l'économie du sud de la France que Rallye connaît bien, avec ses 7 hypermarchés qui constitueront, avec ceux de la Ruche Méridionale, un groupe régional de 20 hypermarchés. Actionnaires de la Ruche Méridionale, vous pouvez aussi passer à l'action en sontenant notre projet.

Offre Publique d'Achat sur les actions de la Ruche Méridionale.

2850 F par action.

GROUPE RALLYE, A L'ENSEIGNE DE LA PERFORMANCE.

Rallye est un groupe de distribution diversifié qui s'appuie sur six grands secteurs d'activité: 26 hypermarchés Rallye, 83 supermarchés Rallye-Super, 50 restaurants-cafétérias Marest, 20 centres de bricolage Briker, 57 magasins de prêt-à-porter Burton, 480 magasins de chaussures et vêtements de sport Athlete's Foot.

Rallye est un groupe de distribution multi-régional qui a réalisé en 1988, sous ses différentes enseignes, plus de 14 milliards de francs de chiffre d'affaires TTC et un bénéfice net de 160 millions de francs.

هكذا من الأصل

Le dossier Béghin-Say, sur lequel la Commission des opérations de Bourse (COB) enquête depuis juillet dernier, va faire l'objet d'investigations parallèles de la part de la brigade financière de la police judi-

La section financière (neuvième section) du parquet de Paris a chargé la brigade linancière d'ouvrir une enquête préliminaire sur la moins-value de quelque 860 millions de francs enregistrée en 1987 par le groupe sucrier, à l'occasion de la cession d'actions du groupe italien Montedison à une filiale de Fer-

Cette enquête préliminaire a été ouverte sans que la COB, qui étu-diait cette affaire depuis l'été dernier à la suite de la plainte de petits actionnaires, se soit prononcée sur l'opportunité de transmettre le dossier à la justice. Le collège, réuni mardi 21 février, n'a pris - aucune décision - sur ce dossier. • L'enquête se poursuit », affirmait-on à la COB.

En 1986 et 1987, rappelle-t-on, Beghin-Say, contrôle par le groupe italien Ferruzzi de Raul Gardini. avait acquis 7 % du capital de Montedison, premier groupe chimique italien. Cette participation allait renforcer le poids de Raul Gardini dans Montedison, dont il détenait

Mais en janvier 1988, Béghin-Say, présidé par M. Jean-Marc Vernes (ex-président de la banque Vernes) annonçait la cession de ces 7% à European Sugars, une autre société du groupe Ferruzzi.

qualité d'image (plus de 400 lignes)

de type super-VHS (S-VHS). Cet appareil, appelé High End-Videorecorder VS 680 VPT, doit être commercialisé au début du

mois de mai, a révélé M. Hans

Georg Junginger, membre du direc-

toire de Grundig. Ce nouveau

magnétoscope sera capable d'enregistrer des programmes soit avec le système S-VHS, soit avec le stanLes titres Montedison avaient coûté à Béghin-Say 1,910 milliard de francs, selon le rapport annuel du groupe. Or, selon ce même rapport, cette participation a été cédée à European Sugars pour 1,05 milliard de francs, soit une perte de 860 millions de francs environ.

Chez Béghin-Say, on invoque plusieurs arguments. Le premier est le krach boursier d'octobre 1987, qui avait déprimé tous les cours. Le second est le fait qu'en dépit de la baisse, les actions Montedison avaient été cédées à 1 535 lires, soit un cours nettement supérieur au cours de Bourse du moment de la cession (1 290 lires).

Enfin, la cession des actions Montedison à European Sugars s'était accompagnée du versement d'une soulte (compensation financière calculée par action), et d'un échange de participations, European Sugars cédant à Béghin-Say quelque 12 % du groupe agro-alimentaire Saint-

Mais, dans un troisième temps, Béghin-Say avait cédé ces titres à Ferruzzi, ce dernier lui donnant en échange des actions Lesieur qu'il venait de racheter à Saint-Louis.

Parti avec des actions Montedison, Béghin-Say s'est retrouvé avec des actions Lesieur après avoir détenu des titres Saint-Louis, les titres Montedison aboutissant finalement - et à moindre coût - dans le giron de Ferruzzi.

C'est cette succession d'opéra-tions qui intrigue la COB et la jus-

Grundig est le premier fabricant de

matériels électroniques à se lancer

dans la production de magnétos-copes de très haute qualité. La firme

de Fuerth cherche par ce moyen à

prendre de vitesse la concurrence à quelques semaines de la mise en ser-

vice du satellite TDF-1, qui permet-tra la réception d'émissions télévi-

sées elles-mêmes de qualité très

Cette opération présente aussi des

synergies commerciales et des pers-

pectives de croissance importantes, par la diffusion des produits de Qua-

lity Plus dans les réseaux améri-

cains, européens et asiatiques de

Sanofi Santé Nutrition Animale.

ainsi que par la production et la

mise sur le marché aux Etats linis de nouveaux médicaments dans le

cadre de la nouvelle législation, qui y facilitera à partir de 1991 l'enre-

gistrement des produits génétiques.

réaliser pour 1989 un chiffre

d'affaires consolidé de 1.5 milliard

ton des dix premières sociétés mon-

Santé Nutrition Animale devrait

NEW-YORK, 21 février 1 Indécis

Une grande indécision a régné, mardi, à Wall Street Tantôt en hausse, tantôt en baisse, le marché n'a pas donné du tout l'impresssion de savoir dans quelle direction il voulait aller. Finalement, l'indice des industrielles s'est établi à 2 326,43, avec une très modeste avance de 1,61 point.

En revanche, le bilan général a, lui, été franchement négatif. Sur 1 972 valeurs traitées, 880 ont baissé, 599 seulement ont monté et 493 n'ont pas varié. Pour tout dire, les déclarations très attendues de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, ont laissé la communauté financière sur sa faim. Déclarations fermes au demeurant qui ont rassuré sur la volonté de lut-ter contre l'inflation; mais creuses également, puisque le patron de la banque centrale américaine n'a annoncé aucune décision modifiant la politique actuelle de crédit. Autour du Big Board, beaucoup tablaient sur un relèvement du taux d'escompte, mais saus la moindre d'escompte, mais sans iz monare certitude. Entre les ventes bénéfi-ciaires et les prises de position, nombre d'opérateurs ont choisi la voie de l'abstention, comme en témoigne le ralentissement de l'acti-vité avec 141,95 millions de titres échangés, contre 160 millions la

VALEURS	Cours du 17 fév.	Cours du 21 fév.
Alcoe	63	64
AT.T	31 1/2	31 1/8
Boeing	62.7/8	63 5/8
Chasa Manhattan Bank	32 3/8	32 1/2
Du Pont de Nemours	98 3/4	99 7/8
Eastman Kodak	48 5/B	485/8
Exxon	443/4	44 1/2
Ford	54 1/8	53 3/4
General Electric		47 1/8
General Motors	88 5/8	89
Goodyear	48 7/8	487/8
LB.M	125 1/2	125 1/2
LT.T.	54 3/4	54 3/8
Mobil Oil	47 5/8	477/8
Pfizer	55 3/4 ·	56 1/4 36 1/8
Schlumberger	35 7/8 50 3/8	501/4
Texaco	125 7/8	126 7/8
Union Carbide	32 1/0	317/8
UNDIT CAMBOO	31 3/4	32 1/2
Westinghouse	55 1/2	S6 "*
Xerox Corp	63 7/8	63 1/4
Mark only	20//0	1) -

LONDRES, 22 février ↓ Baisse en clôture

Après un début de séance très erme, la Bourse de Londres a perdu mardi du terrain, terminant la journée sur un repli de 0,23 %. L'indice Footsie des cent valeurs est revenu à 2 061 points (- 4.8 points).

L'hésitation manifestée par Wall

Street à son ouverture et le repli du dollar ont pesé en fin de séance sur la tendance. Le vif repli de la livre britannique, en fin de journée, a ornamque, en un de jouries, a également joué un rôle dans ce ren-versement de tendance, qui a affecté, en particulier, les valeurs exportatrices britanniques. Initiale-ment, le marché avait été stimulé par l'annouce d'une forte progression des bénéfices annuels de la NatWest (doublement en 1988). NatWest (doublement en 1988).
L'indice avait augmenté de plus de
10 points. Le modeste accroissement du produit intérieur brut au
dernier trimestre 1988, indiquant
un ralentissement de l'économie et
une atténuation des pressions inflationnistes avaient été bien perçus

Les titres bancaires ont bien résisté, ainsi que ceux de la mécanique et des brasseries. Eurotunnel a bondi de 49 pence à 832 et Consolidated Gold Fields de 15 pence à 1458, après l'annonce de l'amélioration de l'OPA de Minorco lundi. Fermeté des mines d'or et irrégula-rité des fonds d'Etat.

PARIS, 22 térries

Effritement

baissé, mercredi en début d'après-midi, après une patite hausse à son ouverture, pour le second jour du

Au cours des premiers échanges, l'Indicateur instantané montait de 0,3 %. Quetre heures plus tard, il cédait 0,4 %.

Le fait marquent de la séance fut. une fois de plus, le niveau ridicule-ment bas du volume des affaires. Avec cent vingt titres échangés, per exemple, en début d'après-midi, l'action Galeries Lafayette perdait 2 %. Ce grand calme sur le marché reflète l'indécision des opérateurs. Ces demiers ne savent pas trop sur quel pied danser en ce moment. Les déclarations de M. Alan Greenspan devant le Congrès américain pas été jugées négatives sur le mar-ché. Meis, faisait remarquer un ges-tionnaire, le président de la Réserve fédérale a, néanmoins, estimé le taux d'inflation aux Etats-Unis € inacceptable ». Une opinion qui laisse entrevoir un nouveau resserrement de la politi-

Les marchés obligataires ont donc encore beissé sensiblement mercredi à Paris. Le MATIF a cédé 30 centimes environ dans une ambience de « découragement ». Les opérateurs sont persuedés que le niveau des 102 points, affiché en septembre dernier, ve être rapidement atteint. En début d'après-midi, les professionnels attendaient la publication de l'indice des prix au détail américain pour jen-vier. En espérant qu'il na réservera pas une mauvaise surprise. En fait, les marchés attendent « la bonne nouvelle » qui pourra leur redomer du tonus. Pour l'instant, il ne se passe donc pas grand-chose sur le marché des actions, où le courant vendeur est très fable. Malgré les déments des sociétés concernées, les actions Exor et Pernar étalent recherchées. A la Bourse, l'on n'exclut pas une opéra-tion industrielle entre BSN, Exor et Perrier. Des parités d'échange d'actions sont même avancées l

TOKYO, 22 tévrier 1 Un record de plus

Après avoir marqué une pause mardi, la Bourse de Tokyo est repartie de l'avant mercredi, à vive allure. En ganant 1,04 %, l'indice Nikkef a ins-crit un nouveau record à 32,311,93 points, après une bausse de 331,85 points. Le recul du marché la veille a incité des opérateurs à repren-dre position. La forte hausse du yen face au dollar également, indiquaient les professionnels. La demande s'est les professionnels. La demande s'est portée sur une large gamme de titres. Parmi les plus fortes hausses, on remarquait celles des valeurs de haute technologie, les électriques et les instruments de précision. Progression des métaux non ferreux et des chimiques. Les actions du bâtiment et de la construction étaient demandées après leur baisse de la veille.

Les titres de NTT continuaient de baisser, perdant encore 20 000 yens à 1,6 million de yens, en raison de l'évolution du scandale boursier de la société Recotit.

VALEURS	Cours du 21 lév.	Cours du 22 tév.
Alcal Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushite Electric Minudushi Henry Sony Corp. Transte Micross	697 1 360 1 380 3 540 1 950 2 340 1 160 6 840 2 470	700 1 360 1 420 3 680 1 990 2 350 1 170 6 930 2 10

Sanofi devient numéro cinq dans l'industrie vétérinaire américaine

améliorée.

Grundig se lance

dans la fabrication de S-VHS

La firme allemande Grundig a décidé de se lancer dans la fabrication de magnétoscopes à très haute dard actuel VHS (230 lignes envi-

Sanofi élargit ses bases vétérinaires aux Etats-Unis. Le groupe français vient en effet de racheter la firme américaine Quality Plus Essar Corp., un laboratoire installé dans l'Iowa, à Fort-Dodge, réalisant un chiffre d'affaires de 30 millions de dollars (190 millions de francs) dans les produits anti-infectieux destinés aux principales espèces ani-

Grâce à cette acquisition, la filiale spécialisée de Sanofi aux Etats-Unis, Ceva Inc., passera de la douzième à la cinquième place au classement des laboratoires vétérinaires américains avec un chiffre de francs situant Sanofi dans le pelod'affaires de 95 millions de dollars (600 millions de francs).

• Les bénéfices de Natwest ont doublé en 1988. - La principale banque commerciale britannique, la National Westminster, a enre-1,308 milliard de livres (13,8 milliards de francs) en 1987.

gistre un doublement de ses bénéfices avant impôt à 1,407 milliard de livres (environ 16 milliards de francs) en 1988 par rapport à l'année précédente. Et ce, grâce aux réductions des pertes de sa banque d'affaires, County Natwest (de 116 à 56 millions de livres) et à la diminution très forte des provisions pour créances douteuses sur les pays du tiers-monde. Un tiers des pertes de County Natwest est dû à l'échec relatif de l'augmentation de capital de l'agence de travail temporaire Blue Arrow à la fin de 1987, augmentation que la banque avait garanbaisse des volumes de transactions et à la concurrence croissante qui

● BP : hausse de 10 % du bénéfice net en 1988. - La compagnie pétrolière britannique British

touche tous les intervenants sur le

Petroleum annonce une hausse de 9,9 % de son bénéfice net pour 1988, à 1,437 milliard de livres (15 milliards de francs) contre

Ce bénéfice est calculé sur la base du coût de remplacement courant, sur une base de coût historique (les stocks étant évalués en fonction du au prix actuel de remplacement), le bénéfice net s'élèverait à 1,210 milliard de livres, en baisse sur celui de 1987 (1,391 milliard).



– AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMMUNICATION DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE L'ACTION La valeur patrimoniale de la société mesurée sur tous les états comptables du 31 décembre 1988, et en fonction des cours de Bourse de ses participations, directes et indirectes, ressortait, en date du 15 février 1989 à :

1 993 F par action Ce chiffre est à rapprocher du cours de Bourse de l'action MMB qui s'élevait le même jour à 708 F, témoignant d'une décote par rapport à la valeur patrimoniale

La société indique que les résultats de l'exercice 1988 feront l'objet d'une communication dès que le conseil d'administration aura arrêté les comptes correspondants. Elle confirme d'ores et déjà que le résultat consolidé sera conforme aux prévisions dont il a été fait indication antérieurement.

FAITS ET RÉSULTATS

 Lyounaise des eaux : clôture des OPA britanniques. – La Lyon-naise des eaux vient de clore les OPA amicales qu'elle avait lancées, en décembre dernier, sur les sociétés anglaises de distribution d'eau Sunderland and South Shields Water Company et Newcastle and Gateshead Water Company. Ces deux opérations ont permis d'élever la participation du groupe dans ces deux sociétés à la hauteur respective de 99.1 % et 99.4 %. La Lyd des eaux, qui détient déjà 98,22 % des actions d'Essex Water Company et 89 % de celles d'East Anglian ater Company, a investi au total 1.5 milliard de francs dans les sociétés anglaises de distribution

• La BRED dégage 18 % de bénéfices en plus. - La Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED) annonce un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 201 millions de francs (+ 18,2 %). Le résultat net de la banque atteint, lui, 180 millions de francs (+ 36,4%). Les siliales CFEP (ingénierie financière) et Soloma (crédit-bail) ont réalisé chacune 7 millions de francs de bénéfices, tandis que Prepar (assurance-vie) a dégagé un résultat net de 16 millions et Interépargne (gestion de l'épargne salariale) de 27 millions.

 Introduction de DSM (Pays-Bas) au marché des options. — Le groupe chimique néerlandais DSM, dont la privatisation a été lancée en début d'année, devrait être introduit au marché des options d'Amster-dam (EOE) à partir du 27 février prochain. Le tiers du capital de DSM, société détenue jusqu'alors à 100 % par l'Etat, a été privatisé au début de l'année. Les 12 millions d'actions out été introduites sur le marché des actions d'Amsterdam le 6 février dernier.

• Les bougles Champion rache-ties par Cooper. – La société Champion Spark Plug Co., leader mondial des bougies pour moteurs, a accepté une offre d'achat d'environ 800 millions de dollars de la part du groupe Cooper Industries Inc. (électricité, électronique...), ont amoncé, mardi 21 février, les deux groupes américains. Ils ont signé un accord définitif de fusion, qui met fin à un précédent accord prévoyant le rachat de Champion par le groupe d'équipements automobiles Dana Corp. pour un montant de 600 millions de dollars. Champ dont le siège se trouve à Toledo (Texas), a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 730 millions de dollars. Le chiffre d'affaires de Cooper, groupe basé à Houston (Texas), a atteint 4,3 milliards en

• Vickers: hsusse de 11,5 % du bénéfice en 1988. — Le groupe Vic-kers (automobiles Rolls-Royce, matériel de bureau et d'imprimerie, équipement militaire, etc.) annonce hausse de 11,5 % de son bénélice avant impôt pour 1988, à 69,8 millions de livres (770 millions de francs), contre 62,6 millions francs). Ce résultat a été réalisé avec un chiffre d'affaires en baisse de 1,5 %, à 776,3 millions de livres (8,5 milliards de francs).

PARIS:

VALEURS									
VALEURS			VALEURS		7				
a-ba amila		E9A	La cel livra de patris		320				
,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,			inca investigatement		268				
					155				
				,	565				
	••••	4 ,			146				
	504	((750				
		1 1	M	226	226				
					820				
		830 -	Ofwetti-Locaber		248 10				
		875			. —				
				424	428				
	134 30	134.30			399 80				
	1395				9 9				
		350		405	406				
		896 .		4444	619				
		248			691				
	1820	1825	Riny & Associa		325				
	1240	1215	Sa. Gohain Frohallera		1810				
Ciannis d'Origny		590			226 50				
		530		-	420 20				
		343 20			395				
		840	Cityrian by (1 year)		106				
		408 50			442				
		149		•	1310				
		1970			440				
		1070 -							
	595	589							
Editions Relicod		102							
Brades Incolonya		22 40							
Firmoir		225		400					
	245 20	245	United Services of Co.	470					
		560	COOR LOSSES COLUMN 1	4/0	-02				
		217	T. A. TOURSON	01 ID 1					
DIA	••••	255	TY BOOKSE	20K v	VINI I EL				
LGF.	82	92		TAP	-7				
M2	258		7A_1						
lot, Metal Service		774	JV=12	LEM	ONDE				
La Commundo Electro:		316							
N	farché		ons négocial	oles					

le 21 février 1989

Nombre de contrats : 11 199.

	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE						
VALEURS	exercice	Mars	Juin	Mars	Join					
· · · · ·	CECICIC	dernier	demier	dernier	demier					
Accer	688	19	- 42	18,10	25					
CGE	400	16	32	18,10 13,50	! -					
Elf-Aquitaine	489	37	48		-					
Lafargo-Coppée	1 550	33	92	65	! -					
Michelin	182	29	38	1,58 19	~					
Mili	1 500	150	l –	19	_					
Parles	480	16	33	18	30					
Pengest	1 400	265	305	2	10					
Saint-Golsain	600	22	42,58	24	35					
Société générale	560	4	12,20	90	85					
Thomson-CSF	200	42	48	1	2					

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 21 fév. 1989 Nombre de contrats : 90 902.

COURS	٠.	ÉCHÉ	ANCES	*					
	Mars 89	Jai	1 89	Sept. 89					
Dernier Précédent	104,94 104,22		1,42 1,62	103,72 103,88					
	Options	sur notionn	rel						
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE						
TRIX D'EXERCICE	Mars 89	Jain 89	Mars 89	Juin 89					
104	0.35	0,86	0,28 1,42						

INDICES

CHANGES Dollar: 6,27 F

Le dollar s'est remis à baisser places financières internationales. Il s'est traité à 6,276 F (contre Il s'est traité à 6,276 F (contre 6,3140 F la veille). Selon les cambistes, la spéculation a été déçue par les déclarations de M. Alan Greenspan, président du Fed, qui ne contenaient aucune mesure de relèvement des taux.

FRANCFORT 21 Str. 22 Str. Dollar (en DM) .. 1,8584 1,8425 TOKYO 21 節、 22 節、 Dollar (en yeas) .. 127,15 126,62 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) Paris (22 [6v.). 87/8-95 New-York (21 fév.). . . 95/1693/8%

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88) 20 fév. 21 fév. Valeurs françaises . 185,6 196,6 (Shf., base 100 : 31-12-81) Indice général CAC . 439,09 (Slef. base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1 632.82 1 645.58

(OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 . 458,60 465,17 **NEW-YORK** (Indice Dow Jones) Industrielles Cles 2 326,43 LONDRES (Indice e Financial Times ») Industrielles . . . 1 696,9 1 696 Mines d'or 157,2 158,7 Fonds d'Etat . . . 83,84 88,7

TOKYO 21 fév. 22 fév. Nikkef Dowless ... 31 980,88 32 31 1,93 Indice général ... 2452,91 2472,94

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

-	COURS	DU JOUR	UNI MOIS	DEUX MOIS	SEX MOIS Bup. + on dip					
	+ bes	+ hout	Rep. + ou dép							
S E-U. S cm. Xem (199) Xem (199) Yem (199) FB (199) FS L (1 999) E	6,3858 5,2865 4,9725 3,4211 3,0385 16,3178 4,8165 4,6685 11,8659	6,3100 5,2895 4,9890 3,4250 3,8345 16,3390 4,8228 4,6795 11,8200	- 30 - 15 - 110 - 75 + 165 + 210 + 73 + 91 + 57 + 69 + 115 + 265 + 169 + 127 - 115 - 70 - 300 - 330	- 55 - 36 - 226 - 176 + 355 + 306 + 134 + 159 + 107 + 125 + 256 + 436 + 269 + 234 - 269 - 176 - 675 - 595	- 220 - 130 - 760 - 625 + 1116 + 1216 + 463 + 472 + 315 + 375 + 820 + 1216 + 620 + 760 - 716 - 660 - 1960 - 1750					

TAUX DES EUROMONNAIES

65.5	TOTAMOMES
Fig. (100) 5 5/8 Florin 6 1/4 F.R. (100) 8 1/8 F.S 5 1/4 L.(1000) 10 1/2]	9 3/8 9 3/8 9 1/2 9 9/16 9 11/16 9 7/8 18 5 7/8 6 1/4 6 3/8 6 7/16 6 9/16 6 11/16 6 13/14 6 13/14 6 13/14 6 15/16 6 11/16 6 13/14 8 5/8 7 5/8 8 7 5/8 8 7 5/8 8 7 3/4 8 1/8 8 8 3/8 1 1 1/4 11 3/8 11 3/4 11 5/8 12 12 12 3/4 12 7/8 13 9 1/16 9 3/16 9 3/16 9 3/16 9 3/16 9 3/18 9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués e fin de matinée par une grande banque de la piace.

Marchés 1	financiers
-----------	------------

| Second S | - | | | | | ·
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • | <u> </u>
 | — | 22 | | יהוה | |)TI
 | TR. | | | |
 | | | | |
 | | | | |
 | | | | Cours re
à 14 h | levés
52 |
|--|--|--|---|--|--
--|--|--|---|--
--|--|--
--|--|--|--|--
--	--	--	--
--	--	--	--
--			
Solid Soli	Г		
 | | <u> </u> | • | | <u> </u> |
 | <u> </u> | Rèc | nler | nen
 | t m | en | sue | i |
 | | | | | Compen-
pation
 | VALEUR | Cours
précéd. | | COURS | - |
| | | 2570 1320 2570 2570 2570 1010 1010 1020 2570 2570 2570 2570 2570 2570 2570 2 | VALEUR C.N.E. 3% # E.N.P. T.P., C.C.F. T.P., C.M.E. T.P., Randout T.P., | 120 print 1200 print | 7 Preside Con | Demins | + | 96 - 14 3 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 | 750 1200 1220 1210 1210 1220 1210 1210 12 | ALEURI SEE * SEE | Course priced. 473 (1925 1926 1926 1926 1926 1926 1926 1926 1926 | 510
472 90
3090
1530
1530
480
358
3117
856
1789
969
489
2789
750
75
1341
1240
1325
1325
1341
1240
1365
1370
1389
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1575
1 | Demier coors 610 483 10 3085 1531 341 485 352 3175 846 1785 954 489 0 430 325 1676 1366 2700 752 271 11 1700 1156 221 11 1700 1156 3320 1210 1157 3320 1210 1157 3320 1210 1210 1210 1210 1210 1210 1210 | * + 157
- 208
- 257
- 118
- 028
+ 255
- 028
- 220
- 044
- 171
- 133
- 251
- 028
- 028
- 028
- 028
- 028
- 029
- 010
- 01 | 1420
3480
1530
1530
1530
1530
1530
1530
1560
156
152
390
205
150
210
410
1120
1130
1410
1410
1410
1410
1410
1410
1410
1410
150
150
150
150
150
150
150
1 | VALEUT Labon & Legund & Flagund & F | Comma | Pression 1429 3500 1320 1320 1320 1320 1320 1320 1320 13 | 0 miler (cours) 1420 12455 1235 1235 1355 1355 1355 1355 1355 13 | 76 + | Compensation 700 7775 720 980 980 980 980 980 980 980 980 980 98 | Salvapar Sacof * Sacof | 700
700
750
750
750
750
750
750 | 700 800 749 50 951 692 710 985 | 700 791 735 292 951 682 953 440 1665 198 10 720 3500 1186 519 1140 236 456 842 196 653 190 350 729 165 185 190 350 759 165 185 190 350 759 165 185 190 350 759 165 185 190 350 759 165 185 190 350 759 165 185 190 350 759 165 185 190 350 759 165 185 190 350 759 165 185 185 190 350 759 165 185 185 195 195 195 195 195 195 195 195 195 19 | % + | 83 80 1750 1560 1560 157 158 162 1770 1560 157 1560 157 157 158 1560 157 158 1560 157 158 1560 157 158 158 158 158 158 158 158 158 158 158 | Esto Bay Mine De Bassa De Bassa De Bassa De Bassa Deschare Bari Dreschare Bari Minocasta Hat Janua Chemic Dreschare Dreschare Bari Minocasta Hat Janua Dreschare Dreschare | 85 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 | 0 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96 | Duraiser cours 98 | % + |
| Comparison Com | Target Sales | 705
230
896 | Coles 1
Cpt. En
Compt. | repr.#
Mod.# | 707
228
870 | 715
235
851 | 707
229 90
 | + 0 83 | 290
6900
530
1490 | intertecht | 688
53
ioue # 161 | 0 690
0 53
5 152 | 5790
4 530
0 1500
 | - 13 | 1 985
3380 | R. Impé | 104 ± 9
104 ± 34
1 15
 | 30 349
73 50 17
85 154 | 7 3497
4 174
5 1683 | + | 1 95 13
0 29 41
0 13 99 | 1 Anglo
0 Amgol
10 BASF
 | Amer. C. | 112 50 11
415 42
988 96 | 3 113
2 422
5 965
6 1016 | + 1
- 2
- 3 | 69 448
33 179
 | Valva
Wist De | ····· 4 | 85 473
182 186
103 400 | 50 473 50
186
400 | + 165 |
| VALUE S. Corn Part Value S. Corn | To the | 49
21
49 | O C.F. In | | 490
210 50
495 | 480
211
495 | 211 ·
495
 | + 024 | .980
1700 | Lab. Belle | 96
nx 173 | 3 98
19 174 | 1 870
0 1732
 | - 04 | 0 1190 | Se Loui | s* 12
 | 16 121 | 9 1205 | 5 - | 090 8
233 29 | O Buffel
OS Chese
 | | 203 2 | | | 44 18
 | 2 49 Zunbie (| Corp. | 2 80 2 | | |
| VILLED S. S. D. VILLED S. S. D. VILLED S. D. | 16 17 (201 22).
No. 12 (201 22). | | | • | | |
 | | C | om | pta | nt | (sélect
 | Ι | | |
 | 1 00 | ps c | | | 1
 | Servicesion | Rachet | VAL | EURS |
 | | V/ | LEURS | Emission
Frain inc | |
| Color Colo | 1400 mg | | VALEUR | s d | | | V.
 | ALEUR! | | Cours
préc. | | |
 | préc. | cour | • |
 | ┿ | | 09 / | |
 | 981 91 | 957 98 | | |
 | | Pesk | Photosists | 262.5 | 1 28120 |
| The column | • | | · C | bliga | tions | • | CTR
 | ەركى | | 200 | 670 | Magasins
Magnent | Unipét
S.A
 | :::: | 145
102 | Virus
Wass
Who | man S.A
 | 147 | . 8
5 14 | 70
16 | Actions Franc
Actions which | :
ionis
 | 522.38
624.22 | 903 90
901 98 | Fracticeps | , | 28 8
33 0
 | 28 13
98 32 80
11 113273 91 | Places | wit Å
wit at facilie | 1082 (
73873 | 9 1062 68
29 73873 29 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 2000年 日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日本の日 | | Agache Shife Shan C Alpic Hyd Shife | 33 | 100 65 103 20 102 50 102 50 107 70 108 36 116 23 108 28 110 28 11 | 5000 9 5040 5 5060 9 5040 1 775 11 310 0 0040 2 313 4 579 0 030 9 754 1 277 1 277 1 277 1 277 2 458 0 618 1 277 1 277 2 458 0 338 7 4124 1 451 1 451 1 570 7 600 2 100 1 200 3 111 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 1 200 3 380 3 405 4 500 1 190 4 500 4 | Configuration Co | Acceptable of the second secon | Gest | 2490 1700 750 1350 1350 1350 1350 1350 1350 1350 13 | 342
360
360
478
780
15 10
562
562
578
160
1105
562
578
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105
1105 | Micro Nedge Of Property Control II. Congress C | C.1. C.1. | 222 30 240 1250 222 30 380 380 380 380 380 380 380 380 380 | 133
380
460
1230
1830
1230
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
1300
130 | Ala | n Alass n A | ice | 56 500 10 | \$300
\$365
\$195
\$195
\$195
\$195
\$114
\$174
\$100
\$25
\$25
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$117
\$1 | AGF. 5000 AGF. ECU AGF. New AGF. Ne | or hands in the second of the | \$13 03 1085 21 111 80 447 71 121 33 1105 92 10914 51 1513 26 1513 26 1514 60 1107 33 1425 44 1107 33 1425 44 1107 33 1425 44 1107 33 1425 44 1107 33 1425 44 1107 32 1 | 558 06 1087 34 109 07 34 109 07 35 188 37 188 37 180 42 109 14 61 62 13 36 68 12 2 109 14 61 62 13 36 68 12 7 180 36 68 12 7 180 36 68 12 7 180 36 68 12 7 180 36 68 12 7 180 36 68 12 7 180 36 68 12 7 180 36 180 3 | Fractioned Fractions of Fractio | siles seciatore arciatore arci | 27: 44001 5802 13945 1391 10902 10902 12931 1293 | 27 24 4388 8 57 1100 9 0 1100 | | de Chignions de Ch | 116 11046 11 | 113 42
1103 45
1103 45
1103 45
1103 85
110 87
110 87
110 67
110 67
110 67
110 67
110 79
110 79
11 |
| | | | | | |
 | | | | | |
 | | | |
 | | - | | |
 | | | | |
 | | | | | |
 |

ARTS ET SPECTACLES

obseques d'Hirohito entraîne des mesures de sécurité sans précédent. Négociations sur le Cambodge : confusion à Dja-

POLITIQUE

5-6 La préparation des élections municipales à Lyon, Villeurbanne, à Strasbourg et à Châlons-sur-

8 Le renouvellement partiel du Conseil constitutionnel.

SOCIÉTÉ

10 L'affaire de l'Amoco-Cadiz. -- Le Sida en Union soviétique. 11 La crise pénitentiaire. - Le vieillissement des cher-

22 Communication.

15 Mort d'un commis voyageur, de Volker Schlön-

16 Je suis le seigneur du château, de Régis Wargnier. 17 La Courneuve : de la barre Debussy au quartier

de l'Orme-seul.

18 Expositions.

ÉCONOMIE

30 Les affaires Pechiney Société générale. 31 La rénovation du service public.

32 Le chang tion de la Caisse nationale d'assurance-maladie. 33 La réunion du Conseil économique et financier franco-allemand.

SERVICES

Abonnements30 Annonces classées . 25 à 28 Campus 13-14 Mots croisés22 Météorologie22 Radio-télévision 21 Spectacles 19 à 21

TÉLÉMATIQUE

 Calculaz vos impôts . . IMPOTS Ski : choisiseez votre station SEJOUR Les hauteurs de neige ... CORUS 3615 Tapez LM Consultez votre porteleuille
 BOURSE

 Le mini-journal de la rédactionJOUR

3615 tapez LEMONDE

La rencontre entre MM. Chevardnadze et Arens

Prochaines réunions entre experts israéliens et soviétiques

Le Caire (AFP). - Le ministre soviétique des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, a annonce mercredi 22 février, à l'issue d'un entretien, au Caire, avec son homologue israélien Moshe Arens, que des experts israéliens et soviétiques se rencontreront dans les prochains jours pour discuter de tous les aspects de la crise du Proche-Orient.

M. Chevardnadze, qui n'a pas précisé le lieu de cette rencontre, en a fait l'annonce dans une conférence de presse improvisée, au terme de sa rencontre de près de deux heures et quart avec M. Arens.

 Nous avons décidé de poursuivre les contacts au niveau des ministres des affaires étrangères ainsi qu'à d'autres niveaux. Le premier pas, fondamental, qui sera réalisé est une rencontre, dans les prochains jours, au niveau d'experts, afin de poursuivre l'examen en profondeur de tous les aspects de la crise du Proche-Orient. Les movens et les possibilités de l'action à entreprendre par la suite seront alors déterminés », a indiqué le ministre soviétique.

En visite à Paris

M. Shamir multiplie les entretiens politiques

Arrivé mardi après-midi à Paris pour une visite officielle de quatre jours, M. Itzhak Shamir entamait, chargée d'entretiens politiques avec les plus hautes autorités françaises. avec pour objectif de disqualifier l'OLP en tant que partenaire d'un éventuel règlement au Proche-Orient. Après avoir sleuri la tombe du soldat inconnu à l'Arc de triomphe, M. Shamir a eu dans la matinée des entretiens suivis d'un déjeuner avec le président Mitterrand. Il devait rencontrer dans l'après-midi le premier ministre, M. Michel Rocard - qui offrait dans la soirée un diner en son honneur, - puis le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et le ministre des affaires étrangères, M. Roland

Vaste opération financière concernant le Marché-aux-Puces de Saint-Ouen

Un groupe d'investisseurs privés, regroupés dans la société Serpaul vient d'acheter pour 130 millions de francs, à une filiale de la Compagnie La Hénin, deux des marchés aux puces de Saint-Ouen, dans la ban-lieue de Paris : Serpette (antiquités) et Paul-Bert (brocante).

Un programme de travaux de 20 millions de francs (agrandissement des parkings, couverture du marché Paul-Bert, rénovation et construction de stands) va être lancé dans ces marchés, qui regroupent 420 stands sur une superficie de 14000 mètres carrès.

Les responsables de Serpaul petit-fils de Marcel Dassault, et M. Jean-Pierre Rossault, et (notamment M. Laurent Dassault. M. Jean-Pierre Bansard du groupe CIBLE, qui exploite les Usine Center) souhaitent exploiter - plus intelligemment le Marché aux puces - qui rapporte actuellement environ 12 millions de francs par an Le loyer d'un stand se situe entre 2000 F et 4500 F par mois.

M. Bansard soubaite que cette acquisition ne soit qu'une première étape. Les Puces de Saint-Ouen comprennent quatre autres grands marches : Malik (vêtements). Vernaison et Biron (meubles) et Vallès (brocante), qui appartiennent pour l'essentiel à des associations de commerçants et regroupent plus de deux mille stands.

■ Craissance économique : + 3.6 % pour la France en 1988. La croissance économique en France a atteint - en terme, de PIB marchand - 3,6 % en 1988, selon les comptes trimestriels de l'INSEE.

ETATS-UNIS: la lente définition de la politique américaine

M. George Bush se défend d'avoir laissé l'initiative à l'URSS au Proche-Orient

 Ce n'est pas le voyage de M. Che-vardnadze qui va forcer le gouverne-ment à prendre des décisions hâtives. Interrogé, mardi à Washington, au cours d'une conférence de presse, qui avait tourné au réquisitoire contre le flou de la politique étrangère de la nouvelle administration, le président George Bush a plaidé la prudence, et rejeté l'idée que l'Union soviétique avait désormais toute l'initiative, en particulier au Proche-Orient, où le chef de la diplomatie soviétique devait s'entretenir ce mercredi au Caire avec son homologue israélien M. Arens, ainsi que M. Yasser Arafat. « La politique américaine au Moyen-Orient est d'encourager des discussions entre le roi Hussein (de Jordanie) et Israël, a poursuivi M. Bush, elle est de construire sur les progrès dé jà enregis-

Notant, par ailleurs, que le dialogue entre Washington et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était utile , le président américain a répété : « Je ne veux pas me presser parce que M. Chevardnadze est allé au Proche-Orient (...). - Saluant, toute fois, ce voyage comme - une bonne chase -, il devait ajouter que le rôle des Soviétiques dans cette région doit - être un rôle limité -.

En ce qui concerne l'Iran, M. Bush, dont c'était, là encore, après bien des attermojements et des mesures de prudence, la première réaction officielle à l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre l'écrivain Salman Rushdie, s'est borné à déclarer qu'iltiendrait le gouvernement iranien pour responsable si ses - incitations - débouchaient sur des atteintes aux intérêts américains. . Notre position sur le terne est bien co une quelconque oction est intentée contre les intérêts américains, le gouvernement de l'Iran devra s'attendre à ce qu'on le tienne pour responsable. •

Enfin, prenant la défense de John Tower, dont la confirmation au poste de secrétaire à la défense est retardée depuis plus de trois semaines en raison de nombreuses allégations sur sa vie privée et sur ses liens financiers avec l'industrie de l'armement, George Bush, visiblement irrité et soulagé à la ois, a affirmé que les allégations contre M. Tower « venaient d'être abattues en flammes » par le dernier rapport du FBI et que « le Sénat allait à présent se prononcer très vite sur sa confirma-

Le président américain espérait-il par là mettre un terme à la première véritable bataille politique de son mandat ? Le mal est déjà fait, et pour aussi injustes semble-t-il qu'aient pu être les reproches adressés à M. Tower, ils n'en ont pas moins contribué à affaiblir la nouvelle administration. Sur le plan purement politique d'abord, car les scrupules tardifs du sénateur de Géorgie, M. Sam Nunn, qui occupe aujourd'hui à la tête de la commission des forces armées du Sénat le poste qu'occupa jadis M. Tower, montraient assez que les démocrates, dont le sénateur est le principal spécialiste en armement (et fut même à ce titre pressenti pour porter les couleurs du parti à la

dernière présidentielle), entendent garder un sérieux droit de regard sur les affaires du Pentagone.

En attendant, le . vide » à la tête du secrétariat à la défense a eu des effets • pratiques • regrettables : un choix crucial sur l'avenir du missile MX, ou son remplacement par le missile intercontinental à unique tête nucléaire Midgetman, qui devait intervenir la semaine dernière a été repoussé sine die, tandis que les coupes dans le budget si controversé de la défense (et notamment dans celui imparti à l'initiative de défense stratégique, IDS, si chère à l'ancien président Reagan) que prévoit d'ores et déjà le nouveau président n'ont pu, saute d'interlocuteur, être vraiment discutées. Du coup, c'est l'ensemble des discussions budgétaires qui est en partie bloqué...

Retards

La • prudence • et le réalisme affichés par la nouvelle administration, après avoir été salués dans un premier temps par la presse, heureusement sur-prise après l'improvisation et le dilettantisme de l'équipe précédente, sont aujourd'hui largement critiqués.

Nombreux sont ceux qui remarquent le retard accumulé dans la nomination ou la confirmation de plusieurs responsables. Ainsi le docteur Sullivan, ce médecin noir désigné comme secré-taire à la samé et dont George Bush attend qu'il l'aide à mettre en place sa

fameuse « Amérique plus douce » n'a toujours pas été confirmé par le Sénat. Ses auditions auraient même, dit-on, été rétardées à la demande de l'admimistration car le docteur a été jusqu'ici incapable d'adopter une attitude cobérente sur l'avortement, on à tout le moins une attitude conforme avec celle de la Maison Blanche qui condamne l'interruption de grossess

De même le secrétaire à l'énergie James Watkins, et celui chargé des anciens combattants, M. Edward Derwinski, n'ont pas été non plus confirmés dans leurs fonctions. Quant à deux dossiers présentés comme «prioritaires» tels que la lutte contre la drogue ou la recherche d'un règlement en Amérique centrale, rien pour l'instant n'a été fait. Le « drug czar ». M. Bennett, a bien été nommé, mais, faute de connaître les crédits dont il peut disposer, il n'a rien entrepris. Quant au sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, on croit savoir que le choix de M. Baker s'est porté sur M. Bernard Aronson, un démocrate qui ne parle pas espagnol et a soutenu les contras antiistes, mais il n'a toujours pas été désigné officiellement. Un retard embarrassant pour la diplomatie amé-ricaine; les Etats-Unis, pris de court l'autre semaine par la relance d'un plan de paix régional élaboré au Salvador par cinq pays d'Amérique centrale, se sont bornés à expliquer qu'ils devaient, avant de réagir, examiner de plus près le projet... ».

M.-C. D.

–Sur le vif –

Versets de larmes

C'est pas bientôt fini, ce tollé autour de l'affaire Rushdie. Qu'est-ce que c'est que ce cirque, ces pétitions, ces cris d'indignation, ces connenies sur la liberté d'expression, tout ça? Vous les avez lus, non, les extraits de ces fameux ∢ Versets sataniques ». C'est épouvantable. Comment il s'appelle, déjà, leur prophète, leur imam, aux musulmans... Mahomet, c'est ça. En ben I cet auteur de crotte a eu le culot de le traiter de salaud. Mettez-vous à la place de Khomeiny. On s'étranglerait de fureur dans sa barbe pour trois fois moins.

Tiens, moi, ici, dans mon coin, je vous ai rapporté un jour les propos d'une dame, une Allemande, une prof en théologie, une vraie pipelette. Elle croyait savoir que le papa au petit Jésus, c'était Joseph, pas l'autre, là... Pas Jehovah. C'est elle qui le disait, pas moi. D'abord, moi, j'étais pas en Galilée à ce moment-ià, ensuite, c'est pas mes affaires. Ça vous a pas empêchés de m'appeler, de m'écrire, de me menacer : Comment, tu oses, salope? Demande pardon immédiatement, sinon... Morte de trouille, je me suis roulés aux pieds de mes correspondants en jurant mes grands dieux que je recommencerais jamais plus. Voyez qu'ils aient pris mon placard à balais pour un cinéma de quartier

et qu'ils y aient foutu la bombe destinée à Scorsese I

Lui, l'ayatollah, i a été vraiment super. Il a offert pour 3 millions de dollars de pub à un écrivain totalement inconnu du grand public. Et, en mettant sa tête à prix, il va même lui permettre d'en changer. C'est pas à moi que ca arriverait ! Là-dessus, poussés au cui par les intellos outragés, les politiciens de la CEE se réunissent à Bruxelles et après des heures et des heures de discussions, prenant leur courage à deux mains, ils décident d'inviter leurs ambassadeurs à l'éhéran à revenir passer quel-

ques jours de vacances au pays. Vous vous rendez compte d'une claque I Pauvre Khomeiny, ça lui a fait drôlement bobo. Paraît qu'il en était tout retourné. J'en étais malade pour lui. Ce matin, mes copains du service économique m'ont rassurée : l'inquiète! Ils sont déjà en train de le consoler, ton chén : là, là... faut pas pleurer, d'accord on va rogner un peu sur les petits fours des réceptions du corps diplomatique, mais comme vous avez besoin de dollars, avec votre offre si généreuse de prime et tout, on va vous ouvrir des usines, vous prêter des sous et investir chez vous. Alors, c'est fini, ce gros chagrin? Allez, mouchez votre nez et venez nous faire un câlin.

CLAUDE SARRAUTE.

AFRIQUE DU SUD : la mort de Stompie Mokhetsi

Deux gardes du corps de Winnie Mandela ont été inculpés de meurtre

Deux des quatre personnes interpellées, dimanche 19 février, lors de la perquisition au domicile de Winnie Mandela ont été inculpées, mardi 21 février, de meurtre, d'enlèvement et de coups et blessures dans le cadre de l'enquête sur la mort du jeune Stompie Mokhetsi. L'un d'entre eux. Jerry Richardson, avait le titre d'entraîneur du Mandela Football Club.

« Je me sens trahie par toutes les personnes impliquées dans cette affaire sordide », a déclaré

de notre correspondant

Stompie . Mokhetsi savait qu'il ne vivrait pas longtemps. Il était sûr de mourir - dans la lutte - avant l'âge adulte. Stompie avait raison. Il est mort à quatorze ans et demi, mais pas en se battant pour la libération de son peuple comme il le croyait. Il a été tué sans doute par ceux qui étaient censés être du même côté que lui, des partisans de - la cause -, des membres présumés de la prétendue équipe de foot-ball de Winnie Mandela. L'entraîneur supposé, Jerry Richardson, a reconnu l'avoir - corrigé - ainsi que trois autres adolescents qui avaient été enlevés d'un refuge méthodiste à Soweto.

politiques n'ont pu résister à ce simple test. » Stompie, seion lui, se serait ensuite disait-il, sont meilleurs que les adultes enfui. Son corps a été retrouvé neuf jours plus tard dans un terrain vague. aura fallu que le « Winn éclate pour que la police identifie le cadavre qui reposait à la morgue

depuis un mois et demi. Stompie, qui avait été surnommé le petit général », était un gamin incrovable : aux heures chaudes de la révolte des townships, en 1985 et 1986, il dirigeait une armée de quinze cents ieunes. Il avait onze ans à l'époque et plus jeune de l'équipe en avait huit. Il était le chef incontesté dans la cité noire de Tumahole, à proximité de Parys, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. La troupe qu'il avait mise sur pied s'opposait aux contre-révolutionnaires, aux vigiles, aux policiers noirs. - Les enfants,

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1989

a été tiré à 493 532 exemplaires

Question de Mode et de Prix:

CEUX QUI PLAISENT

AUX FEMMES.

alors, pas du tout : à couse de leur

banalité, de leurs prix excessifs, de leur

côté ordinaire, vulgaire, ringard... Mais

heureusement, il y a les autres, les beaux

et bons tissus. Fidèles comme la laine,

aimables comme le catan, fiers comme

le lin, séduisants comme la soie, et

même protiques comme les polyesters,

doux comme le satin ou vibrants comme

le taffetas. Tout pour plaire et quelles

étiquettes de prix ! Vraiment "pour rien."

car ils n'ont pas peur. Ils ne fuient pas devant la police. -

Winnie Mandela, l'épouse du chef historique de

l'ANC, dans une interview accordée à un journa-

liste sud-africain et diffusée par la BBC. « Je

suis borrifiée à l'idée que l'on puisse même ima-

giner que je pourrais être responsable du

meurtre d'un enfant alors que j'ai passé toute ma

vie à lutter contre ce type d'injustice. (...) Et je

suis atterrée de constater que de vieilles amitiés

Leader né, activiste convaincu, il fut arrêté le 9 juillet 1986. A l'âge de douze ans, il passera onze mois en prison. Un premier séjour suivi d'un autre de trois semaines en octobre 1988. C'est à la fin de l'an dernier qu'il quitte sa cité, craignant pour sa vie, fuyant les poursuites pour infraction à l'état d'urgence. Il s'installe à Soweto dans le centre d'hébergement méthodiste. Celui qui était devenu le héros de Turnahole, celui aucuel ses camarades obéissaient au doigt et à l'œil, périra, quelques mois plus tard, la gorge transpercée de trois comps de couteau.

Révolutionnaire à dix ans, mort à quatorze ans, le petit soldat avait impressionné ceux qui l'avaient ren-contré par sa maturité. En 1987, il avait pris la parole dans un meeting à l'université de Witwatersrand à Johannesburg. Le vice-chancelier, M. Mervin Shear, se souvient de ce bonhomme qui a parlé comme un adulte et autour duquel les étudiants médusés se sont rassemblés la réunion terminée, intrigués qu'ils étaient par cet énergu-

Ce Napoléon en herbe pouvait, paraît-il, réciter par cœur les articles de la charte de la liberté de l'ANC (Congrès national africain) et faisait référence aux écrits de Karl Marx pour expliquer son engagement. De son vrai nom James Seipei, il passart des journées entières à discuter politique. Expulsé de l'école, ce surdoué avait pris en charge sa propre éducation en empruntant des livres à ses camarades de classe.

Cet enfant sans enfance, orphelin de père à six mois, aura finalement succombé après son enlèvement par des membres du Mandela Football Club. Un nom qu'il vénérait par-dessus tout. Selon son oncle, son vœu le plus cher était de rencontrer Nelson Mandela. Il se proposait d'écrire aux autorités pour demander la permission de le voir e avant que l'un des deux ne meure ». Par une étrange ironie du sort, les violences à l'origine de sa mort lui ont peut-être été infligées au domicile même de l'épouse de Nelson Mandela sans que son vœu soit exaucé.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand: « La fonction publique est arache des aréoccupations

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 22 février, sous la présidence de M. François Mitterrand. En dehors de la déclaration du président de la République sur l'affaire Rushdie, le conseil a été essentiellement consacré à une communication du premier ministre sur la rénovation de la fonction publique (lire page 1).

A CAN

12:

A ce sujet, M. François Mitterrand a souligné qu'il s'agissait - d'un grand chantier - ajoutant que la fonction publique était - injustement critiquée alors que l'on reconnaît sa compétence et son intégrité de par le monde ». Le chef tait que fût donné satisfaction à ses revendications dans la mesure où le respect des grands équilibres le permettait, et souhaitait - que la fonction publique sache qu'elle est proche des préoccupations du gowernemeni 🖦

Parmi les mesures individuelles prises par le conseil, il faut relever la nomination de M. Christian Blanc à la présidence du conseil d'administration de la RATP, et celle de M. Gilles Johanet, conseiller référendaire à la Cour des Comptes à la direction de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (*lire page 32*).

Le chef de l'Etat et l'affaire Rushdie

« Le mal absolu »

Au cours du conseil des ministres, M. François Mitterrand a déclaré à propos de l'affaire Rusdhie : ∢Tout. dogmatisme qui, par la violence, atteinte à la liberté de l'esprit et au droit d'expression représente à mes yeux le mai absòlu. Le progrès moral et spirituel de l'humanité est lié au recul de tous les fanatismes. »

 M. Mitterrand pour la libération de Vaclav Havel. - Le president de la République a adressé un message aux autorités tchécoslovaques pour leur demander la libération de l'écrivain Vaclav Havel, condamné, mardi 21 février, à neuf mois de prison, a annoncé, mercredi, le porte-parole du ministère des affaires étrangeres. Le gouvernement néerlandais, de son côté, a invoqué les récents accords sur les droits de l'homme conclus dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour intervenir en faveur de Havel

